

N° 467

SÉNAT

SESSION ORDINAIRE DE 2010-2011

Enregistré à la Présidence du Sénat le 27 avril 2011

RAPPORT

FAIT

*au nom de la commission des lois constitutionnelles, de législation, du suffrage universel, du Règlement et d'administration générale (1) sur le projet de loi organique portant **diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution (PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)** et le projet de loi relatif aux **collectivités de Guyane et de Martinique (PROCÉDURE ACCÉLÉRÉE)**,*

Par M. Christian COINTAT,

Sénateur

(1) Cette commission est composée de : M. Jean-Jacques Hiest, *président* ; M. Nicolas Alfonsi, Mme Nicole Borvo Cohen-Seat, MM. Patrice Gélard, Jean-René Lecerf, Jean-Claude Peyronnet, Jean-Pierre Sueur, Mme Catherine Troendle, M. Yves Détraigne, *vice-présidents* ; MM. Laurent Béteille, Christian Cointat, Charles Gautier, Jacques Mahéas, *secrétaires* ; MM. Jean-Paul Amoudry, Alain Anziani, Mmes Éliane Assassi, Nicole Bonnefoy, Alima Boumediene-Thiery, MM. François-Noël Buffet, Gérard Collomb, Pierre-Yves Collombat, Jean-Patrick Courtois, Mme Anne-Marie Escoffier, MM. Louis-Constant Fleming, Gaston Flosse, Christophe-André Frassa, Bernard Frimat, René Garrec, Jean-Claude Gaudin, Mme Jacqueline Gourault, Mlle Sophie Joissains, Mme Virginie Klès, MM. Antoine Lefèvre, Dominique de Legge, Mme Josiane Mathon-Poinat, MM. Jacques Mézard, Jean-Pierre Michel, François Pillet, Hugues Portelli, André Reichardt, Bernard Saugéy, Simon Sutour, Richard Tuheiava, Alex Türk, Jean-Pierre Vial, Jean-Paul Virapoullé, Richard Yung, François Zocchetto.

Voir le(s) numéro(s) :

Sénat : 264, 265, 468 et 469 (2010-2011)

SOMMAIRE

	<u>Pages</u>
LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES LOIS	7
EXPOSÉ GÉNÉRAL	9
I. LA VOIE DE LA RESPONSABILITÉ DANS LA RÉPUBLIQUE : DE LA DÉPARTEMENTALISATION À LA COLLECTIVITÉ UNIQUE	12
A. LA LOI DE DÉPARTEMENTALISATION DU 19 MARS 1946	12
1. <i>L'aspiration à la départementalisation au nom de l'égalité</i>	12
2. <i>De la loi de départementalisation à l'avènement de l'égalité</i>	12
3. <i>Les départements d'outre-mer dans la Constitution de 1958</i>	13
B. L'INVENTION D'UN NOUVEAU MODÈLE INSTITUTIONNEL DANS LA FIDÉLITÉ À LA RÉPUBLIQUE	14
1. <i>La création des régions dans les départements d'outre-mer</i>	14
2. <i>La révision constitutionnelle de 2003 : l'ouverture de la voie de la collectivité unique</i>	16
a) <i>La fin des « statuts uniformes » outre-mer</i>	16
b) <i>La révision constitutionnelle du 28 mars 2003</i>	20
3. <i>L'échec des consultations de décembre 2003 en Guadeloupe et en Martinique</i>	21
C. LE CHOIX DES ÉLECTEURS DE GUYANE ET DE MARTINIQUE : LA COLLECTIVITÉ UNIQUE DANS L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION	22
1. <i>Les demandes de 2009 du congrès des élus départementaux et régionaux</i>	22
2. <i>Les consultations de janvier 2010 en Guyane et en Martinique</i>	23
3. <i>Plusieurs mois de discussion des élus guyanais et martiniquais</i>	24
D. LA QUESTION INSTITUTIONNELLE DANS LES AUTRES RÉGIONS D'OUTRE-MER	25
1. <i>L'opposition de la Réunion à tout changement institutionnel</i>	25
2. <i>La poursuite de la réflexion institutionnelle en Guadeloupe</i>	25
II. LE CONTENU DES PROJETS DE LOI : DEUX COLLECTIVITÉS UNIQUES DIFFÉRENTES	27
A. UN CHOIX DE CODIFICATION PERFECTIBLE	27
B. LE MAINTIEN DU SCHÉMA INSTITUTIONNEL RÉGIONAL EN GUYANE	28
C. LE SCHÉMA INSTITUTIONNEL ORIGINAL DE LA MARTINIQUE	29
D. UN MODE DE SCRUTIN DÉRIVÉ DE L'ÉLECTION RÉGIONALE.....	30
E. UNE DATE DE MISE EN PLACE CONTROVERSÉE	31
F. LE RENFORCEMENT UNANIMEMENT CONTESTÉ DES POUVOIRS DE SUBSTITUTION DU PRÉFET.....	32
G. LE PROJET DE LOI ORGANIQUE : UN ASSOUPPLISSEMENT DE LA PROCÉDURE DES HABILITATIONS	32

III. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION : GARANTIR LE SUCCÈS DE LA CRÉATION DE LA COLLECTIVITÉ UNIQUE	34
A. MODIFIER LA DÉNOMINATION DES NOUVELLES COLLECTIVITÉS ET DE LEURS ÉLUS.....	34
B. RÉDIGER INTÉGRALEMENT LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX NOUVELLES COLLECTIVITÉS.....	34
C. GARANTIR LE RESPECT DU PLURALISME DANS LES INSTITUTIONS EN MARTINIQUE	35
D. PRÉSERVER LA DIMENSION CULTURELLE DANS LA FUSION DES DEUX CONSEILS CONSULTATIFS LOCAUX	35
E. CONSERVER ET RÉNOVER LE CONGRÈS DES ÉLUS DANS LES FUTURES COLLECTIVITÉS UNIQUES	36
F. GARANTIR UNE REPRÉSENTATION ÉQUILIBRÉE DU TERRITOIRE À L'ASSEMBLÉE DE GUYANE	37
G. RATTACHER LES NOUVELLES COLLECTIVITÉS AU CALENDRIER ÉLECTORAL DE DROIT COMMUN	39
H. RENDRE PLUS ACCEPTABLE LE RENFORCEMENT DES POUVOIRS DU PRÉFET.....	39
I. CONFORTER ET AMÉNAGER LE RÉGIME DES HABILITATIONS.....	40
EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI ORGANIQUE PORTANT DIVERSES MESURES DE NATURE ORGANIQUE RELATIVES AUX COLLECTIVITÉS RÉGIES PAR L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION	43
• <i>Article 1^{er} A (nouveau)</i> (art. L.O. 3445-1, L.O. 3445-9, L.O. 4435-1 et L.O. 4435-9 du code général des collectivités territoriales) Suppression de la mention de la Guyane et de la Martinique dans les dispositions organiques relatives aux habilitations prévues à l'article 73 de la Constitution pour les départements et les régions d'outre-mer	43
• <i>Article 1^{er}</i> (art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau], L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6, L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7 du code général des collectivités territoriales) Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement	44
• <i>Article 1^{er} bis (nouveau)</i> (art. L.O. 7311-1 à L.O. 7313-1 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales) Dispositions organiques relatives aux habilitations prévues à l'article 73 de la Constitution pour les collectivités de Guyane et de Martinique	50
• <i>Article 2</i> (art. L.O. 141 et L.O. 148 du code électoral) Actualisation des règles de cumul des mandats électifs locaux avec le mandat parlementaire	50
• <i>Article 3</i> Références à la Guyane dans les textes organiques	52
• <i>Article 4</i> Références à la Martinique dans les textes organiques	54
• <i>Article 5 (nouveau)</i> (art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel) Présentation des candidats à l'élection présidentielle par les conseillers à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique	55
• <i>Article 6 (nouveau)</i> Entrée en vigueur du projet de loi organique	55
• <i>Intitulé du projet de loi organique</i>	56

EXAMEN DES ARTICLES DU PROJET DE LOI RELATIF AUX COLLECTIVITÉS DE GUYANE ET DE MARTINIQUE	57
TITRE I^{er} DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	57
• <i>Article 1^{er}</i> (art. L. 3441-1, L. 3442-1, L. 4431-1, L. 4432-1, L. 4432-2 et L. 4432-9 et septième partie [nouvelle] du code général des collectivités territoriales) Suppression dans le code général des collectivités territoriales de références à la Guyane et à la Martinique et création d'une septième partie relatives aux collectivités de l'article 73 de la Constitution	57
• <i>Article 2</i> (art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales) Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane	60
• <i>Article 3</i> (art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales) Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique	67
• <i>Article 3 bis (nouveau)</i> (art. L. 7321-1 à L. 7325-3 [nouveaux] du code général des collectivités territoriales) Congrès des élus de Guyane et de Martinique	75
TITRE II DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ÉLECTORAL	77
• <i>Article 4 A (nouveau)</i> (art. L. 46-1 du code électoral) Actualisation des règles de cumul des mandats électifs locaux	77
• <i>Article 4 B (nouveau)</i> (art. L. 280 à L. 282 du code électoral) Participation des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique au collège électoral sénatorial	77
• <i>Article 4</i> (livre IV du code électoral) Insertion dans le code électoral des dispositions relatives à l'élection de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique	78
• <i>Article 5</i> (tableau n° 7 annexé au code électoral) Suppression de la Guyane et de la Martinique dans le tableau des effectifs des conseils régionaux	79
• <i>Article 6</i> (art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau] et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral) Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique	79
TITRE III DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES	86
• <i>Article 7</i> (art. L. 212-12 et L. 312-1 du code des juridictions financières) Prise en compte de la création des collectivités de Guyane et de Martinique dans le code des juridictions financières	86
TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES	87
• <i>Article 8</i> (art. 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique) Application aux élus des collectivités de Guyane et de Martinique de la législation relative à la transparence financière de la vie politique	87
• <i>Article 9</i> (art. L. 1451-1 [nouveau] du code général des collectivités territoriales) Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution	89
• <i>Article 10</i> Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures pour adapter les règles financières et comptables et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique	93

• <i>Article 11</i> Références à la Guyane et à la Martinique dans les textes législatifs.....	94
• <i>Article 12</i> Entrée en vigueur de la loi et première élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique.....	95
• <i>Intitulé du projet de loi</i>	99
EXAMEN EN COMMISSION	101
ANNEXE 1 - AUDITION DE MME MARIE-LUCE PENCHARD, MINISTRE AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, CHARGÉE DE L'OUTRE-MER	127
ANNEXE 2 - LISTE DES PERSONNES ENTENDUES	137
TABLEAU COMPARATIF AU PROJET DE LOI ORGANIQUE	139
TABLEAU COMPARATIF AU PROJET DE LOI	153
ANNEXE AUX TABLEAUX COMPARATIFS	300

LES CONCLUSIONS DE LA COMMISSION DES LOIS

Après avoir entendu, Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, le mercredi 6 avril 2011, la commission des lois, réunie le mercredi 27 avril 2011, sous la présidence de M. Jean-Jacques Hyest, président, a examiné le rapport de **M. Christian Cointat** sur le **projet de loi organique n° 264** (2010-2011) portant diverses mesures de nature organique relatives aux **collectivités régies par l'article 73 de la Constitution** et sur le **projet de loi n° 265** (2010-2011) relatif aux **collectivités de Guyane et de Martinique**.

A l'initiative du rapporteur, la commission a adopté 12 amendements sur le projet de loi organique et 104 sur le projet de loi.

Après avoir évoqué l'insuffisance de la codification à laquelle procède le projet de loi, le rapporteur a exposé les aspects principaux de l'architecture institutionnelle retenue pour les collectivités uniques de Guyane et de Martinique. Alors que l'architecture institutionnelle de la Guyane reprend celle de la région, celle retenue pour la Martinique s'apparente à celle attribuée à la Corse en 1991, avec un conseil exécutif distinct de l'assemblée délibérante. Dans les deux cas, le mode de scrutin est celui des régions, avec une circonscription unique composée de plusieurs sections et permettant l'attribution d'une prime majoritaire.

La commission a souhaité modifier la dénomination des collectivités, en collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, ainsi que celle de leurs élus. Elle a approuvé les propositions du rapporteur en matière de codification.

Concernant le mode de scrutin de la collectivité territoriale de Guyane, la commission a souhaité garantir une représentation équilibrée du territoire à l'Assemblée de Guyane, en adoptant à l'initiative du rapporteur un découpage en huit sections électorales avec affectation des sièges correspondants.

Concernant l'architecture institutionnelle de la collectivité territoriale de Martinique, la commission a créé des vice-présidents au sein de l'Assemblée de Martinique, a rendu obligatoire une délégation pour chaque conseiller exécutif et a réduit les seuils de dépôt et d'adoption de la motion de défiance.

La commission a tenu à préserver la dimension culturelle particulière des régions d'outre-mer dans la fusion des deux conseils consultatifs régionaux, en créant deux sections dans chaque conseil économique, social, environnemental et culturel en Guyane et en Martinique.

En matière institutionnelle, la commission a enfin souhaité explicitement organiser en Guyane et en Martinique le congrès des élus, afin de conserver dans ces collectivités un rôle de proposition en matière d'évolution institutionnelle, tout en élargissant sa composition aux maires.

Le rapporteur a souligné la controverse sur la date de mise en place de ces deux nouvelles collectivités, le projet de loi prévoyant de premières élections au plus tard en décembre 2012, alors que la date de 2014 correspond au calendrier électoral de droit commun.

La commission a prévu que les premières élections puissent avoir lieu au plus tard en mars 2014, tout en rattachant en 2020 l'élection de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique au calendrier électoral de droit commun.

Le rapporteur a aussi évoqué le rejet quasi unanime du renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, tout en précisant qu'il pouvait être nécessaire dans certains cas, de sorte que la commission, sans supprimer ce dispositif, a mis en place une procédure de constat de carence déclenchée par le préfet mais conclue par une décision du Gouvernement.

Enfin, le rapporteur a expliqué en quoi le projet de loi organique modifiait le régime des habilitations, en prévoyant un décret en Conseil d'État et non une loi pour une habilitation dans le domaine réglementaire et en allongeant la durée d'habilitation jusqu'à la fin du mandat de l'assemblée qui en a fait la demande. La commission a prolongé cet assouplissement en ouvrant la possibilité d'une prorogation de droit de deux ans de l'habilitation après le renouvellement de l'assemblée et en adoptant plusieurs dispositions de nature à éviter un contrôle d'opportunité de la part du Gouvernement sur les demandes d'habilitation dans le domaine législatif, ce contrôle devant revenir au Parlement lui-même.

La commission a adopté le projet de loi organique et le projet de loi **ainsi rédigés.**

Mesdames, Messieurs,

A la suite de Mayotte, première collectivité unique de l'article 73 de la Constitution depuis le 31 mars 2011, la Guyane et la Martinique seront aussi demain des collectivités uniques de l'article 73 de la Constitution, c'est-à-dire des collectivités à statut particulier exerçant à la fois les compétences d'un département d'outre-mer et d'une région d'outre-mer, dans le cadre du droit commun de la République tel que le prévoit l'article 73 de la Constitution et dans le plein respect de la départementalisation votée en 1946.

La collectivité unique ne remet nullement en cause le sens et l'esprit de la départementalisation, qui résident avant tout dans l'application du droit commun de la République. Elle est d'abord une rationalisation institutionnelle et administrative, dans des régions monodépartementales depuis 1983 à la suite d'une décision du Conseil constitutionnel ayant refusé la création d'une assemblée unique pour le département et la région, au moment de la création des régions pour la France métropolitaine.

Après avoir rejeté par la consultation du 10 janvier 2010 le passage au statut de collectivité d'outre-mer régie par l'article 74 de la Constitution, les électeurs de Guyane et de Martinique ont approuvé lors de la consultation du 24 janvier 2010 la création d'une collectivité unique régie par l'article 73 de la Constitution et exerçant les compétences du département et de la région¹.

Après ces consultations, des discussions ont eu lieu entre les élus. Le Gouvernement a également engagé un dialogue avec les élus, en particulier le conseil régional et le conseil général, avant de leur soumettre un avant-projet de loi organique et un avant-projet de loi à la fin de l'année 2010, sur lesquels les deux conseils ont rendu leur avis.

Ainsi, le 26 janvier 2011, le Gouvernement a déposé sur le bureau du Sénat le projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique. Conformément à l'article 39 de la Constitution, ces projets de loi sont soumis en premier lieu au

¹ Une première consultation organisée le 7 décembre 2003 en Guadeloupe et en Martinique s'était conclue par le refus de la collectivité unique se substituant au département et à la région.

Sénat, puisqu'ils ont pour principal objet l'organisation des collectivités territoriales.

Dans la perspective de l'examen de ces deux projets de loi, votre commission des lois a souhaité envoyer sur place une mission d'information, composée de votre rapporteur et de notre collègue Bernard Frimat. Pour une durée de quinze jours du 17 février au 4 mars 2011, la mission d'information s'est rendue en Guyane puis en Martinique, concernées par le projet de loi, ainsi qu'en Guadeloupe où la question institutionnelle se pose aussi même si la réflexion des élus n'a pas encore abouti.

La mission d'information a tenu à rencontrer très largement les élus de ces collectivités et à les écouter : président du conseil régional et président du conseil général bien sûr, conseillers régionaux et généraux, président de l'association des maires, maires et élus municipaux, sans oublier les députés et les sénateurs. Votre rapporteur estime avoir entendu tous les points de vue et être en mesure de rendre compte de la position majoritaire des élus de Guyane et de Martinique.

Le 6 avril 2011, après avoir entendu le rapport de votre rapporteur et de notre collègue Bernard Frimat, votre commission a autorisé la publication du rapport de la mission d'information¹. Le même jour, votre commission a entendu Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, sur le projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution et sur le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique.

Le rapport d'information fait état des positions des élus rencontrés sur la question de la collectivité unique, son architecture institutionnelle et son mode de scrutin comme ses modalités de mise en place.

Votre rapporteur tient à remercier notre collègue Bernard Frimat, avec qui il a beaucoup travaillé, dans une grande convergence de vue, et conçu certaines dispositions qu'il a proposées à votre commission pour amender le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique.

Si la mise en place en Guyane et en Martinique d'une collectivité unique en lieu et place du département et de la région, sans renier l'esprit de la départementalisation, est une opportunité pour les élus locaux comme pour nos compatriotes guyanais et martiniquais, permettant de rationaliser et de rendre plus efficace l'action publique locale, votre rapporteur insiste sur le fait que la collectivité unique ne sera qu'un instrument institutionnel plus performant au service du développement économique, social et culturel de la Guyane et de la Martinique, mais en aucun cas une solution miracle. Pour ne pas susciter de trop lourdes désillusions, la collectivité unique ne doit être comprise que pour ce qu'elle est : un instrument plus adapté.

¹ *Le rapport d'information « Guyane, Martinique, Guadeloupe : l'évolution institutionnelle, une opportunité, pas une solution miracle » (n° 410, 2010-2011) est consultable à l'adresse suivante : <http://www.senat.fr/rap/r10-410/r10-410.html>*

La collectivité unique, ce n'est pas non plus un nouveau « statut », apparenté à l'article 74 de la Constitution, qui remettrait en cause le vote des électeurs du 10 janvier 2010. A cet égard, aucun transfert de compétences de l'État vers ces collectivités n'est organisé par le projet de loi, dès lors que l'on demeure dans le droit commun, dans le cadre de l'article 73 de la Constitution. Il faut ajouter que les choix institutionnels particuliers effectués pour les deux nouvelles collectivités uniques, qui peuvent s'expliquer par le fait qu'il s'agisse de collectivités à statut particulier pour lesquelles aucun modèle préétabli et imposé n'existe, ne doivent pas être confondus avec le fond du droit applicable dans ces collectivités, qui restera le droit commun.

Votre commission espère que demain, lorsque le Parlement aura voté la collectivité unique, le débat institutionnel n'occultera plus la réalité des enjeux qui concernent les populations de Guyane et de Martinique et qui attendent les élus qui auront la responsabilité de cette nouvelle collectivité.

I. LA VOIE DE LA RESPONSABILITÉ DANS LA RÉPUBLIQUE : DE LA DÉPARTEMENTALISATION À LA COLLECTIVITÉ UNIQUE

A. LA LOI DE DÉPARTEMENTALISATION DU 19 MARS 1946

Adoptée par l'Assemblée nationale constituante, à l'initiative de plusieurs députés d'outre-mer, notamment Aimé Césaire, alors député de la Martinique, la loi de départementalisation du 19 mars 1946 a été l'aboutissement d'un long combat de plusieurs décennies, mais également le point de départ de nouvelles revendications, de nature économique et sociale. La départementalisation a néanmoins clos, pour cinquante ans, la question institutionnelle dans les quatre nouveaux départements d'outre-mer.

1. L'aspiration à la départementalisation au nom de l'égalité

Quelques décennies après l'abolition de l'esclavage dans les colonies françaises en 1848, qui a fait de tous leurs habitants des citoyens français, la revendication d'assimilation à la métropole est apparue dans les quatre « vieilles colonies », françaises depuis le XVII^{ème} siècle, de la Guyane, de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Réunion. Cette revendication, portée par une large partie des élus et des parlementaires, était également partagée par les populations. Une des formes d'expression de cette revendication a été, par exemple aux Antilles, jusqu'à la première guerre mondiale, la demande tendant à accomplir le même service militaire que les métropolitains.

La transformation des colonies en départements représentait la fin du régime colonial structurellement et juridiquement inégalitaire – même si leurs habitants étaient devenus des citoyens français à part entière –, l'assimilation à la métropole, l'appartenance entière à la nation française et l'entrée dans un complet rapport d'égalité entre les populations des colonies et celles de la France métropolitaine. L'assimilation était l'objectif à atteindre, c'est-à-dire devenir des Français comme les autres, et la départementalisation était jugée comme le plus sûr moyen d'y parvenir. En ce sens, la départementalisation était une forme de décolonisation, puisqu'elle instaurait la pleine égalité des droits entre tous les citoyens de métropole et d'outre-mer.

2. De la loi de départementalisation à l'avènement de l'égalité

La première Assemblée nationale constituante élue à la Libération a voté en 1946 la loi de départementalisation, en trois articles à la portée symbolique et constitutionnelle forte, alors que la France n'était pas encore dotée d'une nouvelle Constitution, sur le rapport de notre regretté collègue Aimé Césaire, alors député de Martinique.

Ainsi, l'article 1^{er} de la loi n° 46-451 du 19 mars 1946 tendant au classement comme départements français de la Guadeloupe, de la Martinique,

de la Réunion et de la Guyane française a déclaré que « *les colonies de la Guadeloupe, de la Martinique, de la Réunion et de la Guyane française sont érigées en départements français* ».

L'article 2 de la loi du 19 mars 1946 renvoyait à des décrets devant être pris avant le 1^{er} janvier 1947 l'application dans ces départements d'outre-mer nouveaux des lois et décrets en vigueur dans la France métropolitaine et pas encore appliqués dans ces colonies. L'article 3 enfin indiquait la manière dont le droit nouveau allait s'appliquer dans ces départements : les nouvelles lois applicables à la métropole le seraient dans les départements d'outre-mer sur mention expresse insérée dans les textes.

La départementalisation, c'est d'abord l'assimilation juridique à la métropole, la pleine application du droit commun de la République porteur de l'égalité civile, juridique, économique et sociale, de ses lois et règlements, c'est-à-dire la promesse du développement économique et du progrès social. Cette force symbolique de la départementalisation a suscité un enthousiasme très fort immédiatement après l'adoption de la loi.

Approuvée par référendum quelques mois plus tard, la Constitution du 27 octobre 1946, dans son article 73, énonçait nettement : « *Le régime législatif des départements d'outre-mer est le même que celui des départements métropolitains, sauf exceptions déterminées par la loi.* »

Une fois l'enthousiasme initial passé, la départementalisation fut très progressive. Il fallut plusieurs années pour que soient rendues applicables les législations en vigueur en métropole, avec d'inévitables adaptations, et il fallut plusieurs décennies pour que le niveau et les conditions sociales puissent se rapprocher significativement du niveau de la France métropolitaine.

Ainsi, la lenteur des changements sociaux, la pesanteur des structures économiques locales, les difficultés d'accès à l'emploi et le développement progressif des prestations sociales changèrent dans une partie de la population l'enthousiasme en impatience voire en désillusion, au point de susciter parfois des situations de crise. Certains tenants originels de l'assimilation purent même juger la départementalisation comme un échec économique et social.

Pour autant, l'attachement à l'institution départementale demeure très vif, jusqu'à aujourd'hui, en raison de sa force historique et symbolique. La quête de l'égalité s'est, quant à elle, déplacée vers le champ économique et social.

3. Les départements d'outre-mer dans la Constitution de 1958

La Constitution du 4 octobre 1958 confirma le principe d'assimilation dans son article 73, implicitement, en prévoyant un principe complémentaire d'adaptation : « *Le régime législatif et l'organisation administrative des départements d'outre-mer peuvent faire l'objet de mesures d'adaptation nécessitées par leur situation particulière.* » Il ne saurait y avoir adaptation

s'il n'y a pas assimilation préalablement. En outre, dans l'énumération des collectivités territoriales, le premier alinéa de l'article 72 de la Constitution ne distingue pas les départements d'outre-mer des autres départements.

Si l'expression d'assimilation juridique ne s'emploie aujourd'hui plus guère – on lui préfère celle d'identité législative –, l'idée demeure : c'est le droit commun de la République qui doit s'appliquer dans les départements d'outre-mer, sous réserve des adaptations nécessaires. C'est ainsi un régime d'identité législative adaptée qui s'applique aux départements d'outre-mer. Ce principe d'adaptation va plus loin que la formulation de la Constitution de 1946, qui renvoie à des exceptions à l'application du droit commun dans les cas prévus par la loi. En d'autres termes, ces exceptions ne peuvent être que des adaptations à la situation particulière.

La rédaction de l'article 73 de la Constitution est restée inchangée jusqu'à la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République.

B. L'INVENTION D'UN NOUVEAU MODÈLE INSTITUTIONNEL DANS LA FIDÉLITÉ À LA RÉPUBLIQUE

Dans ce contexte de certaine désillusion à l'égard de l'insuffisance de la départementalisation en matière économique et sociale, la question institutionnelle a réapparu à la fin des années 1990, à l'initiative des élus des départements français d'Amérique, après l'épisode de la création des régions monodépartementales d'outre-mer en 1983. Ce renouveau de la question institutionnelle a conduit, dans la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 relative à l'organisation décentralisée de la République, à la refonte complète des dispositions concernant l'outre-mer.

1. La création des régions dans les départements d'outre-mer

Au début des années 1980, les lois de décentralisation ont concerné les quatre départements d'outre-mer comme les autres départements, y compris en ce qu'elles créaient la région, nouvelle collectivité territoriale prenant la suite des établissements publics régionaux, mais dans la forme particulière de la région monodépartementale en raison d'une décision du Conseil constitutionnel. Pour des raisons géographiques comme politiques évidentes, il n'était pas envisageable d'englober plusieurs départements d'outre-mer dans une seule et même région. Dans son rapport sur le projet de loi cité ci-après¹, notre regretté collègue Louis Virapoullé considérait ainsi que *« chacun de ces départements de par sa situation géographique constituait en lui-même une région naturelle, et que c'était à bon droit que chacun de ces départements devait être doté d'une organisation régionale »*.

¹ Rapport fait au nom de la commission des lois, n° 35, 1982-1983.

Initialement, le Gouvernement de l'époque avait présenté un projet de loi portant adaptation de la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions à la Guadeloupe, à la Guyane, à la Martinique et à la Réunion. Ce texte prévoyait la coexistence sur le même territoire de la région, nouvelle collectivité territoriale créée par la loi en application du premier alinéa de l'article 72 de la Constitution, avec le département, tout en les dotant d'une assemblée et d'un exécutif uniques, le conseil général et régional et son président¹. Ce conseil général et régional siègerait tantôt comme assemblée du département, tantôt comme assemblée de la région. Notre regretté collègue Louis Virapoullé indiquait dans son rapport que *« cette disposition avait pour but, en réalité, de faire administrer les départements d'outre-mer qui, comme tous les départements métropolitains, doivent être dotés d'une assemblée élue dans les mêmes conditions de forme et de temps qu'en France métropolitaine, par une assemblée tout à fait nouvelle, inconnue sur le sol métropolitain »*. Le principe d'assimilation devait conduire à ce que l'institution départementale prenne la même forme partout². Il ajoutait que *« ces dispositions plaçaient les départements d'outre-mer en dehors du droit commun et portaient manifestement atteinte au principe de l'assimilation juridique »*, créant un statut particulier pour les départements d'outre-mer.

Suivi en cela par le Sénat, notre regretté collègue Louis Virapoullé avait estimé que, par ce projet de loi, *« l'article 73 de la Constitution est vidé de sa substance et la Constitution est méconnue »*, conduisant à la disparition des départements d'outre-mer et donc à la fin de l'assimilation législative et institutionnelle du fait de cette disparition de l'institution départementale et de son assise cantonale. Cette position maintenue en nouvelle lecture conduisit à une saisine du Conseil constitutionnel pour trancher la question.

Dans sa décision n° 82-147 DC du 2 décembre 1982, le Conseil fit droit aux arguments défendus par le Sénat et déclara contraire à la Constitution l'intégralité de la loi, considérant que *« le statut des départements d'outre-mer doit être le même que celui des départements métropolitains sous la seule réserve des mesures d'adaptation que peut rendre nécessaires la situation particulière de ces départements d'outre-mer »* et que *« ces adaptations ne sauraient avoir pour effet de conférer aux départements d'outre-mer une "organisation particulière", prévue par l'article 74 de la Constitution pour les seuls territoires d'outre-mer »*, avant d'ajouter *« qu'en confiant la gestion des départements d'outre-mer à une assemblée qui, contrairement au conseil général des départements métropolitains en l'état actuel de la législation, n'assure pas la représentation des composantes territoriales du département, la loi (...) confère à cette assemblée une nature différente de celle des conseils généraux »* et ainsi va *« au-delà des mesures d'adaptation que l'article 73 de la Constitution autorise en ce qui concerne l'organisation des départements*

¹ Cette formule s'apparente à celle de l'assemblée délibérante unique prévue depuis 2003 par le dernier alinéa de l'article 73.

² Le mode de scrutin retenu était un scrutin proportionnel de liste et non scrutin uninominal de type cantonal.

d'outre-mer ». Cette décision imposa au législateur la création des régions monodépartementales d'outre-mer.

A la suite de cette décision, le Gouvernement de l'époque présenta dans des délais très brefs un nouveau projet de loi, portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion. Ce texte¹, qui fit l'objet d'un accord en commission mixte paritaire, créa quatre régions monodépartementales et organisa l'élection des premiers conseillers régionaux dès le mois de février 1983, anticipant ainsi le calendrier qui allait être suivi pour les régions métropolitaines. Ce premier mandat ne dura que trois ans, pour ensuite se rattacher au calendrier électoral régional de droit commun².

2. La révision constitutionnelle de 2003 : l'ouverture de la voie de la collectivité unique

Après la volonté, concrétisée par le vote de la loi du 19 mars 1946, d'être assimilé au droit commun dans le domaine institutionnel comme dans l'application des lois et règlements, à égalité avec les citoyens de métropole, un mouvement engagé à partir de la fin des années 1990 sous l'impulsion des élus des Antilles et de Guyane, brisant une forme de tabou autour de la départementalisation, a remis la question institutionnelle au centre du débat des départements d'outre-mer, qui semblait dominé jusque là par les questions économiques et sociales en raison des insuffisances de développement et des retards que cinquante ans de départementalisation n'avaient pas encore permis de complètement rattraper, même si le niveau de vie dans les départements d'outre-mer demeure très élevé par rapport à leur environnement régional.

a) La fin des « statuts uniformes » outre-mer

La déclaration de Basse-Terre est souvent présentée comme le point de départ officiel du renouveau de la question institutionnelle dans les Antilles et en Guyane. Réunis à Basse-Terre le 1^{er} décembre 1999, les présidents des trois conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane et de Martinique – notre collègue Lucette Michaux, M. Antoine Karam et notre collègue député Alfred Marie-Jeanne –, au-delà de leurs divergences politiques, ont proposé « *une modification législative voire constitutionnelle, visant à créer un statut nouveau de région d'outre-mer doté d'un régime fiscal et social spécial (...), dans le cadre de la République française d'une part, et de l'Union européenne d'autre part* ». Cette demande d'évolution institutionnelle reposait sur le constat partagé d'une situation économique et sociale dégradée que le cadre institutionnel et ses contraintes ne parvenaient pas à améliorer. La finalité de cette évolution institutionnelle, qui avait vocation à donner plus de maîtrise et

¹ Loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion.

² La loi du 31 décembre 1982 prévoyait que le premier renouvellement des conseils régionaux d'outre-mer aurait lieu à la même date que celui de l'ensemble des conseils régionaux.

plus de responsabilités aux collectivités, était le développement économique et le progrès social des populations.

Préalablement à la déclaration de Basse-Terre, notre collègue Claude Lise et notre ancien collègue député Michel Tamaya avaient remis, en janvier 1999, un rapport¹ au Premier ministre de l'époque, partant du même constat de la profonde dégradation économique et sociale pour conclure à une demande de plus grande reconnaissance de l'outre-mer par la métropole et à la nécessité « *d'exercer une influence accrue sur leur propre destinée mais aussi de voir leur identité davantage reconnue* ». Le Premier ministre avait demandé à nos collègues de réfléchir aux évolutions institutionnelles des quatre départements d'outre-mer, liant celles-ci à la question économique et sociale. Ils ont proposé d'approfondir la décentralisation tout en prenant en compte la situation spécifique de chaque collectivité et en laissant ouvertes toutes les possibilités d'évolution institutionnelle. Il indiquait en particulier que « *le transfert de compétences accrues aux collectivités territoriales, qui les exerceront chacune en fonction des besoins et des aspirations locales, entraînera nécessairement une différenciation entre chacun de nos départements* ». Ce rapport marquait ainsi l'affirmation d'un possible « différentialisme institutionnel » dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution.

Ce rapport inspira en partie la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer (LOOM), laquelle comportait entre autres plusieurs dispositions en matière institutionnelle : l'accroissement substantiel des compétences des départements et des régions d'outre-mer en matière de coopération régionale, consultation par le Gouvernement des départements et des régions d'outre-mer sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret les concernant, ainsi que sur les projets d'actes européens, attribution aux départements d'outre-mer d'un pouvoir de proposition en vue de modifier des dispositions législatives et réglementaires², attribution aux régions d'outre-mer de nouvelles compétences (routes nationales, gestion des ressources marines et exploitation des ressources minières marines notamment), pour ne citer que les principales.

Enfin, la loi d'orientation pour l'outre-mer a créé le congrès des élus départementaux et régionaux, instance nouvelle rassemblant les conseillers régionaux et généraux ainsi que, avec voix consultative, les parlementaires. Cette instance a pour vocation de délibérer « *de toute proposition d'évolution institutionnelle, de toute proposition relative à de nouveaux transferts de compétences de l'État vers le département et la région concernés, ainsi que de toute modification de la répartition des compétences entre ces collectivités* ».

¹ Les départements d'outre-mer aujourd'hui : la voie de la responsabilité, rapport au Premier ministre. Le rapport est consultable à l'adresse suivante : <http://www.ladocumentationfrancaise.fr/rapports-publics/994001524/index.shtml>

² Ce pouvoir de proposition avait été accordé aux régions d'outre-mer par la loi du 31 décembre 1982 précitée.

locales »¹. Depuis 2000, c'est le congrès qui a permis aux élus de débattre et de présenter des demandes nouvelles d'évolution institutionnelle.

Le 11 mars 2000, lors d'un discours demeuré célèbre, prononcé plus de cinquante ans après la départementalisation de 1946, au palais des congrès de Madiana, en Martinique, Jacques Chirac, alors Président de la République, reconnu le principe du « différentialisme statutaire » et la possibilité de larges évolutions institutionnelles pour les départements d'outre-mer :

« L'institution départementale, fondée sur l'assimilation, et qui a longtemps été synonyme de progrès et de dignité, a, probablement, atteint ses limites. (...) Ma conviction est que les statuts uniformes ont vécu et que chaque collectivité d'outre-mer doit pouvoir désormais, si elle le souhaite, évoluer vers un statut différencié, en quelque sorte, un statut sur mesure. »

Le 18 mai 2001, lors d'un discours également fondateur, prononcé au théâtre du Champ fleuri, à Saint-Pierre de la Réunion, le Président de la République développa les principes exposés à Madiana un an plus tôt :

« Tout au long de l'année écoulée, les institutions de l'outre-mer ont été au centre des discussions, notamment en raison de la préparation de la loi d'orientation voulue par le gouvernement. (...)

« Discussions sur les institutions elles-mêmes, c'est-à-dire les structures politiques les mieux en mesure de favoriser un développement harmonieux de l'outre-mer. Quelle que soit la diversité des approches et des sensibilités, nous pouvons aujourd'hui nous accorder sur quatre grands principes.

« Le premier de ces principes, c'est la délégation de compétences. Les caractéristiques propres à l'outre-mer justifient une politique ambitieuse de transfert de responsabilités, que ce soit en matière de coopération régionale, nous l'avons vu, ou dans le domaine de l'aménagement du territoire, des transports, de la culture, de l'action économique et sociale. C'est à la fois une question d'efficacité et de démocratie. Le statut constitutionnel de l'Outre-mer, l'éloignement des centres de décisions nationaux, la diversité de vos traditions culturelles, les difficultés économiques très spécifiques que vous rencontrez en raison de votre isolement géographique, les particularités de votre environnement international : tous ces facteurs se conjuguent pour justifier, pour exiger, que soient dévolus aux collectivités d'outre-mer, des pouvoirs plus larges répondant à leur volonté de prendre leurs responsabilités.

*« Le deuxième principe, c'est celui du droit à l'originalité de chacun de vos territoires. Je l'ai déjà indiqué l'an dernier, à Madiana : **l'heure des***

¹ Article L. 5915-1 du code général des collectivités territoriales. Par la loi n° 2001-503 du 12 juin 2001 portant habilitation du Gouvernement à prendre, par ordonnances, les mesures législatives nécessaires à l'actualisation et à l'adaptation du droit applicable outre-mer, les dispositions relatives au congrès n'ont plus été applicables à la Réunion, manifestant ainsi le strict attachement de la Réunion au droit commun et l'hostilité à toute évolution institutionnelle.

statuts uniformes est passée. Il n'y a plus aujourd'hui de formule unique qui réponde efficacement aux attentes variées des différentes collectivités d'outre-mer. Chacune d'entre elles doit être libre de définir, au sein de la République, le régime le plus conforme à ses aspirations et à ses besoins, sans se voir opposer un cadre rigide et identique.

« L'organisation départementale et régionale conserve toutes ses vertus lorsqu'elle est mise au service d'un projet de développement cohérent. Beaucoup de Réunionnais y sont très attachés. Les départements et les régions d'outre-mer forment en effet un espace de solidarité aux qualités éprouvées. Ils répondront d'autant mieux aux nécessités de demain que les possibilités d'adaptation, que la Constitution leur autorise déjà, seront élargies dans le prolongement du nouveau dispositif communautaire en faveur des régions ultrapériphériques.

« Mais à côté de l'organisation départementale et régionale, nous devons avoir à cœur de laisser chaque collectivité bénéficier, avec l'accord de sa population, du statut le plus favorable à ses intérêts, le mieux adapté à ses particularités, à ses traditions et à son avenir.

« Troisième principe, essentiel à mes yeux : quelle que soit la forme d'organisation retenue, elle doit permettre la poursuite du développement économique et social, le maintien des acquis sociaux, l'affirmation pleine et entière de la solidarité nationale et communautaire. Je suis opposé à tout ce qui s'apparenterait à un désengagement de la métropole, à tout ce qui remettrait subrepticement en cause les liens de l'outre-mer et de l'Union européenne. En optant pour cette voie, on irait à l'encontre de ce qui doit être notre ambition : donner à chaque collectivité les meilleures chances, lui ouvrir les plus larges perspectives d'avenir.

« Enfin, quatrième principe, chaque territoire ne peut choisir son évolution institutionnelle que dans le respect des principes de notre Constitution, sur lesquels on ne saurait transiger. Je pense bien sûr à l'unité de la République, dont je suis le garant. Je pense aux exigences démocratiques, qui impliquent que toute réforme statutaire soit soumise impérativement à l'approbation préalable des populations concernées. Je pense enfin aux engagements internationaux de la France, notamment dans le domaine des droits de l'homme, plus particulièrement des libertés publiques et du droit du travail, auxquels nous ne saurions déroger.

« Telles sont les orientations qui peuvent guider notre réflexion institutionnelle. Elles devront, le moment venu, prendre corps, de façon globale et cohérente, dans notre ordre juridique, afin de donner à l'outre-mer les moyens d'exprimer pleinement sa spécificité au sein des institutions de la République. Elles supposent naturellement que la rédaction du titre XII de notre Constitution, relatif aux collectivités territoriales, soit aménagée. Je suis pour ma part favorable à cette révision.

« Ces réformes ne sont toutefois pas une fin en soi. Elles ne prendront tout leur sens que si elles servent un projet collectif économique et social ambitieux. »

Plus que la diversité des statuts en tant que telle, c'est la diversité des trajectoires statutaires et institutionnelles elles-mêmes qui a été légitimée, dans une perspective dynamique et plus un cadre statique, pour prendre en compte l'évolution des aspirations des populations ultramarines et de leurs élus et la réalité de la situation singulière de chaque collectivité.

Dans l'exacte continuité de ces discours fondateurs, l'actuel Président de la République, lors du premier conseil interministériel de l'outre-mer, le 6 novembre 2009, affirma que « l'unité de la République n'est pas l'uniformité de ses institutions », quelques semaines avant la consultation des populations de Guyane et de Martinique sur leur avenir institutionnel. Il fallut ainsi dix ans pour que les principes de Madiana, déjà précédés de nombreuses réflexions de la part des élus « domiens », trouvent à se concrétiser pour la première fois, avec le projet de collectivité unique en Guyane et en Martinique.

b) La révision constitutionnelle du 28 mars 2003

Le volet ultramarin de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003 a été préparé dans ce contexte d'appel général à des possibilités d'évolution institutionnelle. Tout en respectant la *summa divisio* entre l'article 73 et l'article 74 de la Constitution, entre d'un côté l'assimilation dans le droit commun, l'identité législative, avec possibilité d'adaptations, et de l'autre la spécialité législative, avec la possibilité d'exercer de larges compétences nouvelles, cette révision constitutionnelle a largement ouvert le champ des possibles et a organisé de véritables trajectoires institutionnelles et statutaires.

Un nouvel article 72-3 a reconnu dans la Constitution les populations d'outre-mer au sein du peuple français, tout en citant nommément chacune des terres françaises d'outre-mer.

Un nouvel article 72-4 a institué la possibilité d'un passage de l'un à l'autre des régimes définis par les articles 73 et 74, sous la condition que le consentement des électeurs de la collectivité intéressée ait été recueilli. Tout passage d'un régime à l'autre est décidé par une loi organique¹. Le même article prévoit aussi la possibilité de « consulter les électeurs d'une collectivité territoriale située outre-mer sur une question relative à son organisation, à ses compétences ou à son régime législatif ».

¹ C'est ce qui a été fait pour Mayotte, par la loi organique n° 2009-969 du 3 août 2009 relative à l'évolution institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie et à la départementalisation de Mayotte, qui a créé dans le code général des collectivités territoriales un article à cet effet :

« Art. L.O. 3446-1. – A compter de la première réunion suivant le renouvellement de son assemblée délibérante en 2011, la collectivité départementale de Mayotte est érigée en une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution, qui prend le nom de « Département de Mayotte » et exerce les compétences dévolues aux départements d'outre-mer et aux régions d'outre-mer. »

L'article 73 a été entièrement réécrit, tout en rappelant dans son premier alinéa le principe de l'identité législative et son corollaire le principe d'adaptation :

« Dans les départements et les régions d'outre-mer, les lois et règlements sont applicables de plein droit. Ils peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités. »

L'article 73 permet également que les collectivités qu'il régit soient habilitées à adapter elles-mêmes les lois et règlements dans leurs domaines de compétences ou à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire¹, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi², sauf dans une liste de matières relevant des compétences régaliennes de l'État et à la condition que ne soient pas en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.

L'article 73 autorise, dans son dernier alinéa, *« la création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités »*, à la condition que le consentement des électeurs de la collectivité intéressée ait été recueilli dans les formes prévues au second alinéa de l'article 72-4. Cette disposition constitutionnelle nouvelle a ouvert la voie à la collectivité unique, vingt ans après la censure par le Conseil constitutionnel de la formule d'assemblée unique du conseil général et régional.

Alors que les mentalités politiques avaient évolué, tant en métropole que dans les départements d'outre-mer, cette révision permit de surmonter la décision du Conseil constitutionnel du 2 décembre 1982, qui avait imposé la création des régions monodépartementales d'outre-mer.

3. L'échec des consultations de décembre 2003 en Guadeloupe et en Martinique

La révision constitutionnelle de 2003 fut suivie de la consultation des électeurs de Guadeloupe et de Martinique le 7 décembre 2003, qui permit de faire connaître la volonté des communes de Saint-Barthélemy et Saint-Martin d'être érigées en collectivités de l'article 74 de la Constitution, distinctes du département de la Guadeloupe auquel elles étaient alors rattachées, mais qui se conclut également par l'échec de la collectivité unique de l'article 73 dans les deux départements : une courte majorité des électeurs votèrent « non » à la collectivité unique en Martinique, mais une large majorité en Guadeloupe.

La question posée était ainsi libellée :

« Approuvez-vous le projet de création (...) d'une collectivité territoriale demeurant régie par l'article 73 de la Constitution, et donc par le

¹ Ce second type d'habilitation n'est pas applicable à la Réunion.

² Ainsi que du domaine du règlement depuis la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008.

principe de l'identité législative avec possibilité d'adaptations, et se substituant au département et à la région dans les conditions prévues par cet article ? »

Résultat de la consultation du 7 décembre 2003

	Taux de participation	Oui à la collectivité unique de l'article 73	Non à la collectivité unique de l'article 73
Guadeloupe	50,34 %	27,02 %	72,98 %
Martinique	43,94 %	49,52 %	50,48 %

L'échec de la consultation de 2003 en Guadeloupe et en Martinique allait geler pour quelques années la question de l'évolution institutionnelle, et encore à ce jour en Guadeloupe.

C. LE CHOIX DES ÉLECTEURS DE GUYANE ET DE MARTINIQUE : LA COLLECTIVITÉ UNIQUE DANS L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION

Le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique est la traduction législative du vote des électeurs guyanais et martiniquais des 10 et 24 janvier 2010, par lesquels ils ont refusé le passage à l'article 74 de la Constitution puis approuvé la création d'une collectivité unique dans le cadre de l'article 73 de la Constitution.

Ainsi que l'a montré la mission d'information de votre rapporteur et de notre collègue Bernard Frimat, si tous les élus ne mettent pas les mêmes espoirs dans la collectivité unique, tous en revanche considèrent qu'il s'agit d'une rationalisation administrative bienvenue, qui devrait à terme améliorer l'efficacité et la cohérence de l'action publique locale, sur un même territoire sur lequel coexistent deux collectivités en position parfois de rivalité.

1. Les demandes de 2009 du congrès des élus départementaux et régionaux

Le 18 juin 2009, le congrès des élus départementaux et régionaux de Martinique se prononça dans sa majorité en faveur d'une évolution statutaire vers l'article 74 de la Constitution et demanda une consultation des électeurs comme le permet le premier alinéa de l'article 72-4 de la Constitution.

Le congrès des élus départementaux et régionaux de Guyane adopta le 2 septembre 2009 une position similaire.

Aussi le Gouvernement engagea-t-il le processus devant conduire à la consultation des électeurs. Les questions posées furent conçues en lien avec les élus. Si le Gouvernement accepta que soit posée la question du passage à

l'article 74 de la Constitution, il souhaita aussi, en cas de réponse négative à cette question, poser une seconde question, portant sur la création en lieu et place du département et de la région d'une collectivité unique restant régie par l'article 73 de la Constitution.

Conformément au second alinéa de l'article 72-4, le Gouvernement fit devant chaque assemblée une déclaration suivie d'un débat. Cette déclaration eut lieu devant l'Assemblée nationale le 7 décembre 2009 et devant le Sénat le 9 décembre 2009, soit un mois avant la date de la consultation.

2. Les consultations de janvier 2010 en Guyane et en Martinique

Conformément aux engagements pris par le Gouvernement en réponse aux demandes formulées par les congrès des élus, les électeurs de Guyane et de Martinique furent consultés en janvier 2010.

Le 10 janvier, les électeurs durent choisir entre le maintien au sein de l'article 73 de la Constitution et la transformation en collectivité de l'article 74 de la Constitution. Ils avaient à répondre à la question suivante :

« Approuvez-vous la transformation (...) en une collectivité d'outre-mer régie par l'article 74 de la Constitution, dotée d'une organisation particulière tenant compte de ses intérêts propres au sein de la République ? »

Une nette majorité d'électeurs, dans les deux départements, opta pour le maintien dans l'article 73, à la suite d'intenses débats politiques, alors que le congrès des élus en Guyane comme en Martinique avait majoritairement fait le choix d'une organisation particulière dans le cadre de l'article 74.

Résultat de la consultation du 10 janvier 2010

	Taux de participation	Oui à l'article 74	Non à l'article 74
Guyane	48,16 %	29,78 %	70,22 %
Martinique	55,32 %	20,69 %	79,31 %

Le 24 janvier, les électeurs durent ensuite choisir entre le statu quo au sein de l'article 73 de la Constitution et la transformation en une collectivité unique exerçant les compétences de la région et du département. Ils avaient à répondre à la question suivante :

« Approuvez-vous la création (...) d'une collectivité unique exerçant les compétences dévolues au département et à la région tout en demeurant régie par l'article 73 de la Constitution ? »

Une majorité nette d'électeurs fit le choix de la collectivité unique de l'article 73, mais avec un taux de participation particulièrement faible.

Résultat de la consultation du 24 janvier 2010

	Taux de participation	Oui à la collectivité unique de l'article 73	Non à la collectivité unique de l'article 73
Guyane	27,42 %	57,49 %	42,51 %
Martinique	35,81 %	68,30 %	31,70 %

3. Plusieurs mois de discussion des élus guyanais et martiniquais

Après les consultations, avant de concevoir le projet de loi qui allait créer les deux collectivités uniques, le Gouvernement souhaita laisser aux élus de Guyane et de Martinique plusieurs mois de discussion, afin qu'ils puissent élaborer ensemble les contours de la nouvelle collectivité.

Néanmoins, force est de constater que ces discussions furent difficiles et seulement partiellement conclusives. En Guyane comme en Martinique, une commission mixte *ad hoc* fut mise en place par le conseil régional et le conseil général. Si cette commission put, en Martinique, aboutir à des positions majoritaires sur certains aspects, notamment l'organisation institutionnelle avec un exécutif distinct de l'assemblée délibérante – architecture reprise par le projet de loi –, elle ne permit pas de trouver de position de compromis en Guyane. Les travaux de la commission *ad hoc* s'achevèrent pour la Martinique en octobre 2010.

Le 8 novembre 2010, le Président de la République rencontra les élus de Guyane et de Martinique, avant que soient rendus les derniers arbitrages en matière d'organisation institutionnelle et de mode de scrutin, arbitrages qu'il leur fit connaître par courrier quelques jours plus tard.

Au vu de ces travaux de concertation et à la suite des rencontres des élus avec le Président de la République, le Gouvernement élaborait le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique, accompagné d'un projet de loi organique destiné à réformer le régime des habilitations prévues par l'article 73 de la Constitution. Conformément aux articles L. 3444-1 et L. 4433-3-1 du code général des collectivités territoriales, le conseil général et le conseil régional en Guyane et en Martinique ont été consultés sur ces deux projets de loi¹, dans des délais très brefs entre la fin du mois de décembre 2010 et le début du mois de janvier 2011.

Le conseil régional de Guyane rendit un avis favorable avec demande de modifications le 6 janvier 2011, alors que le conseil général de Guyane

¹ Comme ces deux projets de loi comportaient en partie des dispositions applicables dans tous les départements et régions d'outre-mer, tous les conseils généraux et régionaux d'outre-mer furent saisis pour avis. Seul le conseil général de la Réunion, par la voix de sa commission permanente, rendit un avis le 22 décembre 2010, dans un sens favorable, sur le projet de loi organique.

rendit un avis défavorable le 7 janvier 2011. Le conseil général de Martinique rendit un avis favorable assorti de demandes de modification le 30 décembre 2010, de même que le conseil régional de Martinique le 6 janvier 2011.

Lors de la mission d'information, votre rapporteur a pu prendre la mesure, en Guyane comme en Martinique, des difficultés voire de l'absence de dialogue entre le conseil régional et le conseil général¹.

D. LA QUESTION INSTITUTIONNELLE DANS LES AUTRES RÉGIONS D'OUTRE-MER

Alors que la Guyane et la Martinique ont fait en 2010 le choix de la collectivité unique, la situation à la Réunion et en Guadeloupe illustre bien l'idée de trajectoires institutionnelles différenciées pour les départements et régions d'outre-mer au sein de l'article 73 de la Constitution.

1. L'opposition de la Réunion à tout changement institutionnel

Depuis le débat avorté sur la « bi-départementalisation » au début des années 2000, c'est-à-dire la création d'un second département compte tenu de l'importance de la population, la Réunion a continûment marqué sa différence par rapport aux départements français d'Amérique en refusant toute évolution institutionnelle qui la ferait s'éloigner du droit commun. Cette position s'est s'ailleurs traduite par l'exonération expresse de la Réunion de certaines dispositions introduites par la révision constitutionnelle du 28 mars 2003.

2. La poursuite de la réflexion institutionnelle en Guadeloupe

Le 24 juin 2009, le congrès des élus départementaux et régionaux de Guadeloupe a décidé, avant toute évolution institutionnelle, l'élaboration d'un « projet guadeloupéen de société », associant la société civile. Un comité du projet a été mis en place en juin 2010 et devait achever ses travaux à la fin de l'année 2010, avant une nouvelle réunion du congrès. Le Gouvernement avait accepté ce calendrier différé de dix-huit mois par rapport aux deux autres départements d'Amérique et donc le report de la consultation de la population.

Votre rapporteur tient à saluer la volonté partagée et responsable des élus guadeloupéens de faire parvenir à maturité un authentique projet de société, avec la participation de la population, tant la réforme institutionnelle n'est pas la réponse à la question du développement économique et social mais simplement un instrument qui doit permettre d'y parvenir plus sûrement.

Cependant, à la fin de l'année 2010, les travaux d'élaboration du « projet guadeloupéen de société » n'étaient toujours pas achevés.

¹ Les élections cantonales de mars 2011 ont toutefois conduit à un changement à la présidence du conseil général de Martinique.

Aussi, le congrès des élus départementaux et régionaux s'est réuni le 28 décembre 2010, sur la base des travaux d'une commission mixte entre le conseil régional et le conseil général chargée de formuler des propositions relatives à la réforme territoriale. Il a écarté expressément, à l'unanimité, tout passage au statut de collectivité d'outre-mer de l'article 74 de la Constitution, sans pour autant se prononcer sur la possibilité d'une évolution institutionnelle au sein de l'article 73. Il a en revanche demandé une adaptation de la loi du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales, qui a pour effet de créer une « assemblée commune » au département et à la région par la création du conseiller territorial. Cette demande d'adaptation portait sur deux aspects : le nombre de sièges et le mode de scrutin.

Ainsi, le congrès a souhaité que le nombre de conseillers territoriaux en Guadeloupe soit relevé de 43 à 65 et qu'ils soient élus soit au scrutin mixte, c'est-à-dire pour moitié au scrutin majoritaire uninominal et pour moitié au scrutin proportionnel de liste avec prime majoritaire de 50 %, soit au scrutin proportionnel de liste avec prime majoritaire de 25 % et quatre sections électorales correspondant aux quatre circonscriptions législatives.

Même si elles suggèrent qu'une adaptation du conseiller territorial serait une évolution institutionnelle suffisante, les délibérations du congrès du 28 décembre n'ont cependant pas formellement écarté la possibilité de créer une collectivité unique ou une assemblée unique. Cette position a néanmoins été critiquée, au motif qu'elle permettait de ne pas avoir à consulter les électeurs guadeloupéens sur leur avenir institutionnel.

Le 14 février 2011, le Président de la République a signifié aux élus guadeloupéens qu'il n'était pas possible, dans le cadre de la réforme territoriale et de la création des conseillers territoriaux, d'en prévoir une application différente pour la Guadeloupe dès lors qu'elle restait dans le droit commun territorial, se limitant à proposer une réévaluation limitée de 43 à 45 du nombre des conseillers territoriaux pour mieux représenter le territoire de la Guadeloupe et tenir compte de ses spécificités archipélagiques. Le Président de la République a néanmoins explicitement rappelé qu'il demeurait possible, d'ici 2014, date prévue pour la première élection des conseillers territoriaux, de demander une évolution statutaire ou institutionnelle.

Votre rapporteur estime vraisemblable que le congrès des élus se prononce dans les prochains mois en faveur d'une évolution institutionnelle. La mission d'information a permis de vérifier l'intérêt des élus pour la collectivité unique, mais sans convergence sur le schéma institutionnel.

II. LE CONTENU DES PROJETS DE LOI : DEUX COLLECTIVITÉS UNIQUES DIFFÉRENTES

La collectivité unique se situe dans le cadre fixé par l'article 73 de la Constitution, c'est-à-dire l'identité législative avec la France métropolitaine, l'application du droit commun de la République, avec des adaptations rendues nécessaires par les caractéristiques et contraintes particulières, auxquelles peuvent s'ajouter des habilitations soit pour adapter directement soit pour fixer les règles applicables dans un nombre limité de matières, à l'exception de certaines relevant de la souveraineté nationale.

Ainsi, si certains élus peuvent souhaiter explorer le plus loin possible les confins de l'article 73, c'est toujours au sein de l'article 73. L'exploitation de toutes les potentialités de l'article 73, adaptations et habilitations, ne saurait conduire *de facto* à exercer les compétences et à bénéficier de l'autonomie d'une collectivité relevant de l'article 74, régie par le principe de spécialité législative, où l'État n'exercerait plus que des compétences limitées.

De même, le législateur ne saurait s'éloigner du droit commun que pour s'adapter aux caractéristiques et contraintes particulières des collectivités concernées. Les dispositions institutionnelles relatives aux collectivités de l'article 73 de la Constitution relèvent de la compétence du législateur ordinaire, à la différence du statut d'une collectivité d'outre-mer de l'article 74 de la Constitution, qui relève de la compétence du législateur organique.

A. UN CHOIX DE CODIFICATION PERFECTIBLE

Alors que la loi relative au Département de Mayotte avait inséré dans chaque partie du code général des collectivités territoriales des dispositions de nature à la rendre applicable à Mayotte, en particulier dans la troisième partie sur le département où prirent place, pour des raisons symboliques, les dispositions institutionnelles relatives au Département de Mayotte, le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique fait le choix de créer dans le code une septième partie relative aux « *autres collectivités régies par l'article 73 de la Constitution* ».

Votre commission déplore, sans voir d'autre solution simple à mettre en œuvre, le fait que cette septième partie prenne place après la sixième partie sur les collectivités d'outre-mer de l'article 74¹. Ce positionnement, s'il n'a aucune portée juridique, s'avère gênant d'un point de vue symbolique car les nouvelles collectivités uniques de Guyane et de Martinique relèvent bien de l'article 73, ainsi que l'ont souhaité les électeurs guyanais et martiniquais lors des consultations des 10 et 24 janvier 2010.

¹ Au demeurant, depuis le passage de Mayotte vers l'article 73 de la Constitution, ne figurent dans cette partie du code général des collectivités territoriales que les dispositions organiques constituant les statuts de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon. Les statuts de la Polynésie française et des îles Wallis et Futuna n'y figurent pas.

Sans doute faudra-t-il à terme, à l'occasion d'une révision globale du code général des collectivités territoriales et dans un souci de cohérence de ce code, avancer cette nouvelle septième partie avant l'actuelle sixième partie et y intégrer Mayotte.

En outre, le projet de loi se limite à rédiger une partie des dispositions institutionnelles propres aux deux nouvelles collectivités, renvoyant pour le reste aux dispositions applicables aux régions, ainsi qu'à celles applicables aux départements et aux régions en matière de compétences. Alors que l'on institue de nouvelles collectivités à statut particulier, on ne garantit pas de cette manière la lisibilité des dispositions qui s'appliqueront à elles. Ce choix de codification crée un phénomène de dispersion et de manque de cohérence, alors même que le principe de la codification est de renforcer l'intelligibilité du droit et de faciliter l'accès au droit.

B. LE MAINTIEN DU SCHÉMA INSTITUTIONNEL RÉGIONAL EN GUYANE

Le projet de loi retient la dénomination de collectivité de Guyane.

En Guyane, répondant en cela au souhait d'un certain nombre d'élus, le projet de loi conserve à la nouvelle collectivité un schéma institutionnel de type régional, mais qui au demeurant est aussi celui du conseil général, mode de scrutin mis à part.

Ainsi, l'Assemblée de Guyane, assemblée délibérante, est dotée d'un président, organe exécutif de la collectivité, et d'une commission permanente. Cette dernière, toutefois, est dotée de pouvoirs propres assez étendus, en matière de marchés publics notamment, sauf décision contraire de l'Assemblée de Guyane. Un unique conseil consultatif, le conseil économique, social et environnemental, assiste, en lieu et place du conseil économique, social et environnemental régional et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, les autres organes de la collectivité.

Sur les aspects institutionnels, le projet de loi renvoie pour le reste aux dispositions applicables aux régions.

Le projet de loi n'évoque pas le conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge, qui relève de la responsabilité de l'État.

Pour les attributions de la collectivité et les compétences de ses organes, le projet de loi renvoie aux dispositions applicables aux régions et aux départements.

Enfin, pour les dispositions financières, le projet de loi renvoie aux dispositions applicables aux régions et aux départements en matière de recettes. Il énumère les dépenses obligatoires en additionnant celles des régions et celles des départements. Concernant l'adoption du budget et le règlement des comptes de la collectivité, le projet de loi ne renvoie à aucune disposition, étant entendu que son article 10 prévoit une habilitation à fixer par ordonnance les nouvelles règles financières et comptables.

C. LE SCHÉMA INSTITUTIONNEL ORIGINAL DE LA MARTINIQUE

Le projet de loi retient la dénomination de collectivité de Martinique.

A l'inverse de la Guyane, le projet de loi a retenu en Martinique un schéma institutionnel original, qui ne s'apparente pas à celui des régions et des départements, comportant une Assemblée de Martinique et un conseil exécutif distinct élu par elle. Ce schéma s'inspire très nettement de celui conçu en 1991 pour la collectivité territoriale de Corse.

L'Assemblée de Martinique est dotée d'un président pour diriger ses travaux. L'ordre du jour de l'Assemblée est fixé par priorité par le conseil exécutif. Il n'y a pas de commission permanente.

Composé d'un président et de huit membres, le conseil exécutif est élu au scrutin majoritaire de liste par l'Assemblée. Le président est le premier candidat de la liste. L'appartenance au conseil exécutif est incompatible avec le mandat de membre de l'Assemblée.

Le président du conseil exécutif prépare et exécute les délibérations de l'Assemblée de Martinique. Il est l'ordonnateur de la collectivité. Il est le chef de l'administration de la collectivité. Il peut déléguer une partie de ses attributions aux conseillers exécutifs. Comme un président de conseil régional, il rend compte chaque année dans un rapport à l'Assemblée de Martinique.

Par l'adoption d'une motion de défiance constructive, l'Assemblée peut renverser le conseil exécutif. La motion doit présenter des motifs et comporter la liste des élus appelés à former le conseil exécutif en cas d'adoption. La motion doit être signée par au moins la majorité absolue des membres de l'Assemblée pour être recevable. Elle est adoptée à une majorité qualifiée des trois cinquièmes des membres de l'Assemblée. Souvent critiqués lors de la mission d'information, ces seuils n'existent à ce jour dans aucune institution locale. A titre de comparaison, à l'Assemblée nationale, il faut une majorité absolue de l'ensemble des députés pour qu'une motion de censure soit adoptée. C'est un fort souci de stabilité qui a vraisemblablement dicté la fixation du niveau de ces seuils. En cas d'adoption de la motion de défiance, les membres du conseil exécutif perdent leur fonction mais ne retrouvent pas leur mandat au sein de l'Assemblée.

Comme en Guyane, les deux conseils consultatifs locaux sont quant à eux fusionnés en un unique conseil économique, social et environnemental.

Sur les aspects institutionnels, le projet de loi renvoie pour le reste aux dispositions applicables aux régions, sans distinguer les fonctions du président de l'Assemblée et du président du conseil exécutif. De la sorte, il n'est pas évident de faire application des dispositions communes aux régions, par exemple pour certaines compétences conférées aux présidents de conseil régional dans les régions d'outre-mer.

Pour les attributions de la collectivité et les compétences de ses organes, le projet de loi renvoie aux dispositions applicables aux régions et aux départements.

Pour les dispositions financières, il en est de même que pour la collectivité de Guyane.

D. UN MODE DE SCRUTIN DÉRIVÉ DE L'ÉLECTION RÉGIONALE

Pour la Guyane comme pour la Martinique, le projet de loi retient un nombre de cinquante et un membres pour l'assemblée délibérante¹, alors que la population des deux collectivités n'est pas identique aujourd'hui. En effet, si la population de la Guyane est évaluée à 580 000 à l'horizon 2040 et si celle de la Martinique est en stagnation pour les prochaines décennies, à ce jour, la seconde est bien plus peuplée que la première, avec 400 000 habitants environ en Martinique contre 220 000 en Guyane. Pour autant, il n'y a pas de nécessité de respecter un même rapport entre le nombre d'élus et la démographie entre deux collectivités distinctes.

A ce jour, la Guyane comprend trente et un conseillers régionaux et dix-neuf conseillers généraux, soit un total de cinquante, et la Martinique quarante et un conseillers régionaux et quarante-cinq conseillers généraux, soit un total de quatre-vingt-six. Ainsi, contrairement à la Guyane, la Martinique verrait son nombre total d'élus diminuer.

Pour la Guyane comme pour la Martinique, le projet de loi retient le mode de scrutin applicable actuellement pour les conseillers régionaux. Cette formule a d'ailleurs paru curieuse à certains élus rencontrés lors de la mission d'information, au moment où l'on prépare dans l'hexagone le passage aux conseillers territoriaux, élus au scrutin majoritaire uninominal pour siéger à la fois au conseil général et au conseil régional.

La Guyane et la Martinique formeraient chacune une circonscription électorale unique, composée de plusieurs sections constituées de territoires contigus. Le nombre et le découpage des sections comme le nombre de sièges – ou plus exactement le nombre de candidats à présenter – dans chaque section seraient définis par un décret en Conseil d'État. La liste en tête bénéficierait d'une prime majoritaire de 20 % arrondis à l'entier supérieur, soit onze sièges.

Ce mode de scrutin est directement dérivé de celui de l'élection des conseillers régionaux : la région forme une circonscription électorale unique composée d'autant de sections que de départements dans la région. Chaque liste doit présenter un nombre de candidats par section, le nombre de sièges est fixé globalement à l'échelle de la région. Le résultat global de chaque liste détermine le nombre des sièges qui lui sont attribués, incluant les sièges de la prime majoritaire (25 %). Les sièges de chaque liste sont ensuite répartis par section en fonction du résultat de la liste dans la section. Ce mécanisme de

¹ C'est ce même chiffre de cinquante et un pour l'Assemblée de Corse.

répartition ne garantit pas à chaque section un nombre d'élus égal au nombre de candidats.

E. UNE DATE DE MISE EN PLACE CONTROVERSÉE

La mission d'information a montré que la date de la mise en place de la collectivité unique, en Guyane comme en Martinique, était sans doute la question la plus controversée. Certains plaident pour une mise en place rapide, dès 2012, considérant que les électeurs ont été consultés en janvier 2010 et qu'il appartiendra aux élus de la nouvelle collectivité d'organiser la fusion du département et de la région d'un point de vue administratif. D'autres préfèrent une mise en place en 2014, qui laisserait le temps de la préparer tout en s'inscrivant dans le calendrier électoral de droit commun pour les élections locales. Les mandats en cours des conseillers régionaux et généraux doivent en effet expirer en mars 2014.

Le projet de loi fait le choix d'une première élection de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique à une date fixée par décret au plus tard le 31 décembre 2012. Le choix de 2012 peut susciter deux interrogations d'ordre constitutionnel : d'une part, il s'écarte du calendrier électoral de droit commun pour des collectivités relevant justement de l'article 73 de la Constitution et, d'autre part, il a pour effet d'abréger des mandats en cours.

A cet égard, le Conseil constitutionnel a procédé à un raisonnement sur une question analogue dans sa décision n° 2010-619 DC du 2 décembre 2010 sur la loi organique relative au Département de Mayotte, à propos de l'entrée de Mayotte dans le droit commun de l'article 73 (considérant 5). La loi ayant été adoptée fin 2010, il a considéré que l'organisation de la prochaine élection du conseil général de Mayotte en 2014, soit dans le calendrier de droit commun, bien que réduisant la durée des mandats des conseillers généraux à élire en 2011, ne portait « atteinte à la durée d'aucun mandat en cours » et tendait à « permettre le même renouvellement intégral du conseil général de Mayotte en 2014 que celui des conseils généraux et régionaux de métropole et d'outre-mer ».

Peu après, dans sa décision n° 2010-618 DC du 9 décembre 2010 sur la loi de réforme des collectivités territoriales, le Conseil constitutionnel a indiqué que le législateur avait pu omettre la Guyane et la Martinique dans le tableau de répartition des conseillers territoriaux, en raison du projet de mise en place d'une collectivité unique, mais qu'il appartiendrait au législateur « d'ici 2014 soit d'instituer ces collectivités uniques, soit de fixer le nombre des élus territoriaux siégeant dans les conseils généraux et régionaux de ces départements et régions d'outre-mer » (considérant 37).

F. LE RENFORCEMENT UNANIMEMENT CONTESTÉ DES POUVOIRS DE SUBSTITUTION DU PRÉFET

Afin de garantir dans toutes les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, c'est-à-dire non seulement la Guyane et la Martinique, mais également la Guadeloupe, Mayotte et La Réunion, la continuité de l'action de toutes les collectivités territoriales, y compris les communes, et l'exercice régulier de toutes leurs compétences, l'article 9 du projet de loi institue un dispositif permettant au représentant de l'État, après une mise en demeure restée sans réponse, d'arrêter en lieu et place de la collectivité concernée, c'est-à-dire à ses frais, toute disposition appelée par l'urgence lorsque cette collectivité néglige de prendre ou de faire prendre par un de ses établissements publics les mesures relevant de sa compétence et nécessaires à la sauvegarde de la santé publique, de la sécurité publique ou de l'environnement et au respect des engagements européens et internationaux de la France.

Ces pouvoirs renforcés de substitution s'ajouteraient à ceux qui existent déjà dans les textes en vigueur, essentiellement dans le code général des collectivités territoriales.

Inspiré de dispositifs analogues introduits dans le statut de certaines collectivités régies par l'article 74 de la Constitution, en particulier celui de la Polynésie française, ce nouveau dispositif, évoqué lors des états généraux de l'outre-mer organisés après la crise sociale de 2009 puis à l'occasion du premier conseil interministériel de l'outre-mer qui s'est tenu le 6 novembre 2009, permettrait semble-t-il de régler, par exemple, les difficultés posées aux autorités françaises par l'absence d'application de certaines règles fixées par le droit communautaire.

Votre rapporteur a pu constater lors de la mission d'information le rejet quasi unanime, à de très rares exceptions près, de ce dispositif propre aux collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, qualifié de « retour du gouverneur ». Force est d'admettre que ce dispositif n'aurait pas d'équivalent dans les communes, départements et régions de la métropole, ce qui ne manque pas de susciter des interrogations dès lors que l'on affirme que c'est bien le droit commun de la République qui s'applique dans les collectivités de l'article 73 de la Constitution.

G. LE PROJET DE LOI ORGANIQUE : UN ASSOUPPLISSEMENT DE LA PROCÉDURE DES HABILITATIONS

Depuis la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, l'article 73 de la Constitution ouvre aux départements et régions d'outre-mer deux formes d'habilitation. D'une part, ces collectivités peuvent être habilitées à adapter les lois et règlements sur leur territoire et dans leurs domaines de compétences. D'autre part, elles peuvent être habilitées à fixer dans un nombre limité de matières relevant du domaine de la loi ou du règlement les règles applicables

sur leur territoire¹. Tel que le prévoit la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, l'habilitation est accordée, selon le cas, par la loi ou par le règlement.

La procédure de demande de ces habilitations n'a été déterminée qu'en 2007, par la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer. A cet égard, votre rapporteur observe que ces dispositions vont être modifiées quatre ans seulement après avoir été adoptées par le Parlement, pour un motif certes légitime consistant à les assouplir au motif que leur rigidité empêche qu'elles soient plus largement utilisées.

Seules deux habilitations ont en effet été accordées à ce jour par le législateur, au conseil régional de la Guadeloupe : habilitation à fixer des règles pour la création d'un établissement public régional pour la formation professionnelle et habilitation à fixer des règles en matière d'énergies renouvelables². Une demande d'habilitation du conseil régional et du conseil général de Martinique en matière de transports publics est demeurée sans suite de la part du Gouvernement, considérant qu'il n'y avait pas consensus entre les élus.

La mission d'information a relevé plusieurs critiques à l'égard du régime actuel des habilitations, auxquelles le projet de loi organique répond en partie. D'une part, le contrôle d'opportunité qu'exerce le Gouvernement sur les demandes d'habilitations dans le domaine législatif est contesté. Il ne correspond d'ailleurs pas à l'intention du législateur organique. D'autre part, la durée d'habilitation, prévue pour deux ans, est jugée trop brève.

Le projet de loi organique prévoit ainsi que l'habilitation est accordée par la loi lorsqu'elle porte sur une matière législative et par un décret en Conseil d'État lorsqu'elle porte sur une matière réglementaire. Il prolonge la durée maximale d'habilitation jusqu'à l'expiration du mandat de l'assemblée qui en a fait la demande, au lieu de deux ans actuellement.

Le projet de loi organique procède en outre à diverses coordinations avec le projet de loi ordinaire en vue de la création des futures collectivités de Guyane et de Martinique.

¹ Cette seconde catégorie d'habilitation n'est pas possible à La Réunion.

² Ces deux habilitations ont été accordées par la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer.

III. LA POSITION DE VOTRE COMMISSION : GARANTIR LE SUCCÈS DE LA CRÉATION DE LA COLLECTIVITÉ UNIQUE

A. MODIFIER LA DÉNOMINATION DES NOUVELLES COLLECTIVITÉS ET DE LEURS ÉLUS

En premier lieu, votre commission a souhaité revoir les appellations et dénominations retenues par le projet de loi.

Par leur dénomination, la collectivité de Guyane et la collectivité de Martinique s'apparentent à une collectivité d'outre-mer, catégorie régie par l'article 74 de la Constitution. Cette dénomination est ainsi ambiguë. Faute de mieux¹, votre commission a retenu la dénomination générique de collectivité territoriale, comme ce qui a été fait pour la Corse en 1991. Au demeurant, cette dénomination correspond à celle du deuxième alinéa de l'article 72-3 de la Constitution, qui évoque parmi les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, outre les départements et régions d'outre-mer, « *les collectivités territoriales créées en application du dernier alinéa de l'article 73* », c'est-à-dire les collectivités uniques ou dotées d'une assemblée unique.

Votre commission a également souhaité modifier la dénomination des élus des assemblées délibérantes : conseiller à l'Assemblée plutôt que membre de l'Assemblée, à l'instar encore une fois de ce qui a été fait en Corse. De même, le conseil exécutif de Martinique serait composé non de membres mais de conseillers exécutifs.

En revanche, votre commission a conservé les deux dénominations d'Assemblée de Guyane et d'Assemblée de Martinique, pour les mêmes raisons, quand bien même elles pourraient rappeler une assemblée territoriale, c'est-à-dire l'assemblée délibérante d'une collectivité d'outre-mer.

B. RÉDIGER INTÉGRALEMENT LES DISPOSITIONS APPLICABLES AUX NOUVELLES COLLECTIVITÉS

Le projet de loi fait le choix de déterminer une partie des dispositions relatives à l'organisation institutionnelle propre retenue pour la Guyane et la Martinique, renvoyant pour le reste au droit commun des régions, ainsi qu'en matière de compétences aux dispositions applicables aux régions et régions d'outre-mer et aux départements et départements d'outre-mer.

Alors que le projet de loi met en place deux nouvelles collectivités, qui ne sont pas des régions mais qui remplacent à la fois le département et la région, votre commission a considéré qu'il était à tout le moins nécessaire que les dispositions qui fixent leur organisation institutionnelle comme le mode

¹ *Proposée par certains élus lors de la mission d'information, la dénomination département-région, exacte d'un point de vue juridique, ne paraît pas très satisfaisante.*

d'élection de leur assemblée délibérante soient intégralement rédigées, dans un souci de clarté et de lisibilité de la loi.

Concernant les compétences, le renvoi aux dispositions applicables aux régions et aux départements se justifie davantage, dès lors que ce sont les compétences de droit commun des régions et départements, ainsi que celles propres aux régions et départements d'outre-mer, qui seront les compétences des nouvelles collectivités uniques.

C. GARANTIR LE RESPECT DU PLURALISME DANS LES INSTITUTIONS EN MARTINIQUE

Le projet de loi permet qu'une motion de défiance constructive puisse renverser le conseil exécutif pour lui en substituer un nouveau. Cependant, les seuils prévus pour le dépôt puis l'adoption de la motion rendent ce mécanisme impraticable : une majorité absolue des conseillers est requise pour assurer la recevabilité de la motion, qui ne peut être adoptée qu'aux trois cinquièmes. De tels seuils, qui n'existent nulle part, paraissent excessifs. Au demeurant, ils permettraient à un conseil exécutif qui aurait perdu sa majorité de se maintenir sans pour autant que ses délibérations ou son budget puissent être adoptés.

Aussi votre commission a-t-elle retenu des seuils plus raisonnables : un tiers des conseillers requis pour déposer la motion et la majorité absolue des conseillers pour l'adopter.

Votre commission n'a pas souhaité prévoir le retour automatique au sein de l'Assemblée des membres du conseil exécutif en cas d'adoption de la motion, considérant que cela pourrait inciter les élus à ne pas voter la motion.

Par ailleurs, votre commission a souhaité adjoindre au président de l'Assemblée quatre vice-présidents chargés de l'assister dans ses fonctions.

D. PRÉSERVER LA DIMENSION CULTURELLE DANS LA FUSION DES DEUX CONSEILS CONSULTATIFS LOCAUX

Dans chaque région d'outre-mer, il existe un conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, conseil consultatif rattaché à la région, à côté du conseil économique, social et environnemental, qui existe dans toutes les régions de l'hexagone. Alors que votre commission avait contesté en 1982 la constitutionnalité de la première loi votée sur l'adaptation aux départements d'outre-mer de la création des régions, sur le rapport de notre regretté collègue Louis Virapoullé, elle avait jugé « *souhaitable* » la mise en place d'un comité de la culture, de l'éducation et de l'environnement, permettant d'assurer la « *reconnaissance de certaines particularités culturelles des départements d'outre-mer* ».

Lors de l'examen du projet de loi relatif au Département de Mayotte, votre commission avait refusé la fusion du conseil économique et social et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, considérant que les élus de Mayotte souhaitaient le maintien de ces deux conseils consultatifs.

Concernant la Guyane et la Martinique, votre rapporteur a pu juger lors de la mission d'information de la qualité et de la densité du travail réalisé par le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement. Ainsi, il a considéré que cette structure consultative propre aux régions d'outre-mer pouvait mériter d'être conservée. Pour autant, approuvant en cela le projet de loi, une majorité des élus rencontrés a estimé qu'il était pertinent de fusionner les deux conseils consultatifs rattachés à la région, afin de leur donner plus de poids face à la nouvelle collectivité unique.

Souhaitant, comme pour Mayotte, donner satisfaction aux élus, votre commission a accepté la réunion des deux conseils, tout en préservant la prise en compte de la dimension culturelle qui avait justifié la création du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement et en évitant tout risque de dilution de cette dimension dans les préoccupations d'une autre nature que sont celles du conseil économique, social et environnemental. Elle a ainsi créé au sein de chaque conseil deux sections, l'une économique et sociale et l'autre de la culture, de l'éducation et de l'environnement, tout en retenant la dénomination de conseil économique, social, environnemental et culturel.

E. CONSERVER ET RÉNOVER LE CONGRÈS DES ÉLUS DANS LES FUTURES COLLECTIVITÉS UNIQUES

Votre commission a souhaité explicitement prévoir la possibilité de réunir le congrès des élus dits départementaux et régionaux dans les futures collectivités uniques de Guyane et de Martinique. En effet, la mise en place de la collectivité unique ne saurait préjuger d'une absence ultérieure de toute volonté nouvelle d'évolution institutionnelle, volonté que le congrès des élus a justement vocation à exprimer.

Dans sa formule actuelle, le congrès se compose des conseillers régionaux et généraux, ainsi que des parlementaires avec voix consultative. En Guyane et en Martinique, il comprendrait les conseillers à l'Assemblée avec les parlementaires.

Pour donner plus de poids à cette instance, votre commission a jugé utile d'y adjoindre l'ensemble des maires, avec voix consultative. Lors du processus de concertation avec les élus qui a présidé à l'élaboration du projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique, les présidents des associations de maires ont d'ailleurs été associés par le Gouvernement. Cette formule permettrait, sur les questions institutionnelles, de mieux prendre en compte la position des maires, dont la mission d'information a montré qu'elle pouvait être autonome par rapport à celles du conseil régional ou du conseil général.

F. GARANTIR UNE REPRÉSENTATION ÉQUILIBRÉE DU TERRITOIRE À L'ASSEMBLÉE DE GUYANE

Lors de la mission d'information, votre rapporteur a pu pleinement prendre conscience en Guyane des fortes attentes en matière de représentation équitable de toutes les composantes du territoire, et donc de leurs populations, et en même temps de la relative méconnaissance des effets que le mode de scrutin retenu par le projet de loi pourrait engendrer pour les sections électorales les moins peuplées et dotées de peu d'électeurs, compte tenu des écarts démographiques entre sections, amplifiés par le poids de l'immigration.

Au terme de la mission d'information et de nombreuses discussions, un ajustement du mode de scrutin, accompagné d'un découpage des sections et d'une affectation des sièges dans chaque section, a pu être envisagé. C'est ce nouveau dispositif, conçu par votre rapporteur avec notre collègue Bernard Frimat, que votre commission a intégré dans le projet de loi, considérant qu'il appartenait au législateur de fixer entièrement le régime électoral de la future Assemblée de Guyane.

Lors de son audition par votre commission le mercredi 5 avril 2011, Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, s'est montrée réticente à l'idée d'intégrer ce dispositif dans le projet de loi. Sans préjuger de son contenu, elle estimait, par analogie avec le découpage des cantons, qu'il revenait au pouvoir réglementaire et non au législateur de fixer le nombre, la délimitation et le nombre de candidats ou de sièges des sections électorales, en tenant compte de la population.

A l'opposé, votre commission a estimé qu'il relevait bien du domaine de la loi de préciser ces éléments. Selon l'article 34 de la Constitution, la loi fixe les règles concernant le « régime électoral (...) des assemblées locales ». Le nombre de sections, leur composition et la répartition des sièges constituent des éléments fondamentaux du régime électoral de l'Assemblée de Guyane que le législateur ne pourrait pas ignorer, sauf à méconnaître sa compétence.

L'analogie avec les cantons n'est pas recevable, car il ne s'agit pas de délimiter des cantons mais les sections électorales d'une circonscription. De plus, les cantons sont historiquement des subdivisions administratives, depuis la Révolution, ce qui justifie encore à ce jour la compétence réglementaire pour leur délimitation¹.

En outre, par comparaison, pour l'élection des conseillers régionaux, l'effectif des candidats devant figurer dans chaque section départementale a bien été déterminé par la loi (tableau n° 7 annexé au code électoral).

Autre comparaison, l'article L.O. 537 du code électoral – qui a été soumis au contrôle du Conseil constitutionnel puisqu'il a été créé par une loi organique – répartit les dix-neuf sièges du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon en deux sections qu'il détermine, pour appliquer un mode de scrutin

¹ Article L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales.

analogue à celui retenu par le projet de loi pour la Guyane et la Martinique. Le fait qu'il s'agit d'une collectivité relevant de l'article 74 de la Constitution est indifférent : c'est le Parlement qui a fixé ces éléments du régime électoral.

Enfin, la décision du Conseil constitutionnel n° 99-187 L du 6 octobre 1999 conforte la position de votre commission. Cette décision considère que relèvent du domaine de la loi les règles relatives à l'élection du Conseil supérieur des Français de l'étranger, « *au nombre desquelles figurent la délimitation des circonscriptions électorales, le nombre de sièges attribué à chacune d'elles, le mode de scrutin, le droit de suffrage, l'éligibilité, ainsi que le régime contentieux de l'élection* »¹. Par analogie, il faut donc considérer que relèvent bien du domaine de la loi la délimitation des sections électorales et la fixation du nombre de sièges de chaque section.

Fort de cette analyse constitutionnelle, votre commission a souhaité intégrer dans la loi un tableau de découpage des sections, au nombre de huit², et de répartition des sièges dans les sections, sans renvoyer ce soin au pouvoir réglementaire. En outre, sur la proposition de son rapporteur et de notre collègue Bernard Frimat, elle a modifié le mode de scrutin de type régional retenu par le projet de loi. Compte tenu des grandes disparités démographiques et électorales entre les territoires guyanais, votre commission a tenu à ce qu'un nombre de sièges soit garanti dans chaque section, avec un minimum de trois sièges, de façon à ce que toutes les sections, toutes les composantes du territoire au sens où l'entend le Conseil constitutionnel³, soient équitablement représentées au sein de la future Assemblée de Guyane. Le mode de scrutin retenu par votre commission affecte dans chaque section un à deux des onze sièges de la prime majoritaire attribuée à la liste arrivée en tête sur l'ensemble de la Guyane puis répartit les autres sièges de chaque section en fonction du résultat de chaque liste dans la section.

Par parallélisme, votre commission a également introduit dans la loi les sections pour l'élection à l'Assemblée de Martinique, au nombre de quatre, correspondant aux quatre circonscriptions législatives⁴. En revanche, elle a retenu le simple scrutin régional, considérant que la situation démographique et territoriale de la Martinique, avec quatre sections au poids démographique comparable, ne justifiait pas de reprendre le système retenu pour la Guyane.

Enfin, votre rapporteur indique que, dans les courriers qu'il a adressés en novembre 2010 aux élus de Guyane et de Martinique, le Président de la République leur a fait savoir qu'en Guyane le nombre de sections serait défini

¹ Cette compétence du législateur résulte, selon le Conseil constitutionnel, de ce que les membres élus du Conseil supérieur des Français de l'étranger forment le collège électoral des sénateurs représentant les Français établis hors de France. Comme la loi est compétente pour fixer le régime électoral des assemblées parlementaires, elle l'est également pour fixer les conditions de l'élection des élus qui appartiennent au collège électoral sénatorial. L'analogie est valable avec le mode de scrutin des conseillers à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique.

² Chiffre avancé par l'étude d'impact et approuvé par une majorité d'élus.

³ Décision n° 82-147 DC du 2 décembre 1982.

⁴ Hypothèse avancée par l'étude d'impact et semblant rencontrer l'accord d'une majorité d'élus.

par la loi dans le respect d'une représentation équilibrée du territoire, en tenant compte bien sûr du critère démographique, et que la Martinique serait dotée de quatre sections correspondant aux quatre sections législatives. Par sa position, votre commission met en œuvre fidèlement cet engagement.

G. RATTACHER LES NOUVELLES COLLECTIVITÉS AU CALENDRIER ÉLECTORAL DE DROIT COMMUN

Lors de la discussion de la loi n° 82-1171 du 31 décembre 1982 portant organisation des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, votre commission s'était déjà émue de ce que le Gouvernement souhaitait anticiper le calendrier électoral de droit commun pour mettre en place plus rapidement dans les départements d'outre-mer qu'en métropole les nouvelles collectivités territoriales que constituaient les régions, prenant la suite des établissements publics régionaux. Ainsi, dans les départements d'outre-mer, les premières élections régionales eurent lieu en février 1983, trois ans avant les premières élections régionales dans l'hexagone. Pour autant, la loi du 31 décembre 1982 garantissait ensuite le rattachement des régions d'outre-mer au calendrier électoral régional de droit commun.

Prenant acte de la volonté du Gouvernement d'organiser rapidement les premières élections à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique, votre commission a néanmoins tenu à inscrire ces élections dans le calendrier électoral de droit commun, car elles concernent des collectivités qui relèvent toujours de l'article 73 de la Constitution.

Ainsi, votre commission a repoussé de décembre 2012 à mars 2014 la date limite de la tenue de ces premières élections. Si le Gouvernement le souhaite, il pourra organiser ces élections plus tôt, mais la faculté d'atteindre le renouvellement normal en 2014 des conseils régionaux et généraux lui est ouverte. En tout état de cause, votre commission a prévu que les élections suivantes respecteront le calendrier de droit commun, car elle a indiqué dans le code électoral que les conseillers à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique étaient par principe élus en même temps que les conseillers régionaux¹.

H. RENDRE PLUS ACCEPTABLE LE RENFORCEMENT DES POUVOIRS DU PRÉFET

Tenant compte de la large hostilité rencontrée chez les élus à l'égard du renforcement des pouvoirs de substitution des pouvoirs du préfet dans les collectivités de l'article 73 de la Constitution, votre commission a tenté de la rendre plus acceptable, sous la forme d'une procédure de constatation de l'état de carence de la collectivité visée.

¹ A ce jour, le code électoral ignore encore les futurs conseillers territoriaux, dont seuls les principes du mode de scrutin et le tableau de répartition par département ont été discutés.

En premier lieu, elle organise une première phase de dialogue entre le préfet et la collectivité, qui s'ouvre par l'information donnée par le préfet de son intention d'engager la procédure. La collectivité dispose d'un mois pour présenter ses observations.

Dans un deuxième temps, s'il le juge nécessaire, le préfet peut mettre en demeure la collectivité de prendre les mesures appropriées dans un délai de quinze jours.

Enfin, si la suite donnée par la collectivité n'est pas satisfaisante, le préfet peut demander au Gouvernement de prononcer l'état de carence, par un décret motivé pris en conseil des ministres, comme c'est le cas pour un décret de dissolution de l'assemblée délibérante d'une collectivité.

Si l'état de carence est prononcé, le Gouvernement doit en informer le Parlement. Le préfet peut dès lors arrêter, en lieu et place de la collectivité ou de l'établissement public et à ses frais, les mesures qui s'imposent.

I. CONFORTER ET AMÉNAGER LE RÉGIME DES HABILITATIONS

Votre commission, rappelant l'intention du constituant, a estimé qu'il n'appartenait pas au Gouvernement d'exercer un contrôle d'opportunité sur les demandes d'habilitation émanant des départements et régions d'outre-mer – et demain des deux collectivités uniques de Guyane et de Martinique. Ce contrôle d'opportunité ne relève que de la seule autorité compétente pour accorder ou non l'habilitation, c'est-à-dire bien sûr le Gouvernement dans le domaine réglementaire, mais dans le domaine législatif le Parlement seul. Aussi votre commission a-t-elle adopté plusieurs aménagements à la procédure suivie par les demandes d'habilitation, afin de prévenir toute interprétation contraire à l'intention du constituant.

A cette fin, votre commission a notamment prévu que toute demande d'habilitation devait être publiée par le Gouvernement au *Journal officiel* dans le délai de deux mois suivant sa transmission et qu'elle devait être transmise au Parlement lorsqu'elle relève du domaine de la loi, afin que le législateur soit informé d'une demande d'habilitation qui le concerne, accompagnée le cas échéant d'observations du Gouvernement.

Par ailleurs, afin de satisfaire diverses demandes formulées auprès de votre rapporteur durant la mission d'information, votre commission a conçu un mécanisme simplifié de prorogation temporaire de droit, pour une durée maximale de deux ans, de toute habilitation après le renouvellement de l'assemblée qui en a fait la demande, à la seule condition que la loi ou le règlement qui accorde initialement l'habilitation autorise expressément cette prorogation et que la nouvelle assemblée le décide dans les six mois suivant son élection. Votre rapporteur souligne qu'un tel mécanisme ne peut être que limité dans le temps, sauf à réaliser *de facto*, par des habilitations renouvelables automatiquement pour de très longues durées, qui pourraient se

cumuler et se multiplier, de quasi transferts de compétences, en contradiction avec la lettre et l'esprit de l'article 73 de la Constitution.

*

* *

Votre commission a adopté le projet de loi organique et le projet de loi ainsi rédigés.

**EXAMEN DES ARTICLES
DU PROJET DE LOI ORGANIQUE
PORTANT DIVERSES MESURES DE NATURE ORGANIQUE
RELATIVES AUX COLLECTIVITÉS RÉGIES
PAR L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION**

Article 1^{er} A (nouveau)

(art. L.O. 3445-1, L.O. 3445-9, L.O. 4435-1 et L.O. 4435-9
du code général des collectivités territoriales)

**Suppression de la mention de la Guyane et de la Martinique
dans les dispositions organiques relatives aux habilitations prévues
à l'article 73 de la Constitution pour les départements
et les régions d'outre-mer**

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** créant au début du projet de loi organique un article 1^{er} A visant à supprimer, dans les deux titres du code général des collectivités territoriales relatifs aux départements d'outre-mer (chapitre V du titre IV du livre IV de la troisième partie) et aux régions d'outre-mer (chapitre V du titre III du livre IV de la quatrième partie), la mention de la Guyane et de la Martinique dans les dispositions concernant les habilitations de l'article 73 de la Constitution, de façon à prendre en compte la création de ces nouvelles collectivités. Seuls demeureront cités les conseils généraux et régionaux de la Guadeloupe, de La Réunion et de Mayotte¹.

En effet, puisque le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique crée une septième partie dans le code général des collectivités territoriales pour y faire figurer les dispositions relatives à ces deux nouvelles collectivités, votre commission a considéré qu'il était plus pertinent et lisible d'y faire aussi figurer les dispositions organiques concernant les habilitations dont la Guyane et la Martinique pourront toujours bénéficier. Ces dispositions sont créées par l'article 1^{er} bis du présent projet de loi organique.

Votre commission a **ajouté** un article 1^{er} A **ainsi rédigé**.

¹ Mayotte étant devenu une collectivité unique de l'article 73 de la Constitution le 31 mars 2011, sous la dénomination de Département de Mayotte, ces dispositions lui sont aussi applicables.

Article 1^{er}

(art. L.O. 3445-4, L.O. 3445-5, L.O. 3445-6, L.O. 3445-6-1 [nouveau],
L.O. 3445-7, L.O. 4435-4, L.O. 4435-5, L.O. 4435-6,
L.O. 4435-6-1 [nouveau] et L.O. 4435-7
du code général des collectivités territoriales)

**Allongement de la durée d'habilitation des départements
et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements
et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement**

L'article 1^{er} du projet de loi organique modifie le régime en vigueur depuis 2007¹ des habilitations de l'article 73 de la Constitution, selon lequel les départements et régions d'outre-mer peuvent être habilités à adapter, pour tenir compte de leurs caractéristiques et contraintes particulières, les lois et règlements applicables sur leur territoire dans les matières où s'exercent leurs compétences (deuxième alinéa de l'article 73), mais également à fixer sur leur territoire les règles dans un nombre limité de matières relevant du domaine de la loi ou du règlement (troisième alinéa de l'article 73)². Il modifie à cet effet les articles L.O. 3445-6, pour les départements d'outre-mer, et L.O. 4435-6, pour les régions d'outre-mer, du code général des collectivités territoriales.

D'une part, il achève de tirer les conséquences de la modification intervenue à l'occasion de la révision constitutionnelle du 23 juillet 2008, à l'initiative de votre rapporteur, selon laquelle ces deux formes d'habilitations peuvent intervenir non seulement dans le domaine de la loi, mais aussi dans celui du règlement et surtout, en pareil cas, être accordées par le règlement et non par la loi³. La loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte a modifié les dispositions organiques en vigueur du code général des collectivités territoriales pour prévoir l'habilitation à fixer les règles dans le domaine du règlement, tout en conservant au seul législateur le soin d'accorder cette habilitation. Le présent projet de loi organique dispose, quant à lui, que les deux catégories d'habilitation sont accordées par décret en Conseil d'État lorsque la demande d'habilitation porte sur une matière qui relève du domaine réglementaire (articles L.O. 3445-6 et L.O. 4435-6 du code général des collectivités territoriales). Votre commission approuve pleinement

¹ Alors que ces habilitations résultent de la révision constitutionnelle du 28 mars 2003, ce n'est que quatre ans plus tard que les dispositions organiques d'application ont été adoptées, dans la loi organique n° 2007-223 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer.

² Ce second type d'habilitation n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion. Selon l'article 73 de la Constitution, ce second type d'habilitation ne peut, en outre, porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique étrangère, la défense, la sécurité et l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. Cette liste des matières exclues peut être précisée et complétée par une loi organique, ce qui n'a pas été fait à ce jour. Les articles L.O. 3445-2 et L.O. 4435-2 du code ont également soustrait ces matières de l'habilitation à adapter les lois et règlements. L'article 73 de la Constitution ajoute qu'une habilitation ne peut intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.

³ Jusqu'en 2008, une habilitation de la première catégorie pouvait déjà être accordée pour adapter les lois et aussi les règlements, mais seulement par la loi.

cette simplification de la procédure lorsque seul le domaine du règlement est concerné.

D'autre part, pour assouplir et faciliter le recours à ces habilitations, l'article 1^{er} du projet de loi organique prévoit qu'elles peuvent être accordées, au plus, pour la totalité de la durée restant à courir du mandat de l'assemblée locale qui en a fait la demande. A ce jour, l'habilitation est accordée « *pour une durée qui ne peut excéder deux ans* » à compter de la promulgation de la loi qui l'accorde (articles L.O. 3445-6 et L.O. 4435-6 du code). Il demeure loisible au législateur, s'il décide d'accorder l'habilitation demandée, de fixer une durée moindre. Dès lors que cette modification du régime de l'habilitation permettant aux collectivités territoriales de l'article 73 de la Constitution de fixer directement les règles dans le domaine de la loi ou du règlement préserve son caractère limité dans le temps et ponctuel dans la portée, c'est-à-dire dans « *un nombre limité de matières* », de sorte que demeure applicable dans ces collectivités le droit commun de la République, votre commission l'approuve. Cet assouplissement ne saurait, en effet, ouvrir la voie *de facto* à des transferts de compétences nouvelles aux collectivités qui solliciteraient ces habilitations. Les deux catégories d'habilitation de l'article 73 de la Constitution ne peuvent en réalité conduire à une formule « 73 bis » ou « 73 + », proche de l'article 74, dans laquelle les collectivités concernées exerceraient de larges compétences que le droit commun des départements et des régions ne prévoit pas.

Lors de la mission d'information de votre commission en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe, votre rapporteur a constaté que l'allongement de la durée de l'habilitation à la totalité de la durée du mandat était un souhait largement partagé par les élus, permettant de leur donner le temps nécessaire pour élaborer les délibérations correspondantes. En outre, notre collègue député Victorin Lurel, président du conseil régional de la Guadeloupe, a déposé le 20 juillet 2010 une proposition de loi organique en ce sens, visant à porter à six ans la durée d'habilitation¹. Cette demande a d'ailleurs été relayée par l'Union régionale des Antilles et de la Guyane (URAG), structure de coopération créée en juin 2010 qui regroupe les trois conseils régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique.

A ce jour, seules deux habilitations ont été accordées au titre du troisième alinéa de l'article 73, dans le domaine de la loi, au conseil régional de la Guadeloupe². Les articles 68 et 69 de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009 pour le développement économique des outre-mer ont habilité, pour une durée de deux ans, le conseil régional à fixer, respectivement, les règles permettant la création d'un établissement public régional à caractère administratif chargé d'exercer les missions de service public de formation professionnelle qui lui seront déléguées par la région et des règles spécifiques en matière de maîtrise

¹ Le dossier législatif est consultable à l'adresse suivante :

http://www.assemblee-nationale.fr/13/dossiers/modif_art73_Const.asp

Le texte de la proposition de loi organique n'est toutefois pas disponible à ce jour.

² Le 27 mars 2009, le conseil régional de la Guadeloupe a adopté deux délibérations formulant les deux demandes d'habilitation.

de la demande d'énergie, de réglementation thermique pour la construction de bâtiments et de développement des énergies renouvelables. La première de ces deux habilitations a été concrétisée par deux délibérations du conseil régional adoptées le 26 février 2010, l'une dans le domaine de la loi et l'autre, pour son application, dans le domaine du règlement, tandis que la seconde habilitation a donné lieu à une délibération adoptée le 20 juillet 2010, dans le domaine du règlement. Dans le régime tel que prévu par le présent projet de loi organique, cette seconde habilitation aurait été accordée par décret en Conseil d'État et non par la loi.

Concernant la compétence réglementaire pour accorder l'habilitation lorsque le domaine visé relève du règlement, votre commission a adopté un **amendement** de clarification rédactionnelle, proposé par son rapporteur, qui a pour objet de préciser expressément que l'habilitation accordée par le législateur en vue d'intervenir dans le domaine de la loi emporte habilitation à prendre, dans le domaine du règlement, s'il y a lieu, les mesures d'application appropriées. Il s'agit de lever toute ambiguïté, à la lecture de la loi organique, sur le fait qu'une habilitation du pouvoir réglementaire n'est pas nécessaire pour prendre dans le domaine du règlement des mesures d'application d'une délibération intervenant dans le domaine de la loi au titre d'une habilitation accordée par la loi. Cette clarification ne fait que correspondre à l'intention du législateur organique. L'habilitation accordée par la loi en 2009 au conseil régional de la Guadeloupe lui a, en effet, permis d'adopter deux délibérations en matière de formation professionnelle, la première dans le domaine de la loi et la seconde dans le domaine du règlement pour déterminer les mesures d'application de la première.

Par le même amendement, votre commission a également clarifié la rédaction de l'article 1^{er} du projet de loi organique, notamment la disposition allongeant la durée d'habilitation de deux ans à la durée complète du mandat, en prévoyant que celle-ci est accordée pour une durée ne pouvant aller au-delà du renouvellement du conseil général ou du conseil régional.

Les discussions de votre rapporteur lors de la mission d'information ont également mis en lumière deux autres inconvénients du régime actuel des habilitations : l'existence *de facto* d'un contrôle d'opportunité des demandes d'habilitation par le Gouvernement et l'absence d'une procédure simplifiée de prorogation de l'habilitation y compris après le renouvellement de l'assemblée qui en a fait la demande.

Concernant l'existence d'un **contrôle d'opportunité des demandes d'habilitation** par le Gouvernement, votre commission tient à rappeler avec force que, lorsque la demande d'habilitation relève du domaine de la loi, il appartient au législateur – et à lui seul – d'apprécier l'opportunité d'accorder cette habilitation, y compris au regard des limitations *ratione materiae* prévues par le troisième alinéa de l'article 73 de la Constitution et par l'article L.O. 3445-2 du code général des collectivités territoriales. Telle est l'intention du législateur organique. Il n'appartient pas au Gouvernement de procéder à un tel contrôle, qui ne lui incombe que dans le cas où la demande relève du

domaine exclusif du règlement. Il peut certes faire part au Parlement de son analyse de la régularité juridique comme de son appréciation de l'opportunité de la demande. Il peut aussi, comme le prévoient les articles L.O. 3445-5 et L.O. 4435-5, faire saisir le Conseil d'État par le représentant de l'État, pour demander l'annulation de la délibération par laquelle la collectivité demande l'habilitation, s'il juge celle-ci irrégulière ou excédant le champ prévu par la Constitution. Cette faculté de saisine du Conseil d'État illustre bien la volonté du législateur organique : s'il a prévu pour l'État une faculté de recours en annulation, c'est bien qu'il n'entendait pas instituer pour le Gouvernement une quelconque autre voie pour procéder au contrôle de la demande. Si pour sa part le législateur juge la demande infondée, il lui appartient de la refuser. Au demeurant, le Conseil constitutionnel peut être amené à contrôler la régularité de l'habilitation accordée dans le domaine de la loi.

Votre rapporteur rappelle qu'une demande d'habilitation a déjà, en effet, reçu une fin de non recevoir de la part du Gouvernement. En 2008, le conseil général et le conseil régional de la Martinique avaient sollicité une habilitation en matière de transports publics de voyageurs. Le Gouvernement avait refusé de publier les délibérations correspondantes au *Journal officiel*, comme le prévoient pourtant les articles L.O. 3445-4 et L.O. 4435-4 du code général des collectivités territoriales. Aussi, à l'occasion de l'examen du projet de loi portant engagement national pour l'environnement en octobre 2009, le Sénat adopta un amendement habilitant le conseil général de la Martinique à fixer les règles instituant un périmètre unique de transports ainsi qu'une autorité organisatrice unique de transports¹. L'Assemblée nationale supprima cette habilitation pour lui substituer la faculté de définir par décret, dans les départements et régions d'outre-mer, une autorité organisatrice unique et un périmètre unique de transports.

Sur cette question précise, lors de son audition par votre commission le 6 avril 2011, Mme Marie-Luce Penchard, ministre chargée de l'outre-mer, a fait observer qu'aucune suite n'avait été donnée à la demande martiniquaise car il n'existait pas de consensus entre les élus locaux alors même que l'habilitation visait un champ de compétences partagé entre la région et le département. En tout état de cause, la mise en place d'une collectivité unique supprimera cette difficulté pour la Guyane comme pour la Martinique.

Néanmoins, pour rendre plus opérante la faculté de saisir le Conseil d'État pour demander l'annulation de la délibération demandant l'habilitation, alors qu'il n'est pas simple pour le représentant de l'État d'entrer dans une logique de confrontation avec la collectivité qui a fait la demande, votre commission, sur la proposition de son rapporteur, a adopté un **amendement** étendant au Premier ministre la faculté de saisir le Conseil d'État (articles L.O. 3445-5 et L.O. 4435-5 du code). Cet amendement prévoit également, par parallélisme des formes, la même faculté à l'encontre de la délibération prise

¹ Cette habilitation permettait au conseil général d'intervenir dans le domaine de compétences d'autres collectivités territoriales.

sur la base de l'habilitation, si le Premier ministre l'estime irrégulière (articles L.O. 3445-7 et L.O. 4435-7 du code).

En outre, et surtout, votre commission souhaite s'assurer qu'il ne soit pas procédé à un contrôle par le Gouvernement de l'opportunité de la demande d'habilitation lorsque celle-ci porte sur une matière relevant du domaine de la loi. Aussi, sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** clarifiant sur ce point la rédaction du code, en fixant un délai de deux mois à compter de sa transmission pour la publication de la délibération portant demande d'habilitation au *Journal officiel*, et prévoyant, lorsque la demande porte sur une matière législative, la transmission par le Premier ministre, qui en est destinataire, de cette délibération au Parlement, assortie le cas échéant de ses observations (articles L.O. 3445-4 et L.O. 4435-4 du code). Ainsi, le Gouvernement ne saurait se soustraire à l'obligation de publication au *Journal officiel*. Comme la publication rend la délibération exécutoire, il appartiendrait alors au Premier ministre ou au représentant de l'État de saisir le Conseil d'État en cas de doute sur la régularité juridique de la délibération. Il ne pourrait donc plus lui être opposé de fin de non recevoir. De plus, dans le cas d'une demande d'habilitation intervenant dans le domaine de la loi, la transmission de la délibération à l'Assemblée nationale et au Sénat permet d'informer officiellement le Parlement, de sorte qu'il serait ensuite difficile de l'ignorer. Enfin, indépendamment de la question de la régularité juridique que le Conseil d'État peut être amené à vérifier, il serait possible au Premier ministre d'accompagner la transmission de la délibération aux assemblées d'observations permettant de faire valoir son appréciation sur l'opportunité de la demande. Les assemblées seraient ainsi pleinement éclairées par le travail d'instruction juridique et technique réalisé par le Gouvernement avant de décider d'accorder ou non l'habilitation demandée.

Concernant la demande d'une **procédure simplifiée de prorogation d'une habilitation**, votre commission en comprend l'intention, dès lors qu'il ne s'agit pas de sortir du cadre constitutionnel fixé pour les habilitations. Plus précisément, dès lors que l'article 73 mentionne que les collectivités peuvent être « *habilitées (...) par la loi ou par le règlement* », il ne saurait y avoir de prorogation sans l'accord exprès du législateur ou du pouvoir réglementaire, sous peine d'inconstitutionnalité.

Pour autant, votre rapporteur estime qu'il est constitutionnellement possible pour le législateur organique d'instituer une procédure simplifiée de prorogation, y compris après le renouvellement de l'assemblée qui en a fait la demande, dès lors qu'existe formellement un accord de l'autorité qui accorde l'habilitation. Afin d'éviter, dans le cas d'une habilitation dans le domaine de la loi par exemple, d'avoir à voter une nouvelle disposition législative pour proroger l'habilitation, cet accord pourrait être formulé préalablement à toute demande de prorogation, sans qu'il soit nécessaire de le formuler à nouveau à la suite de la demande de prorogation. Il en serait ainsi si la loi ou le règlement accordant initialement l'habilitation autorisaient, par anticipation, de manière expresse, cette possibilité d'une prorogation. Cet accord exprès préalable, qui

préservait pleinement la compétence, notamment, du législateur en matière d'attribution d'une habilitation, y compris pour en fixer la durée, ne vaudrait que dans la seule hypothèse de prorogation d'une habilitation existante.

Trois cas sont à envisager : soit l'habilitation n'a pas pu être mise en œuvre avant son expiration, laquelle précède le renouvellement de l'assemblée qui en a fait la demande, soit elle n'a pas pu être mise en œuvre avant le renouvellement de l'assemblée qui en a fait la demande, soit elle a été mise en œuvre avant le renouvellement de l'assemblée mais la nouvelle assemblée issue de ce renouvellement souhaite modifier les dispositions adoptées. Seuls les deux derniers cas seraient visés, pour la prorogation des habilitations après le renouvellement de l'assemblée. Votre rapporteur a envisagé l'hypothèse, en effet, où une habilitation a été sollicitée tardivement par l'assemblée, c'est-à-dire peu de temps avant son renouvellement, de sorte qu'elle peut ne pas être mise en œuvre par simple manque de temps pour concevoir les délibérations correspondantes de la collectivité. Il a également estimé qu'une habilitation mise en œuvre tardivement par l'assemblée devrait pouvoir être modifiée ou reprise par l'assemblée après son renouvellement.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** instituant une procédure allégée de prorogation de l'habilitation après le renouvellement de l'assemblée qui en a fait la demande, dès lors que la loi ou le décret accordant l'habilitation initialement l'ont prévu, par la création dans le code général des collectivités territoriales de deux nouveaux articles L.O. 3445-6-1 pour les départements d'outre-mer et L.O. 4435-6-1 pour les régions d'outre-mer. Comme pour la demande initiale, telle qu'elle est encadrée par les articles L.O. 3445-2 et L.O. 4435-2 du code, l'assemblée doit procéder par délibération motivée. Il est proposé que cette délibération intervienne dans les six mois suivant le renouvellement de l'assemblée, de façon à éviter toute solution de continuité trop longue depuis l'expiration de l'habilitation initiale au moment du renouvellement. Cette délibération doit porter sur une habilitation strictement identique à la demande initiale. La prorogation est fixée de droit pour une durée maximale de deux ans à compter du renouvellement, ce qui constitue une incitation à demander rapidement la prorogation après le renouvellement. Comme la délibération portant la demande initiale, cette nouvelle délibération est transmise au Premier ministre et au représentant de l'État puis publiée au *Journal officiel* avant d'entrer en vigueur. Il convient de prévoir les mêmes voies de recours qu'à l'encontre de la délibération initiale, car il peut exister un motif de contestation de la régularité juridique de la délibération de demande de la prorogation.

Votre commission a adopté l'article 1^{er} **ainsi modifié**.

Article 1^{er} bis (nouveau)
(art. L.O. 7311-1 à L.O. 7313-1 [*nouveaux*]
du code général des collectivités territoriales)
**Dispositions organiques relatives aux habilitations
prévues à l'article 73 de la Constitution
pour les collectivités de Guyane et de Martinique**

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** créant au sein du projet de loi organique un article 1^{er} bis visant à faire figurer expressément, dans la nouvelle septième partie du code général des collectivités territoriales créée par le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique, par souci de lisibilité du code, les dispositions organiques concernant les habilitations de l'article 73 de la Constitution que pourront demander les collectivités uniques de Guyane et de Martinique, sous forme d'un livre III comportant des dispositions communes relatives aux deux collectivités, après le livre I^{er} relatif à la collectivité de Guyane et le livre II relatif à la collectivité de Martinique.

Ces dispositions se limitent à transposer, pour les deux collectivités de Guyane et de Martinique, compte tenu de leur architecture institutionnelle, les dispositions des articles L.O. 3445-1 à L.O. 3445-12 et L.O. 4435-1 à L.O. 4435-12 du code général des collectivités territoriales, sous réserve des modifications apportées au régime des habilitations par l'article 1^{er} du présent projet de loi organique.

Votre commission a **inséré** un article 1^{er} bis **ainsi rédigé**.

Article 2
(art. L.O. 141 et L.O. 148 du code électoral)
**Actualisation des règles de cumul des mandats électifs locaux
avec le mandat parlementaire**

L'article 2 du projet de loi organique complète l'article L.O. 141 du code électoral, qui détermine les règles de cumul du mandat de député avec un mandat électif local, pour prendre en compte la création des deux collectivités uniques de Guyane et de Martinique. Par l'effet de l'article L.O. 297, ces limitations sont aussi applicables au mandat de sénateur. Ainsi, le mandat parlementaire est incompatible avec l'exercice de plus d'un des mandats locaux suivants : conseiller régional, conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller général, conseiller de Paris ou conseiller municipal d'une commune d'au moins 3 500 habitants.

L'article 2 du projet de loi ajoute à cette liste les mandats de membre de l'Assemblée de Guyane et de membre de l'Assemblée de Martinique, qui peuvent au demeurant être assimilés avec les mandats de conseiller général ou régional, mais aussi la fonction de membre du conseil exécutif de Martinique, qui ne constitue pas à proprement parler un mandat mais une fonction. A ce titre, cette fonction ne devrait pas figurer dans une liste de mandats.

En outre, votre rapporteur relève, par comparaison, que la fonction de membre du conseil exécutif de Corse n'est pas visée à l'article L.O. 141. Alors que le schéma institutionnel retenu par le législateur pour la Corse en 1991 a largement inspiré la rédaction des dispositions régissant la collectivité unique de Martinique, il est curieux d'établir une limitation supplémentaire en matière de cumul des mandats, qui n'existe pas pour les conseillers exécutifs de Corse.

En réalité, le dernier alinéa de l'article L. 4422-18 du code général des collectivités territoriales dispose que le régime des incompatibilités des conseillers à l'Assemblée de Corse reste applicable aux conseillers exécutifs de Corse. Une telle disposition est logique puisque, comme en Martinique, les conseillers exécutifs de Corse sont élus par l'assemblée en son sein, de sorte qu'ils étaient soumis, au moment de leur élection, au régime d'incompatibilité des conseillers à l'assemblée. A cet égard, l'article L. 7224-3 du code général des collectivités territoriales, tel qu'il résulte du projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique, prévoit d'ores et déjà que le régime des incompatibilités des membres de l'Assemblée de Martinique demeure applicable aux membres de l'assemblée élus au conseil exécutif.

Ainsi, la mention à l'article L.O. 141 du code électoral de la fonction de membre du conseil exécutif de Martinique, impropre sur le plan juridique, paraît tout à fait inutile. Dans ces conditions, votre rapporteur s'interroge sur l'utilité dans son entier de l'article 2 du projet de loi organique.

En effet, les articles 3 et 4 du projet de loi organique prévoient que, dans les textes organiques en vigueur, la référence au conseiller général ou au conseiller régional est remplacée, pour la Guyane, par la référence au membre de l'Assemblée de Guyane, et pour la Martinique, par la référence au membre de l'Assemblée de Martinique. Une telle « clef de lecture » ne serait source d'aucune ambiguïté en matière de cumul des mandats, à la lecture de l'article L.O. 141 du code électoral, mais aussi de l'article L. 46-1 par exemple, selon lequel nul ne peut cumuler plus de deux mandats parmi ceux de conseiller régional, conseiller à l'Assemblée de Corse, conseiller général, conseiller de Paris et conseiller municipal. Au demeurant, le projet de loi ordinaire relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique ne prévoit pas de modifier l'article L. 46-1 pour y inclure la fonction de conseiller exécutif mais s'en tient à la « clef de lecture » générale fixée par son article 11.

Pour autant, par souci de lisibilité et de cohérence, et dès lors que le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse figure expressément à l'article L.O. 141, il y lieu d'y faire figurer, au même titre, les mandats de membre de l'Assemblée de Guyane et de membre de l'Assemblée de Martinique, selon toutefois la dénomination retenue par votre commission dans le projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique, c'est-à-dire conseiller à l'Assemblée de Guyane et conseiller à l'Assemblée de Martinique.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a donc adopté en ce sens un **amendement** à caractère rédactionnel, supprimant en outre la mention inutile de membre du conseil exécutif de Martinique.

Votre rapporteur ajoute que, de la même manière, il convient, dans le projet de loi ordinaire relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique, de compléter l'article L. 46-1 du code électoral, qui fixe les règles de cumul entre mandats électifs locaux et qui mentionne également le mandat de conseiller à l'Assemblée de Corse.

Par ce même amendement, votre commission a également procédé par coordination à une modification du régime des incompatibilités parlementaires pour ceux des parlementaires qui seront membres de l'Assemblée de Guyane ou de l'Assemblée de Martinique. L'article L.O. 148 du code électoral permet que des députés membres d'un conseil régional, d'un conseil général ou d'un conseil municipal soient désignés par ces conseils pour représenter la région, le département ou la commune dans des organismes extérieurs d'intérêt régional ou local. Malgré la « clef de lecture » prévue aux articles 3 et 4 du projet de loi organique, il semble préférable de mentionner expressément à l'article L.O. 148 l'appartenance à l'Assemblée de Guyane ou de Martinique, par souci de lisibilité du code, mais également compte tenu du caractère strict des incompatibilités, ainsi que les apprécie le Conseil constitutionnel. Ces dispositions s'appliquent aussi aux sénateurs en vertu de l'article L.O. 297.

En tout état de cause, votre rapporteur rappelle que le code électoral est en cours de refonte : une habilitation a été accordée au Gouvernement pour y procéder par ordonnance à droit constant pour les dispositions ordinaires, par la loi portant simplification de dispositions du code électoral, adoptée définitivement par le Parlement le 5 avril 2011. Le moment venu, un projet de loi de ratification de cette ordonnance sera présenté au Parlement, accompagné d'un projet de loi organique pour la refonte des dispositions organiques, à laquelle il ne peut être procédé par voie d'ordonnance.

Votre commission a adopté l'article 2 **ainsi modifié**.

Article 3

Références à la Guyane dans les textes organiques

L'article 3 du projet de loi organique introduit une « clef de lecture » pour toutes les dispositions organiques en vigueur qui concernent la Guyane. La référence au département ou à la région de Guyane est remplacée par la référence à la collectivité de Guyane, la référence au conseil général ou au conseil régional de Guyane est remplacée par la référence à l'Assemblée de Guyane et la référence aux conseillers généraux ou régionaux est remplacée par la référence aux membres de l'Assemblée de Guyane.

Votre rapporteur s'est interrogé sur l'absence de codification de cette « clef de lecture » dans le code général des collectivités territoriales, comme ce fut pourtant le cas pour les dispositions organiques concernant Mayotte par la loi organique n° 2010-1486 du 7 décembre 2010 relative au Département de Mayotte. Après vérification, hormis les dispositions organiques relatives à l'élection présidentielle, à l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962

relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, votre rapporteur considère en effet que seules les dispositions organiques du code général des collectivités territoriales peuvent être concernées par cette « clef de lecture ». L'article 2 du projet de loi organique a en effet déjà traité la question pour les seules dispositions pertinentes du code électoral, en matière d'incompatibilités parlementaires.

A cet égard, votre rapporteur souligne la nécessité de modifier la loi du 6 novembre 1962 pour garantir aux membres de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique qu'ils pourront bien participer à la présentation des candidats à l'élection présidentielle. L'article 3 de la loi du 6 novembre 1962 mentionne d'ailleurs nommément les membres de toutes les assemblées locales particulières d'outre-mer. Un amendement y pourvoyant a été adopté par votre commission, complétant par un article 5 le projet de loi¹.

Il apparaît que les dispositions organiques pertinentes du code général des collectivités territoriales, qui concernent la possibilité à titre expérimental de déroger aux lois et règlements qui fixent les compétences des collectivités², le référendum local et l'autonomie financière des collectivités, pourraient être aisément modifiées pour y inclure la mention des deux nouvelles collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, comme cela a été fait pour Mayotte par la loi organique précitée du 7 décembre 2010.

Les dispositions relatives au référendum local (articles L.O. 1112-1 à L.O. 1112-14) sont rédigées de manière suffisamment générale, puisqu'elles visent toute collectivité territoriale, pour ne pas avoir besoin d'être ajustées, à l'exception de l'article L.O. 1112-10, qui évoque l'organisation du référendum local par un département ou par une région pour pouvoir déterminer les partis et groupements politiques habilités à participer à la campagne en vue du référendum local. Les dispositions qui autorisent les collectivités territoriales à déroger, à titre expérimental, aux dispositions législatives régissant l'exercice de leurs compétences (articles L.O. 1113-1 à L.O. 1113-7) sont également rédigées de manière générale et n'ont pas besoin d'être modifiées pour tenir compte de la création des collectivités de Guyane et de Martinique. Enfin, les dispositions relatives à l'autonomie financière des collectivités territoriales (articles L.O. 1114-1 à L.O. 1114-4) sont également rédigées de manière générale, à l'exception de l'article L.O. 1114-1, qui répartit les collectivités en trois catégories en vue d'apprécier si les recettes fiscales et les autres ressources propres représentent, pour chaque catégorie de collectivités une « *part déterminante de leurs ressources* », conformément au troisième alinéa de l'article 72-2 de la Constitution. Ces trois catégories sont les communes, les départements et les régions, diverses autres collectivités étant assimilées aux deux dernières catégories³. Le 3° de l'article L.O. 1114-1 prévoit justement

¹ Voir *infra*.

² Les collectivités de Guyane et de Martinique pourraient être autorisées par la loi à procéder à une telle expérimentation.

³ Notamment, Mayotte et Saint-Pierre-et-Miquelon sont assimilées au département, tandis que la Corse et les collectivités d'outre-mer de l'article 74 sont assimilées à la région.

que « *les collectivités mentionnées au dernier alinéa de l'article 73 de la Constitution* », c'est-à-dire les collectivités uniques exerçant les compétences d'un département d'outre-mer et d'une région d'outre-mer, sont assimilées aux régions. Le cas des futures collectivités unique de Guyane et de Martinique est donc bien pris en compte.

Dans ces conditions, votre commission a adopté, sur la proposition de son rapporteur, un **amendement** supprimant la « clef de lecture », en raison de son inutilité et de son absence de portée juridique réelle, et se limitant à préciser l'application en Guyane et en Martinique de l'article L.O. 1112-10 du code général des collectivités territoriales relatif au référendum local, en assimilant ces deux collectivités à la région, comme c'est le cas en matière d'autonomie financière, cette assimilation étant également pertinente au regard du mode de scrutin des assemblées de ces deux collectivités compte tenu du critère pris en compte par l'article L.O. 1112-10.

Par ce même amendement, votre commission a également supprimé la date d'entrée en vigueur prévue par l'article 3 du projet de loi organique pour la « clef de lecture », préférant renvoyer l'ensemble des conditions d'entrée en vigueur de la loi organique à un article final autonome, par souci de clarté, en raison de la création de plusieurs nouveaux articles dans le texte.

Votre commission a adopté l'article 3 **ainsi modifié**.

Article 4

Références à la Martinique dans les textes organiques

L'article 4 du projet de loi organique introduit une « clef de lecture » pour toutes les dispositions organiques en vigueur concernant la Martinique. La référence au département ou à la région de Martinique est remplacée par la référence à la collectivité de Martinique, la référence au conseil général ou au conseil régional de Martinique est remplacée par la référence à l'Assemblée de Martinique et la référence aux conseillers généraux ou régionaux est remplacée par la référence aux membres de l'Assemblée de Martinique.

Pour les raisons évoquées précédemment à propos de l'article 3 du projet de loi organique, cette « clef de lecture » n'a aucune portée réelle.

Aussi, sur la proposition de son rapporteur, votre commission a-t-elle adopté un **amendement** de suppression de cette disposition.

Votre commission a **supprimé** l'article 4.

Article 5 (nouveau)

(art. 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel)

**Présentation des candidats à l'élection présidentielle
par les conseillers à l'Assemblée de Guyane
et à l'Assemblée de Martinique**

Issu d'un **amendement** adopté par votre commission à l'initiative de son rapporteur, l'article 5 du projet de loi organique intègre dans la liste des élus susceptibles de « parrainer » un candidat à l'élection présidentielle les membres de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique.

Dans le deuxième alinéa du I de son article 3, la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel prévoit que les présentations des candidats sont adressées au Conseil constitutionnel par « *au moins cinq cents citoyens membres du Parlement, des conseils régionaux, de l'Assemblée de Corse, des conseils généraux des départements, de Mayotte, des conseils territoriaux de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon, du conseil de Paris, de l'assemblée de la Polynésie française, du congrès et des assemblées de province de la Nouvelle-Calédonie, de l'assemblée territoriale des îles Wallis-et-Futuna, maires, maires délégués des communes associées, maires des arrondissements de Lyon et de Marseille ou membres élus de l'Assemblée des Français de l'étranger* ». Sont cités aussi « *les présidents des organes délibérants des communautés urbaines, des communautés d'agglomération, les présidents des communautés de communes, le président de la Polynésie française, le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et les ressortissants français membres du Parlement européen élus en France* ».

Au vu de cette énumération particulièrement exhaustive, il n'aurait pas été compréhensible pour votre rapporteur que ne soient pas expressément mentionnés les membres de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique. Les conseillers exécutifs de Martinique ne seraient pas visés, comme ne le sont pas les conseillers exécutifs de Corse.

Par ce même article, votre commission a également pu clarifier une rédaction imprécise concernant Mayotte.

Votre commission a **ajouté** un article 5 **ainsi rédigé**.

Article 6 (nouveau)

Entrée en vigueur du projet de loi organique

Issu d'un **amendement** adopté par votre commission à l'initiative de son rapporteur, l'article 6 du projet de loi organique détermine les modalités d'entrée en vigueur des différents articles du projet de loi organique. Pour ce faire, il s'inspire de la rédaction initiale des articles 3 et 4 du projet de loi organique ainsi que de celle du I de l'article 12 du projet de loi relatif aux

collectivités de Guyane et de Martinique. Il s'agit en effet de prévoir une entrée en vigueur des dispositions organiques concernant les deux nouvelles collectivités en même temps que les dispositions du projet de loi ordinaire qui mettent en place les institutions nouvelles de ces collectivités.

Ces articles prévoient une entrée en vigueur à compter de la « *date de la réunion de plein droit* » qui suit la première élection de l'Assemblée de Guyane ou de l'Assemblée de Martinique. L'entrée en vigueur peut donc avoir lieu à une date différente en Guyane et en Martinique si les élections ne sont pas simultanées dans les deux collectivités.

L'article L. 4132-7 du code général des collectivités territoriales, qui est rendu applicable aux collectivités de Guyane et de Martinique, dispose que « *la première réunion du conseil régional se tient de plein droit le premier vendredi qui suit son élection* ». Ainsi, l'expression de « *réunion de plein droit* » semble à votre rapporteur un raccourci juridiquement inapproprié. Il convient mieux de prévoir l'entrée en vigueur à compter de la première réunion de l'assemblée suivant sa première élection. Votre rapporteur signale que la même modification doit être opérée à l'article 12 du projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique.

En revanche, il n'y a en effet pas lieu de différer l'entrée en vigueur des modifications apportées au régime des habilitations de l'article 73 de la Constitution par l'article 1^{er} du projet de loi organique. De même, l'article 2, qui actualise les règles de cumul du mandat de député ou de sénateur pour tenir compte de la création du mandat de conseiller à l'Assemblée de Guyane ou de conseiller à l'Assemblée de Martinique doit par conséquent s'appliquer dès la première élection de ces nouvelles assemblées, sans attendre la première réunion de ces assemblées.

Votre commission a **ajouté** un article 6 **ainsi rédigé**.

Intitulé du projet de loi organique

Selon son intitulé, le projet de loi organique porte « *diverses mesures de nature organique* ». Cette formulation paraît quelque peu tautologique pour un projet de loi organique. Aussi, sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** de simplification rédactionnelle de l'intitulé du projet de loi organique.

Votre commission a adopté l'intitulé du projet de loi organique **ainsi modifié**.

**EXAMEN DES ARTICLES
DU PROJET DE LOI RELATIF
AUX COLLECTIVITÉS DE GUYANE ET DE MARTINIQUE**

**TITRE I^{er}
DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE GÉNÉRAL
DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

Article 1^{er}

(art. L. 3441-1, L. 3442-1, L. 4431-1, L. 4432-1, L. 4432-2 et L. 4432-9
et septième partie [*nouvelle*] du code général des collectivités territoriales)

**Suppression dans le code général des collectivités territoriales
de références à la Guyane et à la Martinique
et création d'une septième partie relatives
aux collectivités de l'article 73 de la Constitution**

L'article 1^{er} du projet de loi supprime, d'une part, les références à la Guyane et à la Martinique dans certains articles des titres du code général des collectivités territoriales qui concernent les départements d'outre-mer et les régions d'outre-mer et, d'autre part, crée dans ce code une septième partie relative aux « *autres collectivités régies par l'article 73 de la Constitution* ».

Ce parti pris de codification pose une difficulté de principe. En effet, outre que seront dispersées en plusieurs endroits du code les dispositions concernant les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution, cette nouvelle septième partie est placée, par commodité, à la fin du code, c'est-à-dire après la sixième partie, relative aux collectivités d'outre-mer régies par l'article 74 de la Constitution, laquelle comporte les dispositions statutaires de Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon ainsi que quelques dispositions transitoires concernant Mayotte après sa départementalisation. Pour autant, s'il n'est pas satisfait de cet agencement du code, votre rapporteur admet qu'il n'est guère envisageable de procéder d'une autre manière, sauf à reprendre la numérotation de tous les articles de la sixième partie pour lui substituer la partie nouvelle relative aux « autres collectivités de l'article 73 ». Il espère que cette opération de mise en cohérence pourra être entreprise à l'occasion d'un travail de révision de ce code. Un autre choix de codification aurait consisté à insérer les dispositions nouvelles relatives aux collectivités de Guyane et de Martinique dans la partie relative aux régions, après le titre relatif aux régions d'outre-mer, dès lors que c'est le schéma régional qui les a

inspirées, ainsi que l'illustrent les nombreux renvois du projet de loi au droit commun des régions. Ce choix posait cependant aussi un problème de principe car la collectivité unique n'est pas une forme particulière de région d'outre-mer, mais une collectivité qui exerce les compétences à la fois du département d'outre-mer et de la région d'outre-mer.

Au sein du code général des collectivités territoriales, les dispositions relatives aux départements d'outre-mer figurent ainsi aux articles L. 3441-1 à L.O. 3446-1, dans la troisième partie relative au département¹, tandis que les dispositions relatives aux régions d'outre-mer figurent aux articles L. 4431-1 à L. 4437-1, dans la quatrième partie relative à la région².

En premier lieu, l'article 1^{er} du projet de loi supprime les références à la Guyane et à la Martinique, lorsqu'elles existent, dans les articles généraux du code concernant les départements d'outre-mer et les régions d'outre-mer. Il supprime en outre, à l'article L. 4432-1, l'indication selon laquelle le conseil régional de Martinique comprend quarante et un membres et celui de Guyane trente et un ans membres. Il n'existe pas dans la loi de disposition analogue concernant les membres des conseils généraux puisque le découpage cantonal relève de la compétence du pouvoir réglementaire. Ainsi, la Guyane et la Martinique ne figureront plus dans le code en tant que de département d'outre-mer et région d'outre-mer.

Votre rapporteur observe cependant que demeureront dans le code de nombreuses autres références au département ou à la région de Guyane ou de Martinique, y compris au sein des articles relatifs aux départements et régions d'outre-mer. A titre d'exemple, le chapitre III du titre relatif aux régions d'outre-mer, au sein de la quatrième partie du code, chapitre qui concerne les attributions des régions d'outre-mer, énumèrent à de nombreuses reprises et nommément les régions d'outre-mer, au lieu de viser collectivement les régions d'outre-mer ou les conseils régionaux des régions d'outre-mer. Autre exemple, les articles attribuant des compétences en matière internationale aux départements et régions d'outre-mer visent notamment les États de la Caraïbe et les États voisins de la Guyane. Enfin, les dispositions fiscales qui figurent dans le code et concernent les régions d'outre-mer, à savoir l'octroi de mer sur le rhum et la taxe spéciale de consommation sur les carburants, recettes de ces régions, mentionnent la Guyane et la Martinique. Aussi votre rapporteur s'est-il interrogé sur la mise à jour de ces nombreux articles du code. Tant que n'auront pas été entièrement toilettées les articles relatifs aux départements d'outre-mer et régions d'outre-mer, elles resteront, au détriment de la lisibilité du code, imbriquées avec celles concernant les collectivités de Guyane et de Martinique, qui comportent pour l'essentiel des dispositions à caractère institutionnel.

¹ Titre IV, relatif aux départements d'outre-mer, du livre IV, relatif aux dispositions particulières à certains départements, de la troisième partie.

² Titre III, relatif aux régions d'outre-mer, du livre IV, relatif aux régions à statut particulier et à la collectivité territoriale de Corse, de la quatrième partie.

Par ailleurs, quelques articles figurant parmi les dispositions relatives aux départements et aux régions d'outre-mer ne concernent que la Guyane. Il serait plus pertinent que ces articles, à la différence de ceux qui concernent collectivement les régions d'outre-mer ou plusieurs d'entre elles, soient abrogés pour être intégrés à la septième partie du code, parmi les dispositions relatives à la collectivité de Guyane. Sont concernés l'article L. 3443-3, relatif aux dépenses de transport scolaire par voie fluviale, l'article L. 4433-13, relatif à la mise en valeur de la forêt guyanaise, ainsi que les articles L. 4436-1 à L. 4436-6, relatifs au conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge. Votre commission a adopté un **amendement** visant à abroger ces articles, qui procède également à des ajustements rédactionnels.

En second lieu, l'article 1^{er} du projet de loi complète le code par une septième partie intitulée « *Autres collectivités régies par l'article 73 de la Constitution* ». Votre rapporteur s'est interrogé sur cet intitulé elliptique, la notion d'« autres collectivités » renvoyant implicitement aux collectivités qui ne sont ni département d'outre-mer ni région d'outre-mer. Par cet intitulé, il s'agit certes de prendre en compte, à ce jour, les futures collectivités uniques de Guyane et de Martinique et, demain, peut-être, un département d'outre-mer et une région d'outre-mer dotés d'une assemblée délibérante unique. Par ailleurs, les dispositions concernant le Département de Mayotte, introduites par la loi n° 2010-1487 du 7 décembre 2010, ont fait l'objet d'un choix différent de codification, par ajout au sein de chaque partie du code d'un livre spécifique relatif à Mayotte, en particulier pour les aspects institutionnels au sein de la troisième partie, relative au département, pour des raisons symboliques liées à la longue attente de la départementalisation, alors qu'il s'agit bien d'une collectivité unique régie par l'article 73 de la Constitution, comme le seront demain la Guyane et la Martinique. En toute rigueur, ces dispositions relatives à Mayotte devraient figurer dans cette nouvelle partie relative aux collectivités uniques régies par l'article 73. Dans ces conditions, dès lors qu'il n'est pas envisagé à ce stade de déplacer les dispositions relatives au Département de Mayotte dans cette nouvelle septième partie, pour les raisons symboliques légitimes évoquées plus haut, votre rapporteur a jugé que l'intitulé retenu par le projet de loi pour cette septième partie était le moins insatisfaisant. En effet, cette partie concernera bien les collectivités régies par l'article 73 autres que celles figurant déjà dans le code, à savoir les départements d'outre-mer, les régions d'outre-mer et le Département de Mayotte.

Votre commission a adopté l'article 1^{er} **ainsi modifié**.

Article 2
(art. L. 7111-1 à L. 7191-3 [nouveaux]
du code général des collectivités territoriales)
**Organisation et fonctionnement
de la collectivité territoriale de Guyane**

L'article 2 du projet de loi insère dans la nouvelle septième partie du code général des collectivités territoriales un livre I^{er} relatif à la collectivité de Guyane. Ce livre comporte pour l'essentiel l'organisation institutionnelle de la collectivité et, pour le reste, renvoie aux dispositions qui s'appliquent pour les régions. Ce choix de codification, qui ne facilite guère la lecture, n'a pas paru pleinement satisfaisant à votre commission. En effet, la collectivité de Guyane ne constitue pas une variante de région, mais une collectivité unique à la fois département et région. Aussi a-t-elle souhaité que soient, autant que possible rédigées intégralement, et non par renvoi aux dispositions propres aux régions, les dispositions qui s'appliqueront à la nouvelle collectivité de Guyane.

Le schéma institutionnel retenu par le projet de loi est identique à celui d'un conseil régional ou d'un conseil général : l'Assemblée de Guyane est l'assemblée délibérante et le président de l'Assemblée de Guyane, assisté d'une commission permanente, est l'exécutif de la collectivité.

En outre, les dénominations retenues par le projet de loi pour cette nouvelle collectivité et ses élus – de même que pour la Martinique à l'article 3 du projet de loi – n'ont pas paru satisfaisantes à votre commission, en raison de leur ambiguïté. Alors que les électeurs guyanais ont refusé lors de la consultation du 10 janvier 2010 le passage à l'article 74 de la Constitution, la dénomination de « collectivité de Guyane » proposée par le texte s'apparente trop à la catégorie des collectivités d'outre-mer, qui relèvent de l'article 74 de la Constitution. Pour cette raison, votre commission a retenu la dénomination de « collectivité territoriale de Guyane », s'inspirant en cela de la formule qui a été retenue par la loi n° 91-428 du 13 mai 1991 pour la Corse¹. De même, votre commission a préféré la dénomination de « conseiller à l'Assemblée de Guyane » à celle de « membre de l'Assemblée de Guyane », par analogie avec le schéma corse également. A l'initiative de son rapporteur, votre commission a adopté plusieurs **amendements** en ce sens.

Votre commission a également adopté à l'article 2 du projet de loi des **amendements** rédactionnels, de clarification, de coordination ou portant sur la structure de cette nouvelle septième partie du code général des collectivités territoriales, présentés par son rapporteur.

. Dispositions générales

Le livre relatif à la collectivité territoriale de Guyane s'ouvre par un titre I^{er} comportant des dispositions générales.

¹ La collectivité territoriale de Corse, avec une organisation institutionnelle particulière qui a inspiré celle du projet de loi pour la Martinique, s'est substituée à la région Corse.

En tête de ce titre, l'article L. 7111-1 définit la nature de la nouvelle collectivité. A l'initiative de son rapporteur, votre commission a clarifié sa rédaction, en faisant directement référence à l'article 73 de la Constitution et à l'ancrage dans le droit commun des collectivités territoriales de la République, choix des électeurs guyanais, dans cette définition :

« La Guyane constitue une collectivité territoriale de la République régie par l'article 73 de la Constitution, qui exerce les compétences attribuées à un département d'outre-mer et à une région d'outre-mer. »

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a également codifié la disposition selon laquelle la collectivité territoriale de Guyane succède au département de Guyane et à la région de Guyane dans tous leurs droits et obligations (article L. 7111-1-1), disposition qui figurait à l'article 12 du projet de loi sans être codifiée.

Le titre I^{er} prévoit enfin une « clef de lecture » pour l'application du code à la collectivité territoriale de Guyane (article L. 7112-1) : la référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité territoriale de Guyane, de même la référence au conseil régional ou général par la référence à l'Assemblée de Guyane, qui est l'assemblée délibérante de la collectivité, la référence au président du conseil régional ou général par la référence au président de l'Assemblée de Guyane, la référence aux conseillers régionaux ou généraux par la référence aux conseillers à l'Assemblée de Guyane. Cette « clef de lecture » n'oublie pas les deux conseils consultatifs locaux propres aux régions d'outre-mer : le conseil économique, social et environnemental régional, à l'identique des régions de l'hexagone, ainsi que le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement. La référence à ces conseils est remplacée par la référence au conseil économique, social et environnemental, que votre commission, sur la proposition de son rapporteur, a transformé en conseil économique, social, environnemental et culturel¹.

. Organes de la collectivité

Le titre II du livre relatif à la collectivité territoriale de Guyane décrit les organes de la collectivité territoriale de Guyane : l'Assemblée de Guyane, son président et sa commission permanente, ainsi que le conseil économique, social et environnemental (article L. 7121-1). Dans le droit commun régional, la commission permanente n'est pas qualifiée d'organe de la région, de sorte que votre commission, sur la proposition de son rapporteur, l'a supprimée de la liste des organes de la collectivité.

Il est rappelé l'incompatibilité du mandat de conseiller à l'Assemblée avec l'appartenance au conseil économique, social et environnemental (article L. 7121-2). Cette incompatibilité est conforme au droit commun.

Les articles L. 7122-1 et suivants déterminent la composition, par renvoi aux dispositions du code électoral créées par l'article 6 du projet de loi,

¹ Voir *infra*.

et le fonctionnement de l'**Assemblée de Guyane**. Le projet de loi se limitant à renvoyer au droit commun des régions, à l'initiative de son rapporteur, votre commission a procédé à la rédaction intégrale des dispositions requises, en reprenant sans modification le droit commun des régions (règlement intérieur, modalités de réunion, publicité des séances et procès-verbal, quorum et modalités de vote, , information des élus sur les affaires de la collectivité et sur les délibérations, formation des commissions, groupes d'élus, relations avec le préfet). Votre commission a toutefois précisé que les nominations auxquelles procède l'Assemblée de Guyane dans les organismes extérieurs doivent s'effectuer « *en tenant compte du principe de la représentation proportionnelle des groupes d'élus* ».

Les articles L. 7123-1 et suivants fixent les modalités d'élection du **président de l'Assemblée de Guyane**, les conditions de son remplacement et les incompatibilités qui lui sont applicables et s'ajoutent à celles que le code électoral lui impose en sa qualité première de conseiller à l'Assemblée de Guyane. Là encore, le projet de loi se limite à renvoyer au droit commun des régions, de sorte que votre commission a procédé à une rédaction intégrale (modalités d'élection et de remplacement du président). Votre commission a souhaité, à l'initiative de son rapporteur, ajouter à la liste des incompatibilités reprise du droit commun des régions – à savoir maire, mais aussi membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil général de la Banque de France – la fonction de président d'établissement public de coopération intercommunale. Les responsabilités du président de l'Assemblée de Guyane seront telles, avec l'addition des compétences du département et de la région, que les fonctions non seulement de maire mais aussi de président d'une intercommunalité, par exemple d'une communauté de communes¹, ne seraient pas matériellement et fonctionnellement compatibles. Ceci permet aussi de limiter la concentration des pouvoirs locaux.

Les articles L. 7123-4 et suivants fixent le mode de désignation et les compétences de la **commission permanente** de l'Assemblée de Guyane, ainsi que de ses vice-présidents. Elle est élue dans les conditions du droit commun des régions, par renvoi, de sorte que votre commission a également réécrit intégralement ces dispositions. Toutefois, alors que le droit commun prévoit que la commission permanente est composée, outre le président, de quatre à quinze vice-présidents et éventuellement d'autres membres, votre commission a souhaité, à l'initiative de son rapporteur, limiter à quinze le nombre des autres membres, soit un nombre maximal de trente et un membres sur un total de cinquante et un conseillers à l'Assemblée de Guyane. Il s'agit d'éviter que tous les conseillers soient membres de la commission permanente, ce qui ne présente guère d'intérêt en termes d'efficacité de fonctionnement.

¹ Ainsi, la communauté de communes du centre littoral, qui englobe l'agglomération de Cayenne, compte environ 120 000 habitants, soit plus de la moitié de la population guyanaise.

En revanche, le projet de loi ne prévoit pas de bureau, qui regroupe dans le droit commun régional le président, les vice-présidents et les membres de la commission permanente titulaires d'une délégation (article L. 4133-8). Il est vrai que le bureau n'a pas de compétences particulières, de sorte que votre commission ne l'a pas ajouté. A l'inverse, votre commission a indiqué les conditions dans lesquelles peut être contestée l'élection de la commission permanente (article L. 4133-9), ce que le projet de loi omettait de faire.

Par dérogation avec le droit commun qui prévoit que la commission permanente d'un conseil général ou régional n'exerce que les compétences qui lui sont déléguées par l'assemblée délibérante, le projet de loi donne des **compétences propres à la commission permanente**, sauf décision contraire de l'Assemblée de Guyane (article L. 7123-6). Les domaines visés sont vastes et correspondent en réalité aux compétences aujourd'hui déléguées à la commission permanente par le conseil régional de Guyane, de sorte que ne sont pas concernées des compétences insusceptibles d'être déléguées dans le droit commun. Sont ainsi notamment couverts l'autorisation et l'approbation des marchés publics, l'autorisation des garanties et l'attribution des aides et subventions mises en place par l'Assemblée, ainsi que la possibilité de donner mandat au président pour souscrire les emprunts prévus au budget de la collectivité. Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a souhaité mieux encadrer cette dérogation par rapport au droit commun, apparemment souhaitée par les élus, en prévoyant que l'Assemblée de Guyane, aussitôt après l'élection de sa commission permanente, se prononce formellement sur le fait de ne pas s'opposer à l'exercice de ces compétences par la commission permanente. Votre commission a aussi expressément rappelé les prérogatives insusceptibles de délégation à la commission permanente, en particulier le vote du budget et l'approbation du compte administratif. Enfin, elle a supprimé la possibilité pour la commission permanente de donner mandat au président pour souscrire des emprunts, qui constitue une subdélégation sur laquelle s'interroge votre rapporteur, car dans le droit commun des régions, c'est le conseil régional qui peut déléguer cette compétence au président et la commission permanente ne délègue pas de compétences au président.

Les articles L. 7124-1 et suivants déterminent la composition et le fonctionnement du **conseil économique, social et environnemental de Guyane**, organe consultatif rattaché à la collectivité et se substituant aux deux actuels conseils que sont le conseil économique, social et environnemental régional et le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement. Cette disposition du projet de loi a été perçue, comme votre rapporteur a pu le voir au cours de la mission d'information, comme une suppression du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement ou son absorption par le conseil économique, social et environnemental. Pour autant, une majorité des élus a semblé approuver cette fusion, par rationalisation. Votre commission a tenu néanmoins à prendre en compte la dimension culturelle des régions d'outre-mer, qui avait justement suscité la création de ce conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement en 1982. A l'initiative de son rapporteur,

vosre commission a complété la dénomination de cet organe consultatif par l'ajout du mot « culturel » et a créé en son sein deux sections dotées chacune d'un président ayant rang de vice-présidents du conseil, afin de leur conférer une certaine autonomie : une section économique et sociale et une section de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

Même si formellement il ne s'agit pas d'un organe rattaché à la collectivité territoriale de Guyane, vosre commission a souhaité intégrer, aux articles L. 7124-11 et suivants, les dispositions constitutives du **conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge**, qui resteraient sinon dans le livre du code relatif aux régions d'outre-mer, ce qui ne serait pas pertinent (articles L. 4436-1 à L. 4436-6). Ce conseil dont le fonctionnement est assuré par l'État a été créé en 2007 et mis en place effectivement en 2010. Son fonctionnement est cependant entravé par l'absence de moyens matériels mis à sa disposition, ne serait-ce que pour défrayer ses membres de leurs frais de déplacement. Vosre commission insiste sur la nécessité de permettre un bon fonctionnement de ce conseil, qui doit devenir un véritable interlocuteur tant des services de l'État que de la collectivité territoriale de Guyane. A cet effet, elle a d'ailleurs prévu la possibilité notamment pour l'Assemblée de Guyane ou son président ainsi que pour le préfet de saisir le conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge.

Vosre commission a aussi repris les dispositions de droit commun des régions d'outre-mer, qui prévoient un centre régional de promotion de la santé et un conseil régional de l'habitat (articles L. 4432-11 et L. 4432-12). Vosre rapporteur s'interroge toutefois sur l'efficacité de ces organismes dans leur structure actuelle.

Enfin, les articles L. 7125-1 et suivants fixent les **garanties accordées aux élus dans l'exercice de leur mandat**. S'ils renvoient au droit commun des régions pour les autorisations d'absence et les crédits d'heures, l'aide au retour à l'emploi en fin de mandat, le droit à la formation, le régime de protection sociale et le régime de responsabilité des élus, ils établissent le montant des indemnités du président, des vice-présidents et des membres de la commission permanente avec délégation et des conseillers à l'Assemblée de Guyane. Fixé par délibération de l'assemblée, le montant des indemnités est encadré par le projet de loi, conformément au droit commun. Le montant maximal des indemnités est calculé par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, soit l'indice 1015.

Par dérogation avec les dispositions applicables aux conseillers régionaux (article L. 4135-16), l'article L. 4432-6 du code dispose que les conseillers régionaux dans les régions d'outre-mer bénéficient du régime indemnitaire des conseillers généraux (article L. 3123-16), ce qui concerne à ce jour les conseillers régionaux de Guyane comme de Martinique. Dans les deux cas, le montant des indemnités est fixé conformément à un barème progressif en fonction de la population. Compte tenu de la population des régions d'outre-mer, le régime indemnitaire ainsi organisé est plus favorable

pour les élus régionaux ultramarins. En effet, le montant maximal est de 40 % du terme de référence dans une région de moins d'un million d'habitants, ce qui est le cas de toutes les régions d'outre-mer, tandis qu'il est de 40 % dans un département de moins de 250 000 habitants, 50 % de 250 000 à 500 000 habitants et 60 % de 500 000 à un million d'habitants.

L'indemnité maximale de président de l'Assemblée de Guyane serait fixée à 145 % du terme de référence, ce qui est identique au président de conseil régional. En revanche, elle serait de 48 % pour les conseillers, contre 40 % aujourd'hui compte tenu de la strate démographique, de 57,6 % pour un vice-président avec délégation, contre 80 % aujourd'hui, et 50,4 % pour un autre membre de la commission permanente avec délégation, contre 50 % aujourd'hui.

En outre, le projet de loi impose au règlement intérieur, contrairement au droit commun où il ne s'agit que d'une faculté (article L. 4135-16), de déterminer un mécanisme de réduction des indemnités en cas d'absences non justifiées des élus. Cette réduction ne peut être inférieure à 20 % du montant des indemnités par absence non justifiée à la séance plénière de l'Assemblée de Guyane. Votre rapporteur s'est interrogé sur la pertinence d'une telle différence de traitement des futurs conseillers à l'Assemblée de Guyane, qui concernera également la Martinique, par rapport au droit commun actuel des conseillers régionaux ou généraux.

Votre commission n'a pas modifié ces dispositions relatives aux indemnités des élus, mais a rédigé intégralement celles concernant les autres garanties apportées dans le cadre du mandat.

. Régime juridique des actes pris par les autorités de la collectivité

Les articles L. 7131-1 et L. 7131-2 renvoient aux dispositions propres aux régions en matière de régime juridique des actes pris par les autorités de la collectivité territoriale de Guyane.

. Relations entre la collectivité et les services de l'État

L'article L. 7141-1 renvoie aux dispositions propres aux régions en matière de relations entre la collectivité territoriale de Guyane et les services de l'État.

. Attributions de la collectivité

L'article L. 7151-1 renvoie aux dispositions concernant les régions et régions d'outre-mer ainsi que les départements et départements d'outre-mer pour la détermination des attributions de la collectivité territoriale de Guyane. Cette solution n'a pas paru satisfaisante à votre commission.

En premier lieu, à l'initiative de son rapporteur, votre commission a tenu à énoncer clairement la clause de compétence générale que la collectivité territoriale de Guyane tient des dispositions actuelles relatives au département (article L. 3211-1) au département d'outre-mer (article L. 3441-1), à la région (articles L. 4211-1 et L. 4221-1) et à la région d'outre-mer (article L. 4433-1).

Elle a également repris la possibilité pour les régions d'outre-mer de créer des agences (article L. 4433-2).

En second lieu, votre commission a intégralement rédigé les articles relatifs aux compétences particulières des départements et régions d'outre-mer en matière de consultation sur les projets de texte par le Gouvernement et de proposition de modifications législatives ou réglementaires ainsi qu'en matière de coopération régionale et de suivi des fonds structurels européens (articles L. 3444-1 à L. 3444-6 et L. 4433-3 à L. 4433-4-10).

. Compétences de l'Assemblée de Guyane

L'article L. 7161-1 renvoie aux dispositions applicables aux régions et aux départements concernant les compétences de l'Assemblée de Guyane, sous réserve des compétences propres que le texte attribue à la commission permanente.

Toutefois, votre commission a réintégré, par coordination, dans ce titre les dispositions de l'article L. 4433-13, qui prévoit l'association de la région de Guyane à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de mise en valeur de la forêt guyanaise.

. Compétences du président de l'Assemblée de Guyane

L'article L. 7161-1 renvoie aux dispositions applicables aux régions et aux départements concernant les compétences du président de l'Assemblée de Guyane.

. Compétences du conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane

Introduit par votre commission à l'initiative de son rapporteur, ce titre relatif aux compétences du conseil économique, social, environnemental et culturel vise à respecter la structure du code. Il renvoie à ce stade aux articles relatifs aux régions et aux régions d'outre-mer.

. Interventions et aides de la collectivité

Introduit par votre commission à l'initiative de son rapporteur afin de respecter la structure du code et de le rendre plus lisible, ce titre relatif aux conditions dans lesquelles la collectivité intervient en matière économique, sociale, culturelle et environnementale et attribue des aides, constitué à partir de dispositions visées à l'article L. 7151-1, renvoie à ce stade aux dispositions qui concernent les départements, les régions et les régions d'outre-mer.

. Gestion des services publics de la collectivité

L'article L. 7181-1 renvoie aux dispositions applicables aux régions et départements en matière de gestion des services publics.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a supprimé l'article L. 7181-2 qui rappelait, inutilement d'un point de vue juridique, que l'article L. 1451-1 relatif aux nouveaux pouvoirs de substitution du préfet, prévus à l'article à du projet de loi, s'appliquait en Guyane.

. Finances de la collectivité

L'article L. 7191-1 renvoie aux dispositions applicables aux régions et régions d'outre-mer et aux départements et départements d'outre-mer en matière de recettes de la collectivité. Votre rapporteur s'interroge sur l'intérêt de rédiger intégralement ces dispositions, compte tenu du fait qu'elles sont pour certaines modifiées chaque année en loi de finances : le risque serait en effet que la mise à jour ne soit pas faite concernant la Guyane.

A l'initiative de votre rapporteur, votre commission a réintégré dans ce titre l'article L. 3443-3 qui prévoit la compensation par l'État des dépenses engagées par le département de Guyane pour le transport scolaire par voie fluviale, qui constitue une spécificité guyanaise.

L'article L. 7191-2 prévoit que font l'objet d'une inscription distincte dans le budget de la collectivité les crédits nécessaires au fonctionnement du conseil économique, social, environnemental et culturel, conformément au droit commun des régions.

L'article L. 7191-3 énumère l'ensemble des dépenses obligatoires de la collectivité territoriale de Guyane, telles qu'elles résultent de l'addition de celles des régions et régions d'outre-mer et des départements et départements d'outre-mer.

Votre commission a adopté l'article 2 **ainsi modifié**.

Article 3

(art. L. 7211-1 à L. 7281-3 [nouveaux]
du code général des collectivités territoriales)

**Organisation et fonctionnement
de la collectivité territoriale de Martinique**

L'article 3 du projet de loi insère dans la nouvelle septième partie du code général des collectivités territoriales un livre II relatif à la collectivité de Martinique. Comme pour la Guyane, ce livre comporte surtout les dispositions relatives à l'organisation institutionnelle de la collectivité et procède, pour le reste, par renvoi aux dispositions qui s'appliquent pour les régions.

La collectivité de Martinique comporte une assemblée délibérante, l'Assemblée de Martinique, mais, à la différence de la Guyane, est dotée d'un exécutif distinct, élu par l'Assemblée, le conseil exécutif. Ainsi, à côté du président de l'Assemblée, qui n'a de prérogatives qu'en matière de direction des travaux de l'Assemblée, le président du conseil exécutif dirige les services de la collectivité, prépare et exécute les projets de délibération à l'Assemblée et est l'ordonnateur de la collectivité. Cette architecture institutionnelle est manifestement inspirée de celle de la collectivité territoriale de Corse, telle qu'elle résulte de la loi n° 91-428 du 13 mai 1991. Lors de la mission d'information, plusieurs interlocuteurs de votre rapporteur ont considéré que ce système institutionnel s'apparentait à celui d'une collectivité d'outre-mer

relevant de l'article 74 de la Constitution, alors que les électeurs martiniquais ont rejeté, le 10 janvier 2010, le passage à l'article 74 de la Constitution.

Comme pour la collectivité territoriale de Guyane, votre commission a préféré une rédaction autant que possible intégrale des futures dispositions applicables à la nouvelle collectivité, ainsi que les dénominations plus satisfaisantes de « collectivité territoriale de Martinique », « conseiller à l'Assemblée de Martinique » et, pour les membres de l'exécutif distinct de l'Assemblée, celle de « conseiller exécutif » plutôt que « membre du conseil exécutif ». En effet, conseiller à l'Assemblée de Martinique est un mandat, tandis que conseiller exécutif est une fonction. Pour la collectivité territoriale de Corse, c'est ce dernier intitulé qui a été retenu. Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté plusieurs **amendements** en ce sens.

Votre commission a également adopté à l'article 3 du projet de loi des **amendements** rédactionnels, de clarification, de coordination ou portant sur la structure de cette nouvelle septième partie du code général des collectivités territoriales, présentés par son rapporteur.

De nombreuses modifications apportées par votre commission, sur la proposition de son rapporteur, sont identiques à celles apportées au livre I^{er} relatif à la collectivité territoriale de Guyane, sous réserve de son architecture institutionnelle différente. Votre commission a notamment corrigé une erreur matérielle qui figure à plusieurs endroits : la référence à des vice-présidents du conseil exécutif, qui ne sont pas prévus par le projet de loi et qu'au demeurant votre commission a jugé inutiles.

. Dispositions générales

Le livre relatif à la collectivité territoriale de Martinique, à l'instar de celui relatif à la collectivité territoriale de Guyane, s'ouvre par un titre I^{er} comportant des dispositions générales.

En tête de ce titre, l'article L. 7211-1 définit la nature de la nouvelle collectivité. A l'initiative de son rapporteur, votre commission a clarifié sa rédaction, en faisant directement référence à l'article 73 de la Constitution et à l'ancrage dans le droit commun des collectivités territoriales de la République, choix des électeurs martiniquais, dans cette définition, de la même manière que pour la collectivité territoriale de Guyane :

« La Martinique constitue une collectivité territoriale de la République régie par l'article 73 de la Constitution, qui exerce les compétences attribuées à un département d'outre-mer et à une région d'outre-mer. »

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a également codifié la disposition selon laquelle la collectivité territoriale de Martinique succède au département de Martinique et à la région de Martinique dans tous leurs droits et obligations (article L. 7211-1-1), disposition qui figurait à l'article 12 du projet de loi sans être codifiée.

Le titre I^{er} prévoit enfin une « clef de lecture » pour l'application du code à la collectivité territoriale de Martinique (article L. 7212-1) : la référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité territoriale de Martinique, de même la référence au conseil régional ou général par la référence à l'Assemblée de Martinique, qui est l'assemblée délibérante de la collectivité, la référence au président du conseil régional ou général par la référence au président du conseil exécutif, la référence aux conseillers régionaux ou généraux par la référence aux conseillers à l'Assemblée de Martinique. Sur la proposition de son rapporteur, comme le projet de loi le prévoit d'ailleurs à son article 11, votre commission a distingué la référence au président du conseil général ou régional selon que sont visées les attributions dévolues à l'autorité exécutive de la collectivité ou celles liées à la présidence de l'assemblée délibérante : dans le premier cas, c'est le président du conseil exécutif de Martinique qui est concerné et dans le second c'est le président de l'Assemblée de Martinique. Cette « clef de lecture » n'oublie pas les deux conseils consultatifs locaux propres aux régions d'outre-mer : le conseil économique, social et environnemental régional, à l'identique des régions de l'hexagone, ainsi que le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement. La référence à ces conseils est remplacée par la référence au conseil économique, social et environnemental, que votre commission, sur la proposition de son rapporteur, comme pour la Guyane, a transformé en conseil économique, social, environnemental et culturel¹.

. Organes de la collectivité

Le titre II du livre relatif à la collectivité territoriale de Martinique décrit les organes de la collectivité territoriale de Martinique : l'Assemblée de Martinique et son président, le conseil exécutif et son président, ainsi que le conseil économique, social et environnemental (article L. 7221-1). Cette liste illustre bien la spécificité de l'architecture institutionnelle retenue par le projet de loi pour la Martinique.

Il est rappelé l'incompatibilité du mandat de conseiller à l'Assemblée de Martinique et de la fonction de conseiller exécutif avec l'appartenance au conseil économique, social et environnemental (article L. 7221-2). Cette incompatibilité est conforme au droit commun.

Les articles L. 7222-1 et suivants déterminent la composition, par renvoi aux dispositions du code électoral créées par l'article 6 du projet de loi, et le fonctionnement de l'**Assemblée de Martinique**. Le projet de loi se limitant à renvoyer au droit commun des régions, sur la proposition de son rapporteur, votre commission a intégralement rédigé les dispositions requises, en reprenant le droit commun des régions (règlement intérieur, modalités de réunion, publicité des séances et procès-verbal, quorum et modalités de vote, information des élus sur les affaires de la collectivité et sur les délibérations, formation des commissions, groupes d'élus, relations avec le préfet), sous

¹ Voir *infra*.

réserve des modifications rendues nécessaires par la dissociation des fonctions de président de l'Assemblée et de président du conseil exécutif (suppression de la commission permanente et coordinations). Ainsi, en cas de vacance de tous les sièges de l'Assemblée de Martinique pour quelque cause que ce soit, c'est le président du conseil exécutif qui est chargé des affaires courantes dans l'attente de nouvelles élections. L'Assemblée de Martinique est réunie à la demande, notamment, du conseil exécutif. Pour assister le président de l'Assemblée de Martinique dans l'organisation des travaux de l'Assemblée, votre commission a prévu, sur la proposition de son rapporteur, quatre vice-présidents de l'Assemblée. Votre commission a aussi prévu que les questions orales posées en séance par les conseillers à l'Assemblée de Martinique sont adressées au conseil exécutif. Elle a enfin prévu dans différentes occasions la présence à l'Assemblée du président du conseil exécutif.

Comme pour la Guyane, sur la proposition de son rapporteur, votre commission a précisé que les nominations auxquelles procède l'Assemblée de Martinique dans les organismes extérieurs doivent s'effectuer « *en tenant compte du principe de la représentation proportionnelle des groupes d'élus* ».

Les articles L. 7223-1 et suivants déterminent les modalités d'élection du **président de l'Assemblée de Martinique**, les conditions de son remplacement et les incompatibilités qui lui sont applicables et s'ajoutent à celles que le code électoral lui impose en sa qualité première de conseiller à l'Assemblée de Martinique. Là encore, le projet de loi se limite à renvoyer au droit commun des régions, de sorte que votre commission a procédé à une rédaction intégrale (modalités d'élection et de remplacement du président). Par parallélisme avec la fonction de président de l'Assemblée de Guyane, votre commission a souhaité, à l'initiative de son rapporteur, ajouter à la liste des incompatibilités reprise du droit commun des régions – à savoir maire, mais aussi membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil général de la Banque de France – la fonction de président d'établissement public de coopération intercommunale. A l'initiative de son rapporteur, votre commission a intégré dans ces articles les modalités d'élection des quatre vice-présidents chargés d'assister le président dans la direction et l'organisation des travaux de l'Assemblée, sur le modèle de l'élection de la commission permanente dans le droit commun, c'est-à-dire à la proportionnelle des groupes. Le projet de loi prévoit qu'il revient au président de l'Assemblée de Martinique de procéder aux nominations de conseillers dans les organismes extérieurs, et non au président du conseil exécutif, lorsque cette nomination ne relève pas de la compétence de l'Assemblée elle-même. Votre commission a précisé que ces nominations devaient tenir compte de la représentation proportionnelle des groupes d'élus de l'Assemblée de Martinique.

Les articles L. 7224-1 et suivants concernent le **conseil exécutif de Martinique** et son président, originalité institutionnelle propre à la Martinique retenue par le projet de loi. Ils précisent les modalités d'élection du conseil exécutif par l'Assemblée de Martinique, les incompatibilités et modalités de

remplacement des conseillers exécutifs, ainsi que les attributions du conseil exécutif de Martinique et de son président. Votre commission a déplacé en tête de ces dispositions l'article L. 7224-5, qui prévoit que le conseil exécutif est composé d'un président et de huit conseillers exécutifs.

Le conseil exécutif est élu par l'Assemblée de Martinique après l'élection de son président, au scrutin majoritaire de liste, à la majorité absolue aux premier et deuxième tours et à la majorité relative au troisième tour. Le candidat en première position sur la liste arrivée en tête devient président du conseil exécutif. Le mandat de conseiller à l'Assemblée de Martinique étant incompatible avec la fonction de conseiller exécutif, les élus désignés à cette fonction sont remplacés dans le mois suivant leur élection par les suivants de la liste sur laquelle ils ont été élus à l'Assemblée, sauf s'ils renoncent à siéger au conseil exécutif. Le régime des incompatibilités des conseillers à l'Assemblée reste applicable aux conseillers exécutifs. Suivant le même principe, votre commission a étendu à la fonction de président du conseil exécutif les incompatibilités propres à celle de président de l'Assemblée de Martinique : compte tenu des responsabilités réelles respectives de ces deux présidents, il n'y a pas de justification à ce que le président du conseil exécutif soit soumis à des incompatibilités moindres. Ainsi, le président du conseil exécutif de Martinique ne peut être maire, président d'un établissement public de coopération intercommunale, membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France. Le projet de loi prévoit enfin le remplacement des conseillers exécutifs en cas de décès ou de démission : l'Assemblée procède à une nouvelle élection sur proposition du président du conseil exécutif pour pourvoir les postes vacants. Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a supprimé la condition selon laquelle une nouvelle élection a lieu sur proposition du président du conseil exécutif, afin qu'il y ait obligatoirement une nouvelle élection en cas de vacance, dans le délai d'un mois suivant la vacance. La vacance de la fonction de président du conseil exécutif entraîne en principe une nouvelle élection de l'ensemble du conseil exécutif. Votre commission a précisé que cette nouvelle élection devait avoir lieu dans le mois suivant la vacance.

L'article L. 7224-8 dispose, succinctement, que le conseil exécutif dirige l'action de la collectivité territoriale de Martinique. Il ne lui attribue pas de prérogatives particulières. En effet, c'est au président du conseil exécutif que les articles L. 7224-9 et suivants confient toutes les attributions. Il est l'ordonnateur de la collectivité. Il est seul chargé de l'administration et peut déléguer sous sa responsabilité une partie de ses fonctions aux autres membres du conseil exécutif. Pour garantir un fonctionnement plus collégial du conseil exécutif, votre commission a souhaité que chaque conseiller exécutif se voit confier une délégation par le président du conseil exécutif. Le président du conseil exécutif est le chef des services de la collectivité et gère le personnel. Il représente la collectivité en justice. L'Assemblée de Martinique peut lui déléguer ses compétences en matière de marchés publics, qui peuvent ensuite

être subdéléguées. Enfin, reprenant une disposition du droit commun pour les présidents de conseil régional, le président du conseil exécutif rend compte chaque année à l'Assemblée de Martinique de la situation de la collectivité, par un rapport spécial qui fait l'objet d'un débat après avoir fait l'objet d'un avis du conseil économique, social, environnemental et culturel.

Les articles L. 7225-1 et suivants organisent les **rapports entre l'Assemblée de Martinique et le conseil exécutif**. Reprenant des dispositions figurant dans la Constitution, il est précisé que le président et les conseillers exécutifs ont accès à l'Assemblée de Martinique quand ils le demandent, sur les affaires à l'ordre du jour. L'ordre du jour de l'Assemblée comprend par priorité, et dans l'ordre qu'il a fixé, les affaires prévues par le président du conseil exécutif. L'Assemblée de Martinique connaît donc un régime d'ordre du jour prioritaire déterminé par l'exécutif, ce qui autorise un ordre du jour complémentaire déterminé par l'Assemblée elle-même. Le projet de loi prévoit que le président du conseil exécutif transmet au président de l'Assemblée les rapports et les projets de délibération sur les affaires à l'ordre du jour douze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée amenée à délibérer sur ces affaires. Constatant que le droit commun des régions, rendu applicable à l'Assemblée de Martinique, dispose que le président de l'Assemblée envoie à chaque conseiller à l'Assemblée les rapports et projets de délibération sur les affaires à l'ordre du jour également douze jours au moins avant la réunion, votre commission a procédé à une coordination imposant un délai de quinze jours au moins pour la transmission du président du conseil exécutif au président de l'Assemblée de Martinique.

Le projet de loi organise également les conditions de mise en jeu de la responsabilité du conseil exécutif devant l'Assemblée de Martinique. Celle-ci peut renverser le conseil exécutif par l'adoption d'une motion de défiance constructive, qui doit être motivée et mentionner la liste des élus qui seraient amenés à entrer au conseil exécutif en cas d'adoption de la motion. Pour être recevable, cette motion doit être signée par une majorité absolue de conseillers à l'Assemblée de Martinique. Chaque conseiller ne peut signer plus de deux motions par année civile. Elle est adoptée par une majorité qualifiée des trois cinquièmes des conseillers à l'Assemblée. Votre commission a considéré que ces seuils étaient particulièrement élevés, laissant penser qu'il existe un risque d'instabilité potentiel dans ce schéma institutionnel. Lors de sa mission d'information, votre rapporteur a constaté que ces seuils étaient très contestés. En outre, un seuil de trois cinquièmes aboutirait à ce que pourrait se maintenir un conseil exécutif ne disposant pourtant plus d'une majorité pour voter ses délibérations. Reprenant les seuils de dépôt et d'adoption de la motion de défiance prévus dans le schéma corse, votre commission a réduit au tiers des conseillers le seuil de dépôt et à la majorité absolue des conseillers le seuil d'adoption de la motion de défiance.

Les articles L. 7226-1 et suivants déterminent la composition et le fonctionnement du **conseil économique, social et environnemental de Martinique**, organe consultatif rattaché à la collectivité et se substituant aux

deux conseils que sont le conseil économique, social et environnemental régional et le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement. Cette fusion des deux conseils consultatifs est perçue en Martinique de la même manière qu'en Guyane, avec la même approbation rencontrée chez les élus. Aussi, comme pour la Guyane, votre commission a tenu néanmoins à prendre en compte la dimension culturelle. A l'initiative de son rapporteur, votre commission a complété la dénomination de cet organe consultatif par l'ajout du mot « culturel » et a créé en son sein deux sections, l'une économique et sociale et l'autre de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

Votre commission a aussi repris les dispositions de droit commun des régions d'outre-mer, qui prévoient un centre régional de promotion de la santé et un conseil régional de l'habitat (articles L. 4432-11 et L. 4432-12).

Enfin, les articles L. 7227-1 et suivants fixent de la même manière que pour la Guyane les **garanties accordées aux élus dans l'exercice de leur mandat**. S'ils renvoient au droit commun des régions pour les autorisations d'absence et les crédits d'heures, l'aide au retour à l'emploi en fin de mandat, le droit à la formation, le régime de protection sociale et le régime de responsabilité des élus, ils établissent le montant des indemnités de conseiller à l'Assemblée de Martinique, du président de l'Assemblée de Martinique, du président du conseil exécutif et de conseiller exécutif. Le montant maximal des indemnités est établi par la loi par référence à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

L'indemnité maximale de président de l'Assemblée de Martinique comme de président du conseil exécutif de Martinique serait fixée à 145 % du terme de référence, ce qui est identique au président de conseil régional. En revanche, elle serait de 60 % pour les conseillers à l'Assemblée, contre 50 % aujourd'hui compte tenu de la strate démographique et 48 % pour les futurs conseillers à l'Assemblée de Guyane. Le projet de loi prévoit également une indemnité maximale de 72 % pour la fonction, inexistante en fait, de vice-président du conseil exécutif avec délégation et de 63 % pour les conseillers exécutifs avec délégation. Votre commission a supprimé l'erreur matérielle concernant l'existence de vice-présidents du conseil exécutif. Comme elle a prévu une délégation obligatoire pour chaque conseiller exécutif, elle a prévu une indemnité maximale à hauteur de 72 % du terme de référence pour les conseillers exécutifs. Elle a retenu le même montant pour les vice-présidents de l'Assemblée de Martinique.

En outre, comme en Guyane, le projet de loi impose au règlement intérieur, contrairement au droit commun où il ne s'agit que d'une faculté (article L. 4135-16), de déterminer un mécanisme de réduction des indemnités en cas d'absences non justifiées des élus, qui ne peut être inférieure à 20 % du montant des indemnités par absence non justifiée à la séance plénière de l'Assemblée de Guyane.

Votre commission a rédigé intégralement les dispositions concernant les garanties, autres que les indemnités, apportées dans le cadre du mandat.

. Régime juridique des actes pris par les autorités de la collectivité

Les articles L. 7231-1 et L. 7231-2 renvoient aux dispositions propres aux régions en matière de régime juridique des actes pris par les autorités de la collectivité territoriale de Martinique que sont l'Assemblée de Martinique et le président du conseil exécutif.

. Relations entre la collectivité et les services de l'État

L'article L. 7241-1 renvoie aux dispositions propres aux régions en matière de relations entre la collectivité territoriale de Martinique et les services de l'État.

. Attributions de la collectivité

L'article L. 7251-1 renvoie aux dispositions concernant les régions et régions d'outre-mer ainsi que les départements et départements d'outre-mer pour déterminer les attributions de la collectivité territoriale de Martinique. Cette solution n'a pas paru satisfaisante à votre commission.

En premier lieu, à l'initiative de son rapporteur, votre commission a tenu à énoncer clairement la clause de compétence générale que la collectivité territoriale de Martinique tient des dispositions actuelles relatives au département (article L. 3211-1) au département d'outre-mer (article L. 3441-1), à la région (articles L. 4211-1 et L. 4221-1) et à la région d'outre-mer (article L. 4433-1). Elle a également repris la possibilité pour les régions d'outre-mer de créer des agences (article L. 4433-2).

En second lieu, votre commission a intégralement rédigé les articles relatifs aux compétences particulières des départements et régions d'outre-mer en matière de consultation sur les projets de texte par le Gouvernement et de proposition de modifications législatives ou réglementaires ainsi qu'en matière de coopération régionale et de suivi des fonds structurels européens (articles L. 3444-1 à L. 3444-6 et L. 4433-3 à L. 4433-4-10). En matière de coopération régionale, votre commission a attribué au président du conseil exécutif, en tant qu'autorité exécutive, les compétences prévues par la loi notamment pour la négociation d'accords ou la représentation dans les instances régionales.

. Compétences de l'Assemblée de Martinique

L'article L. 7261-1 renvoie aux dispositions applicables aux régions et départements concernant les compétences de l'Assemblée de Martinique.

Cet article ajoute que l'Assemblée de Martinique contrôle le conseil exécutif dans les conditions prévues au chapitre V du titre II du livre II de la septième partie, c'est-à-dire par la discussion d'une motion de défiance.

. Compétences du conseil économique, social, environnemental et culturel de Martinique

Introduit par votre commission à l'initiative de son rapporteur, ce titre relatif aux compétences du conseil économique, social, environnemental et

culturel vise à respecter la structure du code. Il renvoie à ce stade aux articles relatifs aux régions et aux régions d'outre-mer.

. Interventions et aides de la collectivité

Introduit par votre commission à l'initiative de son rapporteur afin de respecter la structure du code et de le rendre plus lisible, ce titre relatif aux conditions dans lesquelles la collectivité intervient en matière économique, sociale, culturelle et environnementale et attribue des aides, constitué à partir de dispositions visées à l'article L. 7251-1, renvoie à ce stade aux dispositions qui concernent les départements, les régions et les régions d'outre-mer.

. Gestion des services publics de la collectivité

L'article L. 7271-1 renvoie aux dispositions applicables aux régions et départements en matière de gestion des services publics.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a supprimé l'article L. 7271-2 qui rappelait, inutilement d'un point de vue juridique, que l'article L. 1451-1 relatif aux nouveaux pouvoirs de substitution du préfet, prévus à l'article à du projet de loi, s'appliquait en Martinique.

. Finances de la collectivité

L'article L. 7281-1 renvoie aux dispositions applicables aux régions et régions d'outre-mer et aux départements et départements d'outre-mer en matière de recettes de la collectivité. Votre rapporteur s'interroge sur l'intérêt de rédiger intégralement ces dispositions, compte tenu du fait qu'elles sont pour certaines modifiées chaque année en loi de finances : le risque serait en effet que la mise à jour ne soit pas faite concernant la Martinique.

L'article L. 7281-2 prévoit que font l'objet d'une inscription distincte dans le budget de la collectivité les crédits nécessaires au fonctionnement du conseil économique, social, environnemental et culturel, conformément au droit commun des régions.

L'article L. 7281-3 énumère l'ensemble des dépenses obligatoires de la collectivité territoriale de Martinique, telles qu'elles résultent de l'addition des dépenses obligatoires des régions, régions d'outre-mer, départements et départements d'outre-mer.

Votre commission a adopté l'article 3 **ainsi modifié**.

Article 3 bis (nouveau)

(art. L. 7321-1 à L. 7325-3 *[nouveaux]*)

du code général des collectivités territoriales)

Congrès des élus de Guyane et de Martinique

Issu d'un **amendement** adopté par votre commission à l'initiative de son rapporteur, l'article 3 bis du projet de loi complète la nouvelle septième partie du code général des collectivités territoriales, au sein du le livre III

relatif aux dispositions communes aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique créé par votre commission dans le projet de loi organique, pour conserver, dans ces nouvelles collectivités, un pouvoir de proposition en matière d'évolution institutionnelle exercé à ce jour dans les régions françaises monodépartementales d'Amérique par le congrès des élus départements et régionaux (articles L. 5911-1 à L. 5915-3). On ne saurait en effet écarter l'idée que, à l'avenir, la Guyane ou la Martinique pourraient souhaiter une nouvelle évolution statutaire ou institutionnelle.

En effet, le pouvoir actuel de proposition des départements et régions d'outre-mer, qui appartiendra aux nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique, se limite à pouvoir présenter des propositions de modification des dispositions législatives ou réglementaires. Ce pouvoir de proposition n'est pas spécifique à la matière institutionnelle. Ce pouvoir coexiste d'ailleurs pour toutes les collectivités avec la possibilité de réunir le congrès des élus.

Créé par la loi n° 2000-1207 du 13 décembre 2000 d'orientation pour l'outre-mer en vue de permettre aux élus de délibérer de toute proposition d'évolution institutionnelle et de toute proposition relative à de nouveaux transferts de compétences, le congrès des élus départementaux et régionaux regroupe les conseillers généraux, les conseillers régionaux et, avec voix consultative s'ils ne sont pas conseiller régional ou général, les parlementaires. Par rapport au droit en vigueur, qui continuera à concerner la Guadeloupe¹, l'article 3 bis propose la présence, avec voix consultative, des maires, de façon à constituer un authentique congrès de tous les élus, pleinement légitime pour proposer de nouvelles évolutions institutionnelles, qui soit en outre dans une composition significativement plus large que celle de l'Assemblée de Guyane ou de Martinique avec l'ajout des seuls parlementaires. L'ajout des maires n'aboutirait pas à constituer une instance pléthorique : il n'y a que vingt-deux communes et trente-quatre en Martinique, dont beaucoup de maires peuvent être déjà conseiller à l'Assemblée de Guyane ou de Martinique.

De plus, la présence des maires permettrait de donner satisfaction, certes partiellement, aux élus qui ont demandé une place pour les maires dans la nouvelle collectivité, voire un conseil consultatif des maires en Martinique.

Votre commission a **inséré** un article 3 bis **ainsi rédigé**.

¹ Les dispositions relatives au congrès des élus départementaux et régionaux ne s'appliquent pas à La Réunion, très attachée au droit commun et dont les élus majoritairement ont écarté toute idée d'évolution institutionnelle.

TITRE II

DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE ÉLECTORAL

Article 4 A (nouveau)
(art. L. 46-1 du code électoral)

Actualisation des règles de cumul des mandats électifs locaux

Issu d'un **amendement** adopté par votre commission à l'initiative de son rapporteur, l'article 4 A du projet de loi complète l'article L. 46-1 du code électoral, qui fixe les règles de cumul entre mandats électifs locaux. Dans son premier alinéa, l'article L. 46-1 indique en effet que nul ne peut cumuler plus de deux mandats parmi ceux de conseiller régional, conseiller à l'assemblée de Corse, conseiller général, conseiller de Paris et conseiller municipal.

Par analogie avec l'article 2 du projet de loi organique, qui complétait dès le texte initial du Gouvernement l'article L.O. 141 du code électoral en matière de cumul de mandats locaux avec le mandat parlementaire, et dès lors que le mandat à l'Assemblée de Corse y figure, il convient de mentionner expressément à l'article L. 46-1 les mandats de conseiller à l'Assemblée de Guyane et de conseiller à l'Assemblée de Martinique.

Votre commission a **inséré** un article 4 A **ainsi rédigé**.

Article 4 B (nouveau)
(art. L. 280 à L. 282 du code électoral)

Participation des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique au collège électoral sénatorial

Issu d'un **amendement** adopté par votre commission à l'initiative de son rapporteur, l'article 4 B du projet de loi intègre, dans le collège électoral des sénateurs, les conseillers à l'Assemblée de Guyane et les conseillers à l'Assemblée de Martinique, comme le code électoral le prévoit pour les conseillers à l'Assemblée de Corse.

Le code électoral distingue deux catégories de sénateurs : d'une part, les sénateurs représentant les départements, parmi lesquels figurent à ce jour la Guyane et la Martinique (livre II du code), et les sénateurs représentant les collectivités régies par l'article 74 de la Constitution et la Nouvelle-Calédonie (livres V et VI du code). Dès lors que la Guyane et la Martinique ne quittent pas l'article 73 de la Constitution, il n'y a pas lieu de sortir les sénateurs qui y sont élus de la catégorie des sénateurs dits des départements. A ce jour, la Guyane et la Martinique élisent chacune deux sénateurs.

L'article L. 280 énumère les élus qui font partie du collège électoral des sénateurs, y compris les conseillers à l'Assemblée de Corse. Il convient d'y mentionner les conseillers à l'Assemblée de Guyane et les conseillers à

l'Assemblée de Martinique. De même, par coordination, les articles L. 281 et L. 282 doivent être modifiés. L'article L. 281 prévoit la possibilité d'établir une procuration en cas d'empêchement majeur pour participer à l'élection des sénateurs, tandis que l'article L. 282 traite la question du cumul de mandats conférant à leur titulaire la qualité d'électeur sénatorial.

Votre commission a **inséré** un article 4 B **ainsi rédigé**.

Article 4

(livre IV du code électoral)

**Insertion dans le code électoral des dispositions
relatives à l'élection de l'Assemblée de Guyane
et de l'Assemblée de Martinique**

L'article 4 du projet de loi complète l'intitulé du livre IV du code électoral, qui concerne l'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse, pour y inclure l'élection des membres des Assemblées de Guyane et de Martinique.

Si votre rapporteur comprend la commodité qui conduit à ajouter les dispositions relatives à l'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique au livre IV du code électoral, relatif à l'élection des conseillers régionaux et des conseillers à l'Assemblée de Corse, il s'interroge cependant sur sa pertinence. En effet, les conseillers à l'Assemblée de Guyane et les conseillers à l'Assemblée de Martinique, pour reprendre la dénomination retenue par votre commission, se substituent à la fois aux conseillers régionaux et aux conseillers généraux, tandis qu'en Corse les conseillers à l'Assemblée de Corse ne se substituent qu'aux conseillers régionaux, puisque demeurent les deux conseils généraux de Haute-Corse et de Corse-du-Sud. Quand bien même le mode de scrutin des élus des deux nouvelles collectivités s'inspire du mode de scrutin régional, la Guyane et la Martinique ne seront pas une forme dérivée de la région, mais une collectivité unique exerçant les compétences du département et de la région. En outre, le projet de loi fait le choix, dans le domaine institutionnel, de créer dans le code général des collectivités territoriales une septième partie pour les collectivités uniques relevant de l'article 73 de la Constitution. Dans ces conditions, votre commission a adopté un **amendement** proposé par son rapporteur en vue de supprimer l'article 4 du projet de loi. En effet, à l'article 6 du projet de loi, un autre amendement a été adopté pour créer, au sein du code électoral, un nouveau livre VI bis spécifique à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique.

Au surplus, la refonte complète du code électoral par ordonnance, à droit constant, prévue par l'article 28 de la loi portant simplification de dispositions du code électoral, permettra de s'assurer de la cohérence du plan du code et de la numérotation de ses articles.

Votre commission a **supprimé** l'article 4.

Article 5

(tableau n° 7 annexé au code électoral)

**Suppression de la Guyane et de la Martinique
dans le tableau des effectifs des conseils régionaux**

L'article 5 du projet de loi supprime les lignes relatives à la Guyane et à la Martinique du tableau n° 7 annexé au code électoral, qui fixe l'effectif de chaque conseil régional en application de l'article L. 337 du code. C'est la conséquence de la création des nouvelles collectivités, pour lesquelles le projet de loi prévoit des dispositions électorales spécifiques.

Votre commission a adopté, sur la proposition de son rapporteur, un **amendement** rédactionnel tendant à supprimer une mention superflue.

Votre commission a adopté l'article 5 **ainsi modifié**.

Article 6

(art. L. 383-1 à L. 384 [nouveaux], livre VI bis [nouveau]
et art. L. 558-1 à L. 558-32 [nouveaux] du code électoral)

**Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane
et des membres de l'Assemblée de Martinique**

L'article 6 du projet de loi fixe le mode d'élection des assemblées des nouvelles collectivités, d'une part l'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et d'autre part l'élection des membres de l'Assemblée de Martinique. Il convient de retenir la dénomination de conseiller à l'Assemblée, souhaitée par votre commission, et non de membre de l'Assemblée. L'article 6 du projet de loi fixe également la durée du mandat à six ans, comme pour les conseillers régionaux et généraux actuellement.

En premier lieu, en cohérence avec la suppression de l'article 4 du projet de loi, votre commission a adopté un **amendement** de son rapporteur en vue de créer, au sein du code électoral, un nouveau livre VI bis, spécifique à cette nouvelle catégorie d'élections.

En second lieu, dans un souci de lisibilité des dispositions propres à cette catégorie d'élections, votre commission a fait le choix de rédiger toutes les dispositions applicables intégralement, en procédant le moins possible par renvoi à d'autres dispositions du code, en particulier aux dispositions relatives à l'élection des conseillers régionaux, comme le fait le projet de loi. En effet, il ne s'agit pas d'élire des élus assimilables à des conseillers régionaux comme peuvent l'être les conseillers à l'Assemblée de Corse¹, mais les élus de deux nouvelles collectivités qui seront à la fois département et région. Sur le fond néanmoins, le mode de scrutin de type régional est conservé.

¹ Les dispositions qui régissent l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse figurent pour cette raison dans le livre du code relatif à l'élection des conseillers régionaux.

Enfin, pour la Guyane comme pour la Martinique, votre rapporteur a proposé de mentionner que les conseillers à l'Assemblée étaient élus en même temps que les conseillers régionaux. Indépendamment de la question de la date de la première élection de ces Assemblées, cette disposition assure que la Guyane et la Martinique se situeront bien dans le calendrier électoral de droit commun pour les élections locales, comme il se doit pour des collectivités qui relèvent de l'article 73 de la Constitution. La question de la première élection est abordée à l'article 12 du projet de loi.

. Élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane

Le projet de loi prévoit cinquante et un conseillers à l'Assemblée de Guyane. Ce chiffre est à rapprocher des trente et un conseillers régionaux et dix-neuf conseillers généraux actuels, soit un total de cinquante élus. Ainsi, la Guyane va avoir plus d'élus à l'inverse de la Martinique. En outre, le projet de loi prévoit une clause de réévaluation du nombre de conseillers en fonction de l'évolution démographique rapide de la Guyane. Compte tenu de stagnation démographique que connaît la Martinique, une telle clause n'existe pas.

La question principale à laquelle a été confrontée votre commission est celle de la représentation équitable des territoires et des populations au sein de l'Assemblée de Guyane, ainsi que l'illustre le rapport de la mission d'information. Force est de constater que le mode de scrutin régional, retenu par le projet de loi, ne garantit aucunement cette représentation, en raison des écarts très importants de population, de nombre d'électeurs et de participation électorale entre les différentes parties du territoire guyanais.

Aussi votre rapporteur, avec l'aide de notre collègue Bernard Frimat, co-rapporteur de la mission d'information, a conçu un mode de scrutin permettant de garantir cette représentation, sur la base du contenu du projet de loi – une circonscription électorale unique composée de sections, elles-mêmes composées de territoires contigus – et de l'hypothèse de huit sections figurant dans l'étude d'impact. La circonscription électorale unique permet de déclencher l'attribution d'une prime majoritaire de 20 % des sièges arrondis à l'entier supérieur, soit onze sièges pour un total de cinquante et un sièges.

Si le projet de loi renvoie à un décret la composition des sections et la répartition des sièges entre les sections, votre commission a considéré que ces opérations relevaient du domaine de la loi. L'article 34 de la Constitution dispose en effet que la loi fixe les règles concernant le « régime électoral (...) des assemblées locales ».

Pour que le nombre d'élus corresponde au nombre de candidats dans chaque section, ce qui n'est pas assuré avec le projet de loi tel qu'il est rédigé, les sièges doivent être répartis dans chaque section en fonction du résultat de chaque liste dans la section. De même, la prime de onze sièges doit également être affectée dans les sections, soit un à deux sièges par section pour un total de huit sections, attribués en fonction du poids démographique de la section.

Compte tenu de l'impératif de représentation équilibrée, l'affectation des sièges de la prime dans chaque section garantirait aussi que chacune des sections serait représentée au sein de la majorité de l'Assemblée de Guyane, puisque la liste arrivée en tête sur l'ensemble de la Guyane et bénéficiaire de la prime aurait au moins un élu dans chaque section.

Concernant le découpage des sections, au nombre de huit, la plupart des élus rencontrés lors de la mission d'information ont considéré, pour des raisons de cohérence territoriale, qu'il devait respecter les limites des quatre intercommunalités qui couvrent désormais¹ l'intégralité du territoire guyanais : communauté de communes du centre littoral, autour de l'agglomération de Cayenne, communauté de communes du pays des savanes, autour de Kourou, communauté de communes de l'ouest guyanais, sur le Maroni, et communauté de communes de l'est guyanais, sur l'Oyapock. Une intercommunalité pourrait être partagée en plusieurs sections, à condition de ne pas scinder une commune entre plusieurs sections, mais des communes membres d'intercommunalités différentes ne pourraient pas faire partie de la même section. Sur la base du chiffre de huit, votre rapporteur a élaboré un découpage des sections.

Pour permettre une expression pluraliste dans les sections les moins peuplées, compte tenu de l'attribution d'au moins un siège de prime, deux autres sièges doivent être à répartir entre les listes, soit un minimum de trois sièges pour les plus petites sections. Les sièges attribués aux autres sections seraient répartis en fonction du poids démographique de la section. De telles modalités de répartition seraient conformes à la jurisprudence la plus récente du Conseil constitutionnel, telle qu'elle s'est exprimée à propos du tableau de répartition des futurs conseillers territoriaux dans sa décision n° 2010-618 DC du 9 décembre 2010 sur la loi de réforme des collectivités territoriales, et selon laquelle, pour respecter l'égalité du suffrage, une élection doit se faire sur des bases essentiellement démographiques : fixation d'un nombre minimal de sièges pour assurer la représentation de toutes les composantes du territoire et écart de moins de 20 % par rapport à la moyenne globale, compte non tenu des sections au minimum, du nombre de sièges par section².

Enfin, pour faire face aux cas de vacance de sièges, en particulier dans les petites sections, il convient de prévoir qu'il y ait dans chaque section deux candidats de plus que le nombre de sièges à pourvoir sur chaque liste.

Sur ces principes, la proposition de votre rapporteur de découpage des sections et de répartition des sièges entre sections est présentée dans le tableau ci-après, accompagnée des bases démographiques, des populations électorales et des modalités de calcul.

¹ La communauté de communes du pays des savanes, dernière en date, a été créée début 2011.

² Voir le commentaire de la décision de 2010, paru aux Cahiers du Conseil constitutionnel, notamment pp. 18 à 20. Ce commentaire est consultable à l'adresse suivante : http://www.conseil-constitutionnel.fr/conseil-constitutionnel/root/bank/download/2010618DCccc_618dc.pdf

	Nombre d'habitants (population municipale 2008 officielle au 1er janvier 2011)	Nombre d'électeurs en 2010	Proportion d'électeurs sur le nombre d'habitants	Nombre de sièges par application stricte du quotient	Sections proposées au minimum de 3 sièges	Nombre de sièges par application du quotient hors sections à 3 sièges	Proposition de sièges pour les autres sections	Nombre d'habitants par siège	Écart du nombre d'habitants par siège par rapport à la moyenne	Écart par rapport à la moyenne hors sections à 3 sièges	Répartition des 11 sièges de prime	Répartition des sièges hors prime
Section 1 : section de Cayenne												
<i>Cayenne</i>	57 643	20 673	35,9%									
Total	57 643	20 673	35,9%	13,41		12,27	12	4 804	11,7%	2,3%	2	10
Section 2 : section du Centre littoral												
<i>Rémire-Montjoly</i>	18 817	8 960	47,6%									
<i>Matoury</i>	25 629	8 316	32,4%									
<i>Macouria</i>	8 583	3 936	45,9%									
<i>Montsinery-Tonnegrande</i>	2 044	934	45,7%									
<i>Roura</i>	2 709	1 553	57,3%									
Total	57 782	23 699	41,0%	13,44		12,30	12	4 815	12,0%	2,5%	2	10
Section 3 : section de l'Oyapock												
<i>Régina</i>	834	563	67,5%									
<i>Ouanary</i>	84	53	63,1%									
<i>Saint-Georges-de-l'Oyapock</i>	3 858	1 071	27,8%									
<i>Camopi</i>	1 535	728	47,4%									
Total	6 311	2 415	38,3%	1,47	3			2 104	-51,1%		1	2
Section 4 : section de Kourou												
<i>Kourou</i>	25 934	7 786	30,0%									
Total	25 934	7 786	30,0%	6,03		5,52	6	4 322	0,5%	-8,0%	1	5
Section 5 : section des Savanes												
<i>Sinnamary</i>	3 151	1 802	57,2%									
<i>Saint-Elie</i>	476	38	8,0%									
<i>Iracoubo</i>	2 055	916	44,6%									
Total	5 682	2 756	48,5%	1,32	3			1 894	-55,9%		1	2
Section 6 : section de Saint-Laurent-du-Maroni												
<i>Saint-Laurent-du-Maroni</i>	35 631	6 416	18,0%									
Total	35 631	6 416	18,0%	8,29		7,59	8	4 454	3,6%	-5,2%	2	6
Section 7 : section du Bas-Maroni												
<i>Mana</i>	8 697	1 400	16,1%									
<i>Awala-Yalimapo</i>	1 305	487	37,3%									
Total	10 002	1 887	18,9%	2,33	3			3 334	-22,5%		1	2
Section 8 : section du Haut-Maroni												
<i>Apatou</i>	6 458	1 018	15,8%									
<i>Grand-Santi</i>	3 973	504	12,7%									
<i>Papaïchton</i>	3 136	998	31,8%									
<i>Maripasoula</i>	6 556	1 385	21,1%									
<i>Saül</i>	158	120	75,9%									
Total	20 281	4 025	19,8%	4,72		4,32	4	5 070	17,9%	7,9%	1	3
Total général	219 266	69 657	31,8%	51,00	9			4 299			11	40

La prise en compte des intercommunalités :
communauté de communes du centre littoral : sections 1 et 2
communauté de communes de l'est guyanais : section 3
communauté de communes du pays des savanes : sections 4 et 5
communauté de communes de l'ouest guyanais : sections 6, 7 et 8

Toutes sections	Nbre sièges :	51
	Population :	219 266
	Quotient :	4 299
Hors sections à 3 sièges	Nbre sièges :	42
	Population :	197 271
	Quotient :	4 697

Par ailleurs, votre rapporteur propose de conserver la disposition qui prévoit l'augmentation du nombre de sièges de l'Assemblée de Guyane, pour tenir compte de la forte croissance démographique de la Guyane. L'Assemblée de Guyane compterait ainsi cinquante et un sièges, puis cinquante-cinq sièges à partir de 250 000 habitants et enfin soixante et un sièges à partir de 300 000 habitants. Actuellement à 220 000 habitants, la population guyanaise devrait atteindre de l'ordre de 580 000 habitants à l'horizon 2040. Pour faire évoluer le nombre des sièges dans chaque section, une modification législative devrait bien sûr intervenir, soit par un projet de loi soit par une proposition de loi, dès lors que les seuils démographiques fixés seraient franchis.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** de réécriture globale des dispositions relatives à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane, prenant en compte ces indications.

. Élection des conseillers à l'Assemblée de Martinique

Le projet de loi prévoit cinquante et un conseillers à l'Assemblée de Martinique, à comparer aux quarante cinq conseillers généraux et quarante et un conseillers régionaux actuels, soit un total de quatre-vingt-six élus. Ainsi, la Martinique perdrait des élus, à l'inverse de la Guyane.

Contrairement à la Guyane, le mode de scrutin retenu par le projet de loi pour la Martinique ne semble pas poser de problème de représentation. En effet, s'il reprend également le mode de scrutin des conseillers régionaux, avec plusieurs sections au sein d'une circonscription électorale unique qui permet l'attribution d'une prime majoritaire, il n'y a pas à craindre de déséquilibres démographiques entre les sections telles que les envisage l'étude d'impact. L'Assemblée de Martinique compterait cinquante et un membres.

Les sections seraient au nombre de quatre et correspondraient aux quatre circonscriptions législatives de Martinique, telles qu'elles résultent du découpage effectué par l'ordonnance n° 2009-935 du 29 juillet 2009 portant répartition des sièges et délimitation des circonscriptions pour l'élection des députés. Ce découpage étant très récent, les circonscriptions sont équilibrées démographiquement, permettant ainsi aux quatre sections pour l'élection des conseillers à l'Assemblée de Martinique de bénéficier d'un nombre similaire de candidats. Le risque de sections sous-représentées n'existerait donc pas. Le mode de scrutin de type régional pourrait s'appliquer sans distorsions.

Pour autant, par parallélisme avec la solution retenue pour la Guyane, votre commission a intégré dans le projet de loi le découpage des sections et la répartition des candidats par section, selon le poids démographique de chaque circonscription législative.

Circonscription	Commune	Nombre d'habitants (population municipale 2008 officielle au 1er janvier 2011)	Nombre de candidats par application du quotient	Nombre de candidats proposé
1ère circonscription	Le François	19 189		
	Gros-Morne	10 734		
	Le Lamentin	39 410		
	Le Robert	23 903		
	La Trinité	13 802		
Total		107 038	13,73	16
2ème circonscription	Sainte-Marie	19 056		
	Le Marigot	3 668		
	Le Lorrain	7 650		
	L'Ajoupa-Bouillon	1 691		
	Basse-Pointe	3 804		
	Macouba	1 284		
	Grand-Rivière	751		
	Le Prêcheur	1 682		
	Saint-Pierre	4 496		
	Le Morne-Rouge	5 150		
	Fonds-Saint-Denis	873		
	Le Morne Vert	1 853		
	Le Carbet	3 760		
	Bellefontaine	1 454		
	Case-Pilote	4 515		
	Saint-Joseph	16 966		
Schoelcher	21 737			
Total		100 390	12,87	15
3ème circonscription	Fort-de-France	89 000		
Total		89 000	11,41	14
4ème circonscription	Les Anses-d'Arlet	3 826		
	Les Trois-Ilets	7 368		
	Le Diamant	5 850		
	Ducos	16 433		
	Rivière-Salée	12 968		
	Sainte-Luce	9 424		
	Saint-Esprit	9 045		
	Rivière-Pilote	13 617		
	Le Vauclin	8 947		
	Le Marin	8 954		
	Sainte-Anne	4 833		
Total		101 265	12,99	15
Total général		397 693	51	60

Nbre de sièges 51
 Quotient 7 798

Total proposé de 60 candidats pour 51 sièges (9 de plus)

Par ailleurs, au cours de la mission d'information, votre rapporteur a pu constater que le montant de la prime majoritaire était fortement contesté : 20 % des sièges arrondis à l'entier supérieur, soit onze sièges. En effet, pour la liste arrivée en tête, s'ajouteront à ces onze sièges de prime les neuf sièges du conseil exécutif, dont il est vraisemblable qu'il serait entièrement issu, le plus souvent, des rangs de cette liste, compte tenu de son élection par l'Assemblée de Martinique au scrutin majoritaire de liste. C'est un souci de pluralisme qui a animé en Martinique de nombreux interlocuteurs rencontrés.

Aussi, par analogie avec le schéma institutionnel corse qui inspire largement le projet de loi pour la Martinique, votre rapporteur a-t-il proposé de fixer le montant de la prime à neuf sièges, considérant que ce montant serait suffisant pour permettre la constitution de majorités stables.

Enfin, pour tenir compte du fait que l'Assemblée de Martinique devra élire en son sein neuf membres au conseil exécutif, qui renonceront de ce fait à leur mandat de conseiller à l'Assemblée de Martinique, votre commission a souhaité augmenter de neuf le nombre de candidats sur chaque liste, afin de s'assurer que les sièges vacants pourront toujours être pourvus par un suivant de liste, y compris en cas de renversement du conseil exécutif.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** de réécriture globale des dispositions relatives à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Martinique, prenant en compte ces indications.

Enfin, par deux **amendements** proposés par son rapporteur, votre commission a prévu des dispositions communes aux élections des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique, ainsi qu'une disposition générale d'application du livre VI bis, par un décret en Conseil d'État. Ces dispositions communes permettent une meilleure lisibilité. Elles s'inspirent sur le fond pour l'essentiel, comme le fait le projet de loi, des dispositions applicables à l'élection des conseillers régionaux et, concernant en particulier la campagne électorale audiovisuelle, l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse.

Votre commission a adopté l'article 6 **ainsi modifié**.

TITRE III DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DES JURIDICTIONS FINANCIÈRES

Article 7

(art. L. 212-12 et L. 312-1 du code des juridictions financières)

Prise en compte de la création des collectivités de Guyane et de Martinique dans le code des juridictions financières

L'article 7 du projet de loi tire les conséquences dans le code des juridictions financières de la création des deux collectivités de Guyane et de Martinique, en matière notamment de compétence des chambres régionales des comptes. Votre rapporteur approuve le maintien pour la Guyane et la Martinique de la dénomination de chambre régionale des comptes, car elle est conforme au droit commun dans ce domaine.

Au sein de la première partie de son livre II, relative aux chambres régionales des comptes, dans ses articles L. 212-12 à L. 212-15, le code des juridictions financières comporte des dispositions particulières aux régions d'outre-mer, en matière d'organisation des juridictions.

Pour une bonne organisation des juridictions des comptes, l'article L. 212-12 dispose ainsi :

« Les chambres régionales des comptes des régions de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane ont le même président, les mêmes assesseurs et le ou les mêmes représentants du ministère public. Le siège de chacune des chambres régionales des comptes, qui peut être le même, est fixé par un décret en Conseil d'État. »

En pratique, c'est la même chambre régionale qui est compétente pour les trois collectivités. Elle est d'ailleurs compétente également, en tant que chambre territoriale, pour les deux collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin. Au cours de la mission d'information de votre commission en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe, votre rapporteur a pu rencontrer, à Pointe-à-Pitre, siège des cinq chambres, M. Bertrand Diringer, président des cinq chambres, ainsi que le président de section et le procureur financier.

Dans son 1^o, l'article 7 du projet de loi procède à une réécriture de l'article L. 212-12 du code, pour le compléter par une « clef de lecture » du code des juridictions financières pour la Guyane et la Martinique. A titre de comparaison, votre rapporteur observe qu'il n'existe pas une telle « clef de lecture » pour la Corse, sans que cela pose de difficultés.

Dans son 2^o, l'article 7 du projet de loi complète le II de l'article L. 312-1 du code des juridictions financières, qui prévoit que ne sont pas justiciables de la Cour de discipline budgétaire et financière, pour les actes accomplis dans l'exercice de leurs fonctions, les titulaires d'une fonction exécutive locale, nommément énumérés, ainsi que les élus à qui ils ont

délégué une partie de leurs fonctions. Sont ainsi expressément ajoutés à cette liste le président de l'Assemblée de Guyane et, quand ils exercent ses fonctions, les vice-présidents et autres membres, ainsi que le président du conseil exécutif et, quand ils exercent ses fonctions, les conseillers exécutifs. L'expression « *quand ils exercent ses fonctions* » a paru impropre à votre rapporteur. L'article L. 312-1 ne l'utilise d'ailleurs pas, car il vise directement les articles du code général des collectivités territoriales qui autorisent les délégations de fonctions. Puisqu'il s'agit de soustraire l'exercice des fonctions à la Cour de discipline budgétaire et financière, il est en effet juridiquement préférable de renvoyer avec précision aux dispositions autorisant le président de l'Assemblée de Guyane et le président du conseil exécutif de Martinique à déléguer leurs fonctions.

A cet égard, votre commission a prévu, à l'article 3 du projet de loi, le principe selon lequel chaque conseiller exécutif de Martinique doit recevoir une délégation du président du conseil exécutif, de façon à donner plus de sens et de responsabilité à l'exécutif collégial et distinct de l'assemblée que constitue le conseil exécutif.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** rédactionnel visant, d'une part, à reprendre dans la « clef de lecture » de l'article L. 212-12 les dénominations de collectivité territoriale de Guyane et de collectivité territoriale de Martinique, retenues par votre commission, et, d'autre part, à mentionner à l'article L. 312-1 les dispositions qui prévoient la délégation de fonctions pour le président de l'Assemblée de Guyane et pour le président du conseil exécutif de Martinique.

Votre commission a adopté l'article 7 ainsi **modifié**.

TITRE IV DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES

Article 8

(art. 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative
à la transparence financière de la vie politique)

Application aux élus des collectivités de Guyane et de Martinique de la législation relative à la transparence financière de la vie politique

L'article 8 du projet de loi vise à appliquer aux futurs élus des deux nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique la législation en vigueur en matière de transparence financière de la vie politique. Dans son article 2, la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 impose aux titulaires de fonctions, notamment exécutives, dans les collectivités territoriales et aux membres des assemblées délibérantes de ces collectivités s'ils ont délégation de signature, l'obligation de déposer auprès de la Commission pour la transparence financière de la vie

politique, dans les deux mois suivant leur entrée en fonction, une déclaration de situation patrimoniale.

Pour mémoire, votre rapporteur rappelle que l'article 28 de la loi portant simplification de dispositions du code électoral et relative à la transparence financière de la vie politique, définitivement adoptée par le Parlement le 5 avril 2011, prévoit la codification au sein du code électoral et à droit constant, par ordonnance, de la législation sur la transparence financière de la vie politique. Cette habilitation se situe dans le cadre du travail en cours de refonte complète du code électoral.

Dès lors que l'article 2 de la loi du 11 mars 1988 précitée énumère précisément la liste des mandats et fonctions concernés, à l'instar des articles du code électoral qui traitent du cumul des mandats, il convient de mentionner également les nouveaux mandats et fonctions prévus dans les collectivités de Guyane et de Martinique. Sont ainsi expressément cités par la loi de 1988, notamment, les fonctions de président de l'Assemblée de Corse, de président du conseil exécutif de Corse ainsi que, en cas de délégation de signature, la fonction de conseiller exécutif de Corse et les mandats de conseillers généraux ou régionaux.

Dans son 1°, l'article 8 du projet de loi complète l'énumération des fonctions soumises à l'obligation de déclaration de patrimoine pour y insérer les trois fonctions de président de l'Assemblée de Guyane, de président de l'Assemblée de Martinique et de président du conseil exécutif de Martinique. Ces ajouts sont cohérents avec la législation en vigueur.

Dans son 2°, l'article 8 du projet de loi complète l'énumération des mandats et fonctions soumis à l'obligation de déclaration en cas de délégation de signature conférée par le titulaire de la fonction exécutive. Sont ainsi visés les membres de l'Assemblée de Guyane, qui peuvent recevoir délégation de signature, par exemple les vice-présidents, ainsi que les conseillers exécutifs de Martinique, étant entendu que les membres de l'Assemblée de Martinique ne peuvent pas avoir de délégation de signature puisqu'ils ne participent pas à l'exécutif, la fonction de conseiller exécutif étant incompatible avec le mandat de membre de l'assemblée. Ainsi, alors que les membres de l'Assemblée de Guyane devront, s'ils sont titulaires d'une délégation de signature du président, établir une déclaration de patrimoine, les membres de l'Assemblée de Martinique ne seront pas astreints à une telle obligation.

Votre commission a prévu, à l'article 3 du projet de loi, le principe selon lequel chaque conseiller exécutif de Martinique doit être titulaire d'une délégation, de façon à donner plus de sens et de responsabilité à l'exécutif collégial et distinct de l'assemblée que constitue le conseil exécutif. Dans ces conditions, les conseillers exécutifs de Martinique seront soumis de droit à l'obligation de présenter une déclaration de patrimoine.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** à caractère rédactionnel, visant à retenir, par coordination, les dénominations de conseiller à l'Assemblée de Guyane et de conseiller exécutif

de Martinique, et non celles de membre de l'Assemblée de Guyane et de membre du conseil exécutif de Martinique, prenant pour cette dernière la dénomination en vigueur pour les conseillers exécutifs de Corse, que d'ailleurs l'article 8 du projet de loi, sans raison, modifie pour l'aligner sur celle de membre du conseil exécutif. Cette modification s'en tient ainsi au strict ajout des dispositions rendues nécessaires par la création des deux nouvelles collectivités, sans aucune autre modification de l'article 2 de la loi du 11 mars 1988, tout en s'inscrivant dans la logique rédactionnelle de cet article.

Votre commission a adopté l'article 8 **ainsi modifié**.

Article 9

(art. L. 1451-1 [*nouveau*] du code général des collectivités territoriales)

Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution

L'article 9 du projet de loi institue un nouveau pouvoir de substitution du préfet dans les collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, qui s'ajoute aux pouvoirs existants en la matière, par la création d'un nouvel article L. 1451-1 au sein de la première partie du code général des collectivités territoriales. Votre rapporteur signale que ce dispositif nouveau s'appliquerait certes à la Guyane et à la Martinique, mais également à la Guadeloupe, à Mayotte et à La Réunion. Il concernerait non seulement les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, les départements de Guadeloupe et de La Réunion, les régions de Guadeloupe et de La Réunion et le Département de Mayotte, mais aussi les communes de ces collectivités, ainsi que tous les groupements de collectivités et tous les établissements publics locaux sous leur autorité. Le champ d'application serait ainsi particulièrement large.

Les domaines de compétence des collectivités visés par ce dispositif sont également très vastes : sauvegarde de la santé publique, de la sécurité publique ou de l'environnement et respect par la France de ses engagements internationaux et européens. Une des justifications immédiates réside dans le fait que la France se trouve en infraction avec les règles européennes en matière de traitement des déchets, risquant d'importantes pénalités, en raison des défaillances en la matière des communes en Guyane et en Guadeloupe.

Selon la rédaction proposée par l'article 9 du projet de loi, le préfet pourrait, après une simple mise en demeure restée sans effet, arrêter en lieu et place d'une collectivité « *toute disposition appelée par l'urgence* » lorsque celle-ci néglige de prendre ou de faire prendre par ses établissements publics les mesures nécessaires dans les domaines énumérés ci-dessus. Le projet de loi est assez succinct sur le déroulement de la procédure, en particulier sur les délais. Les mesures arrêtées par le préfet seraient bien sûr financées sur le budget de la collectivité concernée, étant entendu que la situation financière des communes de Guyane et des Antilles est extrêmement fragile, ainsi que l'a constaté la mission d'information de votre commission, au point peut-être de

rendre quelque peu illusoire le financement de ce pouvoir de substitution sur les budgets de ces communes.

Certains interlocuteurs rencontrés par votre rapporteur lors de la mission d'information ont avancé l'idée selon laquelle ce dispositif n'aurait qu'une portée essentiellement dissuasive, incitant par sa seule existence les collectivités à agir là où aujourd'hui elles ne le font pas. Cette idée ne semble à votre rapporteur que partiellement fondée, au regard de la situation réelle des collectivités et notamment des communes.

Un tel dispositif a été évoqué lors des États généraux de l'outre-mer, organisés à la suite de l'importante crise sociale du début de l'année 2009, afin de pouvoir débloquer des situations. Il a été retenu par le premier conseil interministériel de l'outre-mer le 6 novembre 2009. A cette occasion, il a été exposé en ces termes par le Président de la République :

« Il faut bien reconnaître que, parfois, les blocages politiques rendent la vie de nos concitoyens ultramarins impossible, pour des raisons difficilement compréhensibles. Ainsi, dans le domaine de la gestion des déchets sur certains territoires par exemple. Cela a conduit la France à être mise en difficulté devant l'Union européenne pour non-respect des directives communautaires. Dans ce cas il faut que l'État puisse se substituer aux collectivités locales défailtantes dans un certain nombre de cas bien précis. Ce pouvoir de substitution, qui existe déjà en matière budgétaire, sera très encadré notamment avec des procédures d'alerte de la collectivité. Mais je vous le dis, mes chers amis, si personne ne se décide à agir, l'État prendra ses responsabilités et il agira. Cela pourra être le cas, par exemple, en matière de santé publique ou en matière d'environnement. »

A ce jour, dans le droit commun, outre ses prérogatives en matière de contrôle *a posteriori* des actes des collectivités territoriales, qui lui permettent de saisir le tribunal administratif, le préfet dispose déjà d'un pouvoir de substitution dans différents cas de défaillance ou de manquement d'une collectivité dans l'exercice de ses compétences :

- l'article L. 1612-15 du code général des collectivités territoriales confie au préfet le soin, sur demande de la chambre régionale des comptes, d'inscrire au budget d'une collectivité une dépense obligatoire lorsque celle-ci n'y figure pas, assortie si nécessaire des recettes correspondantes ;

- l'article L. 1612-16 du même code donne au préfet le pouvoir, après une mise en demeure, de mandater d'office une dépense obligatoire d'une collectivité, en lieu et place de son autorité exécutive ;

- l'article L. 2122-34 du même code permet au préfet de se substituer au maire lorsque celui-ci, en qualité d'agent de l'État, refuse ou néglige de faire un acte prescrit par la loi ;

- l'article L. 2215-1 du même code donne au préfet le pouvoir, après une mise en demeure, de prendre « toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques » dans tous les cas où le

maire n'y aurait pas pourvu lui-même au titre de son pouvoir de police municipale¹ ;

- l'article L. 3221-5 du même code donne au préfet le pouvoir, après une mise en demeure, de se substituer au président du conseil général pour exercer ses pouvoirs de police sur le domaine départemental ;

- l'article L. 1311-4 du code de la santé publique permet au préfet de prendre des mesures d'urgence en cas de « *danger ponctuel imminent pour la santé publique* ».

La disposition prévue à l'article 9 du projet de loi vient s'ajouter à ces pouvoirs existants de substitution. Dans certains cas, elle paraît redondante, en particulier en matière de salubrité et de sécurité publiques. Il serait sans doute juridiquement possible pour les préfets de recourir à ces pouvoirs existants pour faire face à certaines carences des collectivités : le traitement des déchets tel que le préconisent les règles européennes pourrait par exemple relever de la préservation de la salubrité publique.

A titre de comparaison, des dispositions similaires figurent dans le statut de certaines collectivités relevant de l'article 74 de la Constitution ou dans celui de la Nouvelle-Calédonie, sans toutefois présenter un champ aussi large et surtout sans viser les communes. Ainsi, depuis 2007, l'article 166 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française prévoit que le haut-commissaire peut prendre, en cas d'urgence et après mise en demeure sans résultat, les mesures qui s'imposent afin d'assurer la sécurité de la population, le fonctionnement normal des services publics ou de mettre fin à une violation grave et manifeste du fonctionnement des institutions et lorsque les autorités de la Polynésie n'ont pas pris les décisions qui leur incombent. Depuis 2009, l'article 200-1 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie donne au haut-commissaire le pouvoir de substituer aux autorités de la Nouvelle-Calédonie lorsque celles-ci négligent de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité civile. A Saint-Barthélemy, Saint-Martin et Saint-Pierre-et-Miquelon, par analogie avec les pouvoirs de substitution du préfet en matière de police municipale, le représentant de l'État peut se substituer au président du conseil territorial pour la répression des atteintes à la tranquillité publique, le maintien de l'ordre public et la police des baignades et activités nautiques.

Ainsi, à part en Polynésie française à l'égard des seules autorités de la collectivité, les dispositifs spécifiques existants de substitution ne présentent pas l'ampleur de celui prévu à l'article 9 du projet de loi.

Lors de sa mission d'information en Guyane et dans les Antilles, avec notre collègue Bernard Frimat, votre rapporteur a pu juger du rejet unanime, à de très rares exceptions près, d'un tel renforcement des pouvoirs du préfet. Qualifié de « retour du gouverneur », ce dispositif est perçu comme une

¹ Lorsque sont concernées toutes ou plusieurs des communes d'un même département, le préfet peut aussi exercer cette prérogative, au titre de l'ordre public. Cette prérogative est de droit si le champ des mesures à prendre excède le territoire d'une seule commune.

recentralisation et comme une atteinte au principe de libre administration des collectivités territoriales, ainsi qu'une infantilisation voire une humiliation des élus locaux gestionnaires des collectivités territoriales.

Consciente de ces nombreuses objections, et à défaut de le supprimer comme le proposait un amendement présenté par notre collègue Bernard Frimat au nom du groupe socialiste, votre commission a souhaité, par l'adoption d'un **amendement** présenté par son rapporteur, mieux encadrer ce dispositif, afin de le rendre plus acceptable et plus respectueux du principe de libre administration, sous la forme d'une procédure de constatation de l'état de carence conçue par analogie avec la procédure de dissolution d'une assemblée locale.

Le dispositif ainsi adopté par votre commission s'articule en plusieurs phases. Le préfet informe la collectivité de son intention d'engager une telle procédure et l'invite à présenter ses observations. Il informe le Gouvernement également. La collectivité dispose d'un mois pour répondre. Passé ce délai, s'il n'y a pas de réponse ou si la réponse n'est pas jugée satisfaisante, le préfet peut mettre en demeure la collectivité de prendre les mesures nécessaires dans un délai de quinze jours. Passé ce second délai, si aucune mesure n'est prise ou si les mesures prises sont insuffisantes, le préfet peut demander au Gouvernement de prononcer l'état de carence, par décret motivé pris en conseil des ministres. Si le Gouvernement prononce l'état de carence, il doit en informer le Parlement. Ce décret attribue compétence au préfet en lieu et place de la collectivité, et à ses frais, pour arrêter les mesures nécessaires.

Une autre voie aurait consisté à étendre ce dispositif à toute la France et non aux seules collectivités d'outre-mer de l'article 73 de la Constitution, qui trouvent là un traitement spécifique qui tend à sortir quelque peu du droit commun de la République. On peut s'interroger, à cet égard, sur le respect du principe d'égalité entre les communes de ces collectivités et toutes les autres communes françaises, y compris les communes des collectivités d'outre-mer et de la Nouvelle-Calédonie, pour lesquelles une telle disposition n'existe pas.

Enfin, votre rapporteur déplore, sur la question concrète de la gestion des déchets en Guyane et en Guadeloupe, que les autorités françaises n'aient pas pleinement utilisé les ressources que leur offrent les traités européens pour demander l'adaptation des règles communautaires, plutôt que d'accepter leur application rigide. En effet, l'article 349 du traité instituant la Communauté européenne permet pour les régions ultrapériphériques (RUP), dont la Guyane et la Guadeloupe font partie, d'arrêter « *des mesures spécifiques visant, en particulier, à fixer les conditions de l'application des traités à ces régions, y compris les politiques communes* », afin de tenir compte des spécificités et contraintes particulières de ces régions. La possibilité d'adaptation qui figure à l'article 73 de la Constitution figure aussi dans les traités européens, mais elle n'est pas suffisamment demandée par la France.

Votre commission a adopté l'article 9 **ainsi modifié**.

Article 10

**Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance
les mesures pour adapter les règles financières et comptables
et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances
des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique**

L'article 10 du projet de loi prévoit une habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance, au titre de l'article 38 de la Constitution, plusieurs séries de dispositions nécessaires à la mise en place de la collectivité unique. Il s'agit, d'une part, des nouvelles règles financières et comptables et, d'autre part, des conditions de transfert des personnels, des biens et des finances.

Les règles financières et comptables ne sont pas identiques pour les départements et pour les régions. Le plan comptable des départements n'est pas le même que celui des régions, il convient donc de déterminer celui qui devra s'appliquer, le cas échéant en élaborant un plan comptable spécifique.

Le département et la région ont chacun leurs règles en matière de gestion du personnel (comités techniques paritaires, régime indemnitaire...). Il convient de garantir pour l'avenir une gestion harmonieuse des personnels qui vont être transférés à la collectivité unique.

L'habilitation est accordée pour une durée de dix-huit mois à compter de la publication de la loi. En tout état de cause, les ordonnances requises devront impérativement être publiées avant la mise en place des futures collectivités puisqu'elles devront régir leur fonctionnement. Cette question a été prise en compte par votre commission à l'article 12 du projet de loi. Les projets de loi de ratification de ces ordonnances devront être déposés au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant la publication des ordonnances.

Sur la proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** destiné à clarifier la rédaction de plusieurs dispositions de l'habilitation.

Votre rapporteur indique que les conseils généraux et régionaux de Guyane et de Martinique devront être consultés par le Gouvernement sur ces projets d'ordonnances, conformément aux articles L. 3444-1 et L. 4433-3-1 du code général des collectivités territoriales. Selon l'article L. 3444-1, « *les conseils généraux des départements d'outre-mer sont consultés sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions d'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative de ces départements* ». Des dispositions analogues existent à l'article L. 4433-3-1 pour les conseils régionaux des régions d'outre-mer.

En outre, il a semblé à votre rapporteur que l'élaboration de ces ordonnances pourrait être l'occasion d'organiser une concertation avec les personnels, pour les dispositions qui les concernent, mais également de mieux encadrer la discussion entre conseil général et conseil régional, sous l'égide de l'État.

La mission d'information a montré comme semblait difficile le dialogue administratif et technique entre les autorités du conseil général et du conseil régional, alors même qu'il leur appartient de préparer au mieux la création de la collectivité unique. Dans ces conditions, il est envisageable de créer une commission tripartite entre le conseil général, le conseil régional et l'État pour procéder à cette préparation, relayant ainsi dans la loi les initiatives déjà prises localement par les préfets concernés¹.

La mission d'information a également montré la grande inquiétude des personnels sur leur avenir, dans l'attente de la collectivité unique, tant en Guyane qu'en Martinique. Même s'il appartiendra aux futurs élus de la collectivité unique d'organiser concrètement la fusion des administrations, la préparation des dispositions législatives pour assurer le transfert des personnels à la nouvelle collectivité est l'occasion de prévoir une concertation. Votre commission a adopté deux **amendements** en ce sens, à l'initiative de son rapporteur.

Votre commission a adopté l'article 10 **ainsi modifié**.

Article 11

Références à la Guyane et à la Martinique dans les textes législatifs

L'article 11 du projet de loi crée pour l'ensemble des textes législatifs en vigueur une « clef de lecture » pour pouvoir prendre en compte la création des deux nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique. Sont visés, fort logiquement, les textes autres que ceux expressément modifiés par le projet de loi. Sont aussi visés les textes autres que ceux modifiés par le projet de loi organique, ce qui n'est pas sans doute pas constitutionnellement correct, dès lors que le législateur ordinaire ne peut intervenir dans le domaine du législateur organique, y compris pour prévoir une « clef de lecture » dans les textes organiques. Au demeurant, la question de la « clef de lecture » pour les textes organiques a été traitée aux articles 3 et 4 du projet de loi organique.

Cette « clef de lecture » étant rédigée de façon quelque peu complexe, votre commission, en adoptant un **amendement** de son rapporteur, en a donné une rédaction plus lisible, en distinguant plus clairement le cas de la Guyane de celui de la Martinique.

Votre commission a adopté l'article 11 **ainsi modifié**.

¹ Le préfet de Martinique a mis en place trois groupes techniques sur le personnel, le budget et le patrimoine.

Article 12

**Entrée en vigueur de la loi et première élection
des membres de l'Assemblée de Guyane
et des membres de l'Assemblée de Martinique**

L'article 12 du projet de loi fixe les conditions d'entrée en vigueur de la loi ainsi que le calendrier des premières élections à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique, au plus tard le 31 décembre 2012 à une date déterminée par décret en Conseil d'État. La question de la date de mise en place des nouvelles collectivités est un sujet extrêmement débattu, comme a pu le constater votre rapporteur, avec notre collègue Bernard Frimat, lors de la mission d'information de votre commission.

Selon le Gouvernement et les promoteurs en Guyane et en Martinique d'une mise en place plus rapide de la collectivité unique, dès 2012, il ne serait pas normal de faire attendre quatre ans les électeurs qui ont voté en janvier 2010 la collectivité unique. A cet égard, votre rapporteur observe qu'il a fallu à Mayotte plusieurs consultations, étalées sur une période bien plus longue, avant de voir la mise en place du Département de Mayotte.

Premièrement, le I de l'article 12 du projet de loi prévoit l'entrée en vigueur de la loi, en Guyane, à compter de la première réunion de l'Assemblée de Guyane et, en Martinique, à compter de la première réunion de l'Assemblée de Martinique, à l'exception des dispositions modifiant le code électoral, qui doivent à l'évidence entrer en vigueur en amont pour permettre l'organisation des futures élections en Guyane et en Martinique. Votre rapporteur s'étonne, en revanche, que l'article 9 soit lui aussi applicable de manière différée, alors qu'il est supposé permettre au préfet de répondre à des situations d'urgence, de même que l'article 10 qui habilite le Gouvernement à prendre des mesures par ordonnance en vue de la mise en place de la collectivité unique. A tout le moins, l'article 10 devrait entrer en vigueur immédiatement à la publication de la loi puisqu'il ouvre un délai d'habilitation de dix-huit mois, *a fortiori* avec les compléments qui y ont été apportés par votre commission. Enfin, comme sur les conditions d'entrée en vigueur de la loi organique, votre rapporteur juge que la rédaction retenue est perfectible et ambiguë : elle pourrait conduire à considérer que les articles dont l'entrée en vigueur est différée, notamment l'article 9, ne s'appliqueraient qu'en Guyane et en Martinique. Aussi, sur sa proposition, votre commission a adopté un **amendement** de clarification.

Deuxièmement, les II et III de l'article 12 du projet de loi disposent que les collectivités de Guyane et de Martinique succèdent dans leurs droits et obligations aux départements et régions de Guyane et de Martinique. Dans un souci de clarté et de cohérence, votre commission a codifié cette disposition au sein du code général des collectivités territoriales, aux articles 2 et 3 du projet de loi. Par coordination, votre commission a adopté un **amendement**, présenté par son rapporteur, de suppression de ces deux paragraphes.

Troisièmement, et surtout, les IV et V de l'article 12 du projet de loi fixent au plus tard au 31 décembre 2012 la première élection de l'Assemblée

de Guyane et de celle de Martinique et prévoient l'expiration des mandats des actuels conseillers généraux et régionaux de Guyane et de Martinique la veille de la première réunion de ces mêmes assemblées. Ces dispositions posent deux difficultés d'ordre constitutionnel : elles abrègent des mandats électoraux en cours des conseillers généraux et régionaux de Guyane et de Martinique et, alors que l'on se situe dans le cadre de l'article 73 de la Constitution, elles s'écartent du calendrier électoral de droit commun pour les élections locales, tel qu'il résulte de la loi n° 2010-145 du 16 février 2010 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux. Cette loi, adoptée avant le commencement des mandats concernés, prévoit qu'expireront en mars 2014 le mandat des conseillers généraux élus en mars 2011 ainsi que le mandat des conseillers régionaux et celui des membres de l'Assemblée de Corse élus en mars 2010.

D'une part, l'**abréviation des mandats électoraux en cours** doit être appréciée au regard de la jurisprudence relativement stricte du Conseil constitutionnel en la matière. En cas d'élection en 2012, le mandat des conseillers régionaux élus en 2010, déjà réduit à quatre ans, serait encore réduit à deux ans, tandis que celui des conseillers généraux élus en 2011 se trouverait réduit à un an seulement, ce qui a suscité certaines interrogations constatées lors de la mission d'information.

Puisque l'électeur n'avait pas au moment de voter connaissance du fait que le mandat pourrait être réduit à une durée inhabituelle avec les usages républicains, l'abréviation d'un mandat en cours porte atteinte au principe constitutionnel de sincérité du suffrage. S'il ne s'attribue pas un pouvoir d'appréciation de même nature que celui du Parlement permettant d'effectuer un contrôle d'opportunité sur les motivations qui ont conduit le législateur à réduire ou allonger la durée des mandats, le Conseil constitutionnel procède tout de même à un contrôle en vérifiant le respect des principes suivants :

- la modification ne doit pas être « *manifestement inappropriée* » à l'objectif poursuivi par le législateur ;

- la modification doit être justifiée par un motif d'intérêt général, les différences de traitement entre élus ou entre électeurs qui résultent de cette modification devant être en rapport avec l'objectif de la loi ;

- la modification ne doit pas remettre en cause le droit des électeurs d'exercer leur droit de suffrage selon une « *périodicité raisonnable* », elle doit donc avoir un caractère exceptionnel et transitoire, être limitée dans le temps et être strictement nécessaire à la réalisation de l'objectif de la loi ;

- la modification ne doit pas avoir pour effet de compromettre le principe de sincérité du suffrage, qui suppose que les électeurs soient informés, au moment de leur vote, des caractéristiques des mandats sur lesquels ils se prononcent, notamment leur durée.

La mise en place des collectivités de Guyane et de Martinique, dans le cadre du droit commun de l'article 73 de la Constitution, serait-elle un motif

d'intérêt général suffisant pour abrégé les mandats en cours ? Une telle modification de la durée des mandats ne conduirait-elle pas à une différence de traitement injustifiée entre, d'une part, les élus et les électeurs de Guyane et de Martinique et, d'autre part, ceux des autres départements ? Votre rapporteur estime qu'il existe un doute, qui, s'il n'est pas rédhibitoire, est néanmoins réel, sur la constitutionnalité de l'organisation des élections dès 2012.

D'autre part, la sortie du **calendrier électoral de droit commun** des élections locales serait effective et définitive selon les termes du projet de loi : si les premières élections ont lieu en 2012 et non 2014, puisque le mandat est fixé à six ans, les élections suivantes auraient lieu en 2018 et non 2020. Il en est ainsi des élections locales dans les collectivités relevant de l'article 74 de la Constitution. Or, puisque les électeurs guyanais et martiniquais ont fait le choix de demeurer dans le droit commun, votre commission estime qu'il n'est pas envisageable de sortir du calendrier électoral de droit commun pour les élections locales car ce ne serait pas constitutionnellement régulier.

Selon les modifications apportées par votre commission à l'article 6 du projet de loi, si le mandat des élus de Guyane et de Martinique est bien de six ans, leur élection a lieu en même temps que les conseillers régionaux. Cette disposition permet de garantir que, à l'instar des élections à l'Assemblée de Corse, les élections à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique se tiendront bien selon le calendrier électoral de droit commun. L'application de ces règles conduirait à organiser la première élection en mars 2014, prochaine date prévue pour les élections régionales¹. Aussi, pour tout de même organiser les élections avant l'échéance normale de mars 2014, il suffit que l'article 12 du projet de loi déroge, pour les premières élections, aux dispositions introduites par votre commission dans le code électoral. Une fois ces premières élections passées, en vertu de la règle selon laquelle les élections en Guyane et en Martinique ont lieu en même temps que les élections régionales, les élections suivantes auront automatiquement lieu en mars 2020, la seule conséquence étant que le premier mandat des conseillers à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique serait de sept ans, voire huit en cas d'élection dès mars 2012, au lieu de six ans. Une telle durée du mandat serait justifiée par les impératifs de la mise en place des nouvelles collectivités ainsi que par le souci légitime de rattraper le calendrier électoral local de droit commun.

Concernant le calendrier électoral, il existe également deux difficultés d'ordre plus pratique. L'année 2012 est une année déjà chargée d'un point de vue électoral, en raison de l'élection présidentielle et des élections législatives, ce qui ne devrait guère favoriser la participation électorale aux éventuelles élections à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique, alors que la participation électorale est généralement inférieure à la moyenne nationale dans ces collectivités. Tenir des élections locales introduirait une confusion

¹ *Le code électoral n'a pas encore été modifié pour tirer les conséquences de la création du conseiller territorial. D'un point de vue juridique, il est donc nécessaire de toujours se situer en fonction des élections régionales et cantonales.*

entre les enjeux nationaux et locaux, alors que l'usage suivi par le législateur est justement de chercher à dissocier les échéances locales et nationales¹. En outre se pose la question des « parrainages » pour les candidats à l'élection présidentielle : le Conseil constitutionnel adresse les formulaires de parrainage aux élus concernés en début d'année, ceux-ci devant lui être retournés au plus tard le sixième vendredi précédant le premier tour de scrutin, selon l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, soit environ au milieu du mois de mars. Si les élections se tiennent au début de l'année 2012, elles doivent être terminées avant l'envoi des formulaires de parrainage de façon à ce que seuls les nouveaux élus puissent présenter un candidat. Sinon, elles ne peuvent avoir lieu qu'une fois les opérations de parrainage closes, avec la conséquence étonnante que les élus sortants et non les nouveaux élus auraient bénéficié de ce pouvoir de parrainage. Il serait envisageable de prévoir dans le projet de loi organique une disposition transitoire pour régler cette question.

Pour prendre en compte ces difficultés d'ordre constitutionnel tout en laissant au Gouvernement, en lien avec les élus concernés, la possibilité de pouvoir anticiper la date de mars 2014 pour organiser les premières élections, votre commission a adopté, à l'initiative de son rapporteur, un **amendement** qui prévoit que ces élections ont lieu au plus tard en mars 2014, selon les mêmes termes que ceux de la loi du 16 février 2010, à une date qui reste fixée par décret en Conseil d'État. En outre, cet amendement prévoit expressément que ces élections se tiendront après la publication des ordonnances prévues à l'article 10 du projet de loi : en effet, dès lors que les deux collectivités seront créées dans les jours suivant les élections, il est indispensable que toutes les dispositions nécessaires à leur fonctionnement aient été arrêtées, en particulier en matière de nomenclature comptable ou de gestion du personnel. Enfin, cet amendement permet que, le cas échéant, les premières élections en Guyane et en Martinique n'aient pas lieu simultanément, si les circonstances du moment le nécessitent.

En cas d'élections organisées avant mars 2014, répondant ainsi aux interrogations de certains élus rencontrés lors de la mission d'information, la rédaction adoptée par votre commission lève toute ambiguïté sur le fait qu'il pourrait y avoir de nouvelles élections en 2014 tout de même. En dérogeant de

¹ Ainsi, les élections municipales et cantonales prévues en mars 2007 ont été reportées en mars 2008 pour éviter toute interférence avec les scrutins nationaux de 2007. Dans ses observations du 7 juillet 2005 sur les échéances électorales de 2007, reprenant une position déjà défendue par le Conseil d'État, le Conseil constitutionnel avait d'ailleurs plaidé pour distinguer clairement scrutins locaux et nationaux, afin d'éviter toute confusion pour l'électeur. On peut s'interroger également sur la combinaison d'un calendrier électoral local déconnecté du droit commun avec le calendrier triennal des élections sénatoriales, les sénateurs de Martinique étant renouvelables en septembre 2011 et ceux de Guyane en septembre 2014. Il est souhaitable que les sénateurs demeurent élus par des élus locaux eux-mêmes récemment élus, comme cela a été pris en compte avec le report en 2008 du renouvellement sénatorial de 2007 à la suite du report des élections locales de mars 2007, ceci permettant de mieux garantir le caractère de représentant légitime des collectivités territoriales du Sénat.

manière expresse à la loi du 16 février 2010, on interdit clairement la tenue de nouvelles élections en Guyane et en Martinique en mars 2014.

Votre commission a adopté l'article 12 **ainsi modifié**.

Intitulé du projet de loi

Par coordination avec les amendements portant sur la dénomination des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique, il convient de modifier l'intitulé du projet de loi. Sur proposition de son rapporteur, votre commission a adopté un **amendement** insérant la dénomination de collectivité territoriale.

Votre commission a adopté l'intitulé du projet de loi **ainsi modifié**.

*

* *

Votre commission a adopté le projet de loi organique et le projet de loi ainsi rédigés.

EXAMEN EN COMMISSION

MERCREDI 27 AVRIL 2011

M. Christian Cointat, rapporteur. – J'ai rappelé les grandes lignes de ces textes lors de la présentation du rapport d'information qui faisait suite à la mission qui nous a conduits, Bernard Frimat et moi-même, en Guyane, en Martinique et en Guadeloupe.

Le projet de loi organique concerne les cinq départements d'outre-mer et porte sur les habilitations, tandis que le projet de loi ordinaire est relatif au statut de collectivité unique pour la Guyane et la Martinique.

Au premier de ces textes, je présenterai deux modifications. La première, à laquelle le Gouvernement s'est déclaré favorable, porte sur la prorogation des habilitations. On sait que l'habilitation tombe lorsque se termine le mandat de l'assemblée demandeuse. Il est apparu que cela peut poser problème, en particulier lorsque l'habilitation a été demandée en cours de mandat. Il serait donc bon de permettre, dès lors que cela aura été prévu dans la demande initiale et que la nouvelle assemblée entend en faire usage, de prolonger au-delà de la fin du mandat. La seconde vise à rappeler au Gouvernement qu'il n'a pas à se prononcer en opportunité sur ces habilitations : c'est au Parlement qu'il revient, s'agissant d'une matière législative, de le faire.

Pour le reste, les amendements que je vous proposerai sont de réécriture et de codification : on a trop souvent le sentiment que le texte procède par copier-coller, d'où un certain nombre de scories et de manques. Il y fallait plus de lisibilité.

Dans le projet de loi ordinaire, je vous proposerai de revoir les appellations, pour bien différencier les collectivités de Guyane et de Martinique des collectivités d'outre-mer au sens de l'article 74, en alignant leur dénomination, par cohérence, sur celle qui prévaut pour la Corse. De même pour l'appellation des élus, que le texte qualifie de « membres de l'assemblée », et que je vous proposerai, par cohérence, de dénommer « conseillers », sur le modèle des conseillers à l'Assemblée de Corse. Je vous proposerai également, ce qu'omet le texte, de prévoir la nomination, aux côtés du président de l'Assemblée de Martinique, de quatre vice-présidents, afin de garantir la collégialité dans la fixation de l'ordre du jour et la détermination du lieu des réunions. Je vous proposerai de même de retenir l'appellation de conseiller exécutif, qui prévaut en Corse. Tous les conseillers du conseil exécutif devront, en outre, disposer d'une délégation. Afin d'éviter que la commission permanente de Guyane ne devienne pléthorique, je vous proposerai également de limiter le nombre de membres supplémentaires à quinze. A l'inverse de Mayotte, je vous proposerai la fusion des deux conseils consultatifs, le conseil économique et social et le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, tout en prévoyant, pour répondre au vœu

des élus, deux sections conduites chacune par un président. Il serait bon, également, que les nominations dans les organismes extérieurs tiennent compte de la représentation des forces politiques dans les assemblées de Guyane et de Martinique.

Se pose en outre, pour la Martinique, le problème de la motion de défiance. Le Gouvernement, échaudé par les péripéties auxquelles son usage donne lieu en Polynésie, exige une majorité absolue de signatures pour son dépôt et une majorité des trois cinquièmes pour son adoption, allant bien au-delà de ce qui prévaut en Corse, où son dépôt requiert la signature d'un tiers des membres et son vote la majorité absolue. J'estime que ce cadre démocratique, qui fait ses preuves en Corse, doit prévaloir.

La question du système électoral a suscité des débats. En Guyane, le Gouvernement prévoit un scrutin proportionnel dans une circonscription unique avec des sections dont la délimitation et le nombre de leurs candidats seraient fixés par décret. C'est contredire l'article 34 de la Constitution. Le Gouvernement nous objecte qu'il est fait recours à un décret pour le découpage cantonal, mais le canton est une subdivision administrative : il est donc normal que ces dispositions soient fixées par décret ; tel n'est pas le cas des sections électorales. Je sais que c'est là un sujet qui fâche, mais il ne faudra pas transiger. Le découpage doit être prévu par la loi. Et l'astuce avec laquelle le Gouvernement fait valoir que le système qu'il entend privilégier permet de continuer de discuter avec les élus n'y doit rien changer. En démocratie, les décisions doivent être claires. Pour la Martinique, les équilibres démographiques et géographiques rendent les choses plus simples.

Autre sujet qui fâche, cette fois-ci, les élus : le pouvoir de substitution du préfet. Nous avons reçu, lors de notre visite, une volée de bois vert sur le fameux article 9, né en raison de la condamnation de la France à de lourdes pénalités par Bruxelles, à la suite d'une carence dans le traitement des déchets en Guyane. D'où ce dispositif, qui vaut ici pour tous les départements d'outre-mer – ce qui ne plaira certes pas à M. Virapoullé... Car à la différence de ce qui a cours pour les collectivités régies par l'article 74, le pouvoir de substitution ne se limite pas au cas de trouble à l'ordre public, mais vaut dans plusieurs domaines, comme la santé ou l'environnement.

Par souci de compromis -je suis UMP, je soutiens le Gouvernement-, et pour éviter que la suppression pure et simple de cet article 9 ne conduise le Gouvernement à recourir, en cas de problème, à l'arme de la dissolution, je vous proposerai un dispositif intermédiaire, via un système de mise en demeure préalable, destiné à engager une procédure de constat de carence.

Se pose, pour finir, la question de la date des prochaines élections. Le projet prévoit qu'elles devront avoir lieu avant le 31 décembre 2012. C'est bien court au regard de tous les problèmes techniques que soulève la fusion – affectation des personnels, du patrimoine, comptabilité, normes budgétaires, différentes au conseil général et au conseil régional...

M. Jean-Jacques Hiest, président. – Ce qui n'est d'ailleurs pas normal...

M. Christian Cointat, rapporteur. – Bref, la date retenue n'est guère réaliste au regard du temps nécessaire. Je vous proposerai donc de prévoir que les élections devront avoir lieu au plus tard au 31 mars 2014, tout en prévoyant, si ces élections n'ont pas lieu en même temps que les autres en 2014, un retour au droit commun du calendrier républicain pour rester dans la norme de l'article 73, à partir de 2020.

M. Bernard Frimat. – Je salue le travail de clarification qu'a entrepris notre rapporteur. Car le projet de départ, d'une grande illisibilité, constituait un chef d'œuvre du copier-coller, calqué sur la région pour la Guyane, sur l'Assemblée de Corse pour la Martinique. Le texte qui nous est proposé par le rapporteur est incomparablement plus compréhensible.

En ce qui concerne les habilitations, je souscris à la démarche qui consiste à tenter d'enjamber la caducité, pour éviter à une assemblée nouvellement élue d'avoir à refaire son parcours du combattant. La période de deux ans laisse une souplesse bienvenue. Tout à fait d'accord, aussi, sur le fait que le Gouvernement n'a pas à se constituer en censeur – sauf à considérer que la demande d'habilitation s'est faite dans des conditions anormales, auquel cas nous serions dans le cadre du recours classique devant le Conseil d'État. Pour le reste, le Parlement doit conserver la plénitude de ses prérogatives en matière d'habilitation législative.

Il en va de même en ce qui concerne le système électoral – pourquoi en avoir retenu deux différents pour chaque collectivité, c'est là un autre débat. Au Parlement de remplir sa mission, en définissant le nombre de membres des assemblées, le nombre de candidats, le nombre de candidats par section. Laisser, sur ces questions, un chèque en blanc au Gouvernement serait contraire à la Constitution. Au reste, dans le projet de loi à venir sur la Polynésie, le nombre de sections et le nombre de candidats sont prévus dans la loi : on voit mal pourquoi il y aurait deux poids deux mesures. Si les choses sont clairement établies, dans le respect des prérogatives du Parlement, les intéressés, d'ici à la mi-mai, auront tout loisir de réagir. S'il est bien difficile de parvenir à un découpage car il ne peut jamais être parfait, on gagne cependant beaucoup à procéder dans la transparence.

Au cours de notre mission, nous avons beaucoup écouté les acteurs, et traduit beaucoup de leurs demandes dans notre rapport. Les parlementaires des collectivités intéressées peuvent ainsi réagir sur une base claire. Qu'il en soit de même avec ce texte.

M. Jean-Jacques Hiest, président. – Au reste, si le Gouvernement voulait se donner du temps, rien ne lui interdisait, plutôt que de dénier sa compétence au Parlement, de recourir à l'article 38 de la Constitution...

Examen des amendements au projet de loi organique

Article additionnel avant l'article premier

L'amendement de cohérence n°1 est adopté et l'article additionnel est inséré.

Article 1er

L'amendement de clarification rédactionnelle n°2 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – La loi permet au représentant de l'État de saisir le Conseil d'État lorsqu'il doute de la régularité juridique d'une délibération. Par souci d'équilibre, et pour ne pas mettre en difficulté le représentant de l'État, je vous propose, par mon amendement n° 3, d'attribuer au Premier ministre la même faculté de saisine du Conseil d'Etat.

L'amendement n° 3 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Je l'ai dit, le Gouvernement n'a pas à exercer de contrôle d'opportunité en matière législative. Tel est le sens de mon amendement n° 4.

L'amendement n° 4 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 17 de M. Antoinette est séduisant... mais il n'est pas constitutionnel.

M. Bernard Frimat. – De fait, la Constitution exige une décision expresse.

L'amendement n° 17 est rejeté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Mon amendement n° 5 concerne la prorogation de l'habilitation, sur laquelle je me suis expliqué.

L'amendement n° 5 est adopté. L'amendement n° 13 devient sans objet, ainsi que les amendements n°s 21 et 22.

L'amendement n° 18 est rejeté.

L'article 1er est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Division additionnelle après l'article 1er

Les amendements n°s 14 et 15 sont devenus sans objet.

L'amendement n° 16 est rejeté.

Article additionnel après l'article 1er

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 19 est irrecevable : il limite le pouvoir du Gouvernement en matière réglementaire.

L'amendement n° 19 est rejeté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 20 supprime le terme automatique à la demande d'habilitation. J'y suis défavorable.

L'amendement n° 20 est rejeté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 6, compte tenu des modifications que nous venons d'adopter, est rédactionnel. Il vise à regrouper des dispositions de même nature concernant la Guyane et la Martinique dans un même titre du code.

L'amendement n° 6 est adopté et devient article additionnel.

Article 2

L'amendement de cohérence n° 7 est adopté.

L'article 2 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 3

L'amendement rédactionnel n° 8 est adopté.

L'article 3 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 4

L'amendement rédactionnel n° 9 est adopté.

L'article 4 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Articles additionnels après l'article 4

M. Christian Cointat, rapporteur. – Mon amendement n° 10 mentionne expressément les membres de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique parmi les élus susceptibles de parrainer un candidat à l'élection présidentielle.

L'amendement n° 10 est adopté et devient article additionnel.

L'amendement de précision rédactionnelle n° 11 est adopté et devient article additionnel.

Intitulé du projet de loi organique

L'amendement de simplification rédactionnelle n° 12 est adopté et l'intitulé du projet de loi organique ainsi rédigé.

Le projet de loi organique est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Examen des amendements au projet de loi ordinaire

Article 1er

L'amendement rédactionnel n° 2 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Avis défavorable à l'amendement n° 20, qui vise à porter de quatre à six le nombre minimum de vice-présidents de l'assemblée : mieux vaut s'en tenir au droit commun.

L'amendement n° 20 est rejeté.

L'amendement n° 3 est adopté.

L'article 1er est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 2

Les amendements n°s 3 à 14 sont adoptés.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 15, de réécriture, vise à éviter de multiples renvois. Je vous proposerai une rectification à la rédaction retenue par cet amendement pour l'article L. 7122-9 du code, pour prévoir que « l'Assemblée de Guyane se réunit, à l'initiative de son président, au moins une fois par trimestre au chef-lieu de la collectivité ou dans tout autre lieu choisi par la commission permanente ».

M. André Reichardt. – Ces dispositions ne sont-elles pas d'ordre réglementaire ?

M. Bernard Frimat. – Elles figurent dans la loi relative aux régions.

M. André Reichardt. – La loi doit-elle entrer dans des précisions telles que celles-ci ? Doit-elle spécifier que le président de l'assemblée dispose seul du pouvoir de police au sein de l'Assemblée, par exemple ?

M. Jean-Jacques Hyst, rapporteur. – C'est même la loi de 1884 sur les communes. Le président peut faire appel à la force publique : ce n'est pas rien.

M. Bernard Frimat. – Les règlements intérieurs ne font que reprendre ce qui est écrit dans la loi.

L'amendement n° 15 rectifié est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Même logique de cohérence rédactionnelle pour l'amendement n° 16, étant entendu qu'il introduit en outre les fonctions de président d'établissement public de coopération intercommunale parmi les interdictions de cumul avec celles de président de l'Assemblée.

L'amendement n°16 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 17, de réécriture, limite en outre à quinze le nombre de membres supplémentaires de la commission permanente de Guyane et prévoit un vote exprès de l'assemblée sur les prérogatives reconnues à la commission.

Les amendements n°s 17 et 18 sont adoptés.

M. Christian Cointat, rapporteur. – l'amendement n° 19, de coordination avec l'amendement n° 17, rend en outre à l'assemblée la faculté de déléguer le pouvoir d'emprunter.

L'amendement n° 19 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L’amendement n° 46 concerne la fusion des deux conseils économique et culturel, je m’en suis expliqué.

L’amendement n° 46 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Le Gouvernement souhaite que le conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge reste un organe administratif, mais il n’est pas opposé à voir la loi en mentionner l’existence, ainsi que le souhaitent les intéressés. Mon amendement n° 47 en prend acte.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Un Sénat coutumier, en somme.

L’amendement n° 47 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Mon amendement n° 48 reprend les dispositions spécifiques relatives au centre régional de promotion de la santé et au conseil régional de l’habitat.

L’amendement n° 48 est adopté.

Les amendements n°s 49 à 58 sont adoptés. L’amendement n° 43 devient sans objet, ainsi que l’amendement n° 35.

L’article 2 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Division additionnelle après l’article 2

M. Christian Cointat, rapporteur. – L’amendement n° 24 est satisfait par l’adoption de l’amendement n° 50, qui prévoit explicitement que l’Assemblée de Guyane règle par ses délibérations les affaires de la collectivité territoriale de Guyane.

L’amendement n° 24 est devenu sans objet, de même que les amendements n°s 23 et 25.

M. Christian Cointat, rapporteur. – On ne peut qu’être favorable à ce qu’énonce l’amendement n° 21, mais son contenu n’est en rien normatif.

L’amendement n° 21 est rejeté.

L’amendement n° 27 est devenu sans objet, ainsi que les amendements n°s 28 et 26.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Je comprends le souci de M. Patient, mais nous ne pouvons adopter son amendement n° 30, qui comporte des dispositions financières.

M. Bernard Frimat. – Je crois que son but est d’appeler l’attention du Gouvernement : il le déposera en séance.

L’amendement n° 30 est rejeté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L’amendement n° 29 ne saurait être adopté en l’état. Je suggère à M. Patient, s’il devait le déposer en séance, d’en faire un paragraphe à l’article 10, en précisant qu’à compter de la

création de la collectivité unique, une commission locale est créée, chargée d'évaluer la réalité des charges transférées à celle-ci.

L'amendement n° 29 est rejeté.

Article additionnel après l'article 2

M. Christian Cointat, rapporteur. – Défavorable à l'amendement n° 31, qui manque de précision.

L'amendement n° 31 est rejeté, ainsi que les amendements n°s 32, 33 et 34.

Article 3

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 59 porte sur la dénomination de la collectivité unique de Martinique : je m'en suis expliqué.

L'amendement n° 59 est adopté.

Les amendements n°s 60 à 72 sont adoptés.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 73 est, pour la Martinique, de même esprit que le n° 15 pour la Guyane. Je vous proposerai, de même, une rectification à la rédaction de l'article L. 7222-9, pour préciser que l'Assemblée se réunit « au moins une fois par trimestre, au chef lieu ou dans un lieu de la collectivité territoriale choisi par son président assisté des vice-présidents ».

L'amendement n° 73 rectifié est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Même esprit encore pour l'amendement n° 74, qui prévoit en outre que le président de l'Assemblée de Martinique ne peut être président d'un établissement public de coopération intercommunale.

Les amendements n°s 75 à 96 sont adoptés.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 97 concerne le nombre de signatures requis pour le dépôt d'une motion de défiance : je m'en suis expliqué.

Les amendements n°s 97 et 98 sont adoptés.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 99 concerne toujours la motion de défiance : il s'agit cette fois de la majorité requise pour son adoption. Si le Gouvernement veut revenir à une majorité des trois cinquièmes, à lui de défendre sa position en séance. Mais je ne vois pas de raison de s'écarter du dispositif qui a fait ses preuves en Corse. En tout état de cause, en l'absence de majorité absolue, il sera très difficile au conseil exécutif de gouverner, de faire adopter le budget...

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Et la situation en Martinique n'est pas comparable à celle de la Polynésie...

M. Bernard Frimat. – La logique institutionnelle veut que l'on s'en tienne à la majorité absolue.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – En tout état de cause, si une majorité absolue vote la défiance, l'exécutif n'est plus crédible.

Les amendements n°s 99 à 102 sont adoptés.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 103, de réécriture, prévoit en outre que l'indemnité de vice-président de l'Assemblée de Martinique est de même taux que celle qui est servie aux conseillers exécutifs.

Les amendements n°s 103 et 104 sont adoptés.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 105, rédactionnel, précise en outre que les compétences internationales sont exercées par le président de l'exécutif.

Les amendements n°s 105 à 110 sont adoptés. L'amendement n° 44 devient sans objet.

L'article 3 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article additionnel après l'article 3

M. Christian Cointat, rapporteur. – Nous avons été frappés, avec M. Bernard Frimat, de l'insistance des maires à être associés à la nouvelle collectivité unique. Ils sont vingt-deux en Guyane et trente-quatre en Martinique. Les dispositions relatives au congrès des élus, étendues aux maires, peuvent y pourvoir. Tel est le sens de mon amendement n° 111.

L'amendement n° 111 est adopté et devient article additionnel.

Articles additionnels avant l'article 4

L'amendement de coordination n° 112 est adopté et devient article additionnel.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 113 précise que les conseillers à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique sont membres du collège électoral sénatorial.

M. Bernard Frimat. – Un oubli du projet de loi initial...

L'amendement n° 113 est adopté et devient article additionnel.

Article 4

L'amendement n° 114 de cohérence est adopté.

L'article 4 est supprimé.

Article 5

L'amendement n° 115 rédactionnel est adopté.

L'article 5 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 6

L'amendement n° 116 de conséquence est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 117 réécrit les dispositions relatives à l'élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane, lesquelles relèvent du domaine de la loi en vertu de l'article 34 de la Constitution.

Pourquoi ce découpage ? Initialement, le Gouvernement avait instauré un système fondé sur celui des régions, c'est-à-dire qu'il était prévu un nombre de candidats par section, non un nombre de sièges. En nous rendant sur place, nous avons constaté que son résultat aurait été épouvantable. De fait, le nombre de sièges est calculé par rapport au nombre d'habitants dans la section tandis que le nombre d'élus dépend du nombre de votants et des votes obtenus. Or certaines villes frontalières, en raison de la présence d'une importante population étrangère, comptent beaucoup d'habitants, mais peu d'électeurs – c'est notamment le cas de Saint-Laurent-du-Maroni où l'on dénombre quelque 40 000 habitants pour 7 000 électeurs. Dans un souci d'équilibre entre populations de l'intérieur et celles du littoral, mieux vaut que chacune des parties du territoire soit représentée.

Deux possibilités s'offraient à nous. La première consiste à s'appuyer sur les quatre communautés de communes, à les découper de manière à conserver des territoires contigus et des sections pas trop déséquilibrées. D'où le tableau suivant : deux sections pour la communauté de communes de Cayenne –celles de Cayenne et du Centre littoral– ainsi que pour la communauté de communes de Kourou et des Savanes ; d'un côté, une section pour l'Oyapock et de l'autre, trois sections, Saint-Laurent-du-Maroni, le Haut-Maroni et le Bas-Maroni. Au total, nous avons donc huit sections. Cette idée, lorsque M. Frimat et moi-même nous sommes rendus en Guyane, semblait recueillir l'assentiment du conseil régional et même du conseil général. Second schéma : scinder le Centre littoral entre deux sections et réunir Kourou et les Savanes. Nous vous proposons de retenir le premier schéma, équilibré, sans avoir de position tranchée. Nous en débattons en séance publique.

Autre avantage de cet amendement, le calendrier républicain est respecté : à l'article L. 558-1, il est précisé que les conseillers à l'Assemblée de Guyane seront élus en même temps que les conseillers régionaux. Seule la première élection dérogera à la règle.

Enfin, on prévoit d'affecter un des onze sièges correspondant à la prime majoritaire à chacune des huit sections, en sus d'un siège pour chacune des trois sections les plus importantes. Il s'agit d'éviter un phénomène hélas bien connu outre-mer : la priorité donnée aux sections qui comptent des membres de l'exécutif. Ainsi, chaque section aura, au moins, un représentant dans l'exécutif et toutes seront bien traitées.

Je rends hommage à M. Frimat pour ses patients calculs. Voilà un véritable amendement Frimat-Cointat, Cointat-Frimat !

M. Yves Détraigne. – Une relation fusionnelle !

M. Bernard Frimat. – Effectivement, nous y avons beaucoup travaillé. Le texte du Gouvernement aboutissait à ce paradoxe que des électeurs se seraient déplacés sans qu'aucun candidat ne soit élu. L'abstention étant forte en Guyane, la population jeune et les étrangers nombreux, des pans entiers de territoire, couvrant des superficies extrêmement vastes – je pense à la forêt amazonienne peu habitée sinon par des orpailleurs clandestins –, n'auraient pas été représentés. D'où ce découpage et le choix d'un nombre minimal de trois sièges pour chacune des huit sections. Sur le reste, nous avons appliqué la jurisprudence du Conseil constitutionnel sur la répartition des conseillers territoriaux. Aucun découpage n'est parfait ; en tout cas, personne ne pourra nous reprocher un découpage privilégiant un tel ou tel, nous ne sommes pas fins connaisseurs de la géographie politique locale. Nous aurons le temps de parfaire le dispositif jusqu'à la commission mixte paritaire. L'important est que ces dispositions figurent dans la loi.

L'amendement n° 117 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 118 concerne l'élection des conseillers à l'Assemblée de Martinique. L'affaire était plus simple : nous avons repris les quatre circonscriptions législatives. Nous avons prévu neuf sièges, au lieu de onze, pour la prime majoritaire. Nous avons voulu trouver un compromis, entre ceux qui voulaient une prime de 20 % et les autres qui défendaient une prime de 5 %, à la lumière de l'exemple corse. L'Assemblée y compte cinquante et un membres ; le conseil exécutif huit membres, en sus du président. Récemment, par la proposition de loi Alfonsi, nous avons dû porter le nombre de sièges de prime de trois à neuf en Corse. Le chiffre est suffisant pour autoriser la constitution de majorités.

L'amendement n° 118 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 119 correspond à des dispositions communes à la Martinique et à la Guyane. Point important : nous prévoyons soixante candidats par liste en Martinique, ce qui correspond à cinquante et un sièges plus les neuf sièges du conseil exécutif ; en Guyane, nous prévoyons deux candidats de plus par section pour faire face de même aux vacances.

M. Jean-Jacques Hiest, président. – Que se passera-t-il en cas de décès ou de démission ?

M. Christian Cointat, rapporteur. – On prendra le suivant sur la liste, chacune d'entre elles comportera soixante candidats.

M. Bernard Frimat. – En clair, nous prévoyons deux candidats de plus que de sièges à pourvoir par section.

L'amendement n° 119 est adopté.

L'amendement n° 120 de conséquence est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Les amendements suivants de M. Patient tombent. Concernant l'amendement n° 22, précisons que la Guyane n'est pas maltraitée : le nombre d'élus passe de cinquante à cinquante et un ; l'amendement n° 37 est satisfait ; enfin, l'amendement n° 36 prévoit trop de sections.

L'amendement n° 22 devient sans objet, de même que les amendements n° 37 et n° 36.

L'article 6 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Division additionnelle après l'article 6

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 38 est satisfait.

M. Jean-Jacques Hiest, président. – Peut-être M. Patient a-t-il une connaissance plus fine de la géographie locale.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Il avait commencé par approuver notre projet ; nous en débattons en séance.

L'amendement n° 38 devient sans objet.

Article 7

L'amendement n° 121 rédactionnel est adopté.

L'article 7 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 8

L'amendement n° 122 de cohérence est adopté.

L'article 8 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article additionnel après l'article 8

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 45 revient sur l'affaire des 27 millions d'octroi de mer ponctionnés par l'État. Nous ne pouvons pas le retenir.

L'amendement n° 45 est rejeté.

Article 9

M. Christian Cointat, rapporteur. – Nous en venons à l'amendement n° 123. J'ai voulu trouver un compromis sur le rôle du préfet et l'état de carence. Je m'en suis déjà expliqué.

M. Bernard Frimat. – M. Cointat a tenu à rappeler à la commission tout à l'heure qu'il appartenait à l'UMP. Ce n'est pas mon cas. On a beaucoup critiqué cet article outre-mer ; on y voyait le signe d'un retour du gouverneur !

Certes, la France est effectivement condamnée au niveau européen. A nous de fournir un effort pour montrer qu'une application systématique des normes européennes dans ces territoires dépasse parfois l'entendement. Pour la certification du bois, par exemple, que je sache, la flore n'est pas la même en Guyane et aux alentours de Bruxelles où tout le monde sait qu'elle est très abondante... (Sourires) Pour la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane et, encore plus, la Réunion qui a dit son attachement au droit commun lors de la révision constitutionnelle, l'adoption de cet article serait une gifle. C'est une question de principe. D'où l'amendement n° 1 cosigné par mon groupe à la différence des précédentes propositions de MM. Antoinette et Patient. Comment défendre ces dispositions exceptionnelles au moment même où l'on glorifie l'article 73 de la Constitution pour les départements d'outre-mer ? Pourquoi voter un article jugé inapplicable par le rapporteur ? Mieux vaut le supprimer.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'article 9 initial était maladroit ; il a blessé. D'autant plus que l'État n'est pas intervenu auprès de Bruxelles pour demander des adaptations alors qu'il en avait la possibilité. Mon amendement présente plusieurs avantages : il oblige à monter au niveau le plus élevé – le Gouvernement ; lui seul pourra prononcer l'état de carence. Ce faisant, il organise d'abord le dialogue et donne un droit de réponse aux collectivités territoriales. Après avoir songé à supprimer l'article, comme M. Frimat, j'ai cherché une solution plus constructive.

L'amendement n° 123 est adopté.

L'amendement n° 1 devient sans objet, de même que l'amendement n° 40.

L'article 9 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Division additionnelle après l'article 9

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 39 est dépourvu de valeur normative.

L'amendement n° 39 est rejeté.

Article 10

L'amendement n° 124 rédactionnel est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 125 crée les fameuses commissions tripartites entre le conseil régional, le conseil général et l'État afin de faciliter le passage à la collectivité unique.

M. Patrice Gélard. – Pourquoi pas le congrès ?

M. Christian Cointat, rapporteur. – La procédure serait trop lourde...

L'amendement n°125 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 126 peut être taxé de démagogique. Pour autant, il est bon, parfois, de montrer aux gens qu'on s'intéresse à eux. D'où cet amendement qui enfonce le clou sur la concertation.

M. Jean-Jacques Hiest, président. – Vous avez rejeté des amendements de M. Patient au motif qu'ils n'étaient pas normatifs...

M. Christian Cointat, rapporteur. – Le but de cette proposition est d'envoyer un signal. Le Gouvernement demandera sans doute sa suppression.

M. Jean-Jacques Hiest, président. – Est-ce à dire que le Gouvernement est contre la concertation ?

L'amendement n° 126 est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 41 est satisfait.

L'amendement n° 41 devient sans objet.

L'article 10 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 11

L'amendement n° 127 rédactionnel est adopté.

L'article 11 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Article 12

L'amendement n° 128 rédactionnel est adopté.

L'amendement n° 129 de conséquence est adopté.

M. Christian Cointat, rapporteur. – L'amendement n° 130 repousse à mars 2014 la date-butoir de l'organisation des premières élections à l'Assemblée de Guyane et à celle de Martinique. Je m'en suis déjà expliqué.

L'amendement n° 130 est adopté.

L'amendement n° 42 devient sans objet.

L'article 12 est adopté dans la rédaction issue des travaux de la commission.

Intitulé du projet de loi

L'amendement n° 131 de coordination est adopté.

L'intitulé du projet de loi est modifié.

Le sort des amendements examinés par la commission est retracé dans le tableau suivant :

PROJET DE LOI ORGANIQUE			
Article additionnel avant l'article 1er			
Auteur	N°	Objet	Sort de l'amendement
M. COINTAT, rapporteur	1	Cohérence	Adopté
Article 1er			
Allongement de la durée d'habilitation des départements et régions d'outre-mer pour adapter les lois et règlements et pour fixer des règles dans le domaine de la loi ou du règlement			
M. COINTAT, rapporteur	2	Clarification rédactionnelle	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	3	Recours devant le Conseil d'Etat à l'encontre d'une délibération demandant une habilitation ou faisant application d'une habilitation	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	4	Information du Parlement et publication des demandes d'habilitation	Adopté
M. ANTOINETTE	17	Acceptation tacite d'une demande d'habilitation réglementaire en cas de silence du Premier ministre	Rejeté
M. COINTAT, rapporteur	5	Prorogation de droit d'une habilitation en cas de demande par l'assemblée après son renouvellement	Adopté
M. PATIENT	13	Prorogation de droit d'une habilitation après le renouvellement de l'assemblée	Satisfait ou sans objet
M. ANTOINETTE	21	Prorogation de droit d'une habilitation après le renouvellement de l'assemblée	Satisfait ou sans objet
M. ANTOINETTE	18	Acceptation tacite d'une demande d'habilitation réglementaire en cas de silence du Premier ministre	Rejeté
M. ANTOINETTE	22	Prorogation de droit d'une habilitation après le renouvellement de l'assemblée	Satisfait ou sans objet

Division(s) additionnel(s) après Article 1er			
M. PATIENT	14	Conditions de transmission des demandes d'habilitation	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	15	Conditions de transmission des demandes d'habilitation	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	16	Recours à la procédure accélérée pour répondre aux demandes d'habilitation	Rejeté
Article(s) additionnel(s) après Article 1er			
M. ANTOINETTE	19	Interdiction pour le pouvoir réglementaire d'intervenir dans une matière qui a fait l'objet d'une habilitation avant son expiration	Rejeté
M. ANTOINETTE	20	Suppression de la règle de caducité des demandes d'habilitation	Rejeté
M. COINTAT, rapporteur	6	Cohérence	Adopté
Article 2 Actualisation des règles de cumul des mandats électifs locaux avec le mandat parlementaire			
M. COINTAT, rapporteur	7	Cohérence et coordination	Adopté
Article 3 Références à la Guyane dans les textes organiques			
M. COINTAT, rapporteur	8	Cohérence	Adopté
Article 4 Références à la Martinique dans les textes organiques			
M. COINTAT, rapporteur	9	Cohérence	Adopté
Article(s) additionnel(s) après Article 4			
M. COINTAT, rapporteur	10	Participation des élus de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de la Martinique au parrainage des candidats à l'élection présidentielle	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	11	Modalités d'entrée en vigueur	Adopté

Intitulé du projet de loi organique			
M. COINTAT, rapporteur	12	Rédactionnel	Adopté

PROJET DE LOI			
Article 1er			
Suppression dans le code général des collectivités territoriales de références à la Guyane et à la Martinique et création d'une septième partie relatives aux collectivités de l'article 73 de la Constitution			
Auteur	N°	Objet	Sort de l'amendement
M. COINTAT, rapporteur	2	Rédactionnel et cohérence	Adopté
M. PATIENT	20	Nombre minimum de vice-présidents de l'Assemblée de Guyane	Rejeté
Article 2			
Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Guyane			
M. COINTAT, rapporteur	3	Dénomination de la collectivité de Guyane	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	4	Clarification rédactionnelle et structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	5	Cohérence	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	6	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	7	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	8	Dénomination des élus à l'Assemblée de Guyane	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	9	Dénomination du conseil économique, social et environnemental	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	10	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	11	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	12	Coordination	Adopté

M. COINTAT, rapporteur	13	Structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	14	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	15	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	16	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	17	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	18	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	19	Compétences de la commission permanente de l'Assemblée de Guyane	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	46	Conseil économique, social, environnemental et culturel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	47	Conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	48	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	49	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	50	Attributions de la collectivité de Guyane	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	51	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	52	Cohérence	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	53	Structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	54	Structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	55	Suppression d'une disposition redondante	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	56	Cohérence	Adopté

M. COINTAT, rapporteur	57	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	58	Coordination	Adopté
M. ANTOINETTE	43	Structure du code	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	35	Dénomination des élus à l'Assemblée de Guyane	Satisfait ou sans objet
Division(s) additionnel(s) après Article 2			
M. PATIENT	24	Participation de la collectivité de Guyane à l'exercice des compétences des communes	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	23	Dénomination du conseil économique, social et environnemental	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	25	Participation de la collectivité de Guyane à l'exercice des compétences des communes	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	21	Compensation par l'Etat des insuffisances de ses politiques	Rejeté
M. PATIENT	27	Consultation du conseil des populations amérindiennes et bushinenge par l'Assemblée de Guyane	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	28	Consultation du conseil des populations amérindiennes et bushinenge par le président de l'Assemblée de Guyane	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	26	Attributions de la collectivité de Guyane	Satisfait ou sans objet
M. PATIENT	30	Dotations financières versées par l'Etat à la collectivité de Guyane	Rejeté
M. PATIENT	29	Commission locale d'évaluation des charges	Rejeté
Article(s) additionnel(s) après Article 2			
M. PATIENT	31	Dotations forfaitaires de la DGF attribuées aux communes aurifères de Guyane	Rejeté
M. PATIENT	32	Restauration de la taxe sur la valeur ajoutée en Guyane	Rejeté
M. PATIENT	33	Dotations superficielles de la DGF attribuées aux communes de Guyane	Rejeté

M. PATIENT	34	Suppression du prélèvement sur le produit de l'octroi de mer des communes au profit du département de Guyane	Rejeté
Article 3			
Organisation et fonctionnement de la collectivité territoriale de Martinique			
M. COINTAT, rapporteur	59	Dénomination de la collectivité de Martinique	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	60	Clarification rédactionnelle et structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	61	Cohérence	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	62	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	63	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	64	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	65	Cohérence	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	66	Dénomination des élus à l'Assemblée de Martinique	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	67	Dénomination du conseil économique, social et environnemental	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	68	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	69	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	70	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	71	Structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	72	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	73	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	74	Rédactionnel et création de quatre vice-présidents de l'Assemblée de Martinique	Adopté

M. COINTAT, rapporteur	75	Précision rédactionnelle	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	76	Cohérence	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	77	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	78	Dénomination des membres du conseil exécutif de Martinique	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	79	Clarification rédactionnelle	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	80	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	81	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	82	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	83	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	84	Incompatibilités applicables au président du conseil exécutif de Martinique	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	85	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	86	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	87	Nouvelle élection en cas de vacance au sein du conseil exécutif	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	88	Nouvelle élection en cas de vacance de la fonction de président du conseil exécutif	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	89	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	90	Suppression d'une mention inutile	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	91	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	92	Correction d'une erreur matérielle	Adopté

M. COINTAT, rapporteur	93	Délégation par le président du conseil exécutif d'une partie de ses fonctions à chaque conseiller exécutif	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	94	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	95	Précision rédactionnelle	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	96	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	97	Réduction du seuil de dépôt de la motion de défiance au tiers des membres de l'Assemblée	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	98	Correction d'une erreur matérielle	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	99	Réduction du seuil d'adoption de la motion de défiance à la majorité absolue des membres de l'Assemblée	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	100	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	101	Conseil économique, social, environnemental et culturel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	102	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	103	Rédactionnel et mise en cohérence du montant des indemnités des élus	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	104	Attributions de la collectivité de Martinique	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	105	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	106	Structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	107	Structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	108	Suppression d'une disposition redondante	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	109	Coordination	Adopté

M. COINTAT, rapporteur	110	Coordination	Adopté
M. ANTOINETTE	44	Structure du code	Satisfait ou sans objet
Article(s) additionnel(s) après Article 3			
M. COINTAT, rapporteur	111	Congrès des élus de Guyane et de Martinique	Adopté
Article(s) additionnel(s) avant Article 4			
M. COINTAT, rapporteur	112	Règles de cumul des mandats électifs locaux	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	113	Mise à jour du collège électoral sénatorial	Adopté
Article 4 Insertion dans le code électoral des dispositions relatives à l'élection de l'Assemblée de Guyane et de l'Assemblée de Martinique			
M. COINTAT, rapporteur	114	Cohérence	Adopté
Article 5 Suppression de la Guyane et de la Martinique dans le tableau des effectifs des conseils régionaux			
M. COINTAT, rapporteur	115	Suppression d'une mention inutile	Adopté
Article 6 Modalités d'élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique			
M. COINTAT, rapporteur	116	Structure du code	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	117	Modalités d'élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	118	Modalités d'élection des conseillers à l'Assemblée de Martinique	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	119	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	120	Coordination	Adopté
M. PATIENT	22	Clause de réévaluation du nombre des conseillers à l'Assemblée de Guyane	Rejeté
M. PATIENT	37	Précision rédactionnelle	Rejeté

M. PATIENT	36	Nombre et découpage des sections électorales de la circonscription unique de Guyane	Rejeté
Division(s) additionnel(s) après Article 6			
M. PATIENT	38	Précision rédactionnelle	Satisfait ou sans objet
Article 7			
Prise en compte de la création des collectivités de Guyane et de Martinique dans le code des juridictions financières			
M. COINTAT, rapporteur	121	Coordination et clarification rédactionnelle	Adopté
Article 8			
Application aux élus des collectivités de Guyane et de Martinique de la législation relative à la transparence financière de la vie politique			
M. COINTAT, rapporteur	122	Cohérence	Adopté
Article additionnel après l'article 8			
M. ANTOINETTE	45	Suppression du prélèvement sur le produit de l'octroi de mer des communes au profit du département de Guyane	Rejeté
Article 9			
Renforcement des pouvoirs de substitution du préfet dans les collectivités relevant de l'article 73 de la Constitution			
M. COINTAT, rapporteur	123	Procédure de constatation de l'état de carence d'une collectivité par le Gouvernement	Adopté
M. BEL	1	Suppression	Rejeté
M. PATIENT	40	Formation des agents de l'Etat affectés dans les départements d'outre-mer	Rejeté
Division additionnelle après l'article 9			
M. PATIENT	39	Meilleure représentation des personnels originaires des départements d'outre-mer dans l'encadrement des services de l'Etat	Rejeté

Article 10			
Habilitation du Gouvernement à prendre par ordonnance les mesures pour adapter les règles financières et comptables et organiser le transfert des personnels, des biens et des finances des nouvelles collectivités de Guyane et de Martinique			
M. COINTAT, rapporteur	124	Rédactionnel	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	125	Commission tripartite chargée de préparer la mise en place des collectivités de Guyane et de Martinique	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	126	Concertation avec les personnels des départements et des régions de Guyane et de Martinique	Adopté
M. PATIENT	41	Précision rédactionnelle	Satisfait ou sans objet
Article 11			
Références à la Guyane et à la Martinique dans les textes législatifs			
M. COINTAT, rapporteur	127	Clarification rédactionnelle	Adopté
Article 12			
Entrée en vigueur de la loi et première élection des membres de l'Assemblée de Guyane et des membres de l'Assemblée de Martinique			
M. COINTAT, rapporteur	128	Modalités d'entrée en vigueur	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	129	Coordination	Adopté
M. COINTAT, rapporteur	130	Date des premières élections à l'Assemblée de Guyane et à l'Assemblée de Martinique et abréviation des mandats locaux en cours	Adopté
M. PATIENT	42	Mise en place de la collectivité de Guyane en 2014	Rejeté
Intitulé du projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique			
M. COINTAT, rapporteur	131	Coordination	Adopté

ANNEXE 1

AUDITION DE MME MARIE-LUCE PENCHARD, MINISTRE AUPRÈS DU MINISTRE DE L'INTÉRIEUR, DE L'OUTRE-MER ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES, CHARGÉE DE L'OUTRE-MER

MERCREDI 6 AVRIL 2011

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Je remercie Mme la ministre de nous avoir rejoints et lui indique avant de lui donner la parole que Christian Cointat et Bernard Frimat viennent de nous présenter leur rapport d'information sur les collectivités concernées par les projets de loi qu'elle va nous exposer.

Mme Marie-Luce Penchard, ministre auprès du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales, chargée de l'outre-mer. – C'est de la conception même de l'avenir de nos départements et régions d'outre-mer que nous allons débattre. Les projets de loi organique et ordinaire relatifs aux collectivités de Guyane et de Martinique traduisent en effet une évolution institutionnelle majeure souhaitée par les électeurs : ils ont choisi à 70 % en Martinique et à 60 % en Guyane la création d'une collectivité unique régie par l'article 73 de la Constitution.

Du caractère innovant de cette consultation, je veux pour preuve le fait que, pour la première fois depuis 2003, les populations de deux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution ont opté pour fusionner les compétences du département et de la région. Facilitée par le caractère monodépartemental de ces deux territoires, la fusion rejoint la volonté de modernisation et de rationalisation qui a inspiré la réforme des collectivités territoriales par la loi du 16 décembre 2010.

Comment appeler les deux nouvelles collectivités ? Par crainte d'une confusion avec la notion juridique de collectivité d'outre-mer de l'article 74 de la Constitution, votre rapporteur propose celle de collectivité territoriale. Je me rallie à sa suggestion.

Afin de remédier aux éventuelles difficultés nées de la fusion, votre rapporteur préconise une commission paritaire consultative réunissant des représentants des conseils général et régional. Je suis très ouverte à une suggestion qui facilitera la transition. En revanche, s'il faut régler la question des nomenclatures comptables, pour le reste, il est légitime que l'État apporte son expertise, mais le travail doit être réalisé localement.

La Constitution n'impose aucun choix d'organisation institutionnelle : le modèle départemental a prévalu à Mayotte ; le droit commun des conseils régionaux régira, pour l'essentiel, la Martinique et la Guyane. Chacune de ces deux collectivités aura une assemblée, mais l'exécutif sera structuré différemment. La Guyane, optant

pour un modèle proche de celui des régions, a conservé une commission permanente ; la Martinique a préféré un conseil exécutif collégial élu par l'assemblée et responsable devant elle.

Les compétences des deux collectivités résulteront logiquement de l'addition des attributions exercées aujourd'hui par les conseils régional et général : elles n'en auront ni plus ni moins que les autres collectivités de droit commun de l'article 73. Logiquement, leurs ressources seront celles des deux collectivités cumulées : la Martinique et la Guyane percevront donc les mêmes impôts et taxes et les mêmes dotations d'État qu'aujourd'hui.

S'agissant de la méthode, ces projets sont le produit d'une concertation poussée avec les élus. Après que mes services les ont rencontrés et interrogés, j'ai organisé des rendez-vous d'arbitrage, qui ont culminé en une rencontre avec le Président de la République, le 8 novembre dernier.

Cette réforme concrétise le choix des électeurs pour qui l'unité de la République ne signifie pas son uniformité.

Le projet de loi organique vise principalement à compléter la procédure d'habilitation pour permettre aux départements et régions d'outre-mer d'exercer la faculté d'adaptation et de définition des normes qui leur a été reconnue depuis 2003 par la Constitution. Votre rapporteur a suggéré que la prorogation de la procédure d'habilitation permettant aux départements et régions d'outre-mer d'exercer leur faculté d'adaptation et de définition des normes soit accordée de plein droit dans les six mois du renouvellement de l'assemblée et pour deux ans. Je suis favorable à ce que l'assemblée nouvellement élue puisse reprendre à son compte une demande votée tardivement par l'assemblée précédente. Il est néanmoins nécessaire de fixer des conditions : il ne peut y avoir de prorogation de plein droit. La nouvelle assemblée en formulera la demande expressément et dans les mêmes termes, par exemple dans le délai de six mois. Dès lors, rien ne s'oppose à ce que cette prolongation soit accordée pour la durée du mandat de la nouvelle assemblée, comme je l'avais souhaité pour les demandes dont elle a eu l'initiative.

En outre, les habilitations à adapter les règlements ne seront plus accordées par la loi mais par un décret, ce qui va dans le sens d'une meilleure adaptation des normes.

Le projet de loi ordinaire définit quant à lui l'organisation et le fonctionnement des deux nouvelles collectivités. La Guyane a choisi une assemblée délibérante de 51 membres, dont le président sera assisté d'une commission permanente dotée de compétences propres ; conformément au souhait des élus, la Martinique aura, outre une assemblée délibérante de 51 membres dont son président, un conseil exécutif et un président responsables devant l'assemblée ; les neuf membres du conseil exécutif seront élus parmi les 51 membres de l'Assemblée et remplacés par leurs suppléants. Le scrutin actuel des régionales a été retenu : scrutin proportionnel de liste à deux tours à la plus forte moyenne avec une prime majoritaire de 20 % des sièges à pourvoir.

La première élection aura lieu au plus tard le 31 décembre 2012, échéance que votre rapporteur propose de repousser au 31 mars 2014.

La création de la collectivité n'est pas liée à la fusion des patrimoines et des personnels : la décentralisation de 1982 n'a porté tous ses fruits qu'au fil des années, les derniers transferts de compétences n'intervenant qu'en 1987. La continuité juridique entre collectivités permet de distinguer la date de création de la nouvelle collectivité de la fusion des services des anciennes. Non seulement les nouvelles collectivités seront les plus à même de mener une fusion dont elles tireront une légitimité renforcée, mais encore le Conseil n'État n'a pas soulevé de difficulté constitutionnelle dans son avis du 20 janvier : il n'existe aucune obligation d'aligner les calendriers. Le calendrier de cette réforme correspond plus à un choix politique qu'à une préoccupation juridique. Les électeurs se sont exprimés en janvier 2010 : ils devront déjà attendre deux ans avant que se produisent les évolutions auxquelles ils aspirent. C'est pourquoi le Président de la République a souhaité que la création de la collectivité unique intervienne d'ici fin 2012.

Quant au mode de scrutin, autre sujet sensible, le projet de loi prévoit que chaque nouvelle collectivité constitue une circonscription unique, composée de plusieurs sections dont le nombre sera déterminé par décret en Conseil d'État. Selon vous, c'est la loi qui doit les fixer : mais l'évolution institutionnelle en cours s'inscrit dans le cadre de l'article 73 de la Constitution. Il ne s'agit pas de délimiter des circonscriptions législatives, ni celles de collectivités d'outre mer de l'article 74. Aucune circonscription électorale d'une collectivité de droit commun n'est fixée par la loi ! Il n'y a pas de précédent juridique, restons par conséquent dans le droit commun, comme l'a fait la loi du 16 décembre 2010. Je partage votre souci de dégager une majorité stable et d'assurer la représentation équitable de tous les territoires. Il me semble aussi que le nombre de sections et que le mode d'affectation des sièges et de la prime majoritaire peuvent faire consensus. Les limites des circonscriptions électorales sont généralement fixées par décret : je crois qu'une expertise complémentaire est nécessaire sur ce point.

La société civile bénéficiera toujours d'un pouvoir consultatif au sein de la collectivité ; les élus proposent de fusionner le conseil économique et social et le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

L'article 9 du projet de loi, qui n'emporte pas la conviction du rapporteur, introduit une disposition nouvelle concernant la continuité de l'action territoriale dans les collectivités de l'article 73. Si une collectivité néglige de prendre les mesures nécessaires à la sauvegarde de la santé publique, de la sécurité publique, de l'environnement ou au respect des engagements internationaux de la France, le représentant de l'État pourra prendre à sa place toute mesure appelée par l'urgence. Le rapporteur est réservé sur une mesure qui peut porter atteinte, selon lui, à la libre administration des collectivités. Mais le gros retard pris par les départements d'outre-mer, par exemple dans le traitement des déchets et l'assainissement, fait peser un risque de contentieux européen. En outre, la crainte d'un déclenchement de cette substitution peut inciter les autorités locales à agir ! Enfin, le préfet ne prend que les mesures les plus urgentes. De telles procédures sont déjà prévues par le code général des collectivités territoriales et le code de la santé publique. L'intervention du

représentant de l'État répond à un motif d'intérêt général, elle est limitée, ponctuelle et ne contredit pas le principe de libre administration des collectivités territoriales. Elle est une contrepartie indispensable à la plus grande concentration des pouvoirs au niveau local. Je suis prête à examiner avec vous l'idée d'une remontée de cette procédure au niveau du Gouvernement, à qui reviendrait la décision.

Nous devons nous affranchir de nos repères juridiques habituels puisque nous créons une catégorie nouvelle, innovante sur bien des points. J'espère que nous parviendrons ensemble à définir un cadre institutionnel opérationnel qui permettra un bon fonctionnement des collectivités, conformément à ce qu'ont souhaité les électeurs.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Je vous remercie d'avoir répondu favorablement à une grande partie de mes questions...

Mme Marie-Luce Penchard, ministre. – Avec des nuances !

M. Christian Cointat, rapporteur. – J'ai noté...

Sur le projet de loi organique, vous êtes favorable à un assouplissement : je m'en félicite. Mais sur la demande d'habilitation, très importante pour le bon fonctionnement de l'assemblée unique, il y a eu un différend entre le Sénat et le Gouvernement. Estimez-vous toujours que le Gouvernement peut juger de son opportunité, ou reconnaissez-vous qu'il revient au seul Parlement de se prononcer sur la demande d'habilitation ? Le Gouvernement doit selon moi transmettre la demande, assortie de son avis ; il ne doit pas la bloquer parce qu'il pense qu'elle n'est pas recevable, comme cela s'est fait dans le passé. Le Gouvernement ne peut opérer de filtre lorsque la matière est législative.

Dans le projet de loi ordinaire, vous précisez que la nouvelle collectivité voit fixée son organisation. Mais l'article 10 prévoit aussi des ordonnances. Or, selon ma lecture de l'article, qui, j'ai pu le constater, est largement partagée en Martinique et en Guyane, les ordonnances doivent être publiées impérativement avant la mise en place de la collectivité pour qu'elle puisse fonctionner.

Vous acceptez à l'article 9 une rédaction plus souple. Tant mieux. Je comprends le souci du Gouvernement, car c'est lui qui paye les pénalités infligées par Bruxelles. Mais les actuelles collectivités d'outre-mer elles-mêmes n'ont pas de dispositions aussi contraignantes, à l'exception de la Polynésie et uniquement dans un champ limité. L'état de carence doit être prononcé par le Gouvernement et non par le préfet. Certains membres de la commission proposeront de supprimer l'article 9. Avec plus de diplomatie, je proposerai quant à moi une autre rédaction. Le Gouvernement ayant un pouvoir de dissolution de l'assemblée, il me paraît logique qu'il en ait un pour déclarer la carence selon une procédure similaire.

Je comprends que vous vouliez organiser les élections avant 2014. Mais le gaulliste en moi resurgit et je crois indispensable de respecter le calendrier républicain pour demeurer dans le cadre de l'article 73. Comment justifier que le décret de convocation de tous les électeurs ne s'appliquerait pas à la Martinique ni à

la Guyane – pourquoi ne pas non plus exclure la Corrèze ou la Côte d'Or ? Il faut rattraper le calendrier normal afin de rester dans le droit commun.

Vous estimez que l'article 34 de la Constitution autorise le Gouvernement à fixer par décret le nombre de sièges et le découpage des sections électorales. J'ai quelques doutes. Le canton, circonscription électorale du département, est une subdivision administrative. Sa délimitation peut donc être opérée par voie réglementaire. Mais ici, nous avons une circonscription électorale unique, qui se décompose en sections électorales. Le tableau des sections, pour les élections régionales, figure dans la loi et celle-ci fixe aussi le nombre de candidats pour chaque section départementale.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Pour les députés, cela a été défini par une ordonnance.

M. Christian Cointat, rapporteur. – Et pour cause, puisqu'il s'agit d'une matière qui relève de la loi. Une ordonnance ne me gêne pas, un décret, oui.

M. Bernard Frimat. – Je rejoins les analyses du rapporteur sinon toutes ses conclusions. Lors de notre mission sur place, nous avons constaté les réalités et nous voulons en tenir compte. Madame la ministre, vous dites être prête à une ouverture, mais pour l'instant il ne s'agit que d'un entrebâillement. Il existe pourtant une possibilité d'arriver à une solution consensuelle au sein de la Haute Assemblée ; peut-être vaudrait-il mieux y réfléchir au lieu de provoquer des blocages, car alors la loi serait votée au Sénat avec une étroite majorité et transmise ainsi aux députés... Songez aux échos dans les territoires concernés.

Pour le scrutin régional, le nombre de candidats dans chaque section est déterminé par la loi. Les élections en Guyane suivront strictement le même modèle. Il est donc logique de procéder de façon parallèle. Le système prévu est inapplicable ! La situation démographique est particulière en Guyane : forte population étrangère, faible nombre d'électeurs, si bien que dans telle ou telle des huit sections – celles-ci font l'objet d'un accord de toutes les parties – il pourrait y avoir des candidats mais aucun élu, puisque la prime majoritaire et les sièges sont répartis en fonction du nombre de voix obtenues dans chaque section.

Ce serait une première internationale et l'on saluerait les concepteurs d'un tel système, qui appelle aux urnes les électeurs mais ne leur offre pas d'élu. Le Conseil constitutionnel a créé un précédent en validant des élections territoriales, par ailleurs détestables, pour lesquelles on avait défini par section un minimum de sièges et non de candidats. La prime de 20 % doit être répartie entre les sections et les sections, déterminées par la loi. Il existe à ce sujet un consensus, pourquoi négliger cet atout ? Le minimum ici serait de trois sièges. Pour les régions, les sections sont déterminées dans la loi ; certes, elles correspondent aux départements, mais ceux-ci figurent bien dans le texte en leur qualité de sections.

En Martinique, tout le monde est d'accord sur les quatre circonscriptions législatives, la question est réglée. Nous voulons tout de même les inscrire dans la loi. Le Parlement refusera-t-il d'utiliser ses pouvoirs ?

L'expression « avant décembre 2012 » traduit une contradiction. Le but est-il d'organiser la consultation après la séquence présidentielle et législative ? Non, avant ! Déjà on a organisé un référendum à la va-vite durant la période des fêtes, si propice à l'exercice des droits démocratiques... Des élections en janvier 2012 ne seraient pas raisonnables. Il faut réfléchir à une solution convenable, monsieur le rapporteur ; pour ma part j'ai le privilège d'appartenir à l'opposition. Si vous voulez permettre au Président de la République de se prévaloir de l'opération, il vous faudra passer en force. Si vous cherchez une solution consensuelle, mars 2013 me semblerait une solution raisonnable, avec un premier mandat de sept ans pour réintégrer le calendrier commun en 2020.

Nous proposerons de supprimer l'article 9 qui localement a été reçu comme une gifle, une mesure d'exception, le retour des gouverneurs. J'attends avec curiosité la réaction de notre collègue M. Virapoullé qui s'est battu pour obtenir un régime identique à celui de la métropole ! Pourquoi ne pas étendre la procédure pour état de carence à tous les départements français ?

Il existe aussi une attente de tous les élus concernant le délai de la réponse du Gouvernement aux demandes d'habilitation. Ils ne veulent pas que l'on considère ce délai comme le temps du refroidissement du fût de canon. Le Gouvernement, lorsqu'il a en mains une demande, doit à son tour saisir le Parlement dans un délai précis. Les Guyanais, les Guadeloupéens, les Martiniquais se demandent en effet quelle sera la durée avant une réponse – « peut-être cinq ans », disent-ils.

M. Cointat et moi, malgré nos différends, partageons le sentiment qu'il est possible de faire prévaloir une position qui a l'accord des ultramarins et de la grande majorité des sénateurs. Le message serait fort. Il n'en faut pas manquer l'occasion. Madame la ministre, vous avez entrebâillé la porte aux suggestions du rapporteur : ouvrez-la tout grand !

Mme Marie-Luce Penchard, ministre. – Je souhaite un texte consensuel, tant est important l'enjeu dans ces territoires et dans les autres d'outre-mer à qui le message ira aussi ; je songe à ceux qui ont engagé des discussions mais ne les ont pas poursuivies.

En ce qui concerne le découpage, je partage sur le fond votre analyse. En Guyane, nous devons effectivement veiller à une bonne représentation. Nous avons rencontré le problème dans le projet de loi sur la Polynésie française. En revanche, en Martinique, nous pouvons appliquer le régime régional en l'adaptant, par exemple en affectant la prime majoritaire par section, afin de donner une garantie de représentation. Le texte adopté en conseil des ministres en janvier ne faisait pas l'unanimité parmi les élus. Nous sommes parvenus aujourd'hui à un accord de tous sur huit sections. Reste la forme, sur laquelle nous divergeons : législative ou réglementaire. A mon sens, les éléments essentiels du régime électoral figurent dans le texte et les limites géographiques relèvent plutôt du pouvoir réglementaire. Mais sur ce point je souhaite une expertise supplémentaire. Nous verrons.

Sur 2014, je ne partage pas complètement votre analyse. Tout le monde est-il d'accord sur cette date ?

M. Bernard Frimat. – Je n'ai pas dit cela...

Mme Marie-Luce Penchard, ministre. – Il n'y a pas de consensus. Quoi qu'il en soit, le souci n'est pas de mettre en place la collectivité avant l'élection présidentielle. La population a été très sollicitée avant 2010, une première consultation en 2003 n'avait pas abouti, les élus ont relancé le projet, défini la collectivité unique en 2008 et la consultation a été menée en 2010. Le Président de la République souhaite donc, sauf impossibilité juridique, fixer une échéance proche, car les électeurs ne comprendraient pas de devoir attendre 2014. Le Conseil d'État estime qu'il est possible de procéder avant le 31 décembre 2012. Certains élus demandaient plus de temps. Mais dans les nouveaux exécutifs, désignés en mars 2010, les partisans de la solution d'attente sont moins nombreux. Et le monde économique attend la stabilité et la collectivité unique pour confirmer ses investissements. Les avis, partagés il y a six mois, sont en train d'évoluer.

S'agissant de l'article 9, M. Frimat a parlé de « gifle », de « retour du gouverneur »...

M. Bernard Frimat. – J'ai entendu cela vingt fois au moins sur place !

Mme Marie-Luce Penchard, ministre. – Cette réaction se manifeste parmi les élus, mais la population, elle, souhaite l'intervention de l'État lorsque l'intérêt général le justifie. Depuis plus de dix ans, elle attend des solutions, qui ne sont jamais mises en œuvre pour des raisons politiques. Or, dans une île, on ne peut avoir recours au département d'à côté, par exemple pour traiter les ordures ménagères, quand son propre département est défaillant. Le Conseil d'État a reconnu que la procédure était très encadrée, mais je suis ouverte à la discussion. Songez tout de même qu'il n'y aura bientôt plus deux mais une seule collectivité : naguère la plus dynamique pouvait entraîner l'autre, ce ne sera plus le cas.

Sur l'habilitation, c'est au Parlement de décider. La question du délai se pose effectivement ; mais chaque fois qu'une collectivité a formulé une demande, celle-ci a été acceptée. Quand aucune suite n'a été donnée, c'était parce qu'aucun consensus n'avait pu être trouvé parmi les élus locaux, dans un champ de compétences partagé entre la région et le département. Mais je suis d'accord pour encadrer la procédure, pour trouver le bon délai et la bonne approche juridique. L'objectif est que la collectivité fonctionne au mieux. C'est pourquoi nous mettons de l'ordre dans l'enchevêtrement de compétences de nos collectivités monodépartementales.

M. Jean-Jacques Hyst, président. – Cela suscitera peut-être des idées ailleurs...

Mme Marie-Luce Penchard, ministre. – Il faut rationaliser le fonctionnement des collectivités locales, dans un cadre législatif qui préserve le droit commun.

M. Bernard Frimat. – A l'issue de notre mission, j'ai abouti à la conclusion que la collectivité unique était une opportunité, un moyen d'action à saisir, mais non une solution miracle. Or en Guyane et en Martinique, nous avons senti chez de nombreux interlocuteurs une attente immense. Mais la collectivité fonctionnera à ressources constantes, par addition ; aucun signe fort, aucune impulsion financière ne sont envisagés, comme à Mayotte, alors que la Guyane, en particulier, du fait de sa démographie, a de gros besoins d'équipements, en établissements scolaires notamment.

En 1974, pour régler les problèmes financiers de l'époque, on a ponctionné l'octroi de mer des communes au profit du département. Aujourd'hui, les 27 millions d'octroi de mer du département sont transférés à la collectivité unique. « Et nous ? » demande-t-on dans les communes.

La dotation superficielle de trois euros l'hectare est plafonnée au triple du montant de la dotation de base. Y aurait-il moyen de rehausser le plafond ?

M. Christian Cointat, rapporteur. – La commune de Maripasoula, qui a beaucoup de charges du fait de sa position frontalière, a un territoire de 18 000 kilomètres carrés. Je ne dis pas qu'il faut lui accorder trois euros par hectare, mais elle a beaucoup de responsabilités à assumer ; elle ne comprend pas qu'elle ne puisse pas bénéficier des aides accordées par exemple aux communes de montagne.

M. Bernard Frimat. – Nous sommes donc très occupés actuellement, Madame la ministre, à essayer de contourner l'article 40...

M. Christian Cointat, rapporteur. – Nous gagerons sur l'orpaillage !

M. Bernard Frimat. – Quoi qu'il en soit cette interrogation reviendra dans le débat en séance publique, bien sûr. Les sénateurs de Guyane, plus encore que les représentants de la Martinique, en parleront, car chez eux le problème est aigu.

Mme Marie-Luce Penchard, ministre. – Lorsque l'on a opté pour la collectivité unique, il y avait un décalage entre la proposition des élus – plus de compétences et les dotations de l'article 74 – et la volonté des électeurs, une collectivité unique de l'article 73, qui permette des gains en coûts de fonctionnement. Mais je ne sous-estime pas le problème de la dotation. Le Président de la République l'a reconnu lui-même, lorsqu'il a reçu les élus de Guyane. Nous soutenons ce territoire par une dotation spéciale affectée à la construction scolaire, 10 millions d'euros, pour faire face à la poussée démographique qui résulte de l'immigration. Dans la réflexion nationale menée par M. Richert sur les besoins financiers des départements en raison de la montée de la précarité, j'ai veillé à intégrer la nécessité d'une aide ponctuelle à deux départements. Cela représente 2,6 millions d'euros pour la Guyane, à quoi s'ajoutent les 8,6 millions de la péréquation des droits de mutation. Ces 11 millions d'euros ne compensent pas les 27 de l'octroi de mer, mais c'est une première réponse.

L'an prochain les 2,6 millions d'euros disparaîtront, mais non les 8,6, ni la péréquation sur la contribution sur la valeur ajoutée. Nous poursuivons aussi la

réflexion sur le déplafonnement. Auprès du comité des finances locales, les *lobbies* sont actifs !

Nous travaillons à la pérennisation de l'octroi de mer, en relation avec la Commission européenne. Arrivera un moment où les recettes de l'octroi de mer devront être reversées aux communes... Nous travaillons aussi sur les bases fiscales. La ville de Cayenne, qui l'a déjà fait, y a gagné 3 à 4 millions d'euros de recettes supplémentaires. Nous avons bien conscience des besoins particuliers de la Guyane, où le nombre d'habitants passera de 230 000 à 400 000 dans les vingt prochaines années.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Pour les régions, l'article 337 du code électoral se réfère aux départements ; la loi y fixe le nombre de sièges affecté à chaque section, délimitée de facto puisque ce sont les départements. Il y a une difficulté, en revanche, s'il faut fixer le nombre de sièges dans la loi tout en renvoyant au décret la délimitation des circonscriptions.

L'assemblée de la collectivité de Martinique comprendra 51 membres. Parmi eux, neuf seront nommés au conseil exécutif, sans retour possible comme membre de l'assemblée. Par conséquent, il suffirait que trois motions de défiance soient votées en trois ans et il n'y aurait plus guère d'élus initiaux !

Mme Marie-Luce Penchard, ministre. – C'est pour cela que la procédure est encadrée.

M. Christian Cointat. – Si une motion est votée, c'est qu'il y a un gros problème au sein de la majorité. En effet, les membres élus au conseil exécutif sont remplacés au sein de l'assemblée. Si le retour était prévu, en votant la motion de défiance, les remplaçants voteraient leur suicide politique, puisqu'ils devraient laisser la place au conseil exécutif : la procédure n'aurait donc qu'une portée théorique. Voilà pourquoi je ne déposerai pas d'amendement pour introduire le retour.

M. Jean-Jacques Hyest, président. – Merci, Madame la ministre, de ces précisions.

ANNEXE 2

LISTE DES PERSONNES ENTENDUES

Ministère chargé de l'outre-mer

- **M. Stéphane Diémert**, ambassadeur, délégué à la coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane
- **M. Pascal Bolot**, directeur adjoint du cabinet
- **M. Rodolphe Juy-Birmann**, chef du service juridique
- **Mme Catherine Salmon**, chef adjoint du service juridique

TABLEAU COMPARATIF (PROJET DE LOI ORGANIQUE)

Texte en vigueur	Texte du projet de loi organique	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code général des collectivités territoriales</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Projet de loi organique portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Projet de loi organique relatif aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution</p>
<p><i>Art. L.O. 3445-1.</i> — Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent chapitre, les conseils généraux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de La Réunion peuvent être habilités à adapter sur le territoire de leur département les lois et règlements, dans les matières où s'exercent leurs compétences.</p>		<p style="text-align: center;"><i>Article 1^{er} A (nouveau)</i></p>
<p><i>Art. L.O. 3445-9.</i> — Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent chapitre, les conseils généraux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Mayotte peuvent être habilités à fixer les règles applicables sur le territoire de leur département dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement, sous réserve des dispositions des quatrième et sixième alinéas de l'article 73 de la Constitution.</p>		<p style="text-align: center;"><u>Aux articles L.O. 3445-1, L.O. 3445-9, L.O. 4435-1 et L.O. 4435-9 du code général des collectivités territoriales, les mots : « , de la Guyane, de la Martinique » sont supprimés.</u></p>
<p><i>Art. L.O. 4435-1.</i> — Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent chapitre, les conseils régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de La Réunion peuvent être habilités à adapter sur le territoire de leur région les lois et règlements dans les matières où s'exercent leurs compétences.</p>		
<p><i>Art. L.O. 4435-9.</i> — Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent chapitre, les conseils régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de Mayotte peuvent être habilités à fixer les règles applicables sur le territoire de leur région dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement, à l'exception de celles énumé-</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi organique	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>rées au quatrième alinéa de l'article 73 de la Constitution.</p>	<p>Article 1^{er}</p> <p>I. — L'article L.O. 3445-6 du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p>Article 1^{er}</p> <p>I. — <u>La section 1 du chapitre V du titre IV du livre IV de la troisième partie du même code est ainsi modifiée :</u></p>
<p><i>Art. L.O. 3445-4.</i> — La délibération prévue à l'article LO 3445-2 est publiée au Journal officiel de la République française, après sa transmission au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'Etat dans le département. Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.</p>	<p>1° L'article L.O. 3445-4 est ainsi rédigé :</p>	<p>1° <u>L'article L.O. 3445-4 est ainsi rédigé :</u></p>
<p><i>Art. L.O. 3445-6.</i> — L'habilitation est accordée par la loi pour une durée qui ne peut excéder deux ans à compter de sa promulgation.</p>	<p>« Art. L.O. 3445-6. — L'habilitation est accordée par la loi lorsque la demande porte sur une matière législative ; elle l'est par décret en Conseil d'État lorsque la demande porte sur une matière réglementaire.</p>	<p><u>« Art. L.O. 3445-4. — La délibération prévue à l'article L.O. 3445-2 est transmise au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'État dans le département.</u></p>
		<p><u>« Lorsqu'elle porte sur une disposition législative, elle est transmise à l'Assemblée nationale et au Sénat par le Premier ministre, assortie le cas échéant de ses observations.</u></p>
		<p><u>« Elle est publiée au <i>Journal officiel</i> de la République française dans les deux mois suivant sa transmission au Premier ministre. Elle entre en vigueur le lendemain de sa publication. » ;</u></p>
		<p><u>2° Au début de la première phrase du second alinéa de l'article L.O. 3445-5, les mots : « Le représentant de l'État dans le département peut » sont remplacés par les mots : « Le Premier ministre et le représentant de l'État dans le département peuvent » ;</u></p>
		<p>3° <u>L'article L.O. 3445-6 est ainsi rédigé :</u></p>
		<p><u>« Art. L.O. 3445-6. — L'habilitation est accordée par la loi lorsque la demande porte sur une disposition législative. Dans ce cas, elle vaut également habilitation à prendre les dispositions réglementaires nécessaires à son application.</u></p>
		<p><u>« Elle est accordée par décret en Conseil d'État lorsque la demande ne porte que sur une disposition réglemen-</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

Art. L.O. 3445-7. — Les délibérations prises en application de l'habilitation sont adoptées à la majorité absolue des membres composant le conseil général. Elles précisent les dispositions législatives ou réglementaires auxquelles elles dérogent. Elles sont transmises au représentant de l'Etat dans le département.

Ces délibérations entrent en vigueur le lendemain de leur publication au Journal officiel de la République française.

Les recours dirigés contre ces délibérations sont portés devant le

~~« L'habilitation prend fin au plus tard lors du renouvellement de l'assemblée qui l'a demandée. »~~

taire.

« Elle est accordée pour une durée ne pouvant aller au-delà du renouvellement du conseil général. » ;

4° Après l'article L.O. 3445-6, il est inséré un article L.O. 3445-6-1 ainsi rédigé :

« Art. L.O. 3445-6-1. — Si la loi ou le décret en Conseil d'État mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article L.O. 3445-6 le prévoient, lorsque l'habilitation a été accordée jusqu'au renouvellement du conseil général, elle est prorogée de droit, pour une durée maximale de deux ans à compter du renouvellement, si le conseil général adopte dans les six mois suivant son renouvellement une délibération motivée en ce sens.

« La délibération prévue au premier alinéa est transmise au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'État dans le département. Elle est publiée au *Journal officiel* de la République française dans le mois qui suit sa transmission au Premier ministre. Elle entre en vigueur le lendemain de sa publication.

« L'article L.O. 3445-5 est applicable. Le délai d'un mois prévu au second alinéa de cet article commence à compter de la transmission prévue au deuxième alinéa du présent article. » ;

5° Au début de la seconde phrase du dernier alinéa de

Texte en vigueur

Conseil d'Etat. Le représentant de l'Etat dans le département peut les déférer au Conseil d'Etat dans les conditions et avec les effets prévus à l'article LO 3445-5.

Art. L.O. 4435-4. — La délibération prévue à l'article LO 4435-2 est publiée au Journal officiel de la République française, après sa transmission au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'Etat dans la région. Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Art. L.O. 4435-5. — Les recours dirigés contre cette délibération sont portés devant le Conseil d'Etat.

Le représentant de l'Etat dans la région peut, dans le mois qui suit la transmission prévue à l'article LO 4435-4, déférer la délibération au Conseil d'Etat. Ce recours en suspend l'exécution jusqu'à ce que le Conseil d'Etat ait rendu sa décision. Si celle-ci n'est pas intervenue dans un délai de trois mois suivant sa saisine, la délibération redevient exécutoire.

Art. L.O. 4435-6. —
L'habilitation est accordée par la loi pour une durée qui ne peut excéder deux ans à compter de sa promulgation.

Texte du projet de loi organique

II. — ~~L'article L.O. 4435-6 du même code~~ est ainsi rédigé :

« *Art. L.O. 4435-6.* —
L'habilitation est accordée par la loi lorsque la demande porte sur une matière législative ; ~~elle l'est par décret en Conseil d'Etat lorsque la demande porte~~

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

l'article L.O. 3445-7, les mots : « Le représentant de l'État dans le département peut » sont remplacés par les mots : « Le Premier ministre et le représentant de l'État dans le département peuvent » ;

II. — La section 1 du chapitre V du titre III du livre IV de la quatrième partie est ainsi modifiée :

1° L'article L.O. 4435-4 est ainsi rédigé :

« *Art. L.O. 4435-4.* — La délibération prévue à l'article L.O. 4435-2 est transmise au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'État dans la région.

« Lorsqu'elle porte sur une disposition législative, elle est transmise à l'Assemblée nationale et au Sénat par le Premier ministre, assortie le cas échéant de ses observations.

« Elle est publiée au *Journal officiel* de la République française dans les deux mois suivant sa transmission au Premier ministre. Elle entre en vigueur le lendemain de sa publication. » ;

2° Au début de la première phrase du second alinéa de l'article L.O. 4435-5, les mots : « Le représentant de l'État dans la région peut » sont remplacés par les mots : « Le Premier ministre et le représentant de l'État dans la région peuvent » ;

3° L'article L.O. 4435-6 est ainsi rédigé :

« *Art. L.O. 4435-6.* —
L'habilitation est accordée par la loi lorsque la demande porte sur une disposition législative. Dans ce cas, elle vaut également habilitation à prendre

Texte en vigueur

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

sur une matière réglementaire.

les dispositions réglementaires nécessaires à son application.

~~« L'habilitation prend fin au plus tard lors du renouvellement de l'assemblée qui l'a demandée ».~~

« Elle est accordée par décret en Conseil d'État lorsque la demande ne porte que sur une disposition réglementaire.

« Elle est accordée pour une durée ne pouvant aller au-delà du renouvellement du conseil régional. » ;

4° Après l'article L.O. 4435-6, il est inséré un article L.O. 4435-6-1 ainsi rédigé :

« Art. L.O. 4435-6-1. — Si la loi ou le décret en Conseil d'État mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article L.O. 4435-6 le prévoient, lorsque l'habilitation a été accordée jusqu'au renouvellement du conseil régional, elle est prorogée de droit, pour une durée maximale de deux ans à compter du renouvellement, si le conseil régional adopte dans les six mois suivant son renouvellement une délibération motivée en ce sens.

« La délibération prévue au premier alinéa est transmise au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'État dans la région. Elle est publiée au *Journal officiel* de la République française dans le mois qui suit sa transmission au Premier ministre. Elle entre en vigueur le lendemain de sa publication.

« L'article L.O. 4435-5 est applicable. Le délai d'un mois prévu au second alinéa de cet article commence à compter de la transmission prévue au deuxième alinéa du présent article. » ;

5° Au début de la seconde phrase du dernier alinéa de l'article L.O. 4435-7, les mots : « Le représentant de l'État dans la région peut » sont remplacés par les mots : « Le Premier ministre et le représentant de l'État dans la région peuvent ».

Art. L.O. 4435-7. — Les délibérations prises en application de l'habilitation sont adoptées à la majorité absolue des membres composant le conseil régional. Elles précisent les dispositions législatives ou réglementaires auxquelles elles dérogent. Elles sont transmises au représentant de l'Etat dans la région.

Ces délibérations entrent en vi-

Texte en vigueur

gueur le lendemain de leur publication au Journal officiel de la République française.

Les recours dirigés contre ces délibérations sont portés devant le Conseil d'Etat. Le représentant de l'Etat dans la région peut les déférer au Conseil d'Etat dans les conditions et avec les effets prévus à l'article LO 4435-5.

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Article 1^{er} bis (nouveau)

La septième partie du même code est complétée par un livre III ainsi rédigé :

« LIVRE III

« DISPOSITIONS COMMUNES

« TITRE I^{ER}

« CONDITIONS D'APPLICATION AUX COLLECTIVITÉS TERRITORIALES DE GUYANE ET DE MARTINIQUE DES DEUXIÈME ET TROISIÈME ALINÉAS DE L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION

« Chapitre I^{er}

« Adaptation des lois et règlements par les collectivités territoriales

« Art. L.O. 7311-1. — Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent titre, les assemblées de Guyane et de Martinique peuvent être habilitées à adapter sur le territoire de leur collectivité les lois et règlements dans les matières où s'exercent leurs compétences.

« Art. L.O. 7311-2. — I. — La demande d'habilitation tendant à adapter une disposition législative ou réglementaire est adoptée par délibération motivée de l'assemblée.

« Cette délibération mentionne

Texte en vigueur

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

les dispositions législatives ou réglementaires en cause ou, lorsque la demande porte sur l'adaptation d'une disposition réglementaire non encore publiée et nécessaire à l'application d'une disposition législative, la disposition législative en cause.

« Elle expose les caractéristiques et contraintes particulières justifiant la demande d'habilitation et précise la finalité des mesures que le conseil régional envisage de prendre.

« La demande d'habilitation ne peut porter sur une disposition législative ou réglementaire ressortissant à l'une des matières mentionnées au quatrième alinéa de l'article 73 de la Constitution.

« II. — La demande d'habilitation devient caduque :

« 1° Le dernier jour du mois qui précède celui du renouvellement de l'assemblée ;

« 2° Le jour de la dissolution ou de l'annulation de l'élection de l'ensemble des membres de l'assemblée qui l'a adoptée ;

« 3° Le jour de la vacance de l'ensemble des sièges de l'assemblée en dehors des cas prévus au 2°.

« Art. L.O. 7311-3. — Le conseil économique, social, environnemental et culturel est consulté sur tout projet de demande d'habilitation visée à l'article L.O. 7311-2 qui porte sur une matière qui relève de sa compétence. Son avis est réputé donné à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa saisine.

« Art. L.O. 7311-4. — La délibération prévue à l'article L.O. 7311-2 est transmise au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'État dans la collectivité.

« Lorsqu'elle porte sur une disposition législative, elle est transmise à l'Assemblée nationale et au Sénat par

Texte en vigueur

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

le Premier ministre, assortie le cas échéant de ses observations.

« Elle est publiée au *Journal officiel* de la République française dans les deux mois suivant sa transmission au Premier ministre. Elle entre en vigueur le lendemain de sa publication.

« Art. L.O. 7311-5. — Les recours dirigés contre cette délibération sont portés devant le Conseil d'Etat.

« Le Premier ministre et le représentant de l'Etat dans la collectivité peuvent, dans le mois qui suit la transmission prévue à l'article L.O. 7311-4, déférer la délibération au Conseil d'Etat. Ce recours suspend l'exécution jusqu'à ce que le Conseil d'Etat ait rendu sa décision. Si celle-ci n'est pas intervenue dans un délai de trois mois suivant sa saisine, la délibération redevient exécutoire.

« Art. L.O. 7311-6. — L'habilitation est accordée par la loi lorsque la demande porte sur une disposition législative. Dans ce cas, elle vaut également habilitation à prendre les dispositions réglementaires nécessaires à son application.

« Elle est accordée par décret en Conseil d'Etat lorsque la demande ne porte que sur une disposition réglementaire.

« Elle est accordée pour une durée ne pouvant aller au-delà du renouvellement de l'assemblée.

« Art. L.O. 7311-7. — Si la loi ou le décret en Conseil d'Etat mentionnés aux premier et deuxième alinéas de l'article L.O. 7311-6 le prévoient, lorsque l'habilitation a été accordée jusqu'au renouvellement de l'assemblée, elle est prorogée de droit, pour une durée maximale de deux ans à compter du renouvellement, si le conseil général adopte dans les six mois suivant son renouvellement une délibération motivée en ce sens.

« La délibération prévue au

Texte en vigueur

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

premier alinéa est transmise au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'État dans la collectivité. Elle est publiée au Journal officiel de la République française dans le mois qui suit sa transmission au Premier ministre. Elle entre en vigueur le lendemain de sa publication.

« L'article L.O. 7311-5 est applicable. Le délai d'un mois prévu au second alinéa de cet article commence à compter de la transmission prévue au deuxième alinéa du présent article.

« Art. L.O. 7311-8. — Les délibérations prises en application de l'habilitation sont adoptées à la majorité absolue des membres composant l'assemblée. Elles précisent les dispositions législatives ou réglementaires auxquelles elles dérogent. Elles sont transmises au représentant de l'Etat dans la collectivité.

« Ces délibérations entrent en vigueur le lendemain de leur publication au *Journal officiel* de la République française.

« Les recours dirigés contre ces délibérations sont portés devant le Conseil d'Etat. Le Premier ministre et représentant de l'Etat dans la région peuvent les déférer au Conseil d'Etat dans les conditions et avec les effets prévus à l'article L.O. 7311-5.

« Art. L.O. 7311-9. — Les dispositions de nature législative d'une délibération prise sur le fondement de l'habilitation prévue à l'article L.O. 7311-6 ne peuvent être modifiées par une loi que si celle-ci le prévoit expressément.

« De même, les dispositions de nature réglementaire prises sur le fondement de cette habilitation ne peuvent être modifiées par un règlement que si ce dernier le prévoit expressément.

« Chapitre II

« Fixation par les collectivités territoriales des règles applicables sur

Texte en vigueur

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

leur territoire dans un nombre limité de matières relevant du domaine de la loi ou du règlement

« Art. L.O. 7312-1. — Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent titre, les assemblées de Guyane et de Martinique peuvent être habilitées à fixer les règles applicables sur le territoire de leur collectivité dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement, à l'exception de celles énumérées au quatrième alinéa de l'article 73 de la Constitution.

« Art. L.O. 7312-2. — La demande d'habilitation à fixer une règle applicable sur le territoire de la collectivité est adoptée par délibération motivée de l'assemblée prise à la majorité absolue de ses membres.

« Cette délibération mentionne la matière susceptible de faire l'objet de l'habilitation prévue à l'article L.O. 7312-1.

« Elle expose les spécificités locales justifiant la demande d'habilitation et précise la finalité des mesures que l'assemblée envisage de prendre.

« La demande d'habilitation devient caduque dans les cas prévus au II de l'article L.O. 7311-2.

« Art. L.O. 7312-3. — Les articles L.O. 7311-3 à L.O. 7311-9 sont applicables au présent chapitre.

« Chapitre III

« Dispositions communes

« Art. L.O. 7313-1. — Les demandes d'habilitation mentionnées au présent titre ne peuvent être soumises au référendum local ou à la consultation des électeurs prévus au chapitre II du titre unique du livre I^{er} de la première partie.

« Les délibérations prises sur le fondement de l'habilitation mentionnée

Texte en vigueur	Texte du projet de loi organique	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code électoral</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Article 2</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p><u>au présent titre ne peuvent être soumises au référendum local. »</u></p>
<p><i>Art. L.O. 141.</i> — Le mandat de député est incompatible avec l'exercice de plus d'un des mandats énumérés ci-après : conseiller régional, conseiller à l'assemblée de Corse, conseiller général, conseiller de Paris, conseiller municipal d'une commune d'au moins 3 500 habitants.</p>	<p>À l'article L.O. 141 du code électoral, après les mots : « conseiller de Paris, », sont insérés les mots : « membre de l'Assemblée de Guyane, membre de l'Assemblée de Martinique, membre du conseil exécutif de Martinique, ».</p>	<p style="text-align: center;">Article 2</p> <p><u>Le chapitre IV du titre II du livre I^{er} du code électoral est ainsi modifié :</u></p>
<p><i>Art. L.O. 148.</i> — Nonobstant les dispositions des articles L.O. 146 et L.O. 147, les députés membres d'un conseil régional, d'un conseil général ou d'un conseil municipal peuvent être désignés par ces conseils pour représenter la région, le département ou la commune dans des organismes d'intérêt régional ou local, à la condition que ces organismes n'aient pas pour objet propre de faire ni de distribuer des bénéfices et que les intéressés n'y occupent pas de fonctions rémunérées.</p>		<p><u>1° A l'article L.O. 141, après les mots : « conseiller de Paris, », sont insérés les mots : « <u>conseiller à l'Assemblée de Guyane, conseiller à l'Assemblée de Martinique,</u> » ;</u></p>
<p>En outre, les députés, même non membres d'un conseil régional, d'un conseil général ou d'un conseil municipal, peuvent exercer les fonctions de président du conseil d'administration, d'administrateur délégué ou de membre du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte d'équipement régional ou local, ou des sociétés ayant un objet exclusivement social lorsque ces fonctions ne sont pas rémunérées.</p>		<p><u>2° L'article L.O. 148 est ainsi modifié :</u></p>
<p><i>Art. L.O. 1112-10.</i> — Sont habilités à participer à la campagne en vue du référendum, à leur demande, par l'exécutif de la collectivité territoriale ayant décidé d'organiser le scrutin :</p>	<p style="text-align: center;">Article 3</p>	<p><u>a) Aux premier et second alinéas, après les mots : « conseil général », sont insérés les mots : « , de l'Assemblée de Guyane, de l'Assemblée de Martinique » ;</u></p> <p><u>b) Au premier alinéa, après le mot : « département », sont insérés les mots : « , la collectivité ».</u></p>
<p>- les groupes d'élus constitués au</p>	<p>À compter de la date de la réunion de plein droit qui suit la première élection de l'Assemblée de Guyane, dans l'ensemble des dispositions de nature organique autres que l'article L.O. 141 du code électoral :</p>	<p style="text-align: center;">Article 3</p>

Texte en vigueur

sein de l'assemblée délibérante dans les conditions prévues par le présent code ;

- les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher au moins 5 % des élus de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale ayant décidé d'organiser le référendum ;

- pour un référendum décidé par une commune de moins de 3 500 habitants, les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher au moins trois candidats ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors du dernier renouvellement du conseil municipal ;

- pour un référendum décidé par un département, les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher des candidats dont l'addition des voix a atteint au moins 5 % des suffrages exprimés au niveau de l'ensemble des cantons lors du premier tour du renouvellement de l'une des séries des conseillers généraux ;

- pour un référendum décidé par une région ou une commune de 3 500 habitants et plus, les partis et groupements politiques auxquels ont déclaré se rattacher au moins la moitié des candidats d'une liste ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés lors du premier tour du renouvellement général de l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale.

Chaque élu ou candidat ne peut se rattacher qu'à un seul parti ou groupement politique.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article.

Texte du projet de loi organique

~~1° La référence au département de Guyane ou à la région de Guyane est remplacée par la référence à la collectivité de Guyane ;~~

~~2° La référence au conseil général ou régional de Guyane est remplacée par la référence à l'Assemblée de~~

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Au sixième alinéa de l'article L.O. 1112-10 du code général des collectivités territoriales, après le mot : « région », sont insérés les mots : « , la collectivité territoriale de Guyane, la collectivité territoriale de Martinique ».

Texte en vigueur

Texte du projet de loi organique

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

Guyane ;

~~3° La référence aux conseillers généraux ou régionaux est remplacée, en Guyane, par la référence aux membres de l'Assemblée de Guyane.~~

Article 4

~~À compter de la date de la réunion de plein droit qui suit la première élection de l'Assemblée de Martinique, dans l'ensemble des dispositions de nature organique autres que l'article L.O. 141 du code électoral :~~

~~1° La référence au département ou à la région de Martinique est remplacée par la référence à la collectivité de Martinique ;~~

~~2° La référence au conseil général ou au conseil régional de Martinique est remplacée par la référence à l'Assemblée de Martinique ;~~

~~3° La référence aux conseillers généraux ou régionaux est remplacée, en Martinique, par la référence aux membres de l'Assemblée de Martinique.~~

**Loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962
re-lative à l'élection du Président de
la République**

Art. 3. —

II. — Les opérations électorales sont organisées selon les règles fixées par les articles L. 1er, L. 2, L. 5 à L. 7, L. 9 à L. 21, L. 23, L. 25, L. 27 à L. 40, L. 42, L. 43, L. 45, L. 47 à L. 52-2, L. 52-4 à L. 52-11, L. 52-12, L. 52-14, L. 52-15, quatrième alinéa, L. 52-16 à L. 52-18, L. 53 à L. 55, L. 57 à L. 78, L. 85-1 à L. 111, L. 113 à L. 114, L. 116, L. 117, LO 127, L. 199, L. 200, L. 203, L. 385 à L. 387, L. 389, L. 393, L. 451 à L. 453, L. 477, L. 504 et L. 531 du code électoral, sous réserve des dispositions suivantes :

Le plafond des dépenses électo-

Article 4

Supprimé.

Article 5 (nouveau)

A la première phrase du deuxième alinéa du I de l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel, les mots : « de Mayotte » sont remplacés par les mots : « du conseil général de Mayotte, de l'Assemblée de Guyane, de l'Assemblée de Martinique ».

Texte en vigueur

—
rales prévu par l'article L. 52-11 du code électoral est fixé à 13,7 millions d'euros pour un candidat à l'élection du Président de la République. Il est porté à 18,3 millions d'euros pour chacun des candidats présents au second tour.

.....

Texte du projet de loi organique

—

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

—

Article 6 (nouveau)

A l'exception de ses articles 1^{er} et 2, la présente loi organique entre en vigueur :

1° En Guyane, à compter de la première réunion de l'Assemblée de Guyane suivant sa première élection ;

2° En Martinique, à compter de la première réunion de l'Assemblée de Martinique suivant sa première élection.

TABLEAU COMPARATIF (PROJET DE LOI)

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p align="center">Code général des collectivités territoriales</p>	<p align="center">Projet de loi relatif aux collectivités de Guyane et de Martinique</p>	<p align="center">Projet de loi relatif aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique</p>
	<p align="center">TITRE I^{ER}</p>	<p align="center">TITRE I^{ER}</p>
	<p align="center">DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p>	<p align="center">DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES</p>
	<p align="center">Article 1^{er}</p>	<p align="center">Article 1^{er}</p>
	<p align="center">Le code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :</p>	<p align="center"><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p><i>Art. L. 3441-1.</i> — Les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion exercent les compétences que les lois, dans leurs dispositions non contraires à celles du présent titre, attribuent à l'ensemble des départements.</p>	<p>I. — Aux articles L. 3441-1, L. 3442-1, L. 4431-1, L. 4432-2 et L. 4432-9, les mots : « de Guyane, de Martinique », ainsi que les mots : « la Guyane, la Martinique », sont supprimés ;</p>	<p><u>1°</u> Aux articles L. 3441-1 et L. 3442-1, les mots : « de Guyane, de Martinique, » sont supprimés ;</p>
<p><i>Art. L. 3442-1.</i> — Les conseils généraux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion peuvent consulter pour avis le conseil économique, social et environnemental régional et le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, mentionnés à l'article L. 4432-9, sur toute question entrant dans les compétences de leur département.</p>		
<p><i>Art. L3443-3.</i> — En Guyane, les dépenses engagées par le département pour le transport scolaire par voie fluviale ouvrent droit à compensation. Les ressources attribuées par l'Etat au département, au titre de cette compensation, sont équivalentes aux dépenses engagées par ce dernier durant l'année précédant la publication de la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer.</p>		<p><u>2°</u> L'article L. 3443-3 est abrogé ;</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 4431-1.</i> — Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion constituent des collectivités territoriales. Elles sont soumises aux dispositions non contraires de la première partie et des livres Ier à III de la présente partie sous réserve des dispositions du présent titre.</p>		<p>—</p> <p><u>3° A la première phrase du premier alinéa et au second alinéa de l'article L. 4431-1, les mots : « , de Guyane, de Martinique » sont supprimés ;</u></p>
<p>Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion exercent les compétences que les lois, dans leurs dispositions non contraires à celles du présent titre, attribuent à l'ensemble des régions et celles que définit le présent titre pour tenir compte des mesures d'adaptation rendues nécessaires par leur situation particulière.</p>		
<p><i>Art. L. 4432-2.</i> — La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion forment chacune une circonscription électorale pour l'élection des membres des conseils régionaux.</p>		
<p><i>Art. L. 4432-9.</i> — Les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion sont assistés d'un conseil économique, social et environnemental régional et d'un conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.</p>		
<p>La composition des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux et des conseils pour la culture, l'éducation et l'environnement, les conditions de nomination de leurs membres ainsi que la date de leur installation dans leur nouvelle composition sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.</p>		
<p>Ne peuvent être membres de ces conseils les conseillers généraux et les conseillers régionaux.</p>		
<p>Les articles L. 4134-6 à L. 4134-7-2 sont applicables aux présidents et aux membres des conseils consultatifs.</p>		
<p><i>Article L. 4432-1.</i> — Les conseils régionaux de Guadeloupe et de Martinique comprennent chacun qua-</p>	<p>H.— L'article L. 4432-1 est ainsi modifié :</p> <p>4° Au premier alinéa, les mots : « Les conseils régionaux de Guadeloupe et de Martinique comprennent chacun »</p>	<p>4° L'article L. 4432-1 est ainsi modifié :</p> <p>a) Au premier alinéa, les mots : « Les conseils régionaux de Guadeloupe et de Martinique comprennent chacun »</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>rante et un membres.</p> <p>Le conseil régional de la Réunion comprend quarante-cinq membres.</p>	<p>sont remplacés par les mots : « Le conseil régional de Guadeloupe comprend » ;</p>	<p>sont remplacés par les mots : « Le conseil régional de Guadeloupe comprend » ;</p>
<p>Le conseil régional de Guyane comprend trente et un membres.</p>	<p>2° Le dernier alinéa est supprimé ;</p>	<p><u>b)</u> Le dernier alinéa est supprimé ;</p>
<p><i>Art. L. 4432-2.</i> — La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion forment chacune une circonscription électorale pour l'élection des membres des conseils régionaux.</p>		<p><u>5° A l'article L. 4432-2, les mots : « , la Guyane, la Martinique » sont supprimés ;</u></p>
<p><i>Art. L4432-9.</i> — Les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de la Réunion sont assistés d'un conseil économique, social et environnemental régional et d'un conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.</p>		<p><u>6° Au premier alinéa des articles L. 4432-9 et L. 4432-12, les mots : « de Guyane, de Martinique, » sont supprimés ;</u></p>
<p>La composition des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux et des conseils pour la culture, l'éducation et l'environnement, les conditions de nomination de leurs membres ainsi que la date de leur installation dans leur nouvelle composition sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.</p>		
<p>Ne peuvent être membres de ces conseils les conseillers généraux et les conseillers régionaux.</p>		
<p>Les articles L. 4134-6 à L. 4134-7-2 sont applicables aux présidents et aux membres des conseils consultatifs.</p>		
<p><i>Art. L. 4432-12 .</i> — Dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique, de Mayotte et de la Réunion, il est institué un conseil régional de l'habitat composé, pour moitié au moins, de conseillers régionaux.</p>		
<p>Sa composition, ses modalités de fonctionnement et ses attributions sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p>		
<p><i>Art. L4433-13 .</i> — La région de Guyane est associée par les conventions qu'elle conclut avec l'Etat à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique de</p>		<p><u>7° Les articles L. 4433-13 et le chapitre VI du titre III du livre IV de la quatrième partie sont abrogés ;</u></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>mise en valeur de la forêt guyanaise.</p>		
<p>Par dérogation à l'article L. 62 du code du domaine de l'Etat, ces conventions devront prévoir les conditions dans lesquelles pourront être cédées en toute propriété aux collectivités territoriales les surfaces appartenant au domaine de l'Etat qui seraient nécessaires à la réalisation de leurs opérations d'équipement ou d'aménagement.</p>		
<p>Elles devront également prévoir les conditions de détermination, dans les zones agglomérées, des biens vacants et sans maître pour leur dévolution aux collectivités territoriales, la détermination des périmètres de protection des zones naturelles et les modalités d'examen des demandes de permis forestiers au regard des plans d'aménagement communal.</p>		
<p>Constitution</p>	<p>III.— Il est complété par une septième partie intitulée : « Autres collectivités régies par l'article 73 de la Constitution » et dont le contenu est conforme aux articles 2 et 3 de la présente loi.</p>	<p><u>8°</u> Il est <u>ajouté</u> une septième partie ainsi intitulée :</p>
<p><i>Art. 73. — Cf. annexe.</i></p>		<p>« <u>Septième partie</u></p> <p>« <u>Autres collectivités régies par l'article 73 de la Constitution</u> ».</p>
<p>Article 2</p>	<p>Le livre I^{er} de la septième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p>	<p>Article 2</p>
<p>« LIVRE I^{ER}</p>	<p>« COLLECTIVITE DE GUYANE</p>	<p><u>A</u> la septième partie du <u>même</u> code, <u>il est inséré un livre Ier</u> ainsi rédigé :</p>
<p>« TITRE I^{ER}</p>	<p>« DISPOSITIONS GENERALES</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Supprimé.</p>	<p>« <u>COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE GUYANE</u></p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

~~« CHAPITRE I^{ER}~~

~~« CHAPITRE UNIQUE~~

~~« NOM ET TERRITOIRE~~

(Alinéa sans modification).

~~« Art. L. 7111-1. — Il est insti-
tué en Guyane une collectivité territo-
riale unique, intitulée "collectivité de
Guyane", qui exerce les attributions
confiées à un département d'outre-mer et
à une région d'outre-mer.~~

~~« Art. L. 7111-1. — La Guyane
constitue une collectivité territoriale de
la République régie par l'article 73 de la
Constitution, qui exerce les compétences
attribuées à un département d'outre-mer
et à une région d'outre-mer.~~

~~« Art. L. 7111-2. — La détermi-
nation du chef-lieu de la collectivité de
Guyane et son éventuel transfert sont
décidés par décret en Conseil d'État,
après consultation de l'Assemblée de
Guyane et des conseils municipaux des
communes concernées.~~

~~« Art. L. 7111-2. — La détermi-
nation et le transfert du chef-lieu de la
collectivité territoriale de Guyane sont
décidés par décret en Conseil d'État,
après consultation de l'Assemblée de
Guyane et des conseils municipaux des
communes concernées.~~

~~« CHAPITRE II~~

Supprimé.

~~« Dispositions générales~~

Supprimé.

~~« Art. L. 7112-1. — Pour l'appli-
cation du présent code en Guyane :~~

~~« Art. L. 7111-3. — Pour l'appli-
cation du présent code en Guyane :~~

~~« 1° La référence au département,
au département d'outre-mer, à la région
ou à la région d'outre-mer est remplacée
par la référence à la collectivité de
Guyane ;~~

~~« 1° La référence au départe-
ment, au département d'outre-mer, à la
région ou à la région d'outre-mer est
remplacée par la référence à la collecti-
vité territoriale de Guyane ;~~

~~« 2° La référence au conseil ré-
gional ou au conseil général est rempla-
cée par la référence à l'Assemblée de
Guyane ;~~

~~« 2° (Sans modification).~~

~~« 3° La référence au président du
conseil général ou au président du
conseil régional est remplacée par la ré-
férence au président de l'Assemblée de
Guyane ;~~

~~« 3° (Sans modification).~~

~~« 4° La référence aux conseillers
généraux ou aux conseillers régionaux
est remplacée par la référence aux mem-
bres de l'Assemblée de Guyane ;~~

~~« 4° La référence aux conseillers
généraux ou aux conseillers régionaux
est remplacée par la référence aux
conseillers à l'Assemblée de Guyane ;~~

~~« 5° La référence au conseil éco-
nomique, social et environnemental ré-
gional est remplacée par la référence au
conseil économique, social et environ-~~

~~« 5° La référence au conseil éco-
nomique, social et environnemental ré-
gional est remplacée par la référence au
conseil économique, social, environ-~~

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

nemental ;

« 6° La référence au conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement est remplacée par la référence au conseil économique, social et environnemental.

« TITRE II

« ORGANES DE LA COLLECTIVITE DE GUYANE

« CHAPITRE I^{ER}

« Dispositions générales

« Art. L. 7121-1. — Les organes de la collectivité de Guyane comprennent l'Assemblée de Guyane et son président, ~~la commission permanente et le~~ Conseil économique, social et environnemental de Guyane.

« Art. L. 7121-2. — Nul ne peut être à la fois ~~membre de~~ l'Assemblée de Guyane et du Conseil économique, social et environnemental de Guyane.

« CHAPITRE II

« L'Assemblée de Guyane

« Art. L. 7122-1. — ~~L'Assemblée de Guyane est l'organe délibérant de la collectivité.~~

« La composition de l'Assemblée de Guyane et la durée du mandat ~~de ses membres sont régies par les dispositions des articles L. 383-1 à L. 383-9 du code électoral.~~

nemental et culturel ;

« 6° La référence au conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement est remplacée par la référence au conseil économique, social, environnemental et culturel.

(Alinéa sans modification).

« ORGANES DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE GUYANE

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« Art. L. 7121-1. — Les organes de la collectivité territoriale de Guyane comprennent l'Assemblée de Guyane et son président, assistés du conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane.

« Art. L. 7121-2. — Nul ne peut être à la fois conseiller à l'Assemblée de Guyane et membre du conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« SECTION 1

« Composition

Alinéa supprimé.

« Art. L. 7122-1. — La composition de l'Assemblée de Guyane et la durée du mandat des conseillers à l'Assemblée de Guyane sont déterminées par les articles L. 558-1 et L. 558-2 du code électoral.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>« Art. L. 7122-2. — Sont applicables à l'Assemblée de Guyane les dispositions des articles L. 4132-2 à L. 4132-27 dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
<p>Art. L. 4132-2 à L. 4132-27. — Cf. annexe.</p>		<p><u>« SECTION 2</u></p>
		<p><u>« Démission et dissolution</u></p>
		<p><u>« Art. L. 7122-2. — Lorsqu'un conseiller à l'Assemblée de Guyane donne sa démission, il l'adresse au président de l'Assemblée de Guyane qui en donne immédiatement avis au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale.</u></p>
		<p><u>« Art. L. 7122-3 (nouveau). — Tout conseiller à l'Assemblée de Guyane qui, sans excuse valable, a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois est déclaré démissionnaire par le Conseil d'Etat. Le refus résulte soit d'une déclaration expresse adressée à qui de droit ou rendue publique par son auteur, soit de l'abstention persistante après avertissement de l'autorité chargée de la convocation.</u></p>
		<p><u>« Le conseiller ainsi démissionnaire ne peut être réélu avant le délai d'un an.</u></p>
		<p><u>« Art. L. 7122-4. (nouveau) — Lorsque le fonctionnement de l'Assemblée de Guyane se révèle impossible, le Gouvernement peut en prononcer la dissolution par décret motivé pris en conseil des ministres ; il en informe le Parlement dans le délai le plus bref.</u></p>
		<p><u>« La dissolution ne peut jamais être prononcée par voie de mesure générale.</u></p>
		<p><u>« Art. L. 7122-5 (nouveau). — En cas de dissolution de l'Assemblée de Guyane, de démission de tous les conseillers en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous les conseillers, le président est chargé de l'expédition des affaires courantes. Ses décisions ne sont exécutoires qu'avec</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

l'accord du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale. Il est procédé à la réélection de l'Assemblée de Guyane dans un délai de deux mois. L'Assemblée se réunit de plein droit le premier vendredi qui suit son élection.

« Le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale convoque chaque conseiller élu pour la première réunion, dont il fixe l'heure et le lieu.

« SECTION 3

« Fonctionnement

« Sous-section 1

« Siège et règlement intérieur

« Art. L. 7122-6 (nouveau). — L'Assemblée de Guyane a son siège à l'hôtel de la collectivité territoriale de Guyane.

« Art. L. 7122-7 (nouveau). — L'Assemblée de Guyane établit son règlement intérieur dans le mois qui suit son renouvellement. Le règlement intérieur peut être déféré devant le tribunal administratif.

« Sous-section 2

« Réunions

« Art. L. 7122-8 (nouveau). — La première réunion de l'Assemblée de Guyane se tient de plein droit le premier vendredi qui suit son élection.

« Art. L. 7122-9 (nouveau). — L'Assemblée de Guyane se réunit à l'initiative de son président, au moins une fois par trimestre, au chef-lieu de la collectivité territoriale ou dans tout autre lieu choisi par la commission permanente.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Art. L. 7122-10. (nouveau) —
L'Assemblée de Guyane est également
réunie à la demande :

« 1° De la commission perma-
nente ;

« 2° Ou du tiers de ses membres
sur un ordre du jour déterminé, pour une
durée qui ne peut excéder deux jours. Un
même conseiller à l'Assemblée de
Guyane ne peut présenter plus d'une
demande de réunion par semestre.

« En cas de circonstances excep-
tionnelles, les conseillers à l'Assemblée
de Guyane peuvent être réunis par dé-
cret.

« Sous-section 3

« Séances

« Art. L. 7122-11 (nouveau). —
Les séances de l'Assemblée de Guyane
sont publiques.

« Néanmoins, sur la demande de
cinq membres ou du président,
l'Assemblée peut décider, sans débat, à
la majorité absolue des membres pré-
sents ou représentés, qu'elle se réunit à
huis clos.

« Sans préjudice des pouvoirs
que le président tient de l'article
L. 7122-12, ces séances peuvent être re-
transmises par les moyens de communi-
cation audiovisuelle.

« Art. L. 7122-12 (nouveau). —
Le président a seul la police de l'as-
semblée.

« Il peut faire expulser de l'audi-
toire ou arrêter tout individu qui trouble
l'ordre.

« En cas de crime ou de délit, il
en dresse procès-verbal, et le procureur
de la République en est immédiatement
saisi.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« Art. L. 7122-13 (nouveau). —

Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par un des secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le président et le secrétaire.

« Il contient les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions.

« Sous-section 4

« Délibérations

—
« Art. L. 7122-14. (nouveau) —

L'Assemblée de Guyane ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente.

« Toutefois, si l'Assemblée ne se réunit pas, au jour fixé par la convocation, en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

« Sous réserve des dispositions des articles L. 7123-1, L. 7123-4-1 et L. 7123-4-3, les délibérations de l'Assemblée sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

—
« Art. L. 7122-15 (nouveau). —

La commission permanente ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente ou représentée.

« Les deuxième et dernier alinéas de l'article L. 7122-14 sont applicables à la commission permanente.

—
« Art. L. 7122-16 (nouveau). —

Les votes sont recueillis au scrutin public toutes les fois que le sixième des membres présents le demande. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

« Néanmoins, les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret dans les cas où la loi ou le règlement le prévoit expressément. Dans les

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

autres cas, l'Assemblée de Guyane peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations.

« Le résultat des scrutins publics, énonçant les noms des votants, est reproduit au procès-verbal.

« Art. L. 7122-17 (nouveau).— Un conseiller à l'Assemblée de Guyane empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de l'Assemblée.

« Un conseiller à l'Assemblée de Guyane ne peut recevoir qu'une seule délégation.

« Art. L. 7122-18. — Les délibérations de l'Assemblée de Guyane, ainsi que celles de sa commission permanente lorsqu'elles sont prises par délégation de l'Assemblée, sont publiées dans les mêmes formes.

« Toute personne a le droit de demander communication des délibérations et procès-verbaux des séances publiques de l'Assemblée de Guyane, des délibérations de la commission permanente, des budgets et des comptes de la collectivité territoriale ainsi que des arrêtés du président.

« Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

« La communication des documents mentionnés au deuxième alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du président de l'Assemblée de Guyane que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs de la collectivité territoriale.

« Sous-section 5

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Information

« Art. L. 7122-19 (nouveau). —
Tout conseiller à l'Assemblée de
Guyane a le droit, dans le cadre de sa
fonction, d'être informé des affaires de la
collectivité territoriale qui font l'objet
d'une délibération.

« Art. L. 7122-20 (nouveau). —
L'Assemblée de Guyane assure la diffu-
sion de l'information auprès de ses
membres par les moyens matériels
qu'elle juge les plus appropriés.

« Afin de permettre l'échange
d'informations sur les affaires relevant
de ses compétences, l'Assemblée peut
définir les conditions dans lesquelles
sont mis à disposition de ses membres, à
titre individuel, les moyens informati-
ques et de télécommunications nécessai-
res.

« Art. L. 7122-21 (nouveau). —
Douze jours au moins avant la réunion
de l'Assemblée de Guyane, le président
adresse aux conseillers un rapport, sous
quelque forme que ce soit, sur chacune
des affaires qui doivent leur être soumi-
ses.

« Les projets sur lesquels le
conseil économique, social, environne-
mental et culturel est obligatoirement et
préalablement consulté sont adressés si-
multanément, sous quelque forme que ce
soit, aux conseillers.

« Les rapports et projets visés
aux deux alinéas précédents peuvent être
mis à la disposition des conseillers qui le
souhaitent par voie électronique de ma-
nière sécurisée ; cette mise à disposition
fait l'objet d'un avis adressé à chacun de
ces conseillers dans les conditions pré-
vues au premier alinéa.

« Sans préjudice des dispositions
de l'article L. 7122-19, en cas d'urgence,
le délai prévu au premier alinéa peut être
abrégé par le président sans pouvoir être
toutefois inférieur à un jour franc.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Le président rend compte dès l'ouverture de la séance de l'Assemblée de Guyane, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

« Art. L. 7122-22 (nouveau). — Chaque année le président rend compte à l'Assemblée de Guyane, par un rapport spécial, de la situation de la collectivité territoriale de Guyane, de l'état d'exécution du plan régional, ainsi que de l'activité et du financement des différents services de la collectivité et des organismes qui dépendent de celle-ci. Le rapport précise l'état d'exécution des délibérations de l'Assemblée de Guyane et de la situation financière de la collectivité.

« Art. L. 7122-23 (nouveau). — Les conseillers à l'Assemblée de Guyane ont le droit d'exposer en séance des questions orales ayant trait aux affaires de la collectivité territoriale. Le règlement intérieur en fixe la fréquence ainsi que les conditions de présentation et d'examen.

« Sous-section 6

« Commissions et représentation au sein d'organismes extérieurs

« Art. L. 7122-24 (nouveau). — Après l'élection de sa commission permanente, dans les conditions prévues à l'article L. 7123-4-1, l'Assemblée de Guyane peut former ses commissions et procéder à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs et déléguer une partie de ses attributions à la commission permanente conformément aux dispositions de l'article L. 4221-5.

« De même, l'Assemblée de Guyane peut déléguer à son président l'exercice de certaines de ses attributions en vertu des articles L. 4221-5 et L. 4231-8.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« En ce cas et par dérogation aux dispositions de l'article L. 7122-21, les rapports sur les affaires soumises aux conseillers peuvent leur être communiqués en cours de réunion ; une suspension de séance est de droit.

« Art. L. 7122-25 (nouveau). — L'Assemblée de Guyane, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt local ou de procéder à l'évaluation d'un service public de la collectivité. Un même conseiller ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

« Aucune mission ne peut être créée à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement de l'Assemblée de Guyane.

« Le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux conseillers à l'Assemblée de Guyane.

« Art. L. 7122-26 (nouveau). — L'Assemblée de Guyane procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes, en tenant compte du principe de la représentation proportionnelle des groupes d'élus. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« Sous-section 7

« Fonctionnement des groupes
d'élus

« Art. L. 7122-27 (nouveau) . —
Le fonctionnement des groupes d'élus
peut faire l'objet de délibérations sans
que puissent être modifiées, à cette oc-
casion, les décisions relatives au régime
indemnitare des élus.

« Les groupes d'élus se consti-
tuent par la remise au président de
l'Assemblée de Guyane d'une déclara-
tion, signée de leurs membres, accom-
pagnée de la liste de ceux-ci et de leur
représentant.

« Dans les conditions qu'elle dé-
finit, l'Assemblée de Guyane peut affect-
ter aux groupes d'élus, pour leur usage
propre ou pour un usage commun, un
local administratif, du matériel de bu-
reau et prendre en charge leurs frais de
documentation, de courrier et de télé-
communications.

« Le président de l'Assemblée de
Guyane peut, dans les conditions fixées
par l'Assemblée et sur proposition des
représentants de chaque groupe, affecter
aux groupes d'élus une ou plusieurs per-
sonnes. L'Assemblée de Guyane ouvre
au budget de la collectivité territoriale,
sur un chapitre spécialement créé à cet
effet, les crédits nécessaires à ces dépen-
ses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du
montant total des indemnités versées
chaque année aux conseillers à
l'Assemblée de Guyane.

« Le président de l'Assemblée de
Guyane est l'ordonnateur des dépenses
susmentionnées.

« L' élu responsable de chaque
groupe d'élus décide des conditions et
des modalités d'exécution du service que
ces collaborateurs accomplissent auprès
du groupe.

« Art. L. 7122-28 (nouveau). —
Lorsque la collectivité territoriale de
Guyane diffuse, sous quelque forme que

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion de l'Assemblée de Guyane, un espace est réservé à l'expression des groupes d'élus. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur.

« Sous-section 8

« Relations avec le représentant de l'Etat

« Art. L. 7122-29 (nouveau). —

Le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et, dans les conditions fixées par le présent code, du contrôle administratif.

« Dans les conditions fixées par le présent code, il veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les autorités de la collectivité territoriale de Guyane.

« Art. L. 7122-30 (nouveau). —

e représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale est seul habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant l'Assemblée de Guyane.

« Par accord du président de l'Assemblée de Guyane et du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, celui-ci est entendu par l'Assemblée de Guyane.

« Art. L. 7122-31. (nouveau) —

Sur sa demande, le président de l'Assemblée de Guyane reçoit du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.

« Sur sa demande, le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale reçoit du président de l'Assemblée de Guyane les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.

« Art. L. 7122-32 (nouveau). —

Chaque année, le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale informe l'Assemblée de Guyane, par un rapport

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 4133-1. — Le conseil régional élit son président lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.</p>	<p>« Art. L. 7123-1. — Les dispositions de l'article L. 4133-1 sont applicables à l'élection, par l'Assemblée de Guyane, de son président.</p>	<p><u>spécial, de l'activité des services de l'Etat dans la collectivité.</u></p>
<p>Pour cette élection, il est présidé par son doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonction de secrétaire. Cette élection ne donne lieu à aucun débat.</p>	<p>« CHAPITRE III</p> <p>« LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE GUYANE ET LA COMMISSION PERMANENTE</p> <p>« SECTION 1</p> <p>« LE PRÉSIDENT</p>	<p><u>« Ce rapport spécial donne lieu éventuellement à un débat en présence du représentant de l'Etat.</u></p>
<p>Le conseil régional ne peut dans ce cas délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard. La réunion peut alors avoir lieu sans condition de quorum.</p>	<p>« <u>Sous-section 1</u></p> <p>« <u>Désignation</u></p>	<p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Le président est élu à la majorité absolue des membres du conseil régional pour une durée de six ans. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des membres du conseil régional. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.</p>	<p>« Art. L. 7123-1. — L'Assemblée de Guyane élit son président <u>lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.</u></p>	<p>« Art. L. 7123-1. — L'Assemblée de Guyane élit son président <u>lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.</u></p>
<p>Nul ne peut être élu président</p>		

Texte en vigueur

s'il n'a, préalablement à chaque tour de scrutin, remis aux membres du conseil régional, par l'intermédiaire du doyen d'âge, une déclaration écrite présentant les grandes orientations politiques, économiques et sociales de son action pour la durée de son mandat.

Art. L. 4133-2. — En cas de vacance du siège de président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller régional désigné par le conseil. Il est procédé au renouvellement de la commission permanente, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'ar-

Texte du projet de loi

~~« Art. L. 7123-2. — Les dispositions de l'article L. 4133-2 sont applicables au remplacement du président de l'Assemblée de Guyane.~~

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

« Pour cette élection, elle est présidée par son doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonction de secrétaire. Cette élection ne donne lieu à aucun débat.

« L'Assemblée de Guyane ne peut dans ce cas délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard. La réunion peut alors avoir lieu sans condition de quorum.

« Le président est élu à la majorité absolue des membres pour une durée de six ans. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des membres. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

« Nul ne peut être élu président s'il n'a, préalablement à chaque tour de scrutin, remis aux conseillers à l'Assemblée de Guyane, par l'intermédiaire du doyen d'âge, une déclaration écrite présentant les grandes orientations politiques, économiques et sociales de son action pour la durée de son mandat.

« Sous-section 2

« Remplacement

« Art. L. 7123-2. — En cas de vacance du siège de président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller désigné par l'Assemblée. Il est procédé au renouvellement de la commission permanente, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'ar-

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
ticle L. 4133-5.	<p>« Art. L. 7123-3. — Les fonctions de président de l'Assemblée de Guyane sont incompatibles avec l'exercice des fonctions suivantes : maire, membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil général de la Banque de France.</p>	ticle L. 7123-4-1.
<p>En cas de démission du président et de tous les vice-présidents, le conseil régional est convoqué par le doyen d'âge, soit pour procéder à la désignation du conseiller régional prévu à l'alinéa précédent, soit pour procéder au renouvellement de la commission permanente.</p>	<p>« Le président de l'Assemblée de Guyane exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue au premier alinéa cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de président de l'Assemblée de Guyane. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.</p>	<p><u>« En cas de démission du président et de tous les vice-présidents, l'Assemblée est convoquée par le doyen d'âge, soit pour procéder à la désignation du conseiller prévu à l'alinéa précédent, soit pour procéder au renouvellement de la commission permanente.</u></p>
	<p>« SECTION 2</p>	<p><u>« Sous-section 3</u></p>
	<p>« La commission permanente</p>	<p><u>« Incompatibilités</u></p>
	<p>« Art. L. 7123-4. — I.— L'Assemblée de Guyane élit les membres de la commission permanente.</p>	<p>« Art. L. 7123-3. — Les fonctions de président de l'Assemblée de Guyane sont incompatibles avec l'exercice des fonctions suivantes : maire, <u>président d'un établissement public de coopération intercommunale</u>, membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.</p>
	<p>« La commission permanente est composée du président de l'assemblée, de quatre à quinze vice-présidents et éventuellement d'un ou plusieurs au-</p>	<p>« <u>Si</u> le président de l'Assemblée de Guyane exerce une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue au premier alinéa, <u>il</u> cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de président de l'Assemblée de Guyane. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.</p>
		<p>(Alinéa sans modification).</p>
		<p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« Art. L. 7123-4. — I.— L'Assemblée de Guyane élit les membres de la commission permanente.</p>	<p>« Art. L. 7123-4. — L'Assemblée de Guyane élit les membres de la commission permanente.</p>
	<p>« La commission permanente est composée du président de l'assemblée, de quatre à quinze vice-présidents et éventuellement d'un ou plusieurs au-</p>	<p>« La commission permanente est composée du président de l'Assemblée <u>de Guyane</u>, de quatre à quinze vice-présidents et éventuellement</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

tres membres.

« H. — Aussitôt après l'élection du président et sous sa présidence, l'assemblée fixe le nombre des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente.

d'un ou plusieurs autres membres dans la limite de quinze.

« Art. L. 7123-4-1 (nouveau). — Aussitôt après l'élection du président et sous sa présidence, l'Assemblée de Guyane fixe le nombre des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente.

« Les membres de la commission permanente autres que le président sont élus au scrutin de liste. Chaque conseiller à l'Assemblée de Guyane ou chaque groupe de conseillers peut présenter une liste de candidats. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. Un groupe de conseillers qui ne dispose pas de membres de chaque sexe en nombre suffisant peut compléter sa liste par des candidats de même sexe.

« Les listes sont déposées auprès du président dans l'heure qui suit la décision de l'Assemblée relative à la composition de la commission permanente. Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les différents postes de la commission permanente sont alors pourvus immédiatement dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le président.

« Dans le cas contraire, l'Assemblée de Guyane procède d'abord à l'élection de la commission permanente, qui se déroule à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, entre les listes mentionnées au deuxième alinéa. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

« Après la répartition des sièges de la commission permanente, le

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

Art. L. 4133-5 à L. 4133-7. —
Cf. annexe.

~~« III. — Sont applicables les dis-
positions des articles L. 4133-5 à
L. 4133-7 dans la mesure où elles ne~~

conseil régional procède à l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

« Les membres de la commission permanente autres que le président sont nommés pour la même durée que le président.

« Art. L. 7123-4-2 (nouveau). — Aussitôt après l'élection de la commission permanente et des vice-présidents, l'Assemblée de Guyane se prononce sur l'application du I de l'article L. 7123-6.

« Art. L. 7123-4-3 (nouveau). — En cas de vacance de siège de membre de la commission permanente autre que le président, l'Assemblée de Guyane peut décider de compléter la commission permanente. La ou les vacances sont alors pourvues selon la procédure prévue aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 7123-4-1. A défaut d'accord, il est procédé au renouvellement intégral des membres de la commission permanente autres que le président dans les conditions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 7123-4 - 1.

« Art. L. 7123-4-4 (nouveau). — Les pouvoirs de la commission permanente expirent à l'ouverture de la première réunion de l'Assemblée de Guyane prévue par l'article L. 7122-8.

« Art. L. 7123-4-5. — L'élection des membres de la commission permanente peut être contestée dans les conditions, formes et délais prescrits pour les contestations de l'élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane.

III. — **Supprimé.**

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

~~sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.~~

« Art. L. 7123-5. — Les membres de la commission permanente exercent les attributions dévolues aux vice-présidents et membres des commissions permanentes du conseil général et du conseil régional par les lois et règlements en vigueur dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.

« Art. L. 7123-6. — I. — Sauf ~~dans la mesure où il en est autrement décidé par l'Assemblée de Guyane~~, la commission permanente délibère pour :

« 1° Autoriser les procédures des marchés de travaux, de fourniture et de service ;

« 2° Approuver les procédures des marchés de travaux, de fourniture et de service dont le principe et les crédits ont été votés par l'assemblée ;

« 3° Approuver la location des immeubles ~~régionaux~~ et autoriser la signature des baux contractés par la ~~ré-~~gion ;

« 4° Examiner des demandes et attribuer des subventions présentées par les communes, les syndicats et coopératives, pour l'achat de matériel agricole ;

« 5° Vendre des objets réformés et de vieux matériels ;

« 6° Approuver les conventions diverses et les marchés, à l'exception des marchés sans formalité, avenants, protocoles d'accord pour les travaux, fournitures et services, et autoriser le président à les signer ;

« 7° Attribuer les marchés de maîtrise d'oeuvre passés selon les procédures intermédiaires et de concours ;

« 8° Autoriser la signature des conventions pour les garanties accordées

« Art. L. 7123-5. — Les vice-présidents et les membres de la commission permanente exercent les attributions respectivement dévolues aux vice-présidents et membres des commissions permanentes du conseil général et du conseil régional par les lois et règlements en vigueur dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.

« Art. L. 7123-6. — I. — Sauf si l'Assemblée de Guyane s'y oppose dans les conditions prévues à l'article L. 7123-4-2, la commission permanente délibère pour :

« 1° (*Sans modification*).

« 2° (*Sans modification*).

« 3° Approuver la location des immeubles de la collectivité et autoriser la signature des baux contractés par la celle-ci ;

« 4° (*Sans modification*).

« 5° (*Sans modification*).

« 6° (*Sans modification*).

« 7° (*Sans modification*).

« 8° (*Sans modification*).

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

par l'assemblée ;

« 9° Donner mandat au président pour signer toute convention d'emprunt votée dans le cadre du budget ;

« 10° Attribuer dans les limites prévues par l'assemblée, les aides directes ou indirectes mises en place par les règlements adoptés par l'assemblée.

« II. — La commission permanente ~~délibère dans tout autre domaine pour lequel l'assemblée lui a délégué une partie de ses attributions dans les conditions fixées par l'article L. 7161-1.~~

« III. — ~~La commission peut donner mandat au président de l'assemblée pour souscrire les emprunts.~~

« CHAPITRE IV

« Le Conseil économique, social et environnemental de Guyane

« Art. L. 7124-1. — L'Assemblée de Guyane ~~et son président sont assistés d'un conseil économique, social et environnemental.~~

« Art. L. 7124-2. — ~~Sont applicables au Conseil économique, social et environnemental de Guyane les dispositions des articles L. 4134-2 à L. 4134-7-2 dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.~~

« 9° **Alinéa supprimé.**

« 10° Attribuer dans les limites prévues par l'assemblée, les aides directes ou indirectes mises en place par les règlements adoptés par celle-ci.

« II. — L'Assemblée de Guyane peut également déléguer à la commission permanente une partie de ses attributions non visées au I, à l'exception de celles relatives au vote du budget, à l'approbation du compte administratif et aux mesures de même nature que celles visées à l'article L. 1612-15.

« III. — **Supprimé.**

(Alinéa sans modification).

« Le conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane

« SECTION 1

« DISPOSITIONS GÉNÉRALES

« Art. L. 7124-1. — L'Assemblée de Guyane est assisté d'un conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane.

« Section 2

« Organisation et composition

« Art. L. 7124-2. — Le conseil comprend deux sections :

« 1° Une section économique et sociale ;

Art. L. 4134-2 à L. 4134-7-2.
— Cf. annexe.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Cf. annexe.</p>	<p>« Art. L. 7124-3. — Sont applicables les dispositions du titre IV du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>	<p>« 2° Une section de la culture, de l'éducation et de l'environnement.</p> <p>« Chaque section peut émettre des avis. Le conseil se prononce sur les avis et rapports établis par les sections avant leur transmission à l'autorité compétente.</p> <p>« Art. L. 7124-3. — La composition du conseil et de ses sections, les conditions de nomination de leurs membres ainsi que la date de leur installation sont fixées par décret en Conseil d'Etat.</p> <p>« Les conseillers à l'Assemblée de Guyane ne peuvent être membre du conseil.</p>
<p>Cf. annexe.</p>	<p>« Art. L. 7124-4. — Pour l'application des dispositions du titre III du livre IV de la quatrième partie, le conseil économique, social et environnemental se substitue au conseil économique, social et environnemental et au conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.</p>	<p>« SECTION 3</p> <p>« FONCTIONNEMENT</p> <p>« Art. L. 7124-4. — Le conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane établit son règlement intérieur.</p> <p>« Art. L. 7124-5 (nouveau). — Le conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane élit en son sein au scrutin secret, dans les conditions prévues par son règlement intérieur, son président et les membres de sa commission permanente.</p> <p>« Chaque section du conseil élit en son sein dans les mêmes conditions un président, qui a rang de vice-président du conseil et est membre de droit de la commission permanente.</p> <p>« Art. L. 7124-6 (nouveau). — L'Assemblée de Guyane met à la disposition du conseil les moyens nécessaires à son fonctionnement. Ces moyens doivent permettre notamment d'assurer le secrétariat des séances du conseil et de ses sections et commissions. L'Assemblée de Guyane met également les services de la collectivité ter-</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

ritoriale ou une partie de ceux-ci à la disposition du conseil à titre permanent ou temporaire, notamment pour lui permettre de réaliser des études sur tout projet à caractère économique, social, environnemental ou culturel de sa compétence.

« SECTION 4

« GARANTIES ET INDEMNITÉS ACCORDÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL

« Art. L. 7124-7 (nouveau). —

L'article L. 7125-1, les premier et cinquième alinéas de l'article L. 7125-22 et l'article L. 7125-33 sont applicables au président, aux vice-présidents et aux membres du conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane.

« Art. L. 7124-8 (nouveau). —

Les membres du conseil perçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par l'Assemblée de Guyane dans la limite d'un plafond mensuel déterminé par référence aux indemnités maximales prévues pour les conseillers à l'Assemblée de Guyane par les articles L. 7125-19 et L. 7125-20. Cette indemnité varie en fonction de la présence des membres aux réunions du conseil ou de ses formations et de leur participation à ses travaux.

« Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application de l'alinéa précédent.

« Ils ont, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires pouvant résulter de l'exercice des mandats spéciaux dont ils sont chargés par leur conseil, dans les conditions prévues au cinquième alinéa de l'article L. 7125-22.

« Art. L. 7124-9 (nouveau). —

Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient en application de l'article L. 7124-7, le président, les vice-présidents et les membres du conseil ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à la préparation des réunions du

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

conseil et des commissions dont ils font partie.

« Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée hebdomadaire légale du travail.

« Il est égal :

« 1° A l'équivalent de deux fois cette durée pour le président et les vice-présidents ;

« 2° A l'équivalent de 60 % de cette durée pour les membres du conseil.

« En cas de travail à temps partiel, le crédit d'heures est réduit à due proportion.

« Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

« L'employeur est tenu d'accorder aux membres du conseil, sur leur demande, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu par le présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

« Le temps d'absence utilisé en application de l'article L. 7124-7 et du présent article ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile. Il est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés et du droit aux prestations sociales ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

« Art. L. 7124-10 (nouveau). - Le président, les vice-présidents et les membres du conseil ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. L'Assemblée de Guyane met à la disposition du conseil les moyens nécessaires à la prise en charge de leurs frais de déplacement, de séjour et d'enseignement, au titre des moyens de fonctionnement prévus par l'article L. 7124-6.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« CHAPITRE IV BIS

« LE CONSEIL CONSULTATIF DES POPU-
LATIONS AMÉRINDIENNES ET BUSHI-
NENGE

« Art. L. 7124-11 (nouveau). —
Il est institué en Guyane un conseil
consultatif des populations amérindien-
nes et bushinenge.

« Art. L. 7124-12 (nouveau). —
La composition, les conditions de no-
mination ou de désignation des membres
du conseil consultatif des populations
amérindiennes et bushinenge, son orga-
nisation et ses règles de fonctionnement
sont fixées par décret.

« Art. L. 7124-13 (nouveau). —
Les membres du conseil consultatif des
populations amérindiennes et bushi-
nenge sont désignés pour six ans.

« Toute personne désignée pour
remplacer un membre du conseil exerce
son mandat jusqu'à expiration du mandat
de la personne qu'elle remplace.

« Le mandat des membres du
conseil consultatif est renouvelable.

« Art. L. 7124-14 (nouveau). —
Tout projet ou proposition de délibéra-
tion de l'Assemblée de Guyane empor-
tant des conséquences sur l'environne-
ment, le cadre de vie ou intéressant les
activités culturelles des populations
amérindiennes et bushinenge peut être
soumis à l'avis préalable du conseil.

« Le conseil délibère sur le projet
ou la proposition dans le mois de sa sai-
sine. S'il ne s'est pas prononcé dans ce
délai, son avis est réputé avoir été don-
né.

« Il est saisi, selon les cas, par le
président de l'Assemblée de Guyane ou
le représentant de l'Etat dans la collecti-
vité territoriale.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« Art. L. 7124-15 (nouveau). —

Le conseil peut être saisi par l'Assemblée de Guyane ou son président, par le conseil économique, social, environnemental et culturel, ainsi que par le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale de toute question intéressant l'environnement, le cadre de vie ou les activités culturelles des populations amérindiennes et bushinenge.

—
« Art. L. 7124-16 (nouveau). —

Le conseil peut décider, à la majorité absolue de ses membres, de se saisir de toute question entrant dans le champ des compétences de la collectivité territoriale de Guyane et intéressant directement l'environnement, le cadre de vie ou les activités culturelles des populations amérindiennes et bushinenge.

« Art. L. 7124-17 (nouveau). — Le conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge peut tenir des réunions communes avec le conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane pour examiner des questions entrant dans leur champ commun de compétences.

« CHAPITRE IV TER

« AUTRES ORGANISMES

« SECTION 1

« LE CENTRE TERRITORIAL DE PROMOTION DE LA SANTÉ

« Art. L. 7124-18. (nouveau) — Il est créé en Guyane un centre territorial de promotion de la santé dont la mission est de veiller à ce que les réformes du système de santé et de soins s'orientent vers les besoins spécifiques de la collectivité territoriale.

« Le centre territorial de promotion de la santé est composé, d'une part, de professionnels de la santé, de représentants de la sécurité sociale et de l'administration, ainsi que des divers or-

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique																																				
<p>Art. L. 4135-1 à L. 4135-15-1 et L. 4135-18 à L. 4135-30. — Cf. annexe.</p>	<p>« CHAPITRE V</p> <p>« Conditions d'exercice des mandats</p>	<p><u>ganismes impliqués dans le maintien et la promotion de la santé à l'échelon local, choisis selon une procédure et des modalités arrêtées par l'Assemblée de Guyane et, d'autre part, pour moitié au moins, de conseillers à l'Assemblée de Guyane.</u></p>			<p>« SECTION 2</p>			<p>« LE CONSEIL TERRITORIAL DE L'HABITAT</p>			<p>« Art. L. 7124-19. (nouveau) — Il est créé en Guyane un conseil territorial de l'habitat composé, pour moitié au moins, de conseillers à l'Assemblée de Guyane.</p>			<p>« Sa composition, ses modalités de fonctionnement et ses attributions sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p>			<p>(Alinéa sans modification).</p>			<p>(Alinéa sans modification).</p>			<p>« SECTION 1</p>			<p>« GARANTIES ACCORDÉES AUX TITULAIRES DE MANDATS À L'ASSEMBLÉE DE GUYANE</p>			<p>« Sous-section 1</p>			<p>« Garanties accordées dans l'exercice du mandat</p>		<p>« Art. L. 7125-1. — Sont applicables aux membres de l'Assemblée de Guyane les dispositions des articles L. 4135-1 à L. 4135-15-1 et L. 4135-18 à L. 4135-30, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>	<p>« Art. L. 7125-1. — L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre de l'Assemblée de Guyane le temps nécessaire pour se rendre et participer :</p>			<p>« 1° Aux séances plénières de l'Assemblée ;</p>
		<p>« SECTION 2</p>																																				
		<p>« LE CONSEIL TERRITORIAL DE L'HABITAT</p>																																				
		<p>« Art. L. 7124-19. (nouveau) — Il est créé en Guyane un conseil territorial de l'habitat composé, pour moitié au moins, de conseillers à l'Assemblée de Guyane.</p>																																				
		<p>« Sa composition, ses modalités de fonctionnement et ses attributions sont précisées par décret en Conseil d'Etat.</p>																																				
		<p>(Alinéa sans modification).</p>																																				
		<p>(Alinéa sans modification).</p>																																				
		<p>« SECTION 1</p>																																				
		<p>« GARANTIES ACCORDÉES AUX TITULAIRES DE MANDATS À L'ASSEMBLÉE DE GUYANE</p>																																				
		<p>« Sous-section 1</p>																																				
		<p>« Garanties accordées dans l'exercice du mandat</p>																																				
	<p>« Art. L. 7125-1. — Sont applicables aux membres de l'Assemblée de Guyane les dispositions des articles L. 4135-1 à L. 4135-15-1 et L. 4135-18 à L. 4135-30, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>	<p>« Art. L. 7125-1. — L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre de l'Assemblée de Guyane le temps nécessaire pour se rendre et participer :</p>																																				
		<p>« 1° Aux séances plénières de l'Assemblée ;</p>																																				

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« 2° Aux réunions des commissions dont il est membre et instituées par une délibération de l'Assemblée ;

« 3° Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la collectivité territoriale de Guyane.

« Selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat, l'élu doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance.

« L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu aux séances et réunions précitées.

« Art. L. 7125-2. — Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L. 7125-1, le président et les conseillers à l'Assemblée de Guyane ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la collectivité ou de l'organisme auprès duquel ils la représentent et à la préparation des réunions des instances où ils siègent.

« Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est égal :

« 1° Pour le président et chaque vice-président de l'Assemblée à l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail ;

« 2° Pour les conseillers à l'Assemblée, à l'équivalent de trois fois la durée hebdomadaire légale du travail.

« Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

« En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

« Art. L. 7125-3. — Le temps d'absence utilisé en application des articles L. 7125-1 et L. 7125-2 ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.

« Art. L. 7125-4 (nouveau). — Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application des articles L. 7125-2 et L. 7125-3.

« Sous-section 2

« Garanties accordées dans l'exercice d'une activité professionnelle

« Art. L. 7125-5 (nouveau). — Le temps d'absence prévu aux articles L. 7125-1 et L. 7125-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

« Aucune modification de la durée et des horaires de travail prévus par le contrat de travail ne peut, en outre, être effectuée en raison des absences intervenues en application des dispositions prévues aux articles L. 7125-1 et L. 7125-2 sans l'accord de l'élu concerné.

« Art. L. 7125-6 (nouveau). — Aucun licenciement ni déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés en raison des absences résultant de l'application des dispositions des articles L. 7125-1 et L. 7125-2 sous peine de nullité et de dommages et intérêts au profit de l'élu.

« La réintégration ou le reclassement dans l'emploi est de droit.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Art. L. 7125-7 (nouveau). —

Le président ou les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif de l'Assemblée de Guyane qui, pour l'exercice de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle bénéficient, s'ils sont salariés, des dispositions des articles L. 3142-60 à L. 3142-64 du code du travail relatives aux droits des salariés élus membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

« Art. L. 7125-8 (nouveau). —

Les fonctionnaires régis par les titres Ier à IV du statut général de la fonction publique sont placés, sur leur demande, en position de détachement pour exercer l'un des mandats mentionnés à l'article L. 7125-7.

« Sous-section 3

« Garanties accordées à l'issue du mandat

« Art. L. 7125-9 (nouveau). — A la fin de leur mandat, les élus visés à l'article L. 7125-7 bénéficient à leur demande d'un stage de remise à niveau organisé dans l'entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou de celle des techniques utilisées.

« Art. L. 7125-10 (nouveau). —

A la fin de son mandat, le président de l'Assemblée de Guyane ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, a cessé son activité professionnelle salariée a droit sur sa demande à une formation professionnelle et à un bilan de compétences dans les conditions fixées par la sixième partie du code du travail.

« Lorsque l'intéressé demande à bénéficier du congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 du même code ainsi que du congé de bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même code, le temps passé au titre du mandat local est assimilé aux durées d'activité exigées pour l'accès à ces congés.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Art. L. 7125-11 (nouveau). —

A l'occasion du renouvellement général des conseillers à l'Assemblée de Guyane, le président ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

« - être inscrit à l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail conformément aux dispositions de l'article L. 5411-1 du même code ;

« - avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.

« Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés à l'article L. 7125-20, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.

« L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 2123-11-2 et L. 3123-9-2.

« Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.

« Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

« SECTION 2

« DROIT À LA FORMATION

« Art. L. 7125-12 (nouveau). —

Les conseillers à l'Assemblée de Guyane ont droit à une formation adap-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

tée à leurs fonctions.

« Dans les trois mois suivant son renouvellement, l'Assemblée de Guyane délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

« Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la collectivité territoriale est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des conseillers à l'Assemblée de Guyane.

« Art. L. 7125-13 (nouveau). — Indépendamment des autorisations d'absence et du crédit d'heures prévus aux articles L. 7125-1 et L. 7125-2, les conseillers à l'Assemblée de Guyane qui ont la qualité de salarié ont droit à un congé de formation. Ce congé est fixé à dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 7125-14 (nouveau). — Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.

« Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la présente section sont compensées par la collectivité territoriale dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

« Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux conseillers à l'Assemblée.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de ces dispositions.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« Art. L. 7125-15 (nouveau). —

Les dispositions des articles L. 7125-12 à L. 7125-14 ne sont pas applicables aux voyages d'études des conseillers à l'Assemblée. Les délibérations relatives à ces voyages précisent leur objet, qui doit avoir un lien direct avec l'intérêt de la collectivité territoriale, ainsi que leur coût prévisionnel.

—
« Art. L. 7125-16 (nouveau). —

Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre de l'intérieur dans les conditions fixées à l'article L. 1221-1.

« SECTION 3

« INDEMNITÉS DES TITULAIRES DE MANDATS À L'ASSEMBLÉE DE GUYANE

—
« Art. L. 7125-17 (nouveau). —

Les conseillers à l'Assemblée de Guyane reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

—
« Art. L. 7125-18 (nouveau). —

Lorsque l'Assemblée de Guyane est renouvelée, la délibération fixant les indemnités de ses membres en application de la présente section intervient dans les trois mois suivant son installation.

« Toute délibération concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulatif de l'ensemble des indemnités allouées aux conseillers à l'Assemblée de Guyane.

—
« Art. L. 7125-19 (nouveau). —

Les indemnités maximales votées par l'Assemblée de Guyane pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller à l'Assemblée de Guyane sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 7125-17 le taux

« Art. L. 7125-2. — Les indemnités maximales votées par l'Assemblée de Guyane pour l'exercice effectif des fonctions de membres de l'Assemblée de Guyane sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'arti-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

de L. 4135-15 le taux de 48 %.

« Le règlement intérieur détermine les conditions dans lesquelles est réduit le montant des indemnités mensuelles allouées aux membres de l'Assemblée de Guyane en fonction de leur participation effective aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent la collectivité de Guyane. Cette réduction ne peut être inférieure à 20 % de ces indemnités par absence non justifiée aux séances plénières. Elle ne saurait, au total, dépasser la moitié de l'indemnité maximale mensuelle pouvant être allouée à chacun des ~~membres de~~ l'Assemblée de Guyane en application du présent article.

« Art. ~~L. 7125-3~~. — L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Guyane pour l'exercice effectif des fonctions de président de l'Assemblée de Guyane est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 4135-15 le taux de 145 %.

« L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Guyane pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président ayant délégation de l'exécutif de l'Assemblée de Guyane est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 4135-15 le taux de 57,6 %.

« Dans les mêmes conditions, l'indemnité maximale des membres de la commission permanente de l'Assemblée de Guyane autres que le président et les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 4135-15 le taux de 50,4 %.

de 48 %.

« Le règlement intérieur détermine les conditions dans lesquelles est réduit le montant des indemnités mensuelles allouées aux membres de l'Assemblée de Guyane en fonction de leur participation effective aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent la collectivité territoriale de Guyane. Cette réduction ne peut être inférieure à 20 % de ces indemnités par absence non justifiée aux séances plénières. Elle ne saurait, au total, dépasser la moitié de l'indemnité maximale mensuelle pouvant être allouée à chacun des conseillers à l'Assemblée de Guyane en application du présent article.

« Art. L. 7125-20 (nouveau). — L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Guyane pour l'exercice effectif des fonctions de président de l'Assemblée de Guyane est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 7125-17 le taux de 145 %.

« L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Guyane pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président ayant délégation de l'exécutif de l'Assemblée de Guyane est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 7125-17 le taux de 57,6 %.

« Dans les mêmes conditions, l'indemnité maximale des membres de la commission permanente de l'Assemblée de Guyane autres que le président et les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 7125-17 le taux de 50,4 %.

« Art. L. 7125-21 (nouveau). — Le conseiller à l'Assemblée de Guyane titulaire d'autres mandats électoraux ou qui siège à ce titre au conseil d'administration d'un établissement public local, du centre national de la fonction publique territoriale, au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

société d'économie mixte locale ou qui préside une telle société ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire telle qu'elle est définie à l'article premier de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. Ce plafond s'entend déduction faite des cotisations sociales obligatoires.

« Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller à l'Assemblée de Guyane fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative de l'Assemblée de Guyane ou de l'organisme concerné.

« Art. L. 7125-22 (nouveau). — Les conseillers à l'Assemblée de Guyane peuvent recevoir une indemnité de déplacement et le remboursement des frais de séjour qu'ils ont engagés pour prendre part aux réunions de l'Assemblée de Guyane, des commissions et des instances dont ils font partie ès qualités.

« Les conseillers à l'Assemblée de Guyane handicapés peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat.

« Ils ont, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires de transport et de séjour pouvant résulter de l'exercice des mandats spéciaux dont ils sont chargés par l'Assemblée de Guyane.

« Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent leur être remboursées par la région sur présentation d'un état de frais et après délibération de l'Assemblée de Guyane. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handi-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

capées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

« Art. L. 7125-23 (nouveau). — Lorsque le président de l'Assemblée de Guyane et les vice-présidents ayant reçu délégation de celui-ci qui ont interrompu leur activité professionnelle pour exercer leur mandat utilisent le chèque emploi-service universel prévu par l'article L. 1271-1 du code du travail pour assurer la rémunération des salariés ou des associations ou entreprises agréées chargés soit de la garde des enfants, soit de l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile en application des articles L. 7231-1 et L. 7232-1 du même code, l'Assemblée de Guyane peut accorder par délibération une aide financière en faveur des élus concernés, dans des conditions fixées par décret.

« Le bénéfice du présent article ne peut se cumuler avec celui du quatrième alinéa de l'article L. 7125-22.

« Art. L. 7125-24 (nouveau) . — Lorsque la résidence personnelle du président de l'Assemblée de Guyane se situe en dehors de l'agglomération comprenant la commune chef-lieu de la région et que le domaine de la collectivité territoriale de Guyane comprend un logement de fonction, l'Assemblée de Guyane peut fixer par délibération les modalités selon lesquelles ce logement lui est affecté.

« Lorsque le domaine de la collectivité territoriale ne comporte pas un tel logement, l'Assemblée de Guyane peut, par délibération, décider d'attribuer au président une indemnité de séjour, dans la limite des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat, en raison des frais qu'il a

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

engagés pour être présent au chef-lieu de la collectivité pour assurer la gestion des affaires de la collectivité.

« SECTION 4

« PROTECTION SOCIALE

« Sous-section 1

« Sécurité sociale

« Art. L. 7125-25. (nouveau) —
Le temps d'absence prévu aux articles L. 7125-1 et L. 7125-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales.

« Art. L. 7125-26 (nouveau). —
Lorsqu'un élu qui perçoit une indemnité de fonction et qui n'a pas interrompu toute activité professionnelle ne peut exercer effectivement ses fonctions en cas de maladie, maternité, paternité ou accident, le montant de l'indemnité de fonction qui lui est versée est au plus égal à la différence entre l'indemnité qui lui était allouée antérieurement et les indemnités journalières versées par son régime de protection sociale.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

« Art. L. 7125-27 (nouveau). —
Lorsque le président de l'Assemblée de Guyane ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci a cessé d'exercer toute activité professionnelle pour l'exercice de son mandat et ne relève plus, à titre obligatoire, d'un régime de sécurité sociale, il est affilié au régime général de la sécurité sociale pour les prestations en nature et en espèces des assurances maladie, maternité, invalidité et décès.

« Les cotisations de la collectivité et celles de l'élu sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ce dernier en application des

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

dispositions du présent code.

« Un décret fixe les conditions
d'application du présent article.

« Sous-section 2

« Retraite

« Art. L. 7125-28 (nouveau). —
Le président de l'Assemblée de
Guyane ou les vice-présidents ayant dé-
légalion de l'exécutif qui, pour la durée
de leur mandat, ont cessé d'exercer leur
activité professionnelle et n'acquièrent
aucun droit à pension au titre d'un ré-
gime obligatoire d'assurance vieillesse
sont affiliés à l'assurance vieillesse du
régime général de la sécurité sociale.

« Art. L. 7125-29 (nouveau). —
Les conseillers à l'Assemblée de
Guyane autres que ceux visés à l'article
L. 7125-28 peuvent constituer une re-
traite par rente à la gestion de laquelle
doivent participer les élus affiliés.

« La constitution de la retraite par
rente incombe pour moitié à l'élu et pour
moitié à la collectivité.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe
le plafond des taux de cotisation.

« Art. L. 7125-30 (nouveau). —
Les conseillers à l'Assemblée de
Guyane sont affiliés au régime complé-
mentaire de retraite institué au profit des
agents non titulaires des collectivités
publiques.

« Les pensions versées en exécu-
tion du présent article sont cumulables
sans limitation avec toutes autres pen-
sions ou retraites.

« Art. L. 7125-31 (nouveau). —
Pour l'application des articles L. 7125-
28 à L. 7125-30, les cotisations de la
collectivité et celles de ses élus sont cal-
culées sur le montant des indemnités ef-
fectivement perçues par ces derniers en
application des dispositions de la section
3 du présent chapitre ou de tout autre

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

texte régissant l'indemnisation de leurs fonctions.

« Les cotisations des élus ont un caractère personnel et obligatoire.

« Art. L. 7125-32 (nouveau). — Les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant le 30 mars 1992 continuent d'être honorés par les institutions et organismes auprès desquels ils ont été constitués ou auprès desquels ils ont été transférés. Les charges correspondantes sont notamment couvertes, le cas échéant, par une subvention d'équilibre versée par les collectivités concernées.

« Les élus mentionnés à l'alinéa précédent, en fonction ou ayant acquis des droits à une pension de retraite avant le 30 mars 1992, peuvent continuer à cotiser à ces institutions et organismes.

« La collectivité contribue dans la limite prévue à l'article L. 7125-29.

« SECTION 5

« RESPONSABILITÉ DE LA COLLECTIVITÉ EN CAS D'ACCIDENT

« Art. L. 7125-33 (nouveau). — La collectivité territoriale de Guyane est responsable, dans les conditions prévues par l'article L. 2123-31, des accidents subis par les conseillers à l'Assemblée de Guyane à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

« Art. L. 7125-34 (nouveau). — Lorsque les élus mentionnés à l'article L. 7125-33 sont victimes d'un accident survenu dans l'exercice de leurs fonctions, la collectivité territoriale de Guyane verse directement aux praticiens, pharmaciens, auxiliaires médicaux, fournisseurs ainsi qu'aux établissements le montant des prestations afférentes à cet accident calculé selon les tarifs appliqués en matière d'assurance maladie.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« SECTION 6

« RESPONSABILITÉ ET PROTECTION DES
ÉLUS

« Art. L. 7125-35 (nouveau). —

Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le président de l'Assemblée ou un conseiller le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

« La collectivité territoriale de Guyane est tenue d'accorder sa protection au président de l'Assemblée de Guyane, au conseiller le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

« Art. L. 7125-36 (nouveau). —

Le président de l'Assemblée de Guyane, les vice-présidents ou les conseillers ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

« La collectivité territoriale de Guyane est tenue de protéger le président de l'Assemblée de Guyane, les vice-présidents ou les conseillers ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« La collectivité est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élu intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

« SECTION 7

« HONORARIAT DES ANCIENS CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE GUYANE

« Art. L. 7125-37 (nouveau). — L'honorariat est conféré par le représentant de l'Etat dans la collectivité aux anciens conseillers à l'Assemblée de Guyane qui ont exercé leurs fonctions électives pendant quinze ans au moins.

« L'honorariat ne peut être refusé ou retiré par le représentant de l'Etat que si l'intéressé a fait l'objet d'une condamnation entraînant l'inéligibilité.

« L'honorariat n'est assorti d'aucun avantage financier imputable sur le budget de la collectivité territoriale de Guyane.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 7131-1. — (Sans modification).

« Art. L. 7131-2. — (Sans modification).

« TITRE III

« REGIME JURIDIQUE DES ACTES PRIS PAR LES AUTORITES DE LA COLLECTIVITE DE GUYANE

« Art. L. 7131-1. — Les délibérations de l'Assemblée de Guyane et de la commission permanente ainsi que les actes du président de l'Assemblée de Guyane sont soumis au régime juridique des actes pris par les autorités régionales dans les conditions fixées par les dispositions des chapitres I^{er} et II du titre IV du livre I^{er} de la quatrième partie.

« Art. L. 7131-2. — L'exercice par un contribuable des actions appartenant à la collectivité de Guyane est soumis aux dispositions du chapitre III du

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	titre IV du livre I ^{er} de la quatrième partie.	—
	« TITRE IV	<i>(Alinéa sans modification).</i>
	« RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITE DE GUYANE ET LES SERVICES DE L'ÉTAT	« RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITE <u>TERRITORIALE</u> DE GUYANE ET LES SERVICES DE L'ÉTAT
	« Art. L. 7141-1. — Sont applicables les dispositions des chapitres I ^{er} et II du titre V du livre I ^{er} de la quatrième partie.	« Art. L. 7141-1. — <i>(Sans modification).</i>
	« TITRE V	<i>(Alinéa sans modification).</i>
	« ATTRIBUTIONS DE LA COLLECTIVITÉ DE GUYANE	« ATTRIBUTIONS DE LA COLLECTIVITÉ <u>TERRITORIALE</u> DE GUYANE
	« Art. L. 7151-1. — La collectivité de Guyane exerce les compétences attribuées aux départements et aux régions telles que définies par le livre II des troisième et quatrième parties, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.	« <u>CHAPITRE I^{ER}</u> « <u>DISPOSITIONS GÉNÉRALES</u> « Art. L. 7151-1. — <u>L'Assemblée de Guyane règle par ses délibérations les affaires de la collectivité territoriale de Guyane.</u>
		« <u>Elle a compétence pour promouvoir la coopération régionale, le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la Guyane et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des communes.</u>
		« <u>Elle peut engager des actions complémentaires de celles de l'Etat, des communes et de leurs groupements et des établissements publics situés dans la collectivité territoriale.</u>
		« Art. L. 7151-2 <i>(nouveau)</i> . — <u>L'Assemblée de Guyane peut créer des</u>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Cf. annexe.</i></p>	<p>—</p> <p>« Elle exerce également les compétences prévues par les dispositions du chapitre IV du titre IV du livre IV de la troisième partie et du chapitre III du titre III du livre IV de la quatrième partie. »</p>	<p>—</p> <p><u>établissements publics dénommés agences, chargés d'assurer la réalisation des projets intéressant la collectivité territoriale de Guyane ainsi que le fonctionnement des services publics de la collectivité.</u></p>
		<p>Alinéa supprimé.</p>
		<p><u>« CHAPITRE II</u></p>
		<p><u>« CONSULTATION DE L'ASSEMBLÉE DE GUYANE PAR LE GOUVERNEMENT</u></p>
		<p><u>« Art. L. 7152-1. — L'Assemblée de Guyane peut présenter au Premier ministre des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration ainsi que toutes propositions relatives aux conditions du développement économique, social et culturel de la collectivité territoriale de Guyane.</u></p>
		<p><u>« Elle peut également faire au Premier ministre toutes remarques ou suggestions concernant le fonctionnement des services publics de l'Etat dans la collectivité.</u></p>
		<p><u>« Le Premier ministre accuse réception dans les quinze jours et fixe le délai dans lequel il apportera une réponse au fond.</u></p>
		<p><u>« Art. L. 7152-2. (nouveau) — L'Assemblée de Guyane est consultée sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions d'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative de la collectivité territoriale de Guyane.</u></p>
		<p><u>« Son avis est réputé acquis en l'absence de notification au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale d'un avis exprès dans un délai d'un mois à compter de la saisine ; ce délai est ré-</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

duit à quinze jours en cas d'urgence sur
demande du représentant de l'Etat.

« Art. L. 7152-3 (nouveau) —
L'Assemblée de Guyane est consultée
sur les propositions d'actes de l'Union
européenne qui concernent la collectivité
territoriale par les soins du ministre
chargé de l'outre-mer. Les dispositions
du second alinéa de l'article L. 7152-2
sont applicables.

« Elle peut adresser au Gouver-
nement des propositions pour l'applica-
tion des traités sur l'Union européenne et
sur le fonctionnement de l'Union euro-
péenne.

« Art. L. 7152-4. (nouveau) —
L'Assemblée de Guyane est consultée
sur les projets d'attribution ou de renou-
vellement des concessions portuaires et
aéroportuaires concernant la collectivité
territoriale de Guyane.

« Art. L. 7152-5. — L'Assemblée
de Guyane est saisie pour avis par le re-
présentant de l'Etat dans la collectivité
territoriale, avant le 31 décembre de
chaque année, des orientations générales
de la programmation des aides de l'Etat
au logement pour l'année suivante.

« Ces orientations générales por-
tent sur la répartition des aides par dis-
positif, d'une part, et la répartition des
aides par bassin d'habitat, d'autre part.

« CHAPITRE III

« COOPÉRATION RÉGIONALE

« Art. L. 7153-1 (nouveau). —
L'Assemblée de Guyane peut être saisie
pour avis de tous projets d'accords
concernant la coopération régionale en
matière économique, sociale, technique,
scientifique, culturelle, de sécurité civile
ou d'environnement entre la République
française et les États voisins de la
Guyane.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Elle se prononce à la première
réunion qui suit sa saisine.

« Art. L. 7153-2. (nouveau) —
L'Assemblée de Guyane peut adresser
au Gouvernement des propositions en
vue de la conclusion d'engagements in-
ternationaux concernant la coopération
régionale entre la République française
et les Etats voisins de la Guyane ou
d'accords avec des organismes régi-
onaux, y compris des organismes régi-
onaux dépendant des institutions spéciali-
sées des Nations unies.

« Art. L. 7153-3. (nouveau) —
Dans les domaines de compétence de
l'Etat, les autorités de la République
peuvent délivrer pouvoir au président de
l'Assemblée de Guyane pour négocier et
signer des accords avec un ou plusieurs
Etats ou territoires situés au voisinage de
la Guyane ou avec des organismes ré-
gionaux, y compris des organismes ré-
gionaux dépendant des institutions spé-
cialisées des Nations unies.

« Dans le cas où il n'est pas fait
application de l'alinéa ci-dessus, le pré-
sident de l'Assemblée de Guyane ou son
représentant peut être associé ou partici-
per, au sein de la délégation française,
aux négociations d'accords de même na-
ture.

« Le président de l'Assemblée de
Guyane peut être chargé par les autorités
de la République de les représenter au
sein des organismes régionaux relevant
des catégories mentionnées au premier
alinéa. Les autorités de la République le
munissent des instructions et pouvoirs
nécessaires.

« Art. L. 7153-4 (nouveau). —
Dans les domaines de compétence de la
collectivité territoriale de Guyane,
l'Assemblée de Guyane peut, par délibé-
ration, demander aux autorités de la Ré-
publique d'autoriser son président à né-
gocier, dans le respect des engagements
internationaux de la République, des ac-
cords avec un ou plusieurs Etats, territoi-
res ou organismes régionaux définis à
l'article L. 7153-3.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Lorsque cette autorisation est accordée, les autorités de la République sont, à leur demande, représentées à la négociation.

« A l'issue de la négociation, le projet d'accord est soumis à la délibération de l'Assemblée de Guyane pour acceptation. Les autorités de la République peuvent ensuite donner, sous réserve du respect des engagements internationaux de celle-ci, pouvoir au président de l'Assemblée de Guyane aux fins de signature de l'accord.

« Art. L. 7153-5 (nouveau) — Les accords internationaux portant à la fois sur des domaines de compétence de l'Etat et sur des domaines de compétence de la collectivité territoriale de Guyane sont, dans les cas où il n'est pas fait application du premier alinéa de l'article L. 7153-3, négociés et signés par les autorités de la République. A sa demande, le président de l'Assemblée de Guyane ou son représentant participe, au sein de la délégation française, à la négociation de ces accords.

« Le président de l'Assemblée de Guyane ou son représentant participe, au sein de la délégation française, à sa demande, aux négociations avec l'Union européenne intéressant la collectivité territoriale de Guyane.

« Le président de l'Assemblée de Guyane peut demander à l'Etat de prendre l'initiative de négociations avec l'Union européenne en vue d'obtenir des mesures spécifiques utiles au développement de la collectivité territoriale de Guyane.

« Art. L. 7153-6 (nouveau). — La collectivité territoriale de Guyane peut, avec l'accord des autorités de la République, être membre associé des organismes régionaux, mentionnés au premier alinéa de l'article L. 7153-3, ou observateur auprès de ceux-ci.

« L'Assemblée de Guyane peut saisir le Gouvernement de toutes propositions tendant à l'adhésion de la France

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

à de tels organismes.

« Art. L. 7153-7 (nouveau). — Il est institué un fonds de coopération régionale pour la Guyane. Ce fonds est alimenté par des crédits de l'Etat. Il peut recevoir des dotations de la collectivité territoriale de Guyane, de toute autre collectivité publique et de tout organisme public.

« Il est institué, auprès du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, un comité paritaire composé, d'une part, de représentants de l'Etat, d'autre part, de représentants de l'Assemblée de Guyane. Le comité arrête la liste des opérations éligibles au fonds de coopération régionale ainsi que le taux de subvention applicable à chacune d'elles.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

« Art. L. 7153-8 (nouveau). — Il est institué une instance de concertation des politiques de coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane.

« Cette instance est composée de représentants de l'Etat, du conseil général et du conseil régional de Guadeloupe, de l'Assemblée de Guyane, de l'Assemblée de Martinique et du conseil exécutif de Martinique.

« Elle se réunit au moins une fois par an en vue de coordonner les politiques menées par les exécutifs locaux, d'une part, et l'Etat, d'autre part. Elle se charge également de diffuser l'information relative aux actions menées dans la zone.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

« Art. L. 7153-9 (nouveau). — Assemblée de Guyane peut recourir aux sociétés d'économie mixte locales et aux sociétés d'économie mixte régies par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 précitée, pour la mise en œuvre des actions

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	<u>engagées dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de coopération régionale.</u>
		<u>« CHAPITRE IV</u>
		<u>« FONDS STRUCTURELS EUROPÉENS</u>
		<u>« CHAPITRE UNIQUE</u>
		<u>« Art. L. 7154-1 (nouveau). — Il est créé en Guyane une commission de suivi de l'utilisation des fonds européens.</u>
		<u>« Coprésidée par le préfet et le président de l'Assemblée de Guyane, cette commission est en outre composée des parlementaires de la collectivité territoriale de Guyane, d'un représentant du conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane, d'un représentant de l'association des maires, de représentants des chambres consulaires et de représentants des services techniques de l'Etat.</u>
		<u>« Cette commission établit un rapport semestriel sur la consommation des crédits.</u>
	<u>« TITRE VI</u>	<i>(Alinéa sans modification).</i>
	<u>« COMPÉTENCES DE L'ASSEMBLÉE DE GUYANE</u>	<i>(Alinéa sans modification).</i>
<i>Cf. annexe.</i>	<u>« Art. L. 7161-1. — L'Assemblée de Guyane exerce ses compétences dans les conditions fixées au titre I^{er} du livre II de la troisième partie et au titre II du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</u>	<u>« Art. L. 7161-1. — (Sans modification).</u>
		<u>« Art. L. 7161-2 (nouveau). — L'Assemblée de Guyane est associée par des conventions conclues avec l'Etat à l'élaboration et à la mise en oeuvre de la politique de mise en valeur de la forêt guyanaise.</u>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<i>Cf. annexe.</i>	<p style="text-align: center;">« TITRE VII</p> <p style="text-align: center;">« COMPÉTENCES DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE GUYANE</p> <p>« Art. L. 7171-1. — Le président de l'Assemblée de Guyane exerce ses compétences dans les conditions fixées au titre II du livre II de la troisième partie et au titre III du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>	<p>« Par dérogation à l'article L. 62 du code du domaine de l'Etat, ces conventions devront prévoir les conditions dans lesquelles pourront être cédées en toute propriété aux collectivités territoriales les surfaces appartenant au domaine de l'Etat qui seraient nécessaires à la réalisation de leurs opérations d'équipement ou d'aménagement.</p> <p>« Elles devront également prévoir les conditions de détermination, dans les zones agglomérées, des biens vacants et sans maître pour leur dévolution aux collectivités territoriales, la détermination des périmètres de protection des zones naturelles et les modalités d'examen des demandes de permis forestiers au regard des plans d'aménagement communal.</p> <p style="text-align: center;"><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p style="text-align: center;"><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p style="text-align: center;"><u>« CHAPITRE UNIQUE</u></p> <p>« Art. L. 7171-1. — <i>(Sans modification).</i></p> <p style="text-align: center;"><u>« TITRE VII BIS</u></p> <p>« <u>Compétences du conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane</u></p> <p style="text-align: center;"><u>« CHAPITRE UNIQUE</u></p> <p>« <u>Art. L. 7171-2 (nouveau).</u> — <u>Le conseil économique, social, environnemental et culturel de Guyane exerce ses compétences dans les conditions fixées au titre IV du livre II de la quatrième partie et à la section 2 du chapitre III du titre III du livre IV de la qua-</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—

—

—

trième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.

« TITRE VII TER

« Interventions et aides de la collectivité territoriale de Guyane

« CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 7171-3. (nouveau) — La collectivité territoriale de Guyane intervient en matière économique, sociale, culturelle et environnementale et attribue des aides dans les conditions fixées au titre III du livre II de la troisième partie, au titre V du livre II de la quatrième partie et aux sections 3 et 4 du chapitre III du titre III du livre IV de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.

« TITRE VIII

« GESTION DES SERVICES PUBLICS DE LA COLLECTIVITÉ DE GUYANE

« Art. L. 7181-1. — La gestion des services publics de la collectivité de Guyane est soumise aux dispositions prévues au titre IV du livre II de la troisième partie et au titre VI du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.

« Art. L. 7181-2. — Le représentant de l'État exerce les pouvoirs définis par l'article L. 1451-1 à l'égard des collectivités territoriales de Guyane, de leurs groupements et de leurs établissements publics.

« TITRE IX

« TITRE VIII

« GESTION DES SERVICES PUBLICS DE LA COLLECTIVITÉ DE GUYANE

« CHAPITRE UNIQUE

« Art. L. 7181-1. — (Sans modification).

« Art. L. 7181-2. — Supprimé.

« TITRE IX

Cf. annexe.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	« FINANCES DE LA COLLECTIVITÉ DE GUYANE	« FINANCES DE LA COLLECTIVITÉ <u>TERRITORIALE</u> DE GUYANE
	« <i>CHAPITRE UNIQUE</i>	« <i>CHAPITRE UNIQUE</i>
	« <i>Art. L. 7191-1.</i> — La collectivité de Guyane est soumise aux dispositions suivantes du présent code dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre :	« <i>Art. L. 7191-1.</i> — La collectivité <u>territoriale</u> de Guyane est soumise aux dispositions suivantes du présent code dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre :
	« 1° Le livre VI de la première partie ;	
	« 2° Le titre III du livre III et le chapitre III du titre IV du livre IV de la troisième partie ;	
	« 3° Le titre III du livre III et le chapitre IV du titre III du livre IV de la quatrième partie.	
		« <i>Art. L. 7191-1-1 (nouveau).</i> — <u>Les dépenses engagées par la collectivité territoriale de Guyane pour le transport scolaire par voie fluviale ouvrent droit à compensation. Les ressources attribuées par l'Etat à la collectivité, au titre de cette compensation, sont équivalentes aux dépenses engagées par le département de Guyane durant l'année précédant la publication de la loi n° 2007-224 du 21 février 2007 portant dispositions statutaires et institutionnelles relatives à l'outre-mer.</u>
	« <i>Art. L. 7191-2.</i> — Les crédits nécessaires au fonctionnement du conseil économique, social et environnemental et, le cas échéant, à la réalisation de ses études font l'objet d'une inscription distincte au budget de la collectivité.	« <i>Art. L. 7191-2.</i> — Les crédits nécessaires au fonctionnement du conseil économique, social, environnemental <u>et culturel</u> et, le cas échéant, à la réalisation de ses études font l'objet d'une inscription distincte au budget de la collectivité <u>territoriale</u> .
	« Ils sont notifiés, chaque année, après le vote du budget, au président du conseil économique, social et environnemental par le président de l'Assemblée de Guyane.	« Ils sont notifiés, chaque année, après le vote du budget, au président du conseil économique, social, environnemental <u>et culturel</u> par le président de l'Assemblée de Guyane.
	« <i>Art. L. 7191-3.</i> — Sont obliga-	« <i>Art. L. 7191-3.</i> — (<i>Sans modifi-</i>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L 4135-12.</i> — Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.</p>	<p>toires pour la collectivité :</p> <p>« 1° Les dépenses relatives au fonctionnement des organes délibérants et à l'entretien de l'hôtel de la collectivité ;</p>	<p><i>cation).</i></p> <p>« 1° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la présente section sont compensées par la région dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.</p>	<p>« 2° Les dépenses relatives aux indemnités de fonction prévues aux articles L. 7125-1 à L. 7125-3 et aux frais de formation mentionnés à l'article L. 4135-12 ainsi que les cotisations au fonds institué par l'article L. 1621-2 ;</p>	<p>« 2° Les dépenses relatives aux indemnités de fonction prévues aux articles L. 7125-17 à L. 7125-20 et aux frais de formation mentionnés à l'article <u>L. 7125-14</u> ainsi que les cotisations au fonds institué par l'article L. 1621-2 ;</p>
<p>Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la région.</p>		
<p>Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de ces dispositions.</p>		
<p><i>Art. L1621-2.</i> — Un fonds de financement verse l'allocation de fin de mandat prévue par les articles L. 2123-11-2, L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2. Sa gestion est assurée par la Caisse des dépôts et consignations. Ce fonds est alimenté par une cotisation obligatoire annuelle versée par les communes de plus de 1 000 habitants, les départements, les régions ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.</p>		
<p>L'assiette de la cotisation obligatoire est constituée par le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées par la collectivité ou l'établissement à ses élus.</p>		
<p>Le taux de la cotisation obligatoire est fixé par décret compte tenu des besoins de financement du fonds. Il ne peut excéder 1,5 %.</p>		
<p>Le bilan de la gestion du fonds fait l'objet d'une information du comité</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>des finances locales et d'une publication au Journal officiel.</p>	<p>« 3° Les cotisations au régime général de la sécurité sociale en application de l'article L. 4135-20-2 et aux régimes de retraites des élus en application des articles L. 4135-21 à L. 4135-24 ;</p>	<p>« 3° Les cotisations au régime général de la sécurité sociale en application de l'article <u>L. 7125-27</u> et aux régimes de retraites des élus en application des articles <u>L. 7128-28</u> à L. <u>7125-31</u> ;</p>
<p>Les cotisations des régions et celles de l'élu sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ce dernier en application des dispositions du présent code.</p>		
<p>Un décret fixe les conditions d'application du présent article.</p>		
<p><i>Art. L4135-21.</i> — Les présidents ou les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif du conseil régional qui, pour la durée de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle et n'acquièrent aucun droit à pension au titre d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse sont affiliés à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale.</p>		
<p><i>Art. L4135-22.</i> — Les membres du conseil régional autres que ceux visés à l'article L. 4135-21 peuvent constituer une retraite par rente à la gestion de laquelle doivent participer les élus affiliés.</p>		
<p>La constitution de la retraite par rente incombe pour moitié à l'élu et pour moitié à la région.</p>		
<p>Un décret en Conseil d'Etat fixe le plafond des taux de cotisation.</p>		
<p><i>Art. L4135-23.</i> — Les membres du conseil régional sont affiliés au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires des collectivités publiques.</p>		
<p>Les pensions versées en exécution du présent article sont cumulables</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>sans limitation avec toutes autres pensions ou retraites.</p>		
<p><i>Art. L4135-24.</i> — Pour l'application des articles L. 4135-21 à L. 4135-23, les cotisations des régions et celles de leurs élus sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ces derniers en application des dispositions de la section 3 du présent chapitre ou de tout autre texte régissant l'indemnisation de leurs fonctions.</p>		
<p>Les cotisations des élus ont un caractère personnel et obligatoire.</p>		
<p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale</p>	<p>« 4° La cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale ;</p>	<p>« 4° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 88-1.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>	<p>« 5° La rémunération des agents de la collectivité ;</p>	<p>« 5° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires</p>	<p>« 6° Dans les conditions prévues à l'article 88-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les dépenses afférentes aux prestations mentionnées à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;</p>	<p>« 6° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 9.</i> — <i>Cf. annexe.</i></p>	<p>« 7° Les intérêts de la dette et les dépenses de remboursement de la dette en capital ;</p>	<p>« 7° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 8° Les dépenses dont la collectivité a la charge en matière d'éducation nationale ;</p>	<p>« 8° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 9° La participation de la collectivité aux dépenses de fonctionnement des instituts universitaires de formation des maîtres ;</p>	<p>« 9° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 10° Les dépenses liées à l'organisation des transports scolaires ;</p>	<p>« 10° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 11° Les dépenses relatives à l'action sociale, à la santé et à l'insertion</p>	<p>« 11° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">Code de l'urbanisme</p> <p><i>Art. L318-2.</i> — Au fur et à mesure de la réalisation des équipements, et au plus tard à l'issue des opérations et travaux définis dans le présent livre, les équipements mobiliers ou immobiliers destinés à un service public ou à l'usage public appartenant à l'Etat, à des collectivités locales ou à des établissements publics peuvent être, à défaut d'accord, transférés à titre gratuit aux collectivités locales et aux établissements publics dans la circonscription desquels ils se trouvent et classés, s'il y a lieu, dans leur domaine public par décret en Conseil d'Etat, après enquête publique réalisée conformément au code de l'expropriation pour cause d'utilité publique et consultation des assemblées délibérantes intéressées.</p>	<p>mises à la charge de la collectivité ;</p> <p>« 12° Les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie ;</p> <p>« 13° Les frais du service départemental des épizooties ;</p> <p>« 14° La participation au service départemental d'incendie et de secours ;</p> <p>« 15° Les dépenses résultant de l'entretien des biens transférés à la collectivité par application des dispositions de l'article L. 318-2 du code de l'urbanisme ;</p> <p>« 16° Les dépenses d'entretien et construction des ports maritimes de commerce et de pêche ;</p> <p>« 17° Les dépenses d'entretien et construction de la voirie de la collectivité ;</p> <p>« 18° Le paiement des dettes exigibles ;</p> <p>« 19° Les dotations aux amortissements ;</p> <p>« 20° Les dotations aux provisions ;</p> <p>« 21° La reprise des subventions d'équipement reçues.</p> <p>« Un décret détermine les modalités d'application des dispositions</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p>« 12° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 13° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 14° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 15° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 16° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 17° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 18° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 19° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 20° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 21° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>(<i>Alinéa sSans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>des 19°, 20° et 21°. »</p> <p>Article 3</p> <p>Le livre II de la septième partie du code général des collectivités territoriales est ainsi rédigé :</p> <p>« LIVRE II</p> <p>« COLLECTIVITE DE MARTINIQUE</p> <p>« TITRE I^{ER}</p> <p>« DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p> <p>« CHAPITRE IER</p> <p>« Nom et territoire</p> <p>« Art. L. 7211-1. — Il est institué, en Martinique, une collectivité unique, intitulée : "collectivité de Martinique", qui exerce les attributions confiées à un département d'outre-mer et à une région d'outre-mer.</p> <p>« Art. L. 7211-2. — La détermination du chef lieu de la collectivité de Martinique et son éventuel transfert sont décidés par décret en Conseil d'État, après consultation de l'Assemblée de Martinique et des conseils municipaux des communes concernées.</p> <p>« CHAPITRE II</p> <p>« Dispositions générales</p> <p>« Art. L. 7212-1. — Pour l'appli-</p>	<p>—</p> <p>Article 3</p> <p><u>A</u> la septième partie du <u>même</u> code, <u>il est inséré un livre II</u> ainsi rédigé :</p> <p>« LIVRE II</p> <p>« COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« CHAPITRE <u>UNIQUE</u></p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>« Art. L. 7211-1. — <u>La</u> Martinique <u>constitue</u> une collectivité <u>territoriale de la République régie par l'article 73 de la Constitution</u>, qui exerce les <u>compétences attribuées</u> à un département d'outre-mer et à une région d'outre-mer.</p> <p>« Art. L. 7211-1-1 (nouveau). — <u>La collectivité territoriale de Martinique succède au département de Martinique et à la région de Martinique dans tous leurs droits et obligations.</u></p> <p>« Art. L. 7211-2. — La détermination <u>et le transfert du chef-lieu de la collectivité territoriale de Martinique</u> sont décidés par décret en Conseil d'État, après consultation de l'Assemblée de Martinique et des conseils municipaux des communes concernées.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>Alinéa supprimé.</p> <p>« Art. L. 7211-3. — Pour l'appli-</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

cation du présent code à la Martinique :

« 1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité de Martinique ;

« 2° La référence au conseil régional ou au conseil général est remplacée par la référence à l'Assemblée de Martinique ;

« 3° La référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée par la référence au président du conseil exécutif ;

« 4° La référence aux conseillers généraux ou aux conseillers régionaux est remplacée par la référence aux ~~membres de~~ l'Assemblée de Martinique ;

« 5° La référence au conseil économique, social et environnemental régional est remplacée par la référence au conseil économique, social et environnemental ;

« 6° La référence au conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement est remplacée par la référence au conseil économique, social et environnemental.

« TITRE II

« ORGANES DE LA COLLECTIVITÉ DE MARTINIQUE

« CHAPITRE I^{er}

« Dispositions générales

« Art. L. 7221-1. — Les organes de la collectivité de Martinique comprennent l'Assemblée de Martinique et son président, le conseil exécutif et son

cation du présent code en Martinique

« 1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité territoriale de Martinique ;

« 2° (*Sans modification*).

« 3° La référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée par la référence au président du conseil exécutif de Martinique pour les attributions dévolues à l'autorité exécutive de la collectivité et par la référence au président de l'Assemblée de Martinique pour les attributions liées à la présidence de l'assemblée délibérante ;

« 4° La référence aux conseillers généraux ou aux conseillers régionaux est remplacée par la référence aux conseillers à l'Assemblée de Martinique ;

« 5° La référence au conseil économique, social et environnemental régional est remplacée par la référence au conseil économique, social, environnemental et culturel ;

« 6° La référence au conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement est remplacée par la référence au conseil économique, social, environnemental et culturel.

(*Alinéa sans modification*).

« ORGANES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE

(*Alinéa sans modification*).

(*Alinéa sans modification*).

« Art. L. 7221-1. — Les organes de la collectivité territoriale de Martinique comprennent l'Assemblée de Martinique et son président, le conseil exécutif

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Code général des collectivités territoriales</p> <p><i>Art. L. 4132-2 à L. 4132-27. — Cf. annexe.</i></p>	<p>président et le Conseil économique, social et environnemental de Martinique.</p> <p>« Art. L. 7221-2. — Nul ne peut être à la fois membre de l'Assemblée de Martinique ou du conseil exécutif et du Conseil économique, social et environnemental de Martinique.</p> <p>« CHAPITRE II</p> <p>« L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE</p> <p>« Art. L. 7222-1. — L'Assemblée de Martinique est l'organe délibérant de la collectivité. La composition de l'Assemblée de Martinique et la durée du mandat de ses membres sont régies par les dispositions des articles L. 383-10 à L. 383-18 du code électoral.</p> <p>« Art. L. 7222-2. — Sont applicables à l'Assemblée de Martinique les dispositions des articles L. 4132-2 à L. 4132-27 dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>	<p>tif de Martinique et son président, <u>assistés du conseil économique, social, environnemental et culturel</u> de Martinique.</p> <p>« Art. L. 7221-2. — Nul ne peut être à la fois <u>conseiller à l'Assemblée de Martinique ou conseiller exécutif de Martinique</u> et <u>membre</u> du conseil, économique, social, environnemental <u>et culturel</u> de Martinique.</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« SECTION 1</p> <p>« COMPOSITION</p> <p>« Art. L. 7222-1. — La composition de l'Assemblée de Martinique et la durée du mandat <u>des conseillers à l'Assemblée de Martinique</u> sont <u>déterminées</u> par les articles L. 558-5 et L. 558-6 du code électoral.</p> <p>« SECTION 2</p> <p>« <u>Démission et dissolution</u></p> <p>« Art. L. 7222-2. — <u>Lorsqu'un conseiller à l'Assemblée de Martinique donne sa démission, il l'adresse au président de l'Assemblée de Martinique qui en donne immédiatement avis au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale.</u></p> <p>« Art. L. 7222-3 (nouveau). — <u>Tout conseiller à l'Assemblée de Martinique qui, sans excuse valable, a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois est déclaré démissionnaire par le Conseil d'Etat. Le refus résulte soit d'une déclaration expresse</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

adressée à qui de droit ou rendue publique par son auteur, soit de l'abstention persistante après avertissement de l'autorité chargée de la convocation.

« Le conseiller ainsi démissionnaire ne peut être réélu avant le délai d'un an.

« Art. L. 7222-4 (nouveau). — Lorsque le fonctionnement de l'Assemblée de Martinique se révèle impossible, le Gouvernement peut en prononcer la dissolution par décret motivé pris en conseil des ministres ; il en informe le Parlement dans le délai le plus bref.

« La dissolution ne peut jamais être prononcée par voie de mesure générale.

« Art. L. 7222-5 (nouveau). — En cas de dissolution de l'Assemblée de Martinique, de démission de tous les conseillers en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous les conseillers, le président du conseil exécutif est chargé de l'expédition des affaires courantes. Ses décisions ne sont exécutoires qu'avec l'accord du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale. Il est procédé à la réélection de l'Assemblée de Martinique dans un délai de deux mois. L'Assemblée se réunit de plein droit le premier vendredi qui suit son élection.

« Le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale convoque chaque conseiller élu pour la première réunion, dont il fixe l'heure et le lieu.

« SECTION 3

« FONCTIONNEMENT

« Sous-section 1

« Siège et règlement intérieur

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« Art. L. 7222-6 (nouveau). —
L'Assemblée de Martinique a son siège
à l'hôtel de la collectivité territoriale de
Martinique.

« Art. L. 7222-7. (nouveau) —
L'Assemblée de Martinique établit son
règlement intérieur dans le mois qui suit
son renouvellement. Le règlement inté-
rieur peut être déféré devant le tribunal
administratif.

« Sous-section 2

« Réunions

« Art. L. 7222-8 (nouveau). —
La première réunion de l'Assemblée de
Martinique se tient de plein droit le pre-
mier vendredi qui suit son élection.

« Art. L. 7222-9 (nouveau). —
L'Assemblée de Martinique se réunit à
l'initiative de son président, au moins
une fois par trimestre, au chef-lieu de la
collectivité territoriale ou dans tout autre
lieu choisi par son président assisté des
vice-présidents.

« Art. L. 7222-10 (nouveau). —
L'Assemblée de Martinique est égale-
ment réunie à la demande :

« 1° Du conseil exécutif ;

« 2° Ou du tiers de ses membres
sur un ordre du jour déterminé, pour une
durée qui ne peut excéder deux jours. Un
même conseiller à l'Assemblée de Mar-
tinique ne peut présenter plus d'une de-
mande de réunion par semestre.

« En cas de circonstances excep-
tionnelles, les conseillers à l'Assemblée
de Martinique peuvent être réunis par
décret.

« Sous-section 3

« Séances

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Art. L. 7222-11(nouveau) . —
Les séances de l'Assemblée de Martini-
que sont publiques.

« Néanmoins, sur la demande de
cinq membres ou de son président,
l'Assemblée peut décider, sans débat, à
la majorité absolue des membres pré-
sents ou représentés, qu'elle se réunit à
huis clos.

« Sans préjudice des pouvoirs
que le président de l'Assemblée tient de
l'article L. 7222-12, ces séances peuvent
être retransmises par les moyens de
communication audiovisuelle.

« Art. L. 7222-12 (nouveau). —
Le président a seul la police de l'as-
semblée.

« Il peut faire expulser de l'audi-
toire ou arrêter tout individu qui trouble
l'ordre.

« En cas de crime ou de délit, il
en dresse procès-verbal, et le procureur
de la République en est immédiatement
saisi.

« Art. L. 7222-13 (nouveau). —
Pour l'organisation des travaux de
l'Assemblée, le président de
l'Assemblée de Martinique est assisté de
quatre vice-présidents élus dans les
conditions prévues à l'article L. 7223-2.

« Art. L. 7222-14 (nouveau). —
Le procès-verbal de chaque séance, ré-
digé par un des secrétaires, est arrêté au
commencement de la séance suivante, et
signé par le président et le secrétaire.

« Il contient les rapports, les
noms des membres qui ont pris part à la
discussion et l'analyse de leurs opinions.

« Sous-section 4

« Délibérations

« Art. L. 7222-15 (nouveau). —
L'Assemblée de Martinique ne peut dé-
libérer si la majorité absolue de ses

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

membres en exercice n'est présente.

« Toutefois, si l'Assemblée ne se réunit pas, au jour fixé par la convocation, en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

« Sous réserve des dispositions des articles L. 7223-1, L. 7223-2, L. 7223-3 et L. 7224-1 les délibérations de l'Assemblée sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

« Art. L. 7222-16 (nouveau). — Les votes sont recueillis au scrutin public toutes les fois que le sixième des membres présents le demande. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

« Néanmoins, les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret dans les cas où la loi ou le règlement le prévoit expressément. Dans les autres cas, l'Assemblée de Martinique peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations.

« Le résultat des scrutins publics, énonçant les noms des votants, est reproduit au procès-verbal.

« Art. L. 7222-17 (nouveau). — Un conseiller à l'Assemblée de Martinique empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de l'Assemblée.

« Un conseiller à l'Assemblée de Martinique ne peut recevoir qu'une seule délégation.

« Art. L. 7222-18 (nouveau). — Les délibérations de l'Assemblée de Martinique sont publiées.

« Toute personne a le droit de demander communication des délibérations et procès-verbaux des séances publiques de l'Assemblée de Martinique, des budgets et des comptes de la collectivité territoriale ainsi que des arrêtés du

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

président.

« Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

« La communication des documents mentionnés au deuxième alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du président de l'Assemblée de Martinique que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

« Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs de la collectivité territoriale.

« Sous-section 5

« Information

« Art. L. 7222-19 (nouveau). — Tout conseiller à l'Assemblée de Martinique a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la collectivité territoriale qui font l'objet d'une délibération.

« Art. L. 7222-20 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique assure la diffusion de l'information auprès de ses membres par les moyens matériels qu'elle juge les plus appropriés.

« Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, l'Assemblée peut définir les conditions dans lesquelles sont mis à disposition de ses membres, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.

« Art. L. 7222-21 (nouveau). — Douze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée de Martinique, le président de l'Assemblée adresse aux conseillers, sous quelque forme que ce soit, les rapports et projets de délibération qui lui ont été transmis par le président du conseil exécutif dans les conditions prévues à l'article L. 7225-3, ainsi

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

que les projets sur lesquels le conseil économique, social, environnemental et culturel est obligatoirement consulté, assortis de l'avis de ce conseil, qui lui ont été transmis dans les mêmes conditions.

« Les rapports et projets visés à l'alinéa précédent peuvent être mis à la disposition des conseillers qui le souhaitent par voie électronique de manière sécurisée ; cette mise à disposition fait l'objet d'un avis adressé à chacun de ces conseillers dans les conditions prévues au premier alinéa.

« Sans préjudice des dispositions de l'article L. 7222-19, en cas d'urgence, le délai prévu au premier alinéa peut être abrégé par le président de l'Assemblée sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

« Le président de l'Assemblée rend compte dès l'ouverture de la séance de l'Assemblée de Martinique, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

« Art. L. 7222-22 (nouveau). — Les conseillers à l'Assemblée de Martinique ont le droit d'exposer en séance des questions orales ayant trait aux affaires de la collectivité territoriale. Il y est répondu par le président du conseil exécutif ou un conseiller exécutif désigné par lui. Le règlement intérieur en fixe la fréquence ainsi que les conditions de présentation et d'examen.

« Sous-section 6

« Commissions et représentation au sein d'organismes extérieurs

« Art. L. 7222-23 (nouveau). — Après l'élection de son président et de ses vice-présidents, dans les conditions prévues à l'article L. 7223-2, l'Assemblée de Martinique peut former ses commissions et procéder à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

extérieur.

« Art. L. 7222-24 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt local ou de procéder à l'évaluation d'un service public de la collectivité. Un même conseiller ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

« Aucune mission ne peut être créée à partir du 1^{er} janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement de l'Assemblée de Martinique.

« Le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux conseillers à l'Assemblée de Martinique.

« Art. L. 7222-25 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes, en tenant compte du principe de la représentation proportionnelle des groupes d'élus. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

« Sous-section 7

« Fonctionnement des groupes d'élus

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« Art. L. 7222-26 (nouveau). —

Le fonctionnement des groupes d'élus peut faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire des élus.

« Les groupes d'élus se constituent par la remise au président de l'Assemblée de Martinique d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

« Dans les conditions qu'elle définit, l'Assemblée de Martinique peut affecter aux groupes d'élus, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

« Le président de l'Assemblée de Martinique peut, dans les conditions fixées par l'Assemblée et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes. L'Assemblée de Martinique ouvre au budget de la collectivité territoriale, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux conseillers à l'Assemblée de Martinique.

« Le président de l'Assemblée de Martinique est l'ordonnateur des dépenses susmentionnées.

« L'élu responsable de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service que ces collaborateurs accomplissent auprès du groupe.

—
« Art. L. 7222-27 (nouveau). —

Lorsque la collectivité territoriale de Martinique diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion de l'Assemblée de Martinique et du conseil exécutif de Martinique, un espace est réservé à l'expression des groupes d'élus. Les modalités d'application de cette dis-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

position sont définies par le règlement intérieur.

« Sous-section 8

« Relations avec le représentant de l'Etat

« Art. L. 7222-28 (nouveau). —

Le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et, dans les conditions fixées par le présent code, du contrôle administratif.

« Dans les conditions fixées par le présent code, il veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les autorités de la collectivité territoriale de Martinique.

« Art. L. 7222-29 (nouveau). —

Le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale est seul habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant l'Assemblée de Martinique.

« Par accord du président de l'Assemblée de Martinique et du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, celui-ci est entendu par l'Assemblée de Martinique.

« En outre, sur demande du Premier ministre, le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale est entendu par l'Assemblée de Martinique.

« Dans les cas prévus aux deuxième et troisième alinéas, le président du conseil exécutif de Martinique et les conseillers exécutifs assistent à la séance.

« Art. L. 7222-30 (nouveau). —

Sur sa demande, le président de l'Assemblée de Martinique reçoit du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.

« Sur sa demande, le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale reçoit du président de l'Assemblée de Martinique les informations nécessaires

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
		<p>à l'exercice de ses attributions.</p> <p><u>« Art. L. 7222-31 (nouveau). — Chaque année, le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale informe l'Assemblée de Martinique, par un rapport spécial, de l'activité des services de l'Etat dans la collectivité.</u></p> <p><u>« Ce rapport spécial donne lieu éventuellement à un débat en présence du représentant de l'Etat et du président du conseil exécutif.</u></p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p><u>« LE PRÉSIDENT ET LES VICE-PRÉSIDENTS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE</u></p> <p><u>« SECTION 1</u></p> <p><u>« DÉSIGNATION</u></p> <p><u>« Art. L. 7223-1. — L'Assemblée de Martinique élit son président lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.</u></p> <p><u>« Pour cette élection, elle est présidée par son doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonction de secrétaire. Cette élection ne donne lieu à aucun débat.</u></p> <p><u>« L'Assemblée de Martinique ne peut dans ce cas délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard. La réunion peut alors avoir lieu sans condition de quorum.</u></p> <p><u>« Le président est élu à la majorité absolue des membres pour une durée de six ans. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des membres. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.</u></p>
<p>Art. L. 4133-1. — Cf. annexe.</p>	<p>« CHAPITRE III</p> <p>« LE PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE</p> <p>« Art. L. 7223-1. — Les dispositions de l'article L. 4133-1 sont applicables à l'élection, par l'Assemblée de Martinique, de son président.</p>	

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Art. L. 7223-2 (nouveau). — Aussitôt après l'élection du président et sous sa présidence, l'Assemblée de Martinique élit ses quatre vice-présidents.

« Les vice-présidents sont élus au scrutin de liste. Chaque conseiller à l'Assemblée de Martinique ou chaque groupe de conseillers peut présenter une liste de candidats. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. Un groupe de conseillers qui ne dispose pas de membres de chaque sexe en nombre suffisant peut compléter sa liste par des candidats de même sexe.

« Les listes sont déposées auprès du président de l'Assemblée dans l'heure qui suit son élection. Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les postes de vice-présidents sont alors pourvus immédiatement dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le président de l'Assemblée.

« Dans le cas contraire, l'Assemblée de Martinique procède à l'élection des vice-présidents, qui se déroule à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, entre les listes mentionnées au deuxième alinéa. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

« Les vice-présidents sont nommés pour la même durée que le président de l'Assemblée.

« SECTION 2

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 4133-2. — Cf. annexe.</p>	<p>« Art. L. 7223-2. — Les dispositions de l'article L. 4133-2 sont applicables au remplacement du président de l'Assemblée de Martinique.</p>	<p>« <u>REPLACEMENT</u></p> <p>« <u>Art. L. 7223-3. — En cas de vacance du siège de président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller désigné par l'Assemblée. Il est procédé à une nouvelle élection du président et des vice-présidents, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'article L. 7223-1 et L. 7223-2.</u></p>
		<p>« <u>En cas de démission du président et de tous les vice-présidents, l'Assemblée est convoquée par le doyen d'âge, soit pour procéder à la désignation du conseiller prévu à l'alinéa précédent, soit pour procéder à une nouvelle élection du président et des vice-présidents.</u></p>
		<p>« <u>En cas de vacance d'un ou plusieurs sièges de vice-président pour quelque cause que ce soit, il est procédé à une nouvelle élection, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues, selon le cas, à l'article L. 7223-1 ou à l'article L. 7223-2.</u></p>
		<p>« <u>Section 3</u></p>
		<p>« <u>Incompatibilités</u></p>
	<p>« <u>Art. L. 7223-3. — Les fonctions de président de l'Assemblée de Martinique sont incompatibles avec l'exercice des fonctions suivantes : maire, membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil général de la Banque de France.</u></p>	<p>« <u>Art. L. 7223-4. — Les fonctions de président de l'Assemblée de Martinique sont incompatibles avec l'exercice des fonctions suivantes : maire, président d'un établissement public de coopération intercommunale, membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.</u></p>
		<p>« <u>Si le président de l'Assemblée de Martinique exerce une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue au premier alinéa, il cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de président de l'Assemblée de Martinique. En cas de contestation, l'incompatibilité</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.

« SECTION 4

« COMPÉTENCES DU PRÉSIDENT DE
L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Alinéa supprimé.

~~« Le président de l'Assemblée de Martinique exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue au premier alinéa cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de président de l'Assemblée de Martinique. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.~~

« *Art. L. 7223-4.* — Le président de l'Assemblée de Martinique procède à la désignation des ~~membres de l'assemblée~~ pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces ~~membres~~ ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

« *Art. L. 7223-5 (nouveau).* — Le président de l'Assemblée de Martinique procède à la désignation des conseillers à l'Assemblée de Martinique pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes, en tenant compte du principe de la représentation proportionnelle des groupes d'élus. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces conseillers ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« *Art. L. 7224-1 A (nouveau).* — Le conseil exécutif de Martinique est composé d'un président assisté de huit conseillers exécutifs.

« CHAPITRE IV

« *Le conseil exécutif et le président du conseil exécutif*

« SECTION 1

« *Élection et composition*

« *Art. L. 7224-1.* — ~~Le jour de l'élection de son président, prévue à l'ar-~~

« *Art. L. 7224-1.* — Aussitôt après l'élection de son président et de

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

Article L. 7223-1, l'Assemblée de Martinique procède à l'élection parmi ses membres du conseil exécutif de Martinique et de son président.

« Les ~~membres du conseil exécutif de Martinique~~ et son président sont élus au scrutin de liste avec dépôt de listes comportant autant de noms que de sièges à pourvoir, sans adjonction ni suppression de nom et sans modification de l'ordre de présentation. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

« Si aucune liste n'a recueilli au premier et au deuxième tours la majorité absolue des membres de l'assemblée, il est procédé à un troisième tour. ~~Dans ce cas~~, la totalité des sièges est attribuée à la liste qui a obtenu le plus de suffrages. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée.

« Le président du conseil exécutif est le candidat figurant en tête de la liste élue.

« ~~Art. L. 7224-2.~~ — Le mandat de ~~membre de~~ l'Assemblée de Martinique est incompatible avec la fonction de conseiller exécutif de Martinique.

« Tout ~~membre de~~ l'Assemblée de Martinique élu au conseil exécutif de Martinique dispose d'un délai d'un mois à partir de la date à laquelle cette élection est devenue définitive pour démissionner de son mandat de ~~membre de~~ l'Assemblée de Martinique ou de sa fonction de conseiller exécutif. Il fait connaître son option par écrit au représentant de l'État dans la collectivité ~~de Martinique~~ qui en informe le président de l'Assemblée de Martinique.

« À défaut d'option dans le délai imparti, il est réputé démissionnaire de son mandat de ~~membre de~~ l'Assemblée ; cette démission est constatée par arrêté du représentant de l'État dans la collectivité ~~de Martinique~~.

ses ~~vice-présidents~~, l'Assemblée de Martinique procède à l'élection parmi ses membres du conseil exécutif de Martinique et de son président.

« Les conseillers exécutifs et le président du conseil exécutif sont élus au scrutin de liste avec dépôt de listes comportant autant de noms que de sièges à pourvoir, sans adjonction ni suppression de nom et sans modification de l'ordre de présentation. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un.

« Si aucune liste n'a recueilli au premier et au deuxième tours la majorité absolue des membres de l'assemblée, il est procédé à un troisième tour. La totalité des sièges est attribuée à la liste qui a obtenu le plus de suffrages. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée.

« Le président du conseil exécutif de Martinique est le candidat figurant en tête de la liste élue.

« ~~Art. L. 7224-2.~~ — Le mandat de conseiller à l'Assemblée de Martinique est incompatible avec la fonction de conseiller exécutif de Martinique.

« Tout conseiller à l'Assemblée de Martinique élu au conseil exécutif de Martinique dispose d'un délai d'un mois à partir de la date à laquelle cette élection est devenue définitive pour démissionner de son mandat de conseiller à l'Assemblée de Martinique ou de sa fonction de conseiller exécutif. Il fait connaître son option par écrit au représentant de l'État dans la collectivité territoriale qui en informe le président de l'Assemblée de Martinique.

« À défaut d'option dans le délai imparti, il est réputé démissionnaire de son mandat de conseiller à l'Assemblée ; cette démission est constatée par arrêté du représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
Code électoral	<p data-bbox="571 383 1023 680">« Art. L. 7224-3. — I. — Le régime des incompatibilités concernant les membres de l'Assemblée de Martinique reste applicable au membre de l'Assemblée de Martinique démissionnaire pour cause d'acceptation de la fonction de conseiller exécutif. Il est remplacé au sein de l'Assemblée dans les conditions prévues à l'article L. 360 du code électoral.</p> <p data-bbox="571 719 1023 869">« II. — Pour l'application de l'ensemble des dispositions législatives ordinaires instituant les incompatibilités entre certains mandats électoraux ou fonctions électives :</p> <p data-bbox="571 907 1023 1025">« 1° Les fonctions de président du conseil exécutif de Martinique sont assimilées à celles de président d'un conseil régional ;</p> <p data-bbox="571 1064 1023 1182">« 2° Les fonctions de membre du conseil exécutif autre que le président sont assimilées au mandat de conseiller régional.</p> <p data-bbox="571 1547 1023 1727">« Art. L. 7224-4. — L'élection des <u>membres du conseil exécutif</u> peut être contestée dans les conditions, formes et délais prescrits pour les contestations de l'élection des membres de l'Assemblée de Martinique.</p> <p data-bbox="571 1765 1023 1854">« Art. L. 7224-5. — Le conseil exécutif est composé d'un président assisté de huit conseillers exécutifs.</p> <p data-bbox="571 1892 1023 2096">« Art. L. 7224-6. — En cas de décès ou de démission d'un ou de plusieurs conseillers exécutifs autres que le président, l'Assemblée procède, sur proposition du président du conseil exécutif de Martinique, à une nouvelle élection pour pourvoir le ou les sièges vacants</p>	<p data-bbox="1034 383 1485 680">« Art. L. 7224-3. — I. — Le régime des incompatibilités concernant les <u>conseillers</u> à l'Assemblée de Martinique reste applicable au <u>conseiller</u> à l'Assemblée de Martinique démissionnaire pour cause d'acceptation de la fonction de conseiller exécutif. Il est remplacé au sein de l'Assemblée dans les conditions prévues à l'article L. 558-28 du code électoral.</p> <p data-bbox="1034 719 1485 837">« II. — Pour l'application des dispositions instituant les incompatibilités entre certains mandats électoraux ou fonctions électives :</p> <p data-bbox="1034 907 1485 936">« 1° (<i>Sans modification</i>).</p> <p data-bbox="1034 1064 1485 1182">« 2° Les fonctions de <u>conseiller</u> exécutif autre que le président sont assimilées au mandat de conseiller régional.</p> <p data-bbox="1034 1220 1485 1518">« III (<i>nouveau</i>). — Les fonctions de <u>président du conseil exécutif de Martinique</u> sont incompatibles avec l'exercice des fonctions suivantes : <u>maire, président d'un établissement public de coopération intercommunale, membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.</u></p> <p data-bbox="1034 1547 1485 1727">« Art. L. 7224-4. — L'élection des <u>conseillers exécutifs</u> peut être contestée dans les conditions, formes et délais prescrits pour les contestations de l'élection des <u>conseillers</u> à l'Assemblée de Martinique.</p> <p data-bbox="1034 1765 1485 1794">« Art. L. 7224-5. — Supprimé.</p> <p data-bbox="1034 1892 1485 2096">« Art. L. 7224-6. — En cas de décès ou de démission d'un ou de plusieurs conseillers exécutifs autres que le président, l'Assemblée procède à une nouvelle élection pour pourvoir le ou les sièges vacants dans le délai d'un mois.</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

dans le délai d'un mois.

« Si un seul siège est vacant, l'élection a lieu selon les modalités et dans les conditions de quorum prévues pour l'élection du président de l'Assemblée de Martinique.

« Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection a lieu selon les modalités fixées aux premier, deuxième et troisième alinéas de l'article L. 7224-1.

« Art. L. 7224-7. — En cas de vacance du siège de président du conseil exécutif de Martinique pour quelque cause que ce soit, ses fonctions sont provisoirement exercées par un conseiller exécutif choisi dans l'ordre de son élection jusqu'à l'élection d'un nouveau conseil exécutif dans les conditions prévues à l'article L. 7224-1.

« SECTION 2

« Attributions du conseil exécutif

« Art. L. 7224-8. — Le conseil exécutif dirige l'action de la collectivité de Martinique dans les conditions et limites fixées par le présent titre.

« SECTION 3

« Attributions du président du conseil exécutif

« Art. L. 7224-9. — Le président du conseil exécutif est l'organe exécutif de la collectivité de Martinique. Il prépare et exécute les délibérations de l'Assemblée de Martinique.

« Art. L. 7224-10. — Le président du conseil exécutif est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes de la collectivité de Martinique, sous réserve des dispositions particulières du code général des impôts relatives au recouvrement des recettes fiscales des collectivités locales.

« Il impute en section d'investissement les dépenses d'équipement afférentes à des biens meubles ne figurant

« Si un seul siège est vacant, l'élection a lieu selon les modalités fixées aux troisième et quatrième alinéas de l'article L. 7223-1 .

« Si plusieurs sièges sont vacants, l'élection a lieu selon les modalités fixées aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 7224-1.

« Art. L. 7224-7. — En cas de vacance du siège de président du conseil exécutif de Martinique pour quelque cause que ce soit, ses fonctions sont provisoirement exercées par un conseiller exécutif, dans l'ordre de l'élection. Il est procédé à une nouvelle élection du conseil exécutif et de son président, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'article L. 7224-1.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« Art. L. 7224-8. — Le conseil exécutif dirige l'action de la collectivité territoriale de Martinique dans les conditions et limites fixées par le présent titre.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« Art. L. 7224-9. — Le président du conseil exécutif prépare et exécute les délibérations de l'Assemblée de Martinique.

« Art. L. 7224-10. — Le président du conseil exécutif est l'ordonnateur des dépenses et prescrit l'exécution des recettes de la collectivité territoriale de Martinique, sous réserve des dispositions particulières du code général des impôts relatives au recouvrement des recettes fiscales des collectivités locales.

(Alinéa sans modification).

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

pas sur les listes et d'une valeur inférieure à un seuil fixé par arrêté des ministres en charge des finances et des collectivités locales, sur délibération expresse de l'Assemblée de Martinique.

« Art. L. 7224-11. — Le président du conseil exécutif déclaré comptable de fait par un jugement du juge des comptes statuant définitivement est suspendu de sa qualité d'ordonnateur jusqu'à ce qu'il ait reçu quitus de sa gestion. Dans ce cas, l'assemblée délibère afin de confier à un ~~vice-président~~ les attributions mentionnées à l'article L. 7224-10. Cette fonction prend fin dès lors que le président du conseil exécutif a reçu quitus de sa gestion.

« Art. L. 7224-12. — Le président du conseil exécutif est seul chargé de l'administration. Il ~~peut déléguer~~ par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions ~~aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du conseil exécutif.~~ Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

~~« Le membre du conseil exécutif qui a cessé ses fonctions de président du conseil exécutif en application des articles L. 2122-4 ou L. 3221-3 ne peut recevoir de délégation jusqu'au terme de son mandat de conseiller exécutif ou jusqu'à la cessation de la fonction l'ayant placé en situation d'incompatibilité.~~

« Art. L. 7224-13. — Le président du conseil exécutif est le chef des services de la collectivité de Martinique. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

« Il gère les personnels de la collectivité dans les conditions prévues par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale.

« Art. L. 7224-11. — Le président du conseil exécutif déclaré comptable de fait par un jugement du juge des comptes statuant définitivement est suspendu de sa qualité d'ordonnateur jusqu'à ce qu'il ait reçu quitus de sa gestion. Dans ce cas, l'assemblée délibère afin de confier à un conseiller exécutif les attributions mentionnées à l'article L. 7224-10. Cette fonction prend fin dès lors que le président du conseil exécutif a reçu quitus de sa gestion.

« Art. L. 7224-12. — Le président du conseil exécutif est seul chargé de l'administration. Il délègue par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions à chaque conseiller exécutif. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Alinéa supprimé.

« Art. L. 7224-13. — Le président du conseil exécutif est le chef des services de la collectivité territoriale de Martinique. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

**Code général des collectivités
territoriales**

Art. L. 2122-4 et L. 3221-3. —
Cf. annexe.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<hr/> <p>Art. L. 2213-17. — Cf. annexe.</p>	<hr/> <p>« Art. L. 7224-14. — Le président du conseil exécutif procède à la nomination des gardes champêtres dans le cas et les conditions prévues à l'article L. 2213-17.</p>	<hr/> <p>« Art. L. 7224-14. — (Sans modification).</p>
	<p>« Art. L. 7224-15. — Le président du conseil exécutif gère le domaine de la collectivité. À ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion.</p>	<p>« Art. L. 7224-15. — (Sans modification).</p>
	<p>« Art. L. 7224-16. — Le président du conseil exécutif peut faire tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance.</p>	<p>« Art. L. 7224-16. — (Sans modification).</p>
	<p>« Art. L. 7224-17. — Le président du conseil exécutif intente les actions au nom de la collectivité en vertu de la décision de l'assemblée et il peut, sur l'avis conforme du conseil exécutif, défendre à toute action intentée contre la collectivité.</p>	<p>« Art. L. 7224-17. — Le président du conseil exécutif intente les actions <u>en justice</u> au nom de la collectivité en vertu de la décision de l'assemblée et il peut, sur l'avis conforme du conseil exécutif, défendre à toute action intentée contre la collectivité.</p>
	<p>« Il peut, par délégation de l'assemblée, être chargé pour la durée de son mandat d'intenter au nom de la collectivité les actions en justice ou de défendre la collectivité dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par l'assemblée. Il rend compte à la plus proche réunion de l'assemblée de l'exercice de cette compétence.</p>	<p>(Alinéa sans modification).</p>
	<p>« Art. L. 7224-18. — Le président du conseil exécutif, par délégation de l'assemblée, peut être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.</p>	<p>« Art. L. 7224-18. — (Sans modification).</p>
	<p>« Le président du conseil exécutif rend compte à la plus proche réunion utile de l'assemblée de l'exercice de cette compétence.</p>	
	<p>« Art. L. 7224-19. — Lorsqu'il n'est pas fait application de l'article L. 7224-18, la délibération de l'assemblée chargeant le président du conseil exécutif de souscrire un marché</p>	<p>« Art. L. 7224-19. — (Sans modification).</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

déterminé peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché. Elle comporte alors obligatoirement la définition de l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

« Art. L. 7224-20. — Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, le président peut subdéléguer les attributions confiées par l'Assemblée de Martinique dans les conditions prévues par l'article L. 7224-12.

« Art. L. 7224-21. — Chaque année, le président du conseil exécutif rend compte à l'assemblée, par un rapport spécial, de la situation de la collectivité, de l'activité et du financement de ses différents services et des organismes qui en dépendent. Le rapport précise également l'état d'exécution des délibérations de l'assemblée et la situation financière de la collectivité. Le rapport est soumis pour avis au Conseil économique, social et environnemental de Martinique préalablement à son examen par l'assemblée. Ce rapport donne lieu à un débat.

« CHAPITRE V

« *Rapports entre l'Assemblée et le conseil exécutif de Martinique*

« Art. L. 7225-1. — Le président et les conseillers exécutifs ont accès aux séances de l'Assemblée de Martinique. Ils sont entendus, sur leur demande, sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

« Art. L. 7225-2. — L'Assemblée de Martinique peut mettre en cause la responsabilité du conseil exécutif par le vote d'une motion de défiance. Celle-ci n'est recevable que si elle est signée par ~~la majorité absolue des membres de l'assemblée.~~

« La motion de défiance mentionne, d'une part, les motifs pour lesquels elle est présentée et, d'autre part, la liste des noms des candidats aux man-

« Art. L. 7224-20. — (*Sans modification*).

« Art. L. 7224-21. — Chaque année, le président du conseil exécutif rend compte à l'assemblée, par un rapport spécial, de la situation de la collectivité, de l'activité et du financement de ses différents services et des organismes qui en dépendent. Le rapport précise également l'état d'exécution des délibérations de l'assemblée et la situation financière de la collectivité. Le rapport est soumis pour avis au conseil économique, social, environnemental et culturel de Martinique préalablement à son examen par l'assemblée. Ce rapport donne lieu à un débat.

(*Alinéa sans modification*).

(*Alinéa sans modification*).

« Art. L. 7225-1. — (*Sans modification*).

« Art. L. 7225-2. — L'Assemblée de Martinique peut mettre en cause la responsabilité du conseil exécutif par le vote d'une motion de défiance. Celle-ci n'est recevable que si elle est signée par au moins un tiers des conseillers à l'Assemblée de Martinique. Chaque conseiller ne peut signer plus de deux motions par année civile.

« La motion de défiance mentionne, d'une part, les motifs pour lesquels elle est présentée et, d'autre part, la liste des noms des candidats aux man-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
dats de président et de conseillers exécutifs de Martinique appelés à exercer les fonctions prévues au présent ~~chapitre~~ en cas d'adoption de la motion de défiance.

« L'assemblée se réunit de plein droit cinq jours francs après le dépôt de la motion. Le vote intervient au cours des deux jours suivants. Faute de quorum, il est renvoyé au lendemain. Les délais mentionnés au présent alinéa s'entendent dimanche et jours fériés non compris.

« Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de défiance qui ne peut être adoptée qu'à la majorité ~~des trois cinquièmes des membres de l'assemblée. Chaque membre de l'assemblée ne peut signer, par année civile, plus de deux motions de défiance.~~

« Le président de l'Assemblée proclame les résultats du scrutin et les transmet immédiatement au représentant de l'État. Les résultats du scrutin peuvent être contestés par tout membre de l'assemblée ou par le représentant de l'État devant le tribunal administratif dans le délai de cinq jours à compter de cette proclamation.

« Lorsque la motion de défiance est adoptée, les fonctions des membres du conseil exécutif cessent de plein droit. Les candidats au mandat de président du conseil exécutif et à ceux de conseillers exécutifs sont déclarés élus et entrent immédiatement en fonction.

« ~~Art. L. 7225-3. — Douze~~ jours au moins avant la réunion de l'Assemblée de Martinique, le président du conseil exécutif de Martinique transmet au ~~président de l'assemblée~~ un rapport sur chacune des affaires qui doivent être examinées par l'assemblée, ainsi que, le cas échéant, les projets de délibération correspondants.

« L'ordre du jour de l'assemblée comporte par priorité et dans l'ordre que le président du conseil exécutif a fixé les affaires désignées par celui-ci.

—
dats de président et de conseillers exécutifs de Martinique appelés à exercer les fonctions prévues au présent titre en cas d'adoption de la motion de défiance.

(Alinéa sans modification).

« Seuls sont recensés les votes favorables à la motion de défiance qui ne peut être adoptée qu'à la majorité absolue des conseillers à l'Assemblée de Martinique.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« ~~Art. L. 7225-3. —~~ Quinze jours au moins avant la réunion de l'Assemblée de Martinique, le président du conseil exécutif de Martinique transmet au président de l'Assemblée de Martinique un rapport sur chacune des affaires qui doivent être examinées par l'assemblée, ainsi que, le cas échéant, les projets de délibération correspondants.

(Alinéa sans modification).

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 4134-2 à L. 4134-7-2. — Cf. annexe.</p>	<p>« Les projets sur lesquels le conseil économique, social et environnemental de Martinique est obligatoirement consulté sont adressés au président de l'Assemblée par le président du conseil exécutif, assortis de l'avis de ce conseil.</p> <p>« CHAPITRE VI</p> <p>« <i>Le Conseil économique, social et environnemental de Martinique</i></p> <p>« Art. L. 7226-1. — Le conseil exécutif et l'Assemblée de Martinique sont assistés d'un conseil économique, social et environnemental.</p> <p>« Art. L. 7226-2. — Sont applicables au Conseil économique, social et environnemental de Martinique les dispositions des articles L. 4134-2 à L. 4134-7-2, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p> <p>« Art. L. 7226-3. — Sont applicables les dispositions du titre IV du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dis-</p>	<p>« Les projets sur lesquels le conseil économique, social, environnemental <u>et culturel</u> de Martinique est obligatoirement consulté sont adressés au président de l'Assemblée par le président du conseil exécutif, assortis de l'avis de ce conseil.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« Le conseil économique, social, environnemental <u>et culturel</u> de Martinique</p> <p>« SECTION 1</p> <p>« DISPOSITIONS GÉNÉRALES</p> <p>« Art. L. 7226-1. — L'Assemblée de Martinique <u>est assisté d'un conseil économique, social, environnemental et culturel de Martinique.</u></p> <p>« SECTION 2</p> <p>« ORGANISATION ET COMPOSITION</p> <p>« Art. L. 7226-2. — <u>Le conseil comprend deux sections :</u></p> <p>« 1° Une section économique et sociale ;</p> <p>« 2° Une section de la culture, de l'éducation et de l'environnement.</p> <p>« Chaque section peut émettre des avis. <u>Le conseil se prononce sur les avis et rapports établis par les sections avant leur transmission à l'autorité compétente.</u></p> <p>« Art. L. 7226-3. — <u>La composition du conseil et de ses sections, les conditions de nomination de leurs membres ainsi que la date de leur installation</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

positions de la présente partie.

sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Les conseillers à l'Assemblée de Martinique ne peuvent être membre du conseil.

« SECTION 3

« FONCTIONNEMENT

~~« Art. L. 7226-4. — Pour l'application des dispositions du titre III du livre IV de la quatrième partie, le conseil économique, social et environnemental se substitue au conseil économique, social et environnemental et au conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.~~

« Art. L. 7226-4. — Le conseil économique, social, environnemental et culturel de Martinique établit son règlement intérieur.

« Art. L. 7226-5 (nouveau). — Le conseil économique, social, environnemental et culturel de Martinique élit en son sein au scrutin secret, dans les conditions prévues par son règlement intérieur, son président et les membres de sa commission permanente.

« Chaque section du conseil élit en son sein dans les mêmes conditions un président, qui a rang de vice-président du conseil et est membre de droit de la commission permanente.

« Art. L. 7226-6 (nouveau). — Le conseil exécutif de Martinique met à la disposition du conseil les moyens nécessaires à son fonctionnement. Ces moyens doivent permettre notamment d'assurer le secrétariat des séances du conseil et de ses sections et commissions. Le conseil exécutif met également les services de la collectivité territoriale ou une partie de ceux-ci à la disposition du conseil à titre permanent ou temporaire, notamment pour lui permettre de réaliser des études sur tout projet à caractère économique, social, environnemental ou culturel de sa compétence.

« SECTION 4

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« GARANTIES ET INDEMNITÉS ACCOR-
DÉES AUX MEMBRES DU CONSEIL

« Art. L. 7226-7 (nouveau).. —
L'article L. 7227-1, les premier et cin-
quième alinéas de l'article L. 7227-23 et
l'article L. 7227-34 sont applicables au
président, aux vice-présidents et aux
membres du conseil économique, social,
environnemental et culturel de Martini-
que.

« Art. L. 7226-8 (nouveau).. —
Les membres du conseil perçoivent
pour l'exercice effectif de leurs fonctions
une indemnité fixée par l'Assemblée de
Martinique dans la limite d'un plafond
mensuel déterminé par référence aux in-
demnités maximales prévues pour les
conseillers à l'Assemblée de Martinique
par les articles L. 7227-2 et L. 7227-3.
Cette indemnité varie en fonction de la
présence des membres aux réunions du
conseil ou de ses formations et de leur
participation à ses travaux.

« Un décret en Conseil d'Etat dé-
finit les modalités d'application de l'ali-
néa précédent.

« Ils ont, en outre, droit au rem-
boursement des frais supplémentaires
pouvant résulter de l'exercice des man-
dats spéciaux dont ils sont chargés par
leur conseil, dans les conditions prévues
au cinquième alinéa de l'article L. 7227-
23.

« Art. L. 7226-9 (nouveau).. —
Indépendamment des autorisations d'ab-
sence dont ils bénéficient en application
de l'article L. 7226-7, le président, les
vice-présidents et les membres du
conseil ont droit à un crédit d'heures leur
permettant de disposer du temps néces-
saire à la préparation des réunions du
conseil et des commissions dont ils font
partie.

« Ce crédit d'heures, forfaitaire et
trimestriel, est fixé par référence à la du-
rée hebdomadaire légale du travail.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« Il est égal :

« 1° A l'équivalent de deux fois cette durée pour le président et les vice-présidents :

« 2° A l'équivalent de 60 % de cette durée pour les membres du conseil.

« En cas de travail à temps partiel, le crédit d'heures est réduit à due proportion.

« Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

« L'employeur est tenu d'accorder aux membres du conseil, sur leur demande, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu par le présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

« Le temps d'absence utilisé en application de l'article L. 7226-7 et du présent article ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile. Il est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés et du droit aux prestations sociales ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

« Art. L. 7226-10. — Le président, les vice-présidents et les membres du conseil ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Le conseil exécutif de Martinique met à la disposition du conseil les moyens nécessaires à la prise en charge de leurs frais de déplacement, de séjour et d'enseignement, au titre des moyens de fonctionnement prévus par l'article L. 7226-6.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

« CHAPITRE VI *BIS*

« AUTRES ORGANISMES

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—

—

—

« SECTION 1

« LE CENTRE TERRITORIAL
DE PROMOTION DE LA SANTÉ

« Art. L. 7226-11 (nouveau). —

Il est créé en Martinique un centre territorial de promotion de la santé dont la mission est de veiller à ce que les réformes du système de santé et de soins s'orientent vers les besoins spécifiques de la collectivité territoriale.

« Le centre territorial de promotion de la santé est composé, d'une part, de professionnels de la santé, de représentants de la sécurité sociale et de l'administration, ainsi que des divers organismes impliqués dans le maintien et la promotion de la santé à l'échelon local, choisis selon une procédure et des modalités arrêtées par l'Assemblée de Martinique et, d'autre part, pour moitié au moins, de conseillers à l'Assemblée de Martinique.

« SECTION 2

« LE CONSEIL TERRITORIAL DE
L'HABITAT

« Art. L. 7226-12 (nouveau). —

Il est créé en Martinique un conseil territorial de l'habitat composé, pour moitié au moins, de conseillers à l'Assemblée de Martinique.

« Sa composition, ses modalités de fonctionnement et ses attributions sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

(Alinéa sans modification).

(Alinéa sans modification).

« SECTION 1

« Garanties accordées aux titulaires de mandats à l'Assemblée de Marti-

« CHAPITRE VII

« Conditions d'exercice des mandats

*Art. L. 4135-1 à L. 4135-15-1
et L. 4135-18 à L. 4135-30. — Cf. annexe.*

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

~~« Art. L. 7227-1. — Sont applicables aux membres de l'Assemblée de Martinique et aux conseillers exécutifs les dispositions des articles L. 4135-1 à L. 4135-15-1 et L. 4135-18 à L. 4135-30, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.~~

nique

« Sous-section 1

« Garanties accordées dans l'exercice du mandat

« Art. L. 7227-1. — L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre de l'Assemblée de Martinique le temps nécessaire pour se rendre et participer :

« 1° Aux séances plénières de l'Assemblée ;

« 2° Aux réunions des commissions dont il est membre et instituées par une délibération de l'Assemblée ;

« 3° Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la collectivité territoriale de Martinique.

« Selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat, l'élu doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance.

« L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu aux séances et réunions précitées.

« Art. L. 7227-2 (nouveau). — Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L. 7227-1, le président et les conseillers à l'Assemblée de Martinique ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la collectivité ou de l'organisme auprès duquel ils la représentent et à la préparation des réunions des instances où ils siègent.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est égal :

« 1° Pour le président et chaque vice-président de l'Assemblée à l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail ;

« 2° Pour les conseillers à l'Assemblée, à l'équivalent de trois fois la durée hebdomadaire légale du travail.

« Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

« En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.

« L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

« Art. L. 7227-3. — Le temps d'absence utilisé en application des articles L. 7227-1 et L. 7227-2 ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.

« Art. L. 7227-4. — Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application des articles L. 7227-2 et L. 7227-3.

« Sous-section 2

« Garanties accordées dans l'exercice d'une activité professionnelle

« Art. L. 7227-5 (nouveau). — Le temps d'absence prévu aux articles L. 7227-1 et L. 7227-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

« Aucune modification de la durée et des horaires de travail prévus par le contrat de travail ne peut, en outre, être effectuée en raison des absences in-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

tervenues en application des dispositions prévues aux articles L. 7227-1 et L. 7227-2 sans l'accord de l'élu concerné.

« Art. L. 7227-6 (nouveau). — Aucun licenciement ni déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés en raison des absences résultant de l'application des dispositions des articles L. 7227-1 et L. 7227-2 sous peine de nullité et de dommages et intérêts au profit de l'élu.

« La réintégration ou le reclassement dans l'emploi est de droit.

« Art. L. 7227-7 (nouveau). — Le président ou les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif de l'Assemblée de Martinique qui, pour l'exercice de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle bénéficient, s'ils sont salariés, des dispositions des articles L. 3142-60 à L. 3142-64 du code du travail relatives aux droits des salariés élus membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

« Art. L. 7227-8 (nouveau). — Les fonctionnaires régis par les titres Ier à IV du statut général de la fonction publique sont placés, sur leur demande, en position de détachement pour exercer l'un des mandats mentionnés à l'article L. 7227-7.

« Sous-section 3

« Garanties accordées à l'issue du mandat

« Art. L. 7227-9 (nouveau). — A la fin de leur mandat, les élus visés à l'article L. 7227-7 bénéficient à leur demande d'un stage de remise à niveau organisé dans l'entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou de celle des techniques utilisées.

« Art. L. 7227-10 (nouveau). — A la fin de son mandat, le président de l'Assemblée de Martinique ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

ci qui, pour l'exercice de son mandat, a cessé son activité professionnelle salariée a droit sur sa demande à une formation professionnelle et à un bilan de compétences dans les conditions fixées par la sixième partie du code du travail.

« Lorsque l'intéressé demande à bénéficier du congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 du même code ainsi que du congé de bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même code, le temps passé au titre du mandat local est assimilé aux durées d'activité exigées pour l'accès à ces congés.

« Art. L. 7227-11 (nouveau). — A l'occasion du renouvellement général des conseillers à l'Assemblée de Martinique, le président ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

« - être inscrit à l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail conformément aux dispositions de l'article L. 5411-1 du même code ;

« - avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.

« Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés à l'article L. 7227-20, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.

« L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 2123-11-2 et L. 3123-9-2.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.

« Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

« SECTION 2

« DROIT À LA FORMATION

« Art. L. 7227-12 (nouveau). — Les conseillers à l'Assemblée de Martinique ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions.

« Dans les trois mois suivant son renouvellement, l'Assemblée de Martinique délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

« Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la collectivité territoriale est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des conseillers à l'Assemblée de Martinique.

« Art. L. 7227-13 (nouveau). — indépendamment des autorisations d'absence et du crédit d'heures prévus aux articles L. 7227-1 et L. 7227-2, les conseillers à l'Assemblée de Martinique qui ont la qualité de salarié ont droit à un congé de formation. Ce congé est fixé à dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

« Art. L. 7227-14 (nouveau). — Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la présente section sont compensées par la collectivité territoriale dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

« Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux conseillers à l'Assemblée.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de ces dispositions.

« Art. L. 7227-15 (nouveau). — Les dispositions des articles L. 7227-12 à L. 7227-14 ne sont pas applicables aux voyages d'études des conseillers à l'Assemblée. Les délibérations relatives à ces voyages précisent leur objet, qui doit avoir un lien direct avec l'intérêt de la collectivité territoriale, ainsi que leur coût prévisionnel.

« Art. L. 7227-16 (nouveau). — Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre de l'intérieur dans les conditions fixées à l'article L. 1221-1.

« SECTION 3

« INDEMNITÉS DES TITULAIRES DE MANDATS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

« Art. L. 7227-17 (nouveau). — Les conseillers à l'Assemblée de Martinique reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

« Art. L. 7227-18 (nouveau) — Lorsque l'Assemblée de Martinique est renouvelée, la délibération fixant les in-

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p>Art. L. 4135-15. — Cf. annexe.</p>	<p>—</p> <p>« Art. L. 7227-2. — Les indemnités maximales votées par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de membres de l'Assemblée de Martinique sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 4135-15 le taux de 60 %.</p> <p>« Le règlement intérieur détermine les conditions dans lesquelles est réduit le montant des indemnités mensuelles allouées aux membres de l'Assemblée de Martinique en fonction de leur participation effective aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent la collectivité de Martinique. Cette réduction ne peut être inférieure à 20 % de ces indemnités par absence non justifiée aux séances plénières. Elle ne saurait, au total, dépasser la moitié de l'indemnité maximale mensuelle pouvant être allouée à chacun des membres de l'Assemblée de Martinique en application du présent article.</p> <p>« Art. L. 7227-3. — L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de président de l'Assemblée de Martinique est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 4135-15 le taux de 145 %.</p>	<p>—</p> <p><u>demnités de ses membres en application de la présente section intervient dans les trois mois suivant son installation.</u></p> <p><u>« Toute délibération concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux conseillers à l'Assemblée de Martinique.</u></p> <p>« <u>Art. L. 7227-19 (nouveau)</u> — Les indemnités maximales votées par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de <u>conseiller à</u> l'Assemblée de Martinique sont déterminées en appliquant au terme de référence mentionné à l'article <u>L. 7227-17</u> le taux de 60 %.</p> <p>« Le règlement intérieur détermine les conditions dans lesquelles est réduit le montant des indemnités mensuelles allouées aux <u>conseillers à</u> l'Assemblée de Martinique en fonction de leur participation effective aux séances plénières, aux réunions des commissions dont ils sont membres et aux réunions des organismes dans lesquels ils représentent la collectivité <u>territoriale</u> de Martinique. Cette réduction ne peut être inférieure à 20 % de ces indemnités par absence non justifiée aux séances plénières. Elle ne saurait, au total, dépasser la moitié de l'indemnité maximale mensuelle pouvant être allouée à chacun des <u>conseillers à</u> l'Assemblée de Martinique en application du présent article.</p> <p>« <u>Art. L. 7227-20. (nouveau)</u> — L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de président de l'Assemblée de Martinique est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article <u>L. 7227-17</u> le taux de 145 %.</p> <p><u>« L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de vice-président de l'Assemblée de Martinique est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 7227-17 le taux de 72 %.</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Art. ~~L. 7227-4~~. — L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de président du conseil exécutif est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article ~~L. 4135-15~~ le taux de 145 %.

« L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de ~~vice-président ayant délégation de l'exécutif~~ est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article ~~L. 4135-15~~ le taux de 72 %.

~~« Dans les mêmes conditions, l'indemnité de fonction maximale des membres du conseil exécutif de Martinique autres que le président et les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 4135-15 le taux de 63 %.~~

« Art. L. 7227-21. — L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de président du conseil exécutif est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 7227-17 le taux de 145 %.

« L'indemnité de fonction maximale votée par l'Assemblée de Martinique pour l'exercice effectif des fonctions de conseiller exécutif est déterminée en appliquant au terme de référence mentionné à l'article L. 7227-17 le taux de 72 %.

Alinéa supprimé.

« Art. L. 7227-22 (nouveau). — Le conseiller à l'Assemblée de Martinique titulaire d'autres mandats électoraux ou qui siège à ce titre au conseil d'administration d'un établissement public local, du Centre national de la fonction publique territoriale, au conseil d'administration ou au conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale ou qui préside une telle société ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire telle qu'elle est définie à l'article premier de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. Ce plafond s'entend déduction faite des cotisations sociales obligatoires.

« Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller à l'Assemblée de Martinique fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative de l'Assemblée de Martinique ou de l'organisme concer-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

né.

« Art. L. 7227-23 (nouveau). —

Les conseillers à l'Assemblée de Martinique peuvent recevoir une indemnité de déplacement et le remboursement des frais de séjour qu'ils ont engagés pour prendre part aux réunions de l'Assemblée de Martinique, des commissions et des instances dont ils font partie ès qualités.

« Les conseillers à l'Assemblée de Martinique handicapés peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat.

« Ils ont, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires de transport et de séjour pouvant résulter de l'exercice des mandats spéciaux dont ils sont chargés par l'Assemblée de Martinique.

« Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent leur être remboursées par la région sur présentation d'un état de frais et après délibération de l'Assemblée de Martinique. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

« Art. L. 7227-24 (nouveau). —

Lorsque le président de l'Assemblée de Martinique et les vice-présidents ayant reçu délégation de celui-ci qui ont interrompu leur activité professionnelle pour exercer leur mandat utilisent le chèque emploi-service universel prévu par l'article L. 1271-1 du code du travail pour assurer la rémunération des salariés ou des associations ou entreprises agréées chargés soit de la garde des enfants, soit de l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile en application des articles L. 7231-1 et L. 7232-1 du même code, l'Assemblée de Martinique peut accorder par délibération une aide financière en faveur des élus concernés, dans des conditions fixées par décret.

« Le bénéfice du présent article ne peut se cumuler avec celui du quatrième alinéa de l'article L. 7227-23.

« Art. L. 7227-25 (nouveau). — Lorsque la résidence personnelle du président de l'Assemblée de Martinique se situe en dehors de l'agglomération comprenant la commune chef-lieu de la région et que le domaine de la collectivité territoriale de Martinique comprend un logement de fonction, l'Assemblée de Martinique peut fixer par délibération les modalités selon lesquelles ce logement lui est affecté.

« Lorsque le domaine de la collectivité territoriale ne comporte pas un tel logement, l'Assemblée de Martinique peut, par délibération, décider d'attribuer au président une indemnité de séjour, dans la limite des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat, en raison des frais qu'il a engagés pour être présent au chef-lieu de la collectivité pour assurer la gestion des affaires de la collectivité.

« SECTION 4

« PROTECTION SOCIALE

« Sous-section 1

« Sécurité sociale

« Art. L. 7227-26 (nouveau). — Le temps d'absence prévu aux articles L. 7227-1 et L. 7227-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Art. L. 7227-27 (nouveau). —
Lorsqu'un élu qui perçoit une indemnité de fonction et qui n'a pas interrompu toute activité professionnelle ne peut exercer effectivement ses fonctions en cas de maladie, maternité, paternité ou accident, le montant de l'indemnité de fonction qui lui est versée est au plus égal à la différence entre l'indemnité qui lui était allouée antérieurement et les indemnités journalières versées par son régime de protection sociale.

« Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

« Art. L. 7227-28. — Lorsque le président de l'Assemblée de Martinique ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci a cessé d'exercer toute activité professionnelle pour l'exercice de son mandat et ne relève plus, à titre obligatoire, d'un régime de sécurité sociale, il est affilié au régime général de la sécurité sociale pour les prestations en nature et en espèces des assurances maladie, maternité, invalidité et décès.

« Les cotisations des régions et celles de l'élu sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ce dernier en application des dispositions du présent code.

« Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

« Sous-section 2

« Retraite

« Art. L. 7227-29 (nouveau). —
Le président de l'Assemblée de Martinique ou les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif qui, pour la durée de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle et n'acquièrent aucun droit à pension au titre d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse sont affiliés à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale.

« Art. L. 7227-30 (nouveau). —
Les conseillers à l'Assemblée de Mar-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

tinique autres que ceux visés à l'article L. 7227-29 peuvent constituer une retraite par rente à la gestion de laquelle doivent participer les élus affiliés.

« La constitution de la retraite par rente incombe pour moitié à l'élu et pour moitié à la collectivité.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe le plafond des taux de cotisation.

« Art. L. 7227-31 (nouveau). — Les conseillers à l'Assemblée de Martinique sont affiliés au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires des collectivités publiques.

« Les pensions versées en exécution du présent article sont cumulables sans limitation avec toutes autres pensions ou retraites.

« Art. L. 7227-32 (nouveau). — Pour l'application des articles L. 7227-29 à L. 7227-31, les cotisations de la collectivité et celles de ses élus sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ces derniers en application des dispositions de la section 3 du présent chapitre ou de tout autre texte régissant l'indemnisation de leurs fonctions.

« Les cotisations des élus ont un caractère personnel et obligatoire.

« Art. L. 7227-33 (nouveau). — Les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant le 30 mars 1992 continuent d'être honorés par les institutions et organismes auprès desquels ils ont été constitués ou auprès desquels ils ont été transférés. Les charges correspondantes sont notamment couvertes, le cas échéant, par une subvention d'équilibre versée par les collectivités concernées.

« Les élus mentionnés à l'alinéa précédent, en fonction ou ayant acquis des droits à une pension de retraite avant le 30 mars 1992, peuvent continuer à cotiser à ces institutions et organismes.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« La collectivité contribue dans la limite prévue à l'article L. 7227-30.

« SECTION 5

« RESPONSABILITÉ DE LA COLLECTIVITÉ EN CAS D'ACCIDENT

« Art. L. 7227-34 (nouveau). – La collectivité territoriale de Martinique est responsable, dans les conditions prévues par l'article L. 2123-31, des accidents subis par les conseillers à l'Assemblée de Martinique à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

« Art. L. 7227-35 (nouveau). – Lorsque les élus mentionnés à l'article L. 7227-34 sont victimes d'un accident survenu dans l'exercice de leurs fonctions, la collectivité territoriale de Martinique verse directement aux praticiens, pharmaciens, auxiliaires médicaux, fournisseurs ainsi qu'aux établissements le montant des prestations afférentes à cet accident calculé selon les tarifs appliqués en matière d'assurance maladie.

« SECTION 6

« RESPONSABILITÉ ET PROTECTION DES ÉLUS

« Art. L. 7227-36 (nouveau). — Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le président de l'Assemblée ou un conseiller le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

« La collectivité territoriale de Martinique est tenue d'accorder sa protection au président de l'Assemblée de Martinique, au conseiller le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

« Art. L. 7227-37 (nouveau). —

Le président de l'Assemblée de Martinique, les vice-présidents ou les conseillers ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs fonctions, d'une protection organisée par la collectivité territoriale conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

« La collectivité territoriale de Martinique est tenue de protéger le président de l'Assemblée de Martinique, les vice-présidents ou les conseillers ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

« La collectivité est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élu intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

« SECTION 7

« Honorariat des anciens conseillers à l'Assemblée de Martinique

« Art. L. 7227-38 (nouveau). —

L'honorariat est conféré par le représentant de l'Etat dans la collectivité aux anciens conseillers à l'Assemblée de Martinique qui ont exercé leurs fonctions électives pendant quinze ans au moins.

« L'honorariat ne peut être refusé ou retiré par le représentant de l'Etat que si l'intéressé a fait l'objet d'une condamnation entraînant l'inéligibilité.

« L'honorariat n'est assorti d'aucun avantage financier imputable sur le budget de la collectivité territoriale de

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<i>Cf. annexe.</i>	<p>« TITRE III</p> <p>« RÉGIME JURIDIQUE DES ACTES PRIS PAR LES AUTORITÉS DE LA COLLECTIVITÉ DE MARTINIQUE</p> <p>« Art. L. 7231-1. — Les délibérations de l'Assemblée de Martinique et les actes du président du conseil exécutif sont soumis au régime juridique des actes pris par les autorités régionales dans les conditions fixées par les dispositions des chapitres I^{er} et II du titre IV du livre I^{er} de la quatrième partie.</p>	<p><u>Martinique.</u></p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« RÉGIME JURIDIQUE DES ACTES PRIS PAR LES AUTORITÉS DE LA COLLECTIVITÉ <u>TERRITORIALE</u> DE MARTINIQUE</p> <p>« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« Art. L. 7231-1. — (Sans modification).</p>
<i>Cf. annexe.</i>	<p>« Art. L. 7231-2. — L'exercice par un contribuable des actions appartenant à la collectivité de Martinique est soumis aux dispositions du chapitre III du titre IV du livre I^{er} de la quatrième partie.</p> <p>« TITRE IV</p> <p>« RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITÉ DE MARTINIQUE ET LES SERVICES DE L'ÉTAT</p>	<p>« Art. L. 7231-2. — (Sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« RELATIONS ENTRE LA COLLECTIVITÉ <u>TERRITORIALE</u> DE MARTINIQUE ET LES SERVICES DE L'ÉTAT</p>
<i>Cf. annexe.</i>	<p>« Art. L. 7241-1. — Sont applicables aux relations entre la collectivité de Martinique et les services de l'État les dispositions des chapitres I^{er} et II du titre V du livre I^{er} de la quatrième partie.</p> <p>« TITRE V</p> <p>« ATTRIBUTIONS DE LA COLLECTIVITÉ DE MARTINIQUE</p>	<p>« Art. L. 7241-1. — Sont applicables aux relations entre la collectivité <u>territoriale</u> de Martinique et les services de l'État les dispositions des chapitres I^{er} et II du titre V du livre I^{er} de la quatrième partie.</p> <p>« TITRE V</p> <p>« ATTRIBUTIONS DE LA COLLECTIVITÉ <u>TERRITORIALE</u> DE MARTINIQUE</p> <p>« CHAPITRE I^{ER}</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Dispositions générales

~~« Art. L. 7251-1. — La collectivité de Martinique exerce les compétences attribuées aux départements et aux régions telles que définies par le livre II des troisième et quatrième parties du code, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.~~

~~« Elle exerce également les compétences prévues par les dispositions du chapitre IV du titre IV du livre IV de la troisième partie et du chapitre III du titre III du livre IV de la quatrième partie.~~

« Art. L. 7251-1. — L'Assemblée de Martinique règle par ses délibérations les affaires de la collectivité territoriale de Martinique.

« Elle a compétence pour promouvoir la coopération régionale, le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la Martinique et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des communes.

« Elle peut engager des actions complémentaires de celles de l'Etat, des communes et de leurs groupements et des établissements publics situés dans la collectivité territoriale.

« Art. L. 7251-2 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique peut créer des établissements publics dénommés agences, chargés d'assurer la réalisation des projets intéressant la collectivité territoriale de Martinique ainsi que le fonctionnement des services publics de la collectivité.

« CHAPITRE II

« CONSULTATION DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE PAR LE GOUVERNEMENT

« Art. L. 7252-1 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique peut présenter au Premier ministre des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration ainsi que toutes propositions relatives aux conditions du développement économique, social et culturel de la collectivité territoriale de Martinique.

Cf. annexe.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Elle peut également faire au Premier ministre toutes remarques ou suggestions concernant le fonctionnement des services publics de l'Etat dans la collectivité.

« Le Premier ministre accuse réception dans les quinze jours et fixe le délai dans lequel il apportera une réponse au fond.

« Art. L. 7252-2. (nouveau) — L'Assemblée de Martinique est consultée sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions d'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative de la collectivité territoriale de Martinique.

« Son avis est réputé acquis en l'absence de notification au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale d'un avis exprès dans un délai d'un mois à compter de la saisine ; ce délai est réduit à quinze jours en cas d'urgence sur demande du représentant de l'Etat.

« Art. L. 7252-3 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique est consultée sur les propositions d'actes de l'Union européenne qui concernent la collectivité territoriale par les soins du ministre chargé de l'outre-mer. Les dispositions du second alinéa de l'article L. 7252-2 sont applicables.

« Elle peut adresser au Gouvernement des propositions pour l'application des traités sur l'Union européenne et sur le fonctionnement de l'Union européenne.

« Art. L. 7252-4 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique est consultée sur les projets d'attribution ou de renouvellement des concessions portuaires et aéroportuaires concernant la collectivité territoriale de Martinique.

« Art. L. 7252-5 (nouveau). — L'Assemblée de Martinique est saisie pour avis par le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, avant le 31 décembre de chaque année, des orientations générales de la programmation des aides de l'Etat au logement pour

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

l'année suivante.

« Ces orientations générales portent sur la répartition des aides par dispositif, d'une part, et la répartition des aides par bassin d'habitat, d'autre part.

« CHAPITRE III

« Coopération régionale

« Art. L. 7253-1 (nouveau).. — L'Assemblée de Martinique peut être saisie pour avis de tous projets d'accords concernant la coopération régionale en matière économique, sociale, technique, scientifique, culturelle, de sécurité civile ou d'environnement entre la République française et les États de la Caraïbe.

« Elle se prononce à la première réunion qui suit sa saisine.

« Art. L. 7253-2 (nouveau).. — L'Assemblée de Martinique peut adresser au Gouvernement des propositions en vue de la conclusion d'engagements internationaux concernant la coopération régionale entre la République française et les États de la Caraïbe ou d'accords avec des organismes régionaux, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies.

« Art. L. 7253-3 (nouveau).. — Dans les domaines de compétence de l'Etat, les autorités de la République peuvent délivrer pouvoir au président du conseil exécutif de Martinique pour négocier et signer des accords avec un ou plusieurs États ou territoires situés dans la Caraïbe ou avec des organismes régionaux, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies.

« Dans le cas où il n'est pas fait application de l'alinéa ci-dessus, le président du conseil exécutif de Martinique ou son représentant peut être associé ou participer, au sein de la délégation française, aux négociations d'accords de

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

même nature.

« Le président du conseil exécutif de Martinique peut être chargé par les autorités de la République de les représenter au sein des organismes régionaux relevant des catégories mentionnées au premier alinéa. Les autorités de la République le munissent des instructions et pouvoirs nécessaires.

« Art. L. 7253-4 (nouveau).. — Dans les domaines de compétence de la collectivité territoriale de Martinique, l'Assemblée de Martinique peut, par délibération, demander aux autorités de la République d'autoriser le président du conseil exécutif à négocier, dans le respect des engagements internationaux de la République, des accords avec un ou plusieurs Etats, territoires ou organismes régionaux définis à l'article L. 7253-3.

« Lorsque cette autorisation est accordée, les autorités de la République sont, à leur demande, représentées à la négociation.

« A l'issue de la négociation, le projet d'accord est soumis à la délibération de l'Assemblée de Martinique pour acceptation. Les autorités de la République peuvent ensuite donner, sous réserve du respect des engagements internationaux de celle-ci, pouvoir au président du conseil exécutif de Martinique aux fins de signature de l'accord.

« Art. L. 7253-5 (nouveau). — les accords internationaux portant à la fois sur des domaines de compétence de l'Etat et sur des domaines de compétence de la collectivité territoriale de Martinique sont, dans les cas où il n'est pas fait application du premier alinéa de l'article L. 7253-3, négociés et signés par les autorités de la République. A sa demande, le président du conseil exécutif de Martinique ou son représentant participe, au sein de la délégation française, à la négociation de ces accords.

« Le président du conseil exécutif de Martinique ou son représentant participe, au sein de la délégation française, à sa demande, aux négociations avec

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

l'Union européenne intéressant la collectivité territoriale de Martinique.

« Le président du conseil exécutif de Martinique peut demander à l'Etat de prendre l'initiative de négociations avec l'Union européenne en vue d'obtenir des mesures spécifiques utiles au développement de la collectivité territoriale de Martinique.

« Art. L. 7253-6 (nouveau).. — La collectivité territoriale de Martinique peut, avec l'accord des autorités de la République, être membre associé des organismes régionaux, mentionnés au premier alinéa de l'article L. 7253-3, ou observateur auprès de ceux-ci.

« L'Assemblée de Martinique peut saisir le Gouvernement de toutes propositions tendant à l'adhésion de la France à de tels organismes.

« Art. L. 7253-7 (nouveau).. — Il est institué un fonds de coopération régionale pour la Martinique. Ce fonds est alimenté par des crédits de l'Etat. Il peut recevoir des dotations de la collectivité territoriale de Martinique, de toute autre collectivité publique et de tout organisme public.

« Il est institué, auprès du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, un comité paritaire composé, d'une part, de représentants de l'Etat, d'autre part, de représentants de l'Assemblée de Martinique et du conseil exécutif de Martinique. Le comité arrête la liste des opérations éligibles au fonds de coopération régionale ainsi que le taux de subvention applicable à chacune d'elles.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

« Art. L. 7253-8 (nouveau).. — Il est institué une instance de concertation des politiques de coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Cette instance est composée de représentants de l'Etat, du conseil général et du conseil régional de Guadeloupe, de l'Assemblée de Guyane, de l'Assemblée de Martinique et du conseil exécutif de Martinique.

« Elle se réunit au moins une fois par an en vue de coordonner les politiques menées par les exécutifs locaux, d'une part, et l'Etat, d'autre part. Elle se charge également de diffuser l'information relative aux actions menées dans la zone.

« Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

« *Art. L. 7253-9 (nouveau).* — L'Assemblée de Martinique peut recourir aux sociétés d'économie mixte locales et aux sociétés d'économie mixte régies par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 précitée, pour la mise en œuvre des actions engagées dans le cadre des compétences qui lui sont dévolues en matière de coopération régionale.

« CHAPITRE IV

« Fonds structurels européens

« *Art. L. 7254-1 (nouveau).* — Il est créé en Martinique une commission de suivi de l'utilisation des fonds européens.

« Coprésidée par le préfet et le président du conseil exécutif de Martinique, cette commission est en outre composée des parlementaires de la collectivité territoriale de Martinique, d'un représentant du conseil économique, social, environnemental et culturel de Martinique, d'un représentant de l'association des maires, de représentants des chambres consulaires et de représentants des services techniques de l'Etat.

« Cette commission établit un rapport semestriel sur la consommation des crédits.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<i>Cf.annexe.</i>	<p>—</p> <p>« TITRE VI</p> <p>« <i>COMPETENCES DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE</i></p> <p>« <i>Art. L. 7261-1.</i> — L'Assemblée de Martinique exerce ses compétences dans les conditions prévues au titre Ier du livre II de la troisième partie et au titre II du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie. Elle contrôle le conseil exécutif dans les conditions prévues au chapitre V du titre II du présent livre.</p>	<p>—</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>(Alinéa sans modification).</p> <p>« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« <i>Art. L. 7261-1.</i> — (Sans modification).</p> <p>« TITRE VI BIS</p> <p>« <i>COMPÉTENCES DU CONSEIL ÉCONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL ET CULTUREL DE MARTINIQUE</i></p> <p>« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« <i>Art. L. 7261-2 (nouveau).</i> — <u>Le conseil économique, social, environnemental et culturel de Martinique exerce ses compétences dans les conditions fixées au titre IV du livre II de la quatrième partie et à la section 2 du chapitre III du titre III du livre IV de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</u></p> <p>« TITRE VI TER</p> <p>« <u>INTERVENTIONS ET AIDES DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE</u></p> <p>« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« <i>Art. L. 7261-3 (nouveau).</i> — <u>La collectivité territoriale de Martinique intervient en matière économique, sociale,</u></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<i>Cf. annexe.</i>	<p style="text-align: center;">—</p> <p style="text-align: center;">« TITRE VII</p> <p style="text-align: center;">« GESTION DES SERVICES PUBLICS DE LA COLLECTIVITÉ DE MARTINIQUE</p>	<p style="text-align: center;">—</p> <p><u>culturelle et environnementale et attribue des aides dans les conditions fixées au titre III du livre II de la troisième partie, au titre V du livre II de la quatrième partie et aux sections 3 et 4 du chapitre III du titre III du livre IV de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</u></p>
<i>Cf. annexe.</i>	<p>« Art. L. 7271-1. — La gestion des services publics de la collectivité de Martinique est soumise aux dispositions prévues au titre IV du livre II de la troisième partie et au titre VI du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>	<p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification).</p> <p style="text-align: center;">« GESTION DES SERVICES PUBLICS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE</p>
<i>Cf. annexe.</i>	<p>« Art. L. 7271-2. — Le représentant de l'État exerce les pouvoirs définis par l'article L. 1451-1 à l'égard des collectivités territoriales de Martinique, de leurs groupements et de leurs établissements publics.</p>	<p style="text-align: center;">« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« Art. L. 7271-1. — La gestion des services publics de la collectivité <u>territoriale</u> de Martinique est soumise aux dispositions prévues au titre IV du livre II de la troisième partie et au titre VI du livre II de la quatrième partie, dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions de la présente partie.</p>
<i>Cf. annexe.</i>	<p style="text-align: center;">« TITRE VIII</p> <p style="text-align: center;">« FINANCES DE LA COLLECTIVITÉ DE MARTINIQUE</p>	<p>« Art. L. 7271-2. — Supprimé.</p> <p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification).</p> <p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification).</p>
<i>Cf. annexe.</i>	<p style="text-align: center;">« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« Art. L. 7281-1. — La collectivité de Martinique est soumise aux dispositions suivantes du présent code dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre :</p>	<p style="text-align: center;">(Alinéa sans modification).</p> <p>« Art. L. 7281-1. — La collectivité territoriale de Martinique est soumise aux dispositions suivantes du présent code dans la mesure où elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent titre :</p>
<i>Cf. annexe.</i>	<p>« 1° Le livre VI de la première partie ;</p>	
<i>Cf. annexe.</i>	<p>« 2° Le titre III du livre III et le chapitre III du titre IV du livre IV de la</p>	

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p><i>Art. L. 4135-12. — Cf. annexe.</i></p> <p><i>Art. L. 1621 -2. — Cf. supra.</i></p> <p><i>Art. L. 4135-20-2, L. 4135-21 et L. 4135-24. — Cf. annexe.</i></p>	<p>troisième partie ;</p> <p>« 3° Le titre III du livre III et le chapitre IV du titre III du livre IV de la quatrième partie.</p> <p>« <i>Art. L. 7281-2.</i> — Les crédits nécessaires au fonctionnement du conseil économique, social et environnemental et, le cas échéant, à la réalisation de ses études font l'objet d'une inscription distincte au budget de la collectivité.</p> <p>« Ils sont notifiés, chaque année, après le vote du budget, au président du conseil économique, social et environnemental par le président du conseil exécutif de Martinique.</p> <p>« <i>Art. L. 7281-3.</i> — Sont obligatoires pour la collectivité :</p> <p>« 1° Les dépenses relatives au fonctionnement des organes délibérants et à l'entretien de l'hôtel de la collectivité ;</p> <p>« 2° Les dépenses relatives aux indemnités de fonction prévues aux articles L. 7227-1 à L. 7227-4 et aux frais de formation des élus mentionnés à l'article L. 4135-12 ainsi que les cotisations au fonds institué par l'article L. 1621-2 ;</p> <p>« 3° Les cotisations au régime général de la sécurité sociale en application de l'article L. 4135-20-2 et aux régimes de retraites des élus en application des articles L. 4135-21 à L. 4135-24 ;</p> <p>« 4° La cotisation au Centre national de la fonction publique territoriale ;</p> <p>« 5° La rémunération des agents de la collectivité ;</p>	<p>« <i>Art. L. 7281-2.</i> — Les crédits nécessaires au fonctionnement du conseil économique, social, environnemental <u>et culturel</u> et, le cas échéant, à la réalisation de ses études font l'objet d'une inscription distincte au budget de la collectivité territoriale.</p> <p>« Ils sont notifiés, chaque année, après le vote du budget, au président du conseil économique, social, environnemental <u>et culturel</u> par le président du conseil exécutif de Martinique.</p> <p>« <i>Art. L. 7281-3.</i> — Sont obligatoires pour la collectivité <u>territoriale</u> :</p> <p>« 1° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 2° Les dépenses relatives aux indemnités de fonction prévues aux articles L. 7227-<u>17</u> à L. 7227-<u>21</u> et aux frais de formation des élus mentionnés à l'article <u>L. 7227-14</u> ainsi que les cotisations au fonds institué par l'article L. 1621-2 ;</p> <p>« 3° Les cotisations au régime général de la sécurité sociale en application de l'article <u>L. 7227-28</u> et aux régimes de retraites des élus en application des articles <u>L. 7227-29</u> à <u>L. 7227-32</u> ;</p> <p>« 4° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 5° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p align="center">—</p> <p>Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale</p>	<p align="center">—</p> <p>« 6° Dans les conditions prévues à l'article 88-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, les dépenses afférentes aux prestations mentionnées à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;</p>	<p>« 6° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. 88-1.</i> — L'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en oeuvre.</p>	<p>« 7° Les intérêts de la dette et les dépenses de remboursement de la dette en capital ;</p>	<p>« 7° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 8° Les dépenses dont la collectivité a la charge en matière d'éducation nationale ;</p>	<p>« 8° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 9° La participation de la collectivité aux dépenses de fonctionnement des instituts universitaires de formation des maîtres ;</p>	<p>« 9° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 10° Les dépenses liées à l'organisation des transports scolaires ;</p>	<p>« 10° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 11° Les dépenses relatives à l'action sociale, à la santé et à l'insertion mises à la charge de la collectivité ;</p>	<p>« 11° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 12° Les dépenses relatives à l'allocation personnalisée d'autonomie ;</p>	<p>« 12° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 13° Les frais du service départemental des épizooties ;</p>	<p>« 13° (<i>Sans modification</i>).</p>
	<p>« 14° La participation au service départemental d'incendie et de secours ;</p>	<p>« 14° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p>Code de l'urbanisme</p>	<p>« 15° Les dépenses résultant de l'entretien des biens transférés à la collectivité par application des dispositions de l'article L. 318-2 du code de l'urbanisme ;</p>	<p>« 15° (<i>Sans modification</i>).</p>
<p><i>Art. L. 318 -2.</i> — <i>Cf. supra.</i></p>	<p>« 16° Les dépenses d'entretien et construction des ports maritimes de</p>	<p>« 16° (<i>Sans modification</i>).</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>commerce et de pêche ;</p> <p>« 17° Les dépenses d'entretien et construction de la voirie de la collectivité ;</p> <p>« 18° Le paiement des dettes exigibles ;</p> <p>« 19° Les dotations aux amortissements ;</p> <p>« 20° Les dotations aux provisions ;</p> <p>« 21° La reprise des subventions d'équipement reçues.</p> <p>« Un décret détermine les modalités d'application des dispositions des 19°, 20° et 21°. »</p>	<p>« 17° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 18° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 19° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 20° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p>« 21° <i>(Sans modification)</i>.</p> <p><i>(Alinéa sans modification)</i>.</p> <p><u>Article 3 bis (nouveau)</u></p> <p><u>Le livre III de la septième partie du même code est complété par un titre II ainsi rédigé :</u></p> <p>« <u>Titre II</u></p> <p>« <u>Le congrès des élus</u></p> <p>« <u>CHAPITRE I^{ER}</u></p> <p>« <u>Composition</u></p> <p>« <u>Art. L. 7321. — En Guyane, il est créé un congrès des élus de Guyane composé des conseillers à l'Assemblée de Guyane, des députés et des sénateurs élus en Guyane et des maires des communes de Guyane.</u></p> <p>« <u>En Martinique, il est créé un congrès des élus de Martinique composé des conseillers à l'Assemblée de Martinique, des députés et des sénateurs élus en Martinique et des maires des communes de Martinique.</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Lorsqu'ils ne sont pas conseillers à l'Assemblée, les députés et les sénateurs élus dans la collectivité territoriale et les maires des communes de la collectivité territoriale siègent avec voix consultative.

« CHAPITRE II

« Fonctionnement

« Section 1

« Réunions

« Art. L. 7322-1. — Le congrès des élus se réunit à la demande de l'Assemblée de la collectivité territoriale, sur un ordre du jour déterminé par délibération prise à la majorité des suffrages exprimés des conseillers à l'Assemblée.

« La convocation est adressée aux membres du congrès des élus au moins dix jours francs avant celui de la réunion. Elle est accompagnée d'un rapport sur chacun des points inscrits à l'ordre du jour.

« Le congrès des élus ne peut se réunir lorsque l'Assemblée de la collectivité territoriale tient séance.

« Section 2

« Organisation et séances

« Art. L. 7322-2. — Les séances du congrès des élus sont publiques.

« Néanmoins, sur la demande de cinq membres ou du président, le congrès des élus peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

« Sans préjudice des pouvoirs que le président du congrès des élus tient de l'article L. 7322-3, ces séances peu-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

vent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

« Art. L. 7322-3. — Le président a seul la police du congrès des élus.

« Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

« En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

« Art. L. 7322-4. — Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par un des secrétaires, est approuvé au commencement de la séance suivante et signé par le président et le secrétaire.

« Il contient les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions.

« Les procès-verbaux des séances du congrès des élus sont publiés. Ils sont transmis à l'Assemblée de la collectivité territoriale par le président du congrès des élus.

« Tout électeur ou contribuable de la collectivité territoriale a le droit de demander la communication sans déplacement et de prendre copie des procès-verbaux des séances du congrès des élus et de les reproduire par voie de presse.

« CHAPITRE III

« Le président du congrès des élus

« Art. L. 7323-1. — Lorsque les conditions de sa réunion sont remplies conformément aux dispositions de l'article L. 7322-1, le congrès des élus est convoqué et présidé par le président de l'Assemblée de la collectivité territoriale.

« En cas d'empêchement, le président de l'Assemblée de la collectivité territoriale est remplacé dans les condi-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

tions prévues à la première phrase du premier alinéa, selon le cas, de l'article L. 7123-2 ou de l'article L. 7223-3.

« Art. L. 7323-2. — L'Assemblée de la collectivité territoriale met à la disposition du congrès des élus les moyens nécessaires à son fonctionnement : ces moyens doivent notamment permettre d'assurer le secrétariat des séances.

« CHAPITRE IV

« Garanties conférées aux conseillers à l'Assemblée de la collectivité territoriale participant au congrès des élus

« Art. L. 7324-1. — Lorsque le congrès des élus se réunit, selon le cas, les articles L. 7125-1 à L. 7125-6 ou L. 7227-1 à L. 7227-6 sont applicables aux conseillers à l'Assemblée de la collectivité territoriale.

« CHAPITRE V

« Rôle du congrès des élus

« Art. L. 7325-1. — Le congrès des élus délibère de toute proposition d'évolution institutionnelle et de toute proposition relative à de nouveaux transferts de compétences de l'Etat vers la collectivité territoriale.

« Art. L. 7325-2. — Les propositions mentionnées à l'article L. 7325-1 sont transmises, dans un délai de quinze jours francs, à l'Assemblée de la collectivité territoriale qui, avant de délibérer, consulte obligatoirement le conseil économique, social, environnemental et culturel. Elles sont également transmises au Premier ministre.

« Art. L. 7325-3. — L'Assemblée de la collectivité territoriale délibère sur les propositions du congrès des élus.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

TITRE II
*DISPOSITIONS MODIFIANT LE
CODE ELECTORAL*

« Les délibérations adoptées par l'Assemblée de la collectivité territoriale sont transmises au Premier ministre par le président de l'Assemblée. »

TITRE II
*DISPOSITIONS MODIFIANT LE
CODE ELECTORAL*

Article 4 A (*nouveau*)

Au premier alinéa de l'article L. 46-1 du code électoral, après les mots : « conseiller de Paris, », sont insérés les mots : « conseiller à l'Assemblée de Guyane, conseiller à l'Assemblée de Martinique, ».

Article 4 B (*nouveau*)

Le titre II du livre II du même code est ainsi modifié :

1° Après le 2° de l'article L. 280, il est inséré un 2° bis ainsi rédigé :

« 2° bis Des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique ; »

2° A la première phrase de l'article L. 281, après le mot : « Corse », sont insérés les mots : « , les conseillers à l'Assemblée de Guyane, les conseillers à l'Assemblée de Martinique » ;

3° Le second alinéa de l'article L. 282 est ainsi modifié :

a) Les mots : « ou un conseiller à l'Assemblée de Corse » sont remplacés par les mots : « , un conseiller à l'Assemblée de Corse, un conseiller à l'Assemblée de Guyane ou un conseiller à l'Assemblée de Martinique » ;

b) Les mots : « ou celui de l'Assemblée de Corse » sont remplacés par les mots : « , celui de l'Assemblée de Corse, celui de l'Assemblée de Guyane ou celui de l'Assemblée de Martinique ».

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	Article 4 Le livre IV du code électoral est intitulé : « Élection des conseillers régionaux, des conseillers à l'Assemblée de Corse et des membres des Assemblées de Guyane et de Martinique. »	Article 4 Supprimé.
Code électoral	Article 5	Article 5
<i>Art. L. 337.</i> — L'effectif de chaque conseil régional est fixé conformément au tableau n° 7 annexé au présent code.	Dans le tableau n° 7 annexé au code électoral et fixant, en application de l'article L. 337 de ce code, l'effectif de chaque conseil régional, les lignes intitulées : « Guyane » et « Martinique » sont supprimées.	Dans le tableau n° 7 annexé au même code, les lignes intitulées : « Guyane » et « Martinique » sont supprimées.
	Article 6	Article 6
	Le titre III du livre IV du code électoral est remplacé par les dispositions suivantes :	<u>Après le livre VI du même code, il est inséré un livre VI bis ainsi rédigé :</u>
	« TITRE III	« <u>Livre VI bis</u>
	« ÉLECTIONS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE DE GUYANE	« <u>Élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique</u>
		« <u>TITRE I^{ER}</u>
		« <u>ÉLECTIONS DES CONSEILLERS A L'ASSEMBLÉE DE GUYANE</u>
		« <u>CHAPITRE I^{ER}</u>
		« <u>COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE DE GUYANE ET DURÉE DU MANDAT</u>
	« <i>Art. L. 383-1.</i> — Sont applicables à l'élection des membres de l'Assemblée de Guyane les dispositions du présent titre et, en ce qu'elles ne sont pas contraires à ce dernier, celles des chapitres III à X du titre Ier du présent livre.	« <i>Art. L. 383-1.</i> — Supprimé.
	« Pour l'application du titre Ier du présent livre à la Guyane :	

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

~~« 1° La référence au département ou à la région est remplacée par la référence à la collectivité de Guyane ;~~

~~« 2° La référence au conseil général ou au conseil régional est remplacée par la référence à l'Assemblée de Guyane ;~~

~~« 3° La référence aux conseillers généraux ou aux conseillers régionaux est remplacée par la référence aux membres de l'Assemblée de Guyane ;~~

~~« 4° La référence aux services régionaux ou aux services départementaux est remplacée par la référence aux services de la collectivité de Guyane ;~~

~~« 5° La référence aux « sections départementales » est remplacée par la référence aux « sections électorales ».~~

~~« Art. L. 383-2. — Les membres de l'Assemblée de Guyane sont élus pour six ans.~~

~~« Art. L. 383-3. — Le nombre des membres de l'Assemblée de Guyane est fonction de la population de la collectivité, conformément au tableau ci-après :~~

Population de la collectivité (habitants)

Nom- bre de mem- bres de l'as-

« Art. L. 558-1. — Les conseillers à l'Assemblée de Guyane sont élus pour six ans en même temps que les conseillers régionaux. Ils sont rééligibles.

« Art. L. 558-2. — L'Assemblée de Guyane est composée de cinquante et un membres.

« Si la population de la collectivité territoriale de Guyane dépasse 249 999 habitants, le nombre de conseillers à l'Assemblée de Guyane est porté à cinquante-cinq.

« Si la population dépasse 299 999 habitants, il est porté à soixante et un.

« CHAPITRE II

« MODE DE SCRUTIN

Alinéa supprimé.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Code général des collectivités territoriales

Art. L. 3113-2. — Les modifications des limites territoriales des cantons, les créations et suppressions de cantons et le transfert du siège de leur chef-lieu sont décidés par décret en Conseil d'Etat après consultation du conseil général.

La qualité de chef-lieu de canton est maintenue aux communes qui la possédaient à la date de promulgation de la loi n° 2010-1563 du 16 décembre 2010 de réforme des collectivités territoriales.

	semblée
de 200 000 à moins de 250 000	54
de 250 000 à moins de 300 000	55
300 000 et plus	64

~~« Il est déterminé par décret au plus tard le 31 décembre de l'année précédant son renouvellement.~~

~~« Art. L. 383-4. — La Guyane forme une circonscription unique, composée de sections électorales dont la délimitation est fixée dans les conditions prévues pour les cantons à l'article L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales. Chaque section électorale est composée de territoires contigus.~~

~~« Un décret fixe, en fonction de la population de chaque section électorale, le nombre de candidats qui doit être présenté par une liste au titre de cette section.~~

~~« Art. L. 383-5. — Les membres de l'Assemblée de Guyane sont élus au scrutin de liste à deux tours sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Chaque liste est constituée d'autant de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir, regroupés par sections électorales.~~

~~« Au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la~~

« *Art. L. 558-3.* — La Guyane forme une circonscription électorale unique, composée de huit sections dont la délimitation est fixée conformément au tableau ci-après :

Cf. tableau à la fin du tableau comparatif

« Il est procédé à la révision du nombre de sièges de chaque section lorsque la population de la collectivité territoriale de Guyane dépasse les seuils fixés à l'article L. 558-2.

« *Art. L. 558-4.* — Les conseillers à l'Assemblée de Guyane sont élus au scrutin de liste à deux tours, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Chaque liste est constituée de huit sections.

« Au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

majorité absolue des suffrages exprimés ~~un nombre de sièges égal à 20 % du nombre des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis, entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.~~

« Si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, il est procédé à un second tour. Il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix à ce second tour un nombre de sièges ~~égal à 20 % du nombre des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur.~~ En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis, entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au second tour, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

« Art. L. 383-6. — ~~Les sièges attribués à chaque liste en application de~~

majorité absolue des suffrages exprimés dans la circonscription un nombre de onze sièges, répartis dans chaque section conformément au tableau ci-après :

Cf. tableau à la fin du tableau comparatif

« Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis au sein de chaque section, entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés sur l'ensemble de la circonscription, au prorata des voix obtenues par chaque liste dans la section, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

« Si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, il est procédé à un second tour. Il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix à ce second tour dans la circonscription un nombre de onze sièges, répartis dans chaque section conformément au tableau ci-dessus. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis au sein de chaque section, entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés au second tour sur l'ensemble de la circonscription, au prorata des voix obtenues par chaque liste dans la section, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.

« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège dans une section, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.

« Art. L. 383-6. — **Supprimé.**

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

~~l'article L. 383-5 sont répartis entre les sections électorales qui la composent au prorata des voix obtenues par la liste dans chaque section électorale. Cette attribution opérée, les sièges restant à attribuer sont répartis entre les sections selon la règle de la plus forte moyenne. Si plusieurs sections électorales ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la section qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.~~

~~« Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section électorale.~~

~~« Art. L. 383-7. — Pour l'application de l'article L. 340 en Guyane, son quatrième alinéa est ainsi rédigé :~~

~~"3° Pendant un an à compter de la décision juridictionnelle constatant l'inéligibilité, le président et les membres de l'Assemblée de Guyane qui n'ont pas déposé l'une des déclarations prévues à l'article 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ;"~~

~~« Art. L. 383-8. — Pour l'application de l'article L. 346 en Guyane, les mots : "au tableau n° 7 annexé au présent code" sont remplacés par les mots : "aux dispositions prises en application de l'article L. 383-4. "~~

~~« Art. L. 383-9. — Pour son application en Guyane, l'article L. 359 est ainsi rédigé :~~

~~"Art. L. 359. — Le recensement général des votes est effectué le lundi qui suit le jour du scrutin, avant 18 heures, en présence des représentants des listes, par une commission dont la composition et le fonctionnement sont fixés comme il est prévu à l'article L. 384."~~

~~« TITRE IV~~

~~« ÉLECTIONS DES MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE~~

« Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section.

« Art. L. 383-7. — **Supprimé.**

« Art. L. 383-8. — **Supprimé.**

« Art. L. 383-9. — **Supprimé.**

« Art. L. 359. — **Supprimé.**

« TITRE II

« ÉLECTION DES CONSEILLERS À L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

QUE

« CHAPITRE I^{ER}

« COMPOSITION DE L'ASSEMBLÉE DE
MARTINIQUE ET DURÉE DU MANDAT

« Art. L. 383-10. — Supprimé.

~~« Art. L. 383-10. — Sont applicables à l'élection des membres de l'Assemblée de Martinique les dispositions du présent titre et, en ce qu'elles ne sont pas contraires à ce dernier, celles des chapitres III à X du titre I^{er} du présent livre.~~

~~« Pour l'application du titre I^{er} du présent livre à la Martinique :~~

~~« 1° La référence au département ou à la région est remplacée par la référence à la collectivité de Martinique ;~~

~~« 2° La référence au conseil général ou au conseil régional est remplacée par la référence à l'Assemblée de Martinique ;~~

~~« 3° La référence aux conseillers généraux ou aux conseillers régionaux est remplacée par la référence aux membres de l'Assemblée de Martinique ;~~

~~« 4° La référence aux services régionaux ou aux services départementaux est remplacée par la référence aux services de la collectivité de Martinique ;~~

~~« 5° La référence aux "sections départementales" est remplacée par la référence aux "sections électorales".~~

~~« Art. L. 383-11. — Les membres de l'Assemblée de Martinique sont élus pour six ans.~~

~~« Art. L. 383-12. — L'Assemblée de Martinique est composée de cinquante et un membres.~~

« Art. L. 558-5. — Les conseillers à l'Assemblée de Martinique sont élus pour six ans en même temps que les conseillers régionaux. Ils sont rééligibles.

« Art. L. 558-6. — L'Assemblée de Martinique est composée de cinquante et un membres.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Art. L. 3113-2. — Cf. supra.</p>	<p>« Art. L. 383-13. — La Martinique forme une circonscription unique, composée de sections électorales dont la délimitation est fixée dans les conditions prévues pour les cantons à l'article L. 3113-2 du code général des collectivités territoriales. Chaque section est composée de territoires contigus.</p> <p>« Un décret fixe, en fonction de la population de chaque section électorale, le nombre de candidats qui doit être présenté par une liste au titre de cette section.</p> <p>« Art. L. 383-14. — Les membres de l'Assemblée de Martinique sont élus au scrutin de liste à deux tours sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Chaque liste est constituée d'autant de candidats qu'il y a de sièges à pourvoir regroupés par sections électorales.</p> <p>« Au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés un nombre de sièges égal à 20 % du nombre des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis, entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.</p> <p>« Si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, il est procédé à un second tour. Il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix à ce second tour un nombre de sièges égal à 20 % du nombre des sièges à pourvoir, arrondi à l'entier supérieur. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les</p>	<p style="text-align: center;"><u>« CHAPITRE II</u></p> <p style="text-align: center;"><u>« MODE DE SCRUTIN</u></p> <p><u>« Art. L. 558-7. — La Martinique forme une circonscription électorale unique, composée de quatre sections qui correspondent aux circonscriptions pour l'élection des députés en Martinique telles qu'elles figurent au tableau n° 1 annexé au présent code et dont la délimitation est fixée conformément au tableau ci-après :</u></p> <p style="text-align: center;"><i>Cf. tableau à la fin du tableau comparatif</i></p> <p><u>« Art. L. 558-8. — Les conseillers à l'Assemblée de Martinique sont élus au scrutin de liste à deux tours, sans adjonction ni suppression de noms et sans modification de l'ordre de présentation. Chaque liste est constituée de quatre sections.</u></p> <p><u>« Au premier tour de scrutin, il est attribué à la liste qui a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés dans la circonscription un nombre de neuf sièges. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis, entre toutes les listes ayant obtenu au moins 5 % des suffrages exprimés sur l'ensemble de la circonscription, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.</u></p> <p><u>« Si aucune liste n'a recueilli la majorité absolue des suffrages exprimés au premier tour, il est procédé à un second tour. Il est attribué à la liste qui a obtenu le plus de voix à ce second tour dans la circonscription un nombre de neuf sièges. En cas d'égalité de suffrages entre les listes arrivées en tête, ces sièges sont attribués à la liste dont les candidats ont la moyenne d'âge la plus</u></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique</p>	<p>candidats ont la moyenne d'âge la plus élevée. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis, entre toutes les listes ayant obtenu au second tour au moins 5% des suffrages exprimés, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.</p> <p>« Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.</p> <p>« Art. L. 383-15. — Les sièges attribués à chaque liste en application de l'article L. 383-14 sont répartis entre les sections électorales qui la composent au prorata des voix obtenues par la liste dans chaque section électorale. Cette attribution opérée, les sièges restant à attribuer sont répartis entre les sections selon la règle de la plus forte moyenne. Si plusieurs sections électorales ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la section qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.</p> <p>« Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section électorale.</p> <p>« Art. L. 383-16. — Pour l'application de l'article L. 340 en Martinique, son quatrième alinéa est ainsi rédigé :</p> <p>"3° Pendant un an à compter de la décision juridictionnelle constatant l'inéligibilité, le président et les membres de l'Assemblée de Martinique, le président et les autres membres du conseil exécutif, qui n'ont pas déposé l'une des déclarations prévues par l'article 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique ;"</p> <p>« Art. L. 383-17. — Pour l'application de l'article L. 346 en Martinique, les mots : "au tableau n° 7 annexé au présent code" sont remplacés par les</p>	<p>élevée. Cette attribution opérée, les autres sièges sont répartis, entre toutes les listes ayant obtenu au second tour au moins 5% des suffrages exprimés <u>sur l'ensemble de la circonscription</u>, à la représentation proportionnelle suivant la règle de la plus forte moyenne.</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p> <p>« <u>Art. L. 558-9.</u> — Les sièges attribués à chaque liste en application de l'article <u>L. 558-8</u> sont répartis entre les sections qui la composent au prorata des voix obtenues par la liste dans chaque section. Cette attribution opérée, les sièges restant à attribuer sont répartis entre les sections selon la règle de la plus forte moyenne. Si plusieurs sections ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la section qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus.</p> <p>« Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque section.</p> <p>« <u>Art. L. 383-16.</u> — Supprimé.</p> <p>« <u>Art. L. 383-17.</u> — Supprimé.</p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

~~mots : "en application de l'article L. 383-13."~~

~~« Art. L. 383-18. — Pour son application en Martinique, l'article L. 359 est ainsi rédigé :~~

~~"Art. L. 359. — Le recensement général des votes est effectué le lundi qui suit le jour du scrutin, avant 18 heures, en présence des représentants des listes, par une commission dont la composition et le fonctionnement sont fixés comme il est prévu à l'article L. 384. "~~

« Art. L. 383-18. — **Supprimé.**

« Art. L. 359. — **Supprimé.**

« TITRE III

« DISPOSITIONS COMMUNES

« CHAPITRE I^{ER}

« CONDITIONS D'ÉLIGIBILITÉ ET INÉLIGIBILITÉS

« Art. L. 558-10. — Nul ne peut être élu s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus.

« Sont éligibles tous les citoyens inscrits sur une liste électorale ou justifiant qu'ils devaient y être inscrits avant le jour de l'élection, qui sont domiciliés dans la collectivité territoriale ou ceux qui, sans y être domiciliés, y sont inscrits au rôle d'une des contributions directes au 1^{er} janvier de l'année dans laquelle se fait l'élection, ou justifient qu'ils devaient y être inscrits à ce jour.

« Art. L. 558-11. — Ne sont pas éligibles :

« 1° Les personnes énumérées aux articles L. 195 et L. 196, lorsque leurs fonctions concernent ou ont concerné tout ou partie du territoire de la collectivité territoriale ;

« 2° Les fonctionnaires placés auprès du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale et affectés au se-

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

crétariat général pour les affaires régionales en qualité de secrétaire général ou de chargé de mission.

« 3° Pour une durée d'un an, le président de l'Assemblée de Guyane, le conseiller à l'Assemblée de Guyane, le président de l'Assemblée de Martinique, le conseiller à l'Assemblée de Martinique, le président du conseil exécutif de Martinique ou le conseiller exécutif de Martinique qui n'a pas déposé l'une des déclarations prévues à l'article 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique.

« Les articles L. 199 à L. 203 et le cinquième alinéa de l'article L. 340 sont applicables.

« Art. L. 558-12. - Tout conseiller à l'Assemblée de Guyane ou de Martinique qui, pour une cause survenue postérieurement à son élection, se trouve dans un cas d'inéligibilité prévu à l'article précédent ou se trouve frappé d'une des incapacités qui font perdre la qualité d'électeur, est déclaré démissionnaire d'office par arrêté du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, sauf recours au Conseil d'Etat dans les dix jours de la notification. Lorsqu'un conseiller à l'Assemblée de Guyane est déclaré démissionnaire d'office à la suite d'une condamnation pénale définitive prononcée à son encontre et entraînant de ce fait la perte de ses droits civiques et électoraux, le recours éventuel contre l'arrêté du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale n'est pas suspensif.

« Art. L. 558-13. - Peut être déclaré inéligible pendant un an celui qui n'a pas déposé son compte de campagne dans les conditions et le délai prescrits par l'article L. 52-12 et celui dont le compte de campagne a été rejeté à bon droit.

« CHAPITRE II

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« INCOMPATIBILITÉS

« Art. L. 558-14. – Le mandat de conseiller à l'Assemblée de Guyane ou à l'Assemblée de Martinique est incompatible, dans toute la France, avec les fonctions énumérées à l'article L. 46 et aux 1° et 6° de l'article L. 195.

« Art. L. 558-15. - Le mandat de conseiller à l'Assemblée de Guyane ou à l'Assemblée de Martinique est incompatible avec les fonctions d'agent salarié de la collectivité territoriale.

« La même incompatibilité existe à l'égard des entrepreneurs des services de la collectivité territoriale ainsi qu'à l'égard des agents salariés des établissements publics et agences créés par la collectivité territoriale.

« Art. L. 558-16. - Tout conseiller à l'Assemblée de Guyane ou à l'Assemblée de Martinique qui, au moment de son élection, est placé dans l'une des situations prévues aux articles L. 558-14 et L. 558-15 dispose d'un délai d'un mois à partir de la date à laquelle son élection est devenue définitive pour démissionner de son mandat ou mettre fin à la situation incompatible avec l'exercice de celui-ci. Il fait connaître son option par écrit au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, qui en informe le président de l'Assemblée. A défaut d'option dans le délai imparti, il est réputé démissionnaire de son mandat ; cette démission est constatée par arrêté du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale.

« Si la cause d'incompatibilité survient postérieurement à l'élection, le droit d'option est ouvert dans les mêmes conditions. A défaut d'option dans le délai d'un mois à compter de la date à laquelle est survenue la cause d'incompatibilité, le conseiller est déclaré démissionnaire de son mandat par arrêté du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Les arrêtés du représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale mentionnés aux deux alinéas précédents peuvent être contestés dans les dix jours suivant leur notification devant le Conseil d'Etat.

« Art. L. 558-17. – Nul ne peut être conseiller à l'Assemblée de Guyane et conseiller à l'Assemblée de Martinique.

« Nul ne peut être conseiller à l'Assemblée de Guyane ou à l'Assemblée de Martinique et conseiller régional ou conseiller à l'Assemblée de Corse.

« A défaut de leur avoir fait connaître son option dans les trois jours de son élection, celui qui se trouve dans cette situation est déclaré démissionnaire de ses mandats par arrêtés des représentants de l'Etat dans les collectivités concernées.

« CHAPITRE III

« DÉCLARATIONS DE CANDIDATURE

« Art. L. 558-18. – Une déclaration de candidature est obligatoire pour chaque liste de candidats avant chaque tour de scrutin.

« Pour l'élection à l'Assemblée de Guyane, le nombre de candidats figurant sur les sections de chaque liste est fixé conformément au tableau figurant à l'article L. 558-3, augmenté de deux par section.

« Pour l'élection à l'Assemblée de Martinique, le nombre de candidats figurant sur les sections de chaque liste est fixé conformément au tableau figurant à l'article L. 558-7.

« Au sein de chaque section, la liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« Seules peuvent se présenter au second tour les listes ayant obtenu au premier tour un nombre de suffrages au moins égal à 10 % des suffrages exprimés. Dans le cas où une seule liste remplit cette condition, la liste ayant obtenu après celle-ci le plus grand nombre de suffrages au premier tour peut se maintenir au second. Dans le cas où aucune liste ne remplit cette condition, les deux listes ayant obtenu le plus grand nombre de suffrages au premier tour peuvent se maintenir au second. La composition de ces listes peut être modifiée pour comprendre les candidats ayant figuré au premier tour sur d'autres listes, sous réserve que celles-ci aient obtenu au premier tour au moins 5 % des suffrages exprimés et ne se présentent pas au second tour. En cas de modification de la composition d'une liste, le titre de la liste et l'ordre de présentation des candidats peuvent également être modifiés.

« Les candidats ayant figuré sur une même liste au premier tour ne peuvent figurer au second tour que sur une même liste. Le choix de la liste sur laquelle ils sont candidats au second tour est notifié à la préfecture de la collectivité territoriale par le candidat tête de la liste sur laquelle ils figuraient au premier tour.

« Art. L. 558-19. – La déclaration de candidature résulte du dépôt à la préfecture de la collectivité territoriale d'une liste répondant aux conditions fixées aux articles L. 558-4 ou L. 558-8, selon le cas, et aux articles L. 558-18 et L. 558-20.

« Elle est faite collectivement pour chaque liste par le candidat tête de liste ou par un mandataire porteur d'un mandat écrit établi par ce candidat.

« Elle indique expressément :

« 1° Le titre de la liste présentée ;

« 2° Les nom et prénoms du candidat tête de liste ;

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« 3° Les nom, prénoms, sexe, date et lieu de naissance, domicile et profession de chacun des candidats.

« Pour chaque tour de scrutin, la déclaration comporte la signature de chaque candidat, sauf, pour le second tour, lorsque la composition d'une liste n'a pas été modifiée.

« Art. L. 558-20. — Nul ne peut être candidat sur plus d'une liste.

« Est nul et non avenu l'enregistrement de listes portant le nom d'une ou plusieurs personnes figurant sur une autre liste de candidats.

« Art. L. 558-21. — Pour le premier tour, les déclarations de candidature sont déposées au plus tard le quatrième lundi qui précède le jour du scrutin, à midi. Il en est donné récépissé provisoire.

« Elles sont enregistrées si les conditions prévues aux articles L. 558-10, L. 558-11, L. 558-13 et L. 558-18 à L. 558-20 sont remplies. Le refus d'enregistrement est motivé.

« Un récépissé définitif est délivré par le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale, après enregistrement, au plus tard le quatrième vendredi qui précède le jour du scrutin, à midi.

« Pour le second tour, les déclarations de candidature sont déposées au plus tard le mardi suivant le premier tour, à 18 heures. Récépissé définitif est délivré immédiatement aux listes répondant aux conditions fixées aux articles L. 558-18 et L. 558-19. Il vaut enregistrement. Le refus d'enregistrement est motivé.

« Art. L. 558-22. — Les articles L. 351 et L. 352 sont applicables.

« CHAPITRE IV

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

—
« PROPAGANDE

« Art. L. 558-23. — La campagne électorale pour le premier tour de scrutin est ouverte à partir du deuxième lundi qui précède celui-ci.

« La campagne électorale pour le second tour commence le lundi suivant le premier tour à midi.

« Les antennes du service public de télévision et de radiodiffusion dans la collectivité territoriale sont mises à la disposition des listes dont la candidature a été régulièrement enregistrée, pour une durée totale de trois heures à la télévision et de trois heures à la radio. Ces durées sont réparties également entre les listes.

« Les horaires des émissions et les modalités de leur réalisation sont fixés par le Conseil supérieur de l'audiovisuel.

« Art. L. 558-24. — Dans la collectivité territoriale, une commission de propagande, dont la composition et le fonctionnement sont fixés par décret en Conseil d'Etat, est chargée d'assurer l'envoi et la distribution des documents de propagande électorale.

« Art. L. 558-25. — Les articles L. 355 et L. 356 sont applicables.

« CHAPITRE V

« OPÉRATIONS PRÉPARATOIRES AU
SCRUTIN

« Art. L. 558-26. — Le collège électoral est convoqué par décret publié au moins cinq semaines avant la date du scrutin.

« CHAPITRE VI

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

« OPÉRATIONS DE VOTE

« Art. L. 558-27. — Le recensement général des votes est effectué au chef-lieu de la collectivité territoriale le lundi qui suit le jour du scrutin, avant dix-huit heures, en présence des représentants des listes, par une commission dont la composition et le fonctionnement sont fixés par décret en Conseil d'Etat. L'article L. 358 est applicable.

« CHAPITRE VII

« Remplacement des conseillers à l'Assemblée de Guyane et des conseillers à l'Assemblée de Martinique

« Art. L. 558-28. — Le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu dans la même section est appelé à remplacer le conseiller à l'Assemblée de Guyane ou à l'Assemblée de Martinique élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.

« Si le candidat ainsi appelé à remplacer le conseiller se trouve de ce fait dans l'un des cas d'incompatibilité mentionnés à l'article L. 46-1, il dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de la vacance pour faire cesser l'incompatibilité en démissionnant de l'un des mandats visés par ces dispositions. A défaut d'option dans le délai imparti, le remplacement est assuré par le candidat suivant dans l'ordre de la section.

« Le représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale notifie le nom de ce remplaçant au président de l'Assemblée.

« Le mandat de la personne ayant remplacé un conseiller dont le siège était devenu vacant expire lors du renouvellement de l'Assemblée qui suit son entrée en fonction.

« Lorsque les dispositions des premier et deuxième alinéas ne peuvent être appliquées, le siège demeure vacant

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

jusqu'au prochain renouvellement de l'Assemblée. Toutefois, si le tiers des sièges de l'Assemblée vient à être vacant par suite du décès de leurs titulaires, il est procédé au renouvellement intégral de l'Assemblée dans les trois mois qui suivent la dernière vacance pour cause de décès, sauf le cas où le renouvellement général des conseils régionaux doit intervenir dans les trois mois suivant la-dite vacance.

« CHAPITRE VIII

« CONTENTIEUX

« Art. L. 558-29. — Les élections peuvent être contestées dans les dix jours suivant la proclamation des résultats par tout candidat ou tout électeur de la collectivité territoriale devant le Conseil d'Etat statuant au contentieux.

« Le même droit est ouvert au représentant de l'Etat dans la collectivité territoriale s'il estime que les formes et conditions légalement prescrites n'ont pas été respectées.

« L'éligibilité d'un candidat devenu conseiller à l'Assemblée de Guyane ou à l'Assemblée de Martinique par application du premier alinéa de l'article L. 558-28 peut être contestée dans le délai de dix jours à compter de la date à laquelle ce candidat a remplacé le conseiller dont le siège est devenu vacant.

« La constatation par le Conseil d'Etat de l'inéligibilité d'un ou plusieurs candidats n'entraîne l'annulation de l'élection que du ou des élus inéligibles. Le Conseil d'Etat proclame en conséquence l'élection du ou des suivants de liste.

« Art. L. 558-30. — Le conseiller à l'Assemblée de Guyane ou à l'Assemblée de Martinique dont l'élection est contestée reste en fonction jusqu'à ce qu'il ait été définitivement statué sur la réclamation.

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—
	<p>« TITRE V</p> <p>« CONDITIONS D'APPLICATION DU LIVRE IV</p> <p>« Art. L. 384. — Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les conditions d'application du présent livre. »</p>	<p><u>« Art. L. 558-31. — En cas d'annulation de l'ensemble des opérations électorales, il est procédé à de nouvelles élections dans un délai de trois mois.</u></p> <p>« TITRE IV</p> <p>« CONDITIONS D'APPLICATION</p> <p>« <u>Art. L. 558-32.</u> — Des décrets en Conseil d'Etat déterminent les conditions d'application du présent livre. »</p>
	TITRE III	(Alinéa sans modification).
	DISPOSITIONS MODIFIANT LE CODE DES JURIDICTIONS FINANCIERES	(Alinéa sans modification).
	Article 7	Article 7
	Le code des juridictions financières est ainsi modifié :	(Alinéa sans modification).
Code des juridictions financières	1° L'article L. 212-12 est remplacé par les dispositions suivantes :	1° L'article L. 212-12 est <u>ainsi rédigé</u> :
<p><i>Art. L. 212-12.</i> — Les chambres régionales des comptes des régions de la Martinique, de la Guadeloupe et de la Guyane ont le même président, les mêmes assesseurs et le ou les mêmes représentants du ministère public. Le siège de chacune des chambres régionales des comptes, qui peut être le même, est fixé par un décret en Conseil d'Etat.</p>	<p>« <i>Art. L. 212-12.</i> — I. — Les chambres régionales des comptes de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique ont le même président, les mêmes assesseurs et le ou les mêmes représentants du ministère public. Le siège de chacune des chambres régionales des comptes, qui peut être le même, est fixé par décret en Conseil d'Etat.</p>	<p>« <i>Art. L. 212-12.</i> — I. — (Sans modification).</p>
	« II. — Pour l'application du présent code en Guyane :	« II. — (Sans modification).
	« 1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité de Guyane ;	« 1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité <u>territoriale</u> de Guyane ;
	« 2° La référence au conseil régional ou au conseil général est remplacée par la référence à l'Assemblée de	« 2° La référence au conseil <u>général</u> ou au conseil <u>régional</u> est remplacée par la référence à l'Assemblée de

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>—</p> <p><i>Art. L. 312-1. — I. — Est justiciable de la Cour :</i></p> <p><i>a) Toute personne appartenant au cabinet d'un membre du Gouvernement ;</i></p> <p><i>b) Tout fonctionnaire ou agent civil ou militaire de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs établissements publics ainsi que des groupements des collectivités territoriales ;</i></p> <p><i>c) Tout représentant, administrateur ou agent des autres organismes qui sont soumis soit au contrôle de la Cour des comptes, soit au contrôle d'une chambre régionale des comptes ou d'une chambre territoriale des comptes.</i></p> <p>Sont également justiciables de la Cour tous ceux qui exercent, en fait, les fonctions des personnes désignées ci-dessus.</p> <p>II. — Toutefois, ne sont pas justiciables de la Cour à raison des actes accomplis dans l'exercice de leurs fonc-</p>	<p>Guyane ;</p> <p>« 3° La référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée par la référence au président de l'Assemblée de Guyane.</p> <p>« III. — Pour l'application du présent code en Martinique :</p> <p>« 1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité de Martinique ;</p> <p>« 2° La référence au conseil régional ou au conseil général est remplacée par la référence à l'Assemblée de Martinique ;</p> <p>« 3° La référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée par la référence au président du conseil exécutif de Martinique. » ;</p> <p>2° Le II de l'article L. 312-1 est ainsi modifié :</p> <p>a) Les d à n deviennent respectivement les f à p ;</p>	<p>Guyane ;</p> <p>« 3° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« III. — (<i>Sans modification</i>).</p> <p>« 1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité <u>territoriale</u> de Martinique ;</p> <p>« 2° La référence au conseil <u>général</u> ou au conseil <u>régional</u> est remplacée par la référence à l'Assemblée de Martinique ;</p> <p>« 3° (<i>Sans modification</i>).</p> <p>2° <u>Après le c du II de l'article L. 312-1, sont insérés un c bis et un c ter ainsi rédigés :</u></p> <p>a) Supprimé.</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>tions :</p> <p>a) Les membres du Gouvernement ;</p> <p>b) Les présidents de conseil régional et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions des articles L. 4132-3 à L. 4132-10, L. 4132-13, L. 4132-15, L. 4132-21, L. 4132-22, L. 4132-25, L. 4133-1, L. 4133-2, L. 4133-4 à L. 4133-8, L. 4231-1 à L. 4231-5 du code général des collectivités territoriales, les vice-présidents et autres membres du conseil régional ;</p> <p>c) Le président du conseil exécutif de Corse et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions du dernier alinéa de l'article L. 4424-4 du code général des collectivités territoriales, les conseillers exécutifs ;</p> <p>d) Les présidents de conseil général et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions des articles L. 3221-3 et L. 3221-7 du code général des collectivités territoriales, les vice-présidents et autres membres du conseil général ;</p> <p>e) Les maires et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions des articles L. 2122-17 à L. 2122-20 et L. 2122-25 du code général des collectivités territoriales, les adjoints et autres membres du conseil municipal ;</p> <p>f) Les présidents élus de groupements de collectivités territoriales et, quand ils agissent par délégation du président, les vice-présidents et autres membres de l'organe délibérant du groupement ;</p> <p>g) Le président du gouvernement de la Nouvelle-Calédonie et, quand il agit dans le cadre des dispositions de l'article 70 de la loi organique n° 99-209 du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie, le vice-président ; le président de l'assemblée de province et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions de l'article 173 de la même loi organique, les vice-présidents ;</p> <p>h) Le président de la Polynésie</p>	<p>b) Sont insérées après le e les dispositions suivantes :</p> <p>« e) Le président de l'Assemblée de Guyane et, quand ils exercent ses fonctions, les vice-présidents et autres membres de l'Assemblée ;</p> <p>« e) Le président du conseil exécutif de Martinique et, quand ils exercent ses fonctions, les conseillers exécutifs ; ».</p>	<p>b) Supprimé.</p> <p>« <u>c bis</u>) Le président de l'Assemblée de Guyane et, quand ils <u>agissent par délégation de celui-ci</u>, les vice-présidents et autres membres de l'Assemblée <u>de Guyane</u> ;</p> <p>« <u>c ter</u>) Le président du conseil exécutif de Martinique et, quand ils <u>agissent dans le cadre des dispositions des articles L. 7224-12 et L. 7224-20 du code général des collectivités territoriales</u>, les conseillers exécutifs ; ».</p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>française et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions de l'article 67 de la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française, le vice-président et les ministres ;</p>		
<p><i>i)</i> Le président du conseil général de Mayotte et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions des articles L. 3221-3 et L. 3221-7 du code général des collectivités territoriales, les vice-présidents et autres membres du conseil général ;</p>		
<p><i>j)</i> Le président du conseil territorial de Saint-Barthélemy et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions de l'article LO 6252-3 du même code, les vice-présidents et autres membres du conseil exécutif ;</p>		
<p><i>k)</i> Le président du conseil territorial de Saint-Martin et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions de l'article LO 6352-3 du même code, les vice-présidents et autres membres du conseil exécutif ;</p>		
<p><i>l)</i> Le président du conseil territorial de Saint-Pierre-et-Miquelon et, quand ils agissent dans le cadre des dispositions de l'article LO 6462-8 du même code, les vice-présidents et autres membres du conseil territorial ;</p>		
<p><i>m)</i> S'ils ne sont pas rémunérés et s'ils n'exercent pas, directement ou par délégation, les fonctions de président, les administrateurs élus des organismes de protection sociale relevant du contrôle de la Cour des comptes et agissant dans le cadre des dispositions législatives ou réglementaires ;</p>		
<p><i>n)</i> S'ils ne sont pas rémunérés et s'ils n'exercent pas les fonctions de président, les administrateurs ou agents des associations de bienfaisance assujetties au contrôle de la Cour des comptes ou d'une chambre régionale des comptes.</p>		
<p>Les personnes mentionnées aux a à l ne sont pas non plus justiciables de la Cour lorsqu'elles ont agi dans des fonctions qui, en raison de dispositions légis-</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>slatives ou réglementaires, sont l'accessoire obligé de leur fonction principale.</p>	<p>TITRE IV</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES</p> <p>Article 8</p> <p>L'article 2 de la loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique est ainsi modifié :</p>	<p>TITRE IV</p> <p>DISPOSITIONS DIVERSES ET TRANSITOIRES</p> <p>Article 8</p> <p><i>(Alinéa sans modification).</i></p>
<p>Loi n° 88-227 du 11 mars 1988 relative à la transparence financière de la vie politique</p> <p><i>Art. 2.</i> — Le titulaire d'un mandat de représentant français au Parlement européen, d'une fonction de président de conseil régional, d'un département, de Mayotte ou de Saint-Pierre-et-Miquelon, de président de l'Assemblée de Corse, de président du conseil exécutif de Corse, de président d'une assemblée territoriale d'outre-mer, de président de conseil général, de président élu d'un exécutif d'un territoire d'outre-mer, de maire d'une commune de plus de 30 000 habitants ou de président élu d'un groupement de communes doté d'une fiscalité propre dont la population excède 30 000 habitants adresse, dans les deux mois qui suivent son entrée en fonction, au président de la commission prévue à l'article 3 de la présente loi une déclaration de situation patrimoniale établie dans les conditions prévues à l'article L.O. 135-1 du code électoral.</p>	<p>1° Au premier alinéa, après les mots : « de président du conseil exécutif de Corse, », sont insérés les mots : « de président de l'Assemblée de Guyane, de président de l'Assemblée de Martinique, de président du conseil exécutif de Martinique » ;</p> <p>2° Le deuxième alinéa est remplacé par un alinéa ainsi rédigé :</p>	<p>1° <i>(Sans modification).</i></p> <p>2° Le deuxième alinéa est ainsi <u>modifié</u> :</p>
<p>La même obligation est applicable aux conseillers régionaux, aux conseillers exécutifs de Corse, aux conseillers généraux des départements, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon aux adjoints aux maires des communes de plus de 100 000 habitants, lorsqu'ils sont titulaires respectivement d'une délégation de signature du prési-</p>	<p>« La même obligation est applicable aux conseillers régionaux, aux membres de l'Assemblée de Guyane, aux membres du conseil exécutif de Martinique, aux membres du conseil exécutif de Corse, aux conseillers généraux des départements, de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon, aux adjoints des maires des communes de plus de</p>	<p><u>a) Après les mots : « conseillers régionaux, », sont insérés les mots : « aux conseillers à l'Assemblée de Guyane, » ;</u></p>

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>dent du conseil régional, du président du conseil exécutif, du président du conseil général ou du maire, dans les conditions fixées par la loi.</p>	<p>100 000 habitants, lorsqu'ils sont titulaires, dans les conditions prévues par la loi, d'une délégation de signature, selon le cas, du président du conseil régional, du président de l'Assemblée de Guyane, du président du conseil exécutif de Corse, du président du conseil exécutif de Martinique, du président du conseil général ou du maire».</p>	
<p>Les délégations de signature sont notifiées sans délai par l'exécutif de chaque collectivité territoriale au président de la commission prévue à l'article 3.</p>		
<p>La même obligation est applicable à chacune des personnes soumises aux dispositions des deux premiers alinéas du présent article deux mois au plus avant la date normale d'expiration de son mandat ou de sa fonction ou, en cas de démission, de révocation ou de dissolution de l'assemblée qu'elle préside dans les deux mois qui suivent la fin de ses fonctions.</p>		
<p>Toutefois, aucune nouvelle déclaration n'est exigée de la personne qui a établi depuis moins de six mois une déclaration de sa situation patrimoniale en application de l'article L.O. 135-1 du code électoral, de l'article 1er de la présente loi ou du présent article.</p>		
<p>Pour l'application du présent article, la population prise en compte est celle résultant du dernier recensement national connu au moment du renouvellement du conseil municipal.</p>		
<p>La même obligation est applicable aux présidents, directeurs généraux et directeurs généraux-adjoints des entreprises nationales et des établissements publics nationaux à caractère industriel et commercial, ainsi qu'aux présidents, directeurs généraux et directeurs généraux-adjoints d'organismes publics d'habitations à loyer modéré gérant plus de 2 000 logements et de sociétés d'économie mixte dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 750 000 d'Euros. La liste de ces fonctions est établie par décret en Conseil d'Etat. Ces déclarations doivent être déposées auprès de la commission prévue à l'article 3 ci-dessous dans le mois qui suit le début ou la fin des fonctions. La nomination des personnes mentionnées au présent alinéa est, le cas échéant, subordonnée à la justification du dépôt de la déclaration exigible lors</p>		

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>de la cessation de fonctions précédentes. Elle est considérée comme nulle si, à l'issue du délai d'un mois, la déclaration prévue lors de l'entrée en fonction n'a pas été déposée.</p>		<p><u>b) Après les mots : « conseillers exécutifs de Corse, », sont insérés les mots : « aux conseillers exécutifs de Martinique, » ;</u></p>
		<p><u>c) Après les mots : « conseil régional, », sont insérés les mots : « du président de l'Assemblée de Guyane, » ;</u></p>
		<p><u>d) Après les mots : « conseil exécutif », sont insérés les mots : « de Corse, du président du conseil exécutif de Martinique ».</u></p>
<p>Code général des collectivités territoriales</p>	<p>Article 9</p>	<p>Article 9</p>
<p><i>Art. L. 2215-1.</i> — La police municipale est assurée par le maire, toutes fois :</p>	<p>Le livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales est complété par les dispositions suivantes :</p>	<p>Le livre IV de la première partie du code général des collectivités territoriales est complété par <u>un titre V ainsi rédigé</u> :</p>
<p>1° Le représentant de l'Etat dans le département peut prendre, pour toutes les communes du département ou plusieurs d'entre elles, et dans tous les cas où il n'y aurait pas été pourvu par les autorités municipales, toutes mesures relatives au maintien de la salubrité, de la sûreté et de la tranquillité publiques.</p>	<p>« TITRE V</p> <p>« CONTINUITÉ DE L'ACTION TERRITORIALE DANS LES COLLECTIVITÉS RÉGIES PAR L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION</p>	<p>« TITRE V</p> <p>« CONTINUITÉ DE L'ACTION TERRITORIALE DANS LES COLLECTIVITÉS RÉGIES PAR L'ARTICLE 73 DE LA CONSTITUTION</p>
<p>Ce droit ne peut être exercé par le représentant de l'Etat dans le départe-</p>	<p>« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« Art. L. 1451-1. — Sans préjudice des mesures qu'il lui appartient de prendre en vertu de l'article L. 2215-1, le représentant de l'État dans une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution veille, sur le territoire de cette collectivité, à l'exercice régulier de leurs compétences par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics.</p>	<p>« CHAPITRE UNIQUE</p> <p>« Art. L. 1451-1. — Le représentant de l'Etat dans une collectivité régie par l'article 73 de la Constitution veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics.</p>

Texte en vigueur

ment à l'égard d'une seule commune qu'après une mise en demeure au maire restée sans résultat ;

2° Si le maintien de l'ordre est menacé dans deux ou plusieurs communes limitrophes, le représentant de l'Etat dans le département peut se substituer, par arrêté motivé, aux maires de ces communes pour l'exercice des pouvoirs mentionnés aux 2° et 3° de l'article L. 2212-2 et à l'article L. 2213-23 ;

3° Le représentant de l'Etat dans le département est seul compétent pour prendre les mesures relatives à l'ordre, à la sûreté, à la sécurité et à la salubrité publiques, dont le champ d'application excède le territoire d'une commune ;

4° En cas d'urgence, lorsque l'atteinte constatée ou prévisible au bon ordre, à la salubrité, à la tranquillité et à la sécurité publiques l'exige et que les moyens dont dispose le préfet ne permettent plus de poursuivre les objectifs pour lesquels il détient des pouvoirs de police, celui-ci peut, par arrêté motivé, pour toutes les communes du département ou plusieurs ou une seule d'entre elles, réquisitionner tout bien ou service, requérir toute personne nécessaire au fonctionnement de ce service ou à l'usage de ce bien et prescrire toute mesure utile jusqu'à ce que l'atteinte à l'ordre public ait pris fin ou que les conditions de son maintien soient assurées.

L'arrêté motivé fixe la nature des prestations requises, la durée de la mesure de réquisition ainsi que les modalités de son application.

Le préfet peut faire exécuter d'office les mesures prescrites par l'arrêté qu'il a édicté.

La rétribution par l'Etat de la personne requise ne peut se cumuler avec une rétribution par une autre personne physique ou morale.

La rétribution doit uniquement compenser les frais matériels, directs et certains résultant de l'application de l'ar-

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
<p>rêté de réquisition.</p> <p>Dans le cas d'une réquisition adressée à une entreprise, lorsque la prestation requise est de même nature que celles habituellement fournies à la clientèle, le montant de la rétribution est calculé d'après le prix commercial normal et licite de la prestation.</p> <p>Dans les conditions prévues par le code de justice administrative, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue peut, dans les quarante-huit heures de la publication ou de la notification de l'arrêté, à la demande de la personne requise, accorder une provision représentant tout ou partie de l'indemnité précitée, lorsque l'existence et la réalité de cette indemnité ne sont pas sérieusement contestables.</p> <p>En cas d'inexécution volontaire par la personne requise des obligations qui lui incombent en application de l'arrêté édicté par le préfet, le président du tribunal administratif ou le magistrat qu'il délègue peut, sur demande de l'autorité requérante, prononcer une astreinte dans les conditions prévues aux articles L. 911-6 à L. 911-8 du code de justice administrative.</p> <p>Le refus d'exécuter les mesures prescrites par l'autorité requérante constitue un délit qui est puni de six mois d'emprisonnement et de 10 000 euros d'amende.</p>	<p>« Lorsqu'une de ces collectivités néglige de prendre, ou de faire prendre par un de ses établissements publics, les mesures relevant de ses compétences et nécessaires à la sauvegarde de la santé publique, de la sécurité publique ou de l'environnement, ou au respect, par la France, de ses engagements européens ou internationaux, le représentant de l'État peut, après mise en demeure restée sans effet, arrêter, en lieu et place de cette collectivité, toute disposition appelée par l'urgence.</p> <p>« Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en</p>	<p>« Lorsqu'une collectivité néglige de prendre ou de faire prendre par un de ses établissements publics les mesures relevant de ses compétences et nécessaires à la sauvegarde de la santé publique, de la sécurité publique ou de l'environnement ou au respect des engagements internationaux <u>ou européens</u> de la France, le représentant de l'État peut <u>engager une procédure de constatation de l'état de carence.</u></p> <p>« <u>Le représentant de l'Etat informe la collectivité ou l'établissement public de son intention d'engager la pro-</u></p>

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique

Conseil d'État. »

cédure. Il lui précise les faits qui le justifient et l'invite à présenter ses observations dans le délai d'un mois. Il en informe également le Gouvernement.

« En l'absence de réponse dans le délai d'un mois ou s'il juge que les observations présentées le justifient, le représentant de l'Etat peut mettre en demeure la collectivité ou l'établissement public de prendre les mesures nécessaires.

« A défaut de mesures prises par la collectivité dans le délai de quinze jours à compter de la mise en demeure ou s'il juge les mesures prises insuffisantes, le représentant de l'Etat peut demander au Gouvernement de prononcer l'état de carence.

« Dans ce cas, le Gouvernement peut prononcer l'état de carence par décret motivé pris en conseil des ministres. Il en informe le Parlement dans le délai le plus bref possible. Ce décret attribue compétence au représentant de l'Etat pour arrêter, en lieu et place de la collectivité ou de l'établissement public et à ses frais, les mesures qui s'imposent.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Article 10

Article 10

~~I. — En vue de faciliter l'exercice par une assemblée unique, dans les collectivités de Guyane et de Martinique, de compétences auparavant exercées par un département et une région d'outre-mer, le Gouvernement est autorisé, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution et dans les dix-huit mois suivant la publication de la présente loi, à prendre toute mesure de nature législative propre :~~

~~1° À adapter les règles financières et comptables applicables à ces collectivités ;~~

~~2° À assurer le transfert des personnels, des biens et des finances de la~~

I. — En vue de la création de la collectivité territoriale de Guyane et de la collectivité territoriale de Martinique, le Gouvernement est autorisé, dans les conditions prévues à l'article 38 de la Constitution et dans les dix-huit mois suivant la publication de la présente loi, à prendre toute mesure de nature législative propre :

1° À déterminer les règles financières et comptables applicables à ces collectivités ;

2° À assurer le transfert des personnels, des biens et des finances de la

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

région et du département à la ~~nouvelle~~
collectivité.

II. — Les projets de loi portant ratification de ces ordonnances sont déposés devant le Parlement au plus tard le dernier jour du sixième mois suivant leur publication.

Article 11

I. — Pour l'application ~~des dispositions législatives en Guyane ou en Martinique~~ autres que celles mentionnées ~~aux articles précédents de la présente loi ou dans la loi organique n°xxxxx du xxxx portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution~~ :

1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité ;

2° La référence au conseil ~~régional~~ ou au conseil ~~général~~ est remplacée par la référence à l'assemblée ;

région et du département à ces collecti-
vités.

II. — *(Sans modification).*

III (nouveau). — En Guyane et en Martinique, jusqu'à la première élection des conseillers à l'Assemblée, une commission tripartite réunit l'Etat, le conseil général et le conseil régional pour contribuer à l'élaboration des dispositions prévues aux 1° et 2° du I et préparer la mise en place de la collectivité territoriale de Guyane et de la collectivité territoriale de Martinique.

Un décret détermine la composition et le fonctionnement de cette commission.

IV (nouveau). — L'élaboration des dispositions prévues au 2° du I destinées à assurer le transfert des personnels donne lieu à une concertation, organisée par l'Etat, avec les représentants des personnels des départements et des régions de Guyane et de Martinique.

Article 11

I. — Pour l'application en Guyane des dispositions législatives autres que celles modifiées par la présente loi :

1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité territoriale de Guyane ;

2° La référence au conseil général ou au conseil régional est remplacée par la référence à l'Assemblée de Guyane ;

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

3° La référence aux conseillers généraux ou aux conseillers régionaux est remplacée par la référence aux ~~membres de~~ l'assemblée.

II. — ~~Pour l'application des dispositions législatives en Guyane autres que celles mentionnées aux articles précédents de la présente loi ou dans la loi organique n° xxxxx du xxxx portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, la référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée par la référence au président de l'assemblée.~~

III. — ~~Pour l'application des dispositions législatives en Martinique autres que celles mentionnées aux articles précédents de la présente loi ou dans la~~

3° La référence aux conseillers généraux ou aux conseillers régionaux est remplacée par la référence aux conseillers à l'Assemblée de Guyane ;

4° La référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée par la référence au président de l'Assemblée de Guyane.

II. — Pour l'application en Martinique des dispositions législatives autres que celles modifiées par la présente loi :

1° La référence au département, au département d'outre-mer, à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence à la collectivité territoriale de Martinique ;

2° La référence au conseil général ou au conseil régional est remplacée par la référence à l'Assemblée de Martinique ;

3° La référence aux conseillers généraux ou aux conseillers régionaux est remplacée par la référence aux conseillers à l'Assemblée de Martinique ;

4° La référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée par la référence au président du conseil exécutif de Martinique pour les attributions dévolues à l'autorité exécutive de la collectivité et par la référence au président de l'Assemblée de Martinique pour les attributions liées à la présidence de l'assemblée délibérante.

III. — **Supprimé.**

Texte en vigueur

Texte du projet de loi

Texte élaboré par la commission en
vue de l'examen en séance publique

~~loi organique n° xxxxx du xxxx portant diverses mesures de nature organique relatives aux collectivités régies par l'article 73 de la Constitution, la référence au président du conseil général ou au président du conseil régional est remplacée :~~

~~1° Par la référence au président du conseil exécutif pour les attributions dévolues à l'autorité exécutive de la collectivité ;~~

~~2° Par la référence au président de l'assemblée pour les attributions liées à la présidence de l'organe délibérant.~~

Article 12

~~I. — Hormis celles de son titre II, les dispositions de la présente loi entrent en vigueur :~~

~~1° En Guyane, à la date de la réunion de plein droit qui suit la première élection de l'Assemblée de Guyane ;~~

~~2° En Martinique, à la date de la réunion de plein droit qui suit la première élection de l'Assemblée de Martinique.~~

~~II. — La collectivité de Guyane succède au département de Guyane et à la région de Guyane dans tous leurs droits et obligations.~~

~~III. — La collectivité de Martinique succède au département de Martinique et à la région de Martinique dans tous leurs droits et obligations.~~

~~IV. — La première élection des membres des Assemblées de Guyane et de Martinique a lieu à une date fixée par décret et au plus tard le 31 décembre 2012.~~

Article 12

I. — A l'exception de son titre II et de ses articles 9 et 10, la présente loi entre en vigueur :

1° En Guyane, à compter de la première réunion de l'Assemblée de Guyane suivant sa première élection ;

2° En Martinique, à compter de la première réunion de l'Assemblée de Martinique suivant sa première élection.

II. — (Supprimé).

III. — (Supprimé).

IV. — Par dérogation à l'article L. 558-1 du code électoral, la première élection des conseillers à l'Assemblée de Guyane a lieu après la publication des ordonnances prévues à l'article 10 de la présente loi et au plus tard en mars 2014, à une date fixée par décret.

V. — Par dérogation à l'article L. 558-5 du code électoral, la première élection des conseillers à l'Assemblée de Martinique a lieu après la publication des ordonnances prévues à l'article 10 de la présente loi et au plus tard en mars

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	<p>V. — Les mandats des conseillers généraux et régionaux de Guyane et de Martinique expirent la veille des jours respectivement mentionnés aux 1^o et 2^o du I.</p>	<p>2014, à une date fixée par décret.</p> <p><u>VI (nouveau). — Par dérogation à la loi n° 2010-145 du 16 février 2010 organisant la concomitance des renouvellements des conseils généraux et des conseils régionaux :</u></p> <p>1° <u>En Guyane, le mandat des conseillers généraux élus en mars 2008 et en mars 2011 et le mandat des conseillers régionaux élus en mars 2010 expirent la veille de la première réunion de l'Assemblée de Guyane suivant sa première élection ;</u></p> <p>2° <u>En Martinique, le mandat des conseillers généraux élus en mars 2008 et en mars 2011 et le mandat des conseillers régionaux élus en mars 2010 expirent la veille de la première réunion de l'Assemblée de Martinique suivant sa première élection.</u></p>

Tableaux faisant l'objet d'un renvoi dans le tableau comparatif :

1/ Tableau mentionné à l'article 6 du projet de loi (article L. 558-3 du Code général des collectivités territoriales) :

Section	Composition de la section	Nombre de sièges de la section
Section de Cayenne	Commune de Cayenne	12
Section du Centre littoral	Communes de : Macouria, Matoury, Montsinéry-Tonnegrande, Rémire-Montjoly, Roura	12
Section de l'Oyapock	Communes de : Camopi, Ouanary, Régina, Saint-Georges-de-l'Oyapock	3
Section de Kourou	Commune de Kourou	6
Section des Savanes	Communes de : Iracoubo, Saint-Élie, Sinnamary	3
Section de Saint-Laurent-du-Maroni	Commune de Saint-Laurent-du-Maroni	8
Section du Bas-Maroni	Communes de : Mana, Awala-Yalimapo	3
Section du Haut-Maroni	Communes de : Apatou, Grand-Santi, Maripasoula, Papaïchton, Saül	4

Texte en vigueur	Texte du projet de loi	Texte élaboré par la commission en vue de l'examen en séance publique
—	—	—

2/ Tableau mentionné à l'article 6 du projet de loi (article L. 558-4 du Code général des collectivités territoriales) :

Section de Cayenne	2
Section du Centre littoral	2
Section de l'Oyapock	1
Section de Kourou	1
Section des Savanes	1
Section de Saint-Laurent-du-Maroni	2
Section du Bas-Maroni	1
Section du Haut-Maroni	1

3/ Tableau mentionné à l'article 6 du projet de loi (article L. 558-7 du Code général des collectivités territoriales) :

Section	Composition de la section	Nombre de candidats de la section
Section du Centre	1 ^{ère} circonscription	16
Section du Nord	2 ^{ème} circonscription	15
Section de Fort-de-France	3 ^{ème} circonscription	14
Section du Sud	4 ^{ème} circonscription	15

ANNEXE AUX TABLEAUX COMPARATIFS

Constitution	301
<i>Art. 73</i>	
Code électoral	303
<i>Art. L.360</i>	
Code général des collectivités territoriales	304
<i>Art. L.1611-1 à L.1621-2, L. 2122-4, L.2213-17, L.3211-1 à L.3221-13, L.3241-1 à L.3241-6, L.3332-1 à L.3241-6, L.3332-1 à L.3334-16-1, L.3444-1 à L.3444-6, L.4132-2 à L.4133-2, L.4133-5 à L.4133-7, L.4134-2 à L.4135-15-1, L.4135-18 à L.4152-1, L.4221-1 à L.4241-2, L.4261-1, L.4431-1 à L.4432-2, L.4432-6, L.4432-9 à L.4438-1</i>	
Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983	401
<i>Art. 9</i>	
Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale	402
<i>Art. 88-1</i>	

Constitution

Art. 73. - Dans les départements et les régions d'outre-mer, les lois et règlements sont applicables de plein droit. Ils peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités.

Ces adaptations peuvent être décidées par ces collectivités dans les matières où s'exercent leurs compétences et si elles y ont été habilitées par la loi.

Par dérogation au premier alinéa et pour tenir compte de leurs spécificités, les collectivités régies par le présent article peuvent être habilitées par la loi à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi.

Ces règles ne peuvent porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique étrangère, la défense, la sécurité et l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. Cette énumération pourra être précisée et complétée par une loi organique.

La disposition prévue aux deux précédents alinéas n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion. Les habilitations prévues aux deuxième et troisième alinéas sont décidées, à la demande de la collectivité concernée, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique. Elles ne peuvent intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.

La création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut intervenir sans qu'ait été recueilli, selon les formes prévues au second alinéa de l'article 72-4, le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de ces collectivités

[Entrée en vigueur dans les conditions fixées par les lois et lois organiques nécessaires à leur application (article 46-I de la loi constitutionnelle n° 2008-724 du 23 juillet 2008)] Dans les départements et les régions d'outre-mer, les lois et règlements sont applicables de plein droit. Ils peuvent faire l'objet d'adaptations tenant aux caractéristiques et contraintes particulières de ces collectivités.

Ces adaptations peuvent être décidées par ces collectivités dans les matières où s'exercent leurs compétences et si elles y ont été habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement.

Par dérogation au premier alinéa et pour tenir compte de leurs spécificités, les collectivités régies par le présent article peuvent être habilitées, selon le cas, par la loi ou par le règlement, à fixer elles-mêmes les règles applicables sur leur territoire, dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi ou du règlement.

Ces règles ne peuvent porter sur la nationalité, les droits civiques, les garanties des libertés publiques, l'état et la capacité des personnes, l'organisation de la justice, le droit pénal, la procédure pénale, la politique

étrangère, la défense, la sécurité et l'ordre publics, la monnaie, le crédit et les changes, ainsi que le droit électoral. Cette énumération pourra être précisée et complétée par une loi organique.

La disposition prévue aux deux précédents alinéas n'est pas applicable au département et à la région de La Réunion.

Les habilitations prévues aux deuxième et troisième alinéas sont décidées, à la demande de la collectivité concernée, dans les conditions et sous les réserves prévues par une loi organique. Elles ne peuvent intervenir lorsque sont en cause les conditions essentielles d'exercice d'une liberté publique ou d'un droit constitutionnellement garanti.

La création par la loi d'une collectivité se substituant à un département et une région d'outre-mer ou l'institution d'une assemblée délibérante unique pour ces deux collectivités ne peut intervenir sans qu'ait été recueilli, selon les formes prévues au second alinéa de l'article 72-4, le consentement des électeurs inscrits dans le ressort de ces collectivités

Code électoral

Art. L.360. - Le candidat venant sur une liste immédiatement après le dernier élu dans la même section départementale est appelé à remplacer le conseiller régional élu sur cette liste dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit.

Si le candidat ainsi appelé à remplacer le conseiller régional se trouve de ce fait dans l'un des cas d'incompatibilité mentionnés à l'article L. 46-1, il dispose d'un délai de trente jours à compter de la date de la vacance pour faire cesser l'incompatibilité en démissionnant de l'un des mandats visés par ces dispositions. A défaut d'option dans le délai imparti, le remplacement est assuré par le candidat suivant dans l'ordre de la section départementale.

Le représentant de l'Etat dans la région notifie le nom de ce remplaçant au président du conseil régional.

Le mandat de la personne ayant remplacé un conseiller régional dont le siège était devenu vacant expire lors du renouvellement du conseil régional qui suit son entrée en fonction.

Lorsque les dispositions des premiers et deuxième alinéas du présent article ne peuvent être appliquées, le siège demeure vacant jusqu'au prochain renouvellement du conseil régional. Toutefois, si le tiers des sièges d'un conseil régional vient à être vacant par suite du décès de leurs titulaires, il est procédé au renouvellement intégral du conseil régional dans les trois mois qui suivent la dernière vacance pour cause de décès, sauf le cas où le renouvellement général des conseils régionaux doit intervenir dans les trois mois suivant ladite vacance.

Code général des collectivités territoriales

Livre VI de la première partie

Art. L.1611-1. - Aucune dépense à la charge de l'Etat ou d'un établissement public à caractère national ne peut être imposée directement ou indirectement aux collectivités territoriales ou à leurs groupements qu'en vertu de la loi.

Art. L.1611-2. - Les collectivités territoriales supportent, chacune en ce qui la concerne, les dépenses de personnel, de fonctionnement et d'équipement des services placés sous leur autorité.

Art. L.1611-2-1. - Dans le cadre des missions confiées aux maires en tant qu'agents de l'Etat, les communes assurent la réception et la saisie des demandes de cartes nationales d'identité et de passeports ainsi que la remise aux intéressés de ces titres.

Art. L.1611-3 - La réalisation d'emprunts par voie de souscription publique est soumise à autorisation dans les conditions prévues par l'article 82 de la loi n° 46-2914 du 23 décembre 1946 portant ouverture de crédits provisoires, complété par l'article 42 de la loi n° 53-80 du 7 février 1953.

Art. L.1611-4. - Toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention peut être soumise au contrôle des délégués de la collectivité qui l'a accordée.

Tous groupements, associations, œuvres ou entreprises privées qui ont reçu dans l'année en cours une ou plusieurs subventions sont tenus de fournir à l'autorité qui a mandaté la subvention une copie certifiée de leurs budgets et de leurs comptes de l'exercice écoulé, ainsi que tous documents faisant connaître les résultats de leur activité.

Il est interdit à tout groupement ou à toute association, œuvre ou entreprise ayant reçu une subvention d'en employer tout ou partie en subventions à d'autres associations, œuvres ou entreprises, sauf lorsque cela est expressément prévu dans la convention conclue entre la collectivité territoriale et l'organisme subventionné.

Art. L.1611-5. - Les créances non fiscales des collectivités territoriales et des établissements publics locaux ainsi que celles des établissements publics de santé, à l'exception des droits au comptant, ne sont mises en recouvrement que lorsqu'elles atteignent un seuil fixé par décret.

Art. L.1611-6. - Dans le cadre des actions sociales qui concernent notamment l'alimentation, l'hygiène, l'habillement et les transports, des actions éducatives, culturelles, sportives ou de loisirs qu'elles mènent, les collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale, les centres communaux et intercommunaux d'action sociale et les caisses des écoles peuvent remettre aux personnes qui rencontrent des difficultés sociales des titres dénommés "chèque d'accompagnement personnalisé" pour acquérir des biens et services dans les catégories définies par la collectivité ou l'établissement public.

Les personnes à qui des chèques d'accompagnement personnalisé sont remis peuvent acquérir, à hauteur du montant figurant sur sa valeur faciale, auprès d'un réseau de prestataires les biens, produits ou services prévus sur le chèque, à l'exclusion de tout remboursement en numéraire, total ou partiel.

Les valeurs faciales sont modulées de façon à permettre aux distributeurs de pouvoir tenir compte des différentes situations des bénéficiaires, tant économiques que sociales.

Les titres de paiement spéciaux dénommés "chèques d'accompagnement personnalisé" sont cédés aux distributeurs par les émetteurs contre paiement de leur valeur libératoire et, le cas échéant, d'une commission. Tout émetteur de ces titres de paiement spéciaux doit ouvrir un compte auprès d'un établissement de crédit ou d'un organisme ou service visé à l'article L. 518-1 du code monétaire et financier, intitulé "compte de chèques d'accompagnement personnalisé", et en faire la déclaration préalable auprès d'une commission spécialisée.

Ces titres ont une durée de validité limitée à l'année civile et la période d'utilisation dont ils font mention.

Les chèques d'accompagnement personnalisé qui n'ont pas été présentés au remboursement à l'émetteur par les prestataires avant la fin du deuxième mois suivant l'expiration de leur période de validité sont définitivement périmés.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. Il détermine notamment :

- les caractéristiques de sécurisation et les mentions obligatoires figurant sur le chèque d'accompagnement personnalisé ;
- les conditions d'utilisation et de remboursement des chèques d'accompagnement personnalisé ;
- les modalités de prise en compte de ces titres de paiement spéciaux dans la comptabilité des services et organismes publics ;
- les modalités d'organisation et de contrôle du système entre les différents partenaires.

Art. L.1611-7. - I. - Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier à un tiers l'instruction des demandes et la préparation des décisions d'attribution des aides et prestations financières qu'ils assument ou instituent.

II. - Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier à un organisme doté d'un comptable public l'attribution et le paiement des dépenses relatives :

- aux bourses d'action sanitaire et sociale ;
- aux aides qu'ils accordent en matière d'emploi, d'apprentissage et de formation professionnelle continue ;
- aux aides complémentaires à des aides nationales ou communautaires gérées par cet organisme ;
- ou à d'autres dépenses énumérées par décret.

Dans ce cas, une convention obligatoirement écrite emporte mandat donné à l'organisme d'exécuter ces opérations au nom et pour le compte de l'organisme public local mandant. La convention prévoit une reddition au moins annuelle des comptes des opérations et des pièces correspondantes. Elle peut aussi prévoir le recouvrement et l'apurement par l'organisme mandataire des éventuels indus résultant de ces paiements.

III. - Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent confier à un organisme doté d'un comptable public ou habilité par l'Etat l'attribution et le paiement des dépenses relatives à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle. Dans ce cas, une convention obligatoirement écrite emporte mandat donné à un organisme habilité par l'Etat d'exécuter ces opérations au nom et pour le compte de l'organisme public local mandant. La convention prévoit une reddition au moins annuelle des comptes des opérations et des pièces correspondantes. Elle peut aussi prévoir le recouvrement et l'apurement par un organisme habilité par l'Etat des éventuels indus résultant de ces paiements.

Un décret précise les conditions d'habilitation des organismes agréés.

Art. L.1611-8. - La délibération du département ou de la région tendant à attribuer une subvention d'investissement ou de fonctionnement à un projet décidé ou subventionné par une collectivité territoriale ou un groupement de collectivités territoriales s'accompagne d'un état récapitulatif de l'ensemble des subventions attribuées à ce même projet par les collectivités territoriales.

A compter du 1er janvier 2015, à défaut d'adoption dans la région concernée du schéma d'organisation des compétences et de mutualisation des services prévu au I de l'article L. 1111-9, aucun projet ne peut bénéficier d'un cumul de subventions d'investissement ou de fonctionnement accordées par un département et une région, sauf s'il est décidé par une commune dont la population est inférieure à 3 500 habitants ou un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre dont la population est inférieure à 50 000 habitants. Cette disposition n'est pas applicable aux subventions de fonctionnement accordées dans les domaines de la culture, du sport et du tourisme.

La délibération visée au premier alinéa du présent article est nulle lorsque l'état récapitulatif qui lui est annexé prévoit, au profit d'un même projet, un cumul de subventions contraire aux dispositions du présent article.

Art. L.1612-1. - Dans le cas où le budget d'une collectivité territoriale n'a pas été adopté avant le 1er janvier de l'exercice auquel il s'applique, l'exécutif de la collectivité territoriale est en droit, jusqu'à l'adoption de ce budget, de mettre en recouvrement les recettes et d'engager, de liquider et de mandater les dépenses de la section de fonctionnement dans la limite de celles inscrites au budget de l'année précédente.

Il est en droit de mandater les dépenses afférentes au remboursement en capital des annuités de la dette venant à échéance avant le vote du budget.

En outre, jusqu'à l'adoption du budget ou jusqu'au 31 mars, en l'absence d'adoption du budget avant cette date, l'exécutif de la collectivité territoriale peut, sur autorisation de l'organe délibérant, engager, liquider et mandater les dépenses

d'investissement, dans la limite du quart des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.

L'autorisation mentionnée à l'alinéa ci-dessus précise le montant et l'affectation des crédits.

Pour les dépenses à caractère pluriannuel incluses dans une autorisation de programme ou d'engagement votée sur des exercices antérieurs, l'exécutif peut les liquider et les mandater dans la limite des crédits de paiement prévus au titre de l'exercice par la délibération d'ouverture de l'autorisation de programme ou d'engagement.

Les crédits correspondants, visés aux alinéas ci-dessus, sont inscrits au budget lors de son adoption. Le comptable est en droit de payer les mandats et recouvrer les titres de recettes émis dans les conditions ci-dessus.

Le présent article s'applique aux régions, sous réserve des dispositions de l'article L. 4312-6.

Art. L.1612-2. - Si le budget n'est pas adopté avant le 31 mars de l'exercice auquel il s'applique, ou avant le 15 avril de l'année du renouvellement des organes délibérants, le représentant de l'Etat dans le département saisit sans délai la chambre régionale des comptes qui, dans le mois, et par un avis public, formule des propositions pour le règlement du budget. Le représentant de l'Etat règle le budget et le rend exécutoire. Si le représentant de l'Etat dans le département s'écarte des propositions de la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

A compter de la saisine de la chambre régionale des comptes et jusqu'au règlement du budget par le représentant de l'Etat, l'organe délibérant ne peut adopter de délibération sur le budget de l'exercice en cours.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication avant le 15 mars à l'organe délibérant d'informations indispensables à l'établissement du budget. La liste de ces informations est fixée par décret. Dans ce cas, l'organe délibérant dispose de quinze jours à compter de cette communication pour arrêter le budget.

Art. L.1612-3. - En cas de création d'une nouvelle collectivité territoriale, l'organe délibérant adopte le budget dans un délai de trois mois à compter de cette création. A défaut, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département, sur avis public de la chambre régionale des comptes, dans les conditions prévues aux premier et deuxième alinéas de l'article L. 1612-2.

Ces dispositions ne sont pas applicables quand le défaut d'adoption résulte de l'absence de communication à l'organe délibérant, dans les deux mois et demi suivant cette création, d'informations indispensables à l'établissement du budget. Dans ce cas, l'organe délibérant dispose de quinze jours après cette communication pour arrêter le budget.

Art. L.1612-4. - Le budget de la collectivité territoriale est en équilibre réel lorsque la section de fonctionnement et la section d'investissement sont respectivement votées en équilibre, les recettes et les dépenses ayant été évaluées

de façon sincère, et lorsque le prélèvement sur les recettes de la section de fonctionnement au profit de la section d'investissement, ajouté aux recettes propres de cette section, à l'exclusion du produit des emprunts, et éventuellement aux dotations des comptes d'amortissements et de provisions, fournit des ressources suffisantes pour couvrir le remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice.

Art. L.1612-5. - Lorsque le budget d'une collectivité territoriale n'est pas voté en équilibre réel, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat dans un délai de trente jours à compter de la transmission prévue aux articles L. 2131-1, L. 3131-1 et L. 4141-1, le constate et propose à la collectivité territoriale, dans un délai de trente jours à compter de la saisine, les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire et demande à l'organe délibérant une nouvelle délibération.

La nouvelle délibération, rectifiant le budget initial, doit intervenir dans un délai d'un mois à partir de la communication des propositions de la chambre régionale des comptes.

Si l'organe délibérant ne s'est pas prononcé dans le délai prescrit, ou si la délibération prise ne comporte pas de mesures de redressement jugées suffisantes par la chambre régionale des comptes, qui se prononce sur ce point dans un délai de quinze jours à partir de la transmission de la nouvelle délibération, le budget est réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département. Si celui-ci s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L.1612-6. - Toutefois, pour l'application de l'article L. 1612-5, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent et dont la section d'investissement est en équilibre réel, après reprise pour chacune des sections des résultats apparaissant au compte administratif de l'exercice précédent.

Art. L.1612-7. - A compter de l'exercice 1997, pour l'application de l'article L. 1612-5, n'est pas considéré comme étant en déséquilibre le budget de la commune dont la section de fonctionnement comporte ou reprend un excédent reporté par décision du conseil municipal ou dont la section d'investissement comporte un excédent, notamment après inscription des dotations aux amortissements et aux provisions exigées.

Art. L.1612-8. - Le budget primitif de la collectivité territoriale est transmis au représentant de l'Etat dans le département au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 1612-2 et L. 1612-9. A défaut, il est fait application des dispositions de l'article L. 1612-2.

Art. L.1612-9. - A compter de la saisine de la chambre régionale des comptes et jusqu'au terme de la procédure prévue à l'article L. 1612-5, l'organe délibérant ne peut se prononcer en matière budgétaire, sauf pour la délibération prévue au deuxième alinéa de l'article L. 1612-5 et pour l'application de l'article L. 1612-12.

Lorsque le budget d'une collectivité territoriale a été réglé et rendu exécutoire par le représentant de l'Etat dans le département, les budgets

supplémentaires afférents au même exercice sont transmis par le représentant de l'Etat à la chambre régionale des comptes. En outre, le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif prévu à l'article L. 1612-12 intervient avant le vote du budget primitif afférent à l'exercice suivant. Lorsque le compte administratif adopté dans les conditions ci-dessus mentionnées fait apparaître un déficit dans l'exécution du budget, ce déficit est reporté au budget primitif de l'exercice suivant. Ce budget primitif est transmis à la chambre régionale des comptes par le représentant de l'Etat dans le département.

S'il est fait application de la procédure définie à l'alinéa ci-dessus, les dates fixées au premier alinéa de l'article L. 1612-2 pour l'adoption du budget primitif sont reportées respectivement au 1er juin et au 15 juin. Dans ce cas, le délai limite de la transmission du compte de gestion du comptable prévu à l'article L. 1612-12 est ramené au 1er mai.

Art. L.1612-10. - La transmission du budget de la collectivité territoriale à la chambre régionale des comptes au titre des articles L. 1612-5 et L. 1612-14 a pour effet de suspendre l'exécution de ce budget jusqu'au terme de la procédure. Toutefois, sont applicables à compter de cette transmission les dispositions de l'article L. 1612-1. En outre, les dépenses de la section d'investissement de ce budget peuvent être engagées, liquidées et mandatées dans la limite de la moitié des crédits inscrits à ce titre.

Art. L.1612-11. - Sous réserve du respect des dispositions des articles L. 1612-1, L. 1612-9 et L. 1612-10, des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant, jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent.

Dans le délai de vingt et un jours suivant la fin de l'exercice budgétaire, l'organe délibérant peut, en outre, apporter au budget les modifications permettant d'ajuster les crédits de la section de fonctionnement pour régler les dépenses engagées avant le 31 décembre et inscrire les crédits nécessaires à la réalisation des opérations d'ordre de chacune des deux sections du budget ou entre les deux sections.

Les délibérations relatives aux modifications budgétaires prévues à l'alinéa précédent doivent être transmises au représentant de l'Etat au plus tard cinq jours après le délai limite fixé pour leur adoption. Les mandatements découlant des modifications budgétaires ainsi décidées doivent être achevés au plus tard le 31 janvier suivant l'exercice auquel ils se rapportent.

Art. L.1612-12. - L'arrêté des comptes de la collectivité territoriale est constitué par le vote de l'organe délibérant sur le compte administratif présenté selon le cas par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional après transmission, au plus tard le 1er juin de l'année suivant l'exercice, du compte de gestion établi par le comptable de la collectivité territoriale. Le vote de l'organe délibérant arrêtant les comptes doit intervenir au plus tard le 30 juin de l'année suivant l'exercice.

Le compte administratif est arrêté si une majorité des voix ne s'est pas dégagée contre son adoption.

Lorsque le compte administratif fait l'objet d'un rejet par l'assemblée délibérante, le projet de compte administratif joint à la délibération de rejet tel que

présenté selon le cas par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional, s'il est conforme au compte de gestion établi par le comptable, après avis rendu sous un mois par la chambre régionale des comptes, saisie sans délai par le représentant de l'Etat, est substitué au compte administratif pour la mise en œuvre des dispositions prévues aux articles L. 1424-35, L. 2531-13 et L. 4434-9 et pour la liquidation des attributions au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée prévue à l'article L. 1615-6.

Art. L.1612-13. - Le compte administratif est transmis au représentant de l'Etat dans le département au plus tard quinze jours après le délai limite fixé pour son adoption par les articles L. 1612-9 et L. 1612-12.

A défaut, le représentant de l'Etat saisit, selon la procédure prévue par l'article L. 1612-5, la chambre régionale des comptes du plus proche budget voté par la collectivité territoriale.

Art. L.1612-14. - Lorsque l'arrêté des comptes des collectivités territoriales fait apparaître dans l'exécution du budget, après vérification de la sincérité des inscriptions de recettes et de dépenses, un déficit égal ou supérieur à 10 % des recettes de la section de fonctionnement s'il s'agit d'une commune de moins de 20 000 habitants et à 5 % dans les autres cas, la chambre régionale des comptes, saisie par le représentant de l'Etat, propose à la collectivité territoriale les mesures nécessaires au rétablissement de l'équilibre budgétaire, dans le délai d'un mois à compter de cette saisine.

Lorsque le budget d'une collectivité territoriale a fait l'objet des mesures de redressement prévues à l'alinéa précédent, le représentant de l'Etat dans le département transmet à la chambre régionale des comptes le budget primitif afférent à l'exercice suivant.

Si, lors de l'examen de ce budget primitif, la chambre régionale des comptes constate que la collectivité territoriale n'a pas pris de mesures suffisantes pour résorber ce déficit, elle propose les mesures nécessaires au représentant de l'Etat dans le département dans un délai d'un mois à partir de la transmission prévue à l'alinéa précédent. Le représentant de l'Etat règle le budget et le rend exécutoire après application éventuelle, en ce qui concerne les communes, des dispositions de l'article L. 2335-2. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

En cas de mise en œuvre des dispositions des alinéas précédents, la procédure prévue à l'article L. 1612-5 n'est pas applicable.

Art. L.1612-15. - Ne sont obligatoires pour les collectivités territoriales que les dépenses nécessaires à l'acquittement des dettes exigibles et les dépenses pour lesquelles la loi l'a expressément décidé.

La chambre régionale des comptes saisie, soit par le représentant de l'Etat dans le département, soit par le comptable public concerné, soit par toute personne y ayant intérêt, constate qu'une dépense obligatoire n'a pas été inscrite au budget ou l'a été pour une somme insuffisante. Elle opère cette constatation dans le délai d'un mois à partir de sa saisine et adresse une mise en demeure à la collectivité territoriale concernée.

Si, dans un délai d'un mois, cette mise en demeure n'est pas suivie d'effet, la chambre régionale des comptes demande au représentant de l'Etat d'inscrire cette dépense au budget et propose, s'il y a lieu, la création de ressources ou la diminution de dépenses facultatives destinées à couvrir la dépense obligatoire. Le représentant de l'Etat dans le département règle et rend exécutoire le budget rectifié en conséquence. S'il s'écarte des propositions formulées par la chambre régionale des comptes, il assortit sa décision d'une motivation explicite.

Art. L.1612-15-1. - En cas d'absence de convention visée à l'article 21-4 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée, le préfet de région peut mettre en œuvre dans les conditions de l'article L. 1612-15, une procédure d'inscription d'office au budget de la région, au bénéfice de la Société nationale des chemins de fer français dans la limite de la part de la compensation visée au quatrième alinéa de l'article L. 1614-8-1.

Art. L.1612-16. - A défaut de mandatement d'une dépense obligatoire par le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional suivant le cas, dans le mois suivant la mise en demeure qui lui en a été faite par le représentant de l'Etat dans le département, celui-ci y procède d'office.

Le délai prévu à l'alinéa précédent est porté à deux mois si la dépense est égale ou supérieure à 5 % de la section de fonctionnement du budget primitif.

Art. L.1612-17. - Les dispositions des articles L. 1612-15 et L. 1612-16 ne sont pas applicables à l'inscription et au mandatement des dépenses obligatoires résultant, pour les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics, d'une décision juridictionnelle passée en la force de la chose jugée. Ces opérations demeurent régies par l'article 1er de la loi n° 80-539 du 16 juillet 1980 relative aux astreintes prononcées en matière administrative et à l'exécution des jugements par les personnes morales de droit public et les articles L. 911-1, L. 911-2, L. 911-5 à L. 911-8 du code de justice administrative.

Art. L.1612-18. - Dans le cadre des commandes publiques, lorsque des intérêts moratoires ne sont pas mandatés en même temps que le principal, ce dernier étant d'un montant supérieur à un seuil fixé par voie réglementaire, le comptable assignataire de la dépense en informe l'ordonnateur et le représentant de l'Etat dans le département dans un délai de dix jours suivant la réception de l'ordre de paiement. Dans un délai de quinze jours, le représentant de l'Etat adresse à l'ordonnateur une mise en demeure de mandatement. A défaut d'exécution dans un délai d'un mois, le représentant de l'Etat procède d'office, dans un délai de dix jours, au mandatement de la dépense.

Toutefois, si dans le délai d'un mois dont il dispose, l'ordonnateur notifie un refus d'exécution motivé par une insuffisance de crédits disponibles, ou si, dans ce même délai, le représentant de l'Etat constate cette insuffisance, celui-ci, dans un délai de quinze jours à compter de cette notification ou de cette constatation, saisit la chambre régionale des comptes dans les conditions fixées à l'article L. 1612-15. Le représentant de l'Etat procède ensuite au mandatement d'office dans les quinze jours suivant la réception de la délibération inscrivant les crédits ou sa décision réglant le budget rectifié.

Art. L.1612-19. - Les assemblées délibérantes sont tenues informées dès leur plus proche réunion des avis formulés par la chambre régionale des comptes et des arrêtés pris par le représentant de l'Etat en application des dispositions du présent chapitre.

Art. L.1612-19-1. - Les assemblées délibérantes doivent se prononcer sur le caractère d'utilité publique des dépenses ayant donné lieu à une déclaration en gestion de fait par la chambre régionale des comptes au cours de la plus proche séance suivant la transmission de la demande adressée par la chambre régionale des comptes au comptable de fait et à l'ordonnateur de la collectivité territoriale concernée. Passé ce délai, la chambre régionale des comptes statue sur les dépenses de la gestion de fait dont elle apprécie les justifications présentées.

Art. L.1612-20. - I.-Les dispositions du présent chapitre sont applicables aux établissements publics communaux et intercommunaux.

II.-Elles sont également applicables, à l'exception de l'article L. 1612-7 :

-aux établissements publics départementaux et interdépartementaux ;

-aux établissements publics communs aux communes et aux départements ;

-aux établissements publics communs à des collectivités locales ou groupements de ces collectivités et à des établissements publics ;

-aux établissements publics régionaux et interrégionaux.

Art. L.1613-1. - Le montant de la dotation globale de fonctionnement est fixé chaque année par la loi de finances.

En 2011, ce montant, égal à 41 307 701 000 €, est diminué de 42 844 000 € en application du II de l'article 6 de la loi n° 2008-1443 du 30 décembre 2008 de finances rectificative pour 2008 et du 1.2.4.2 et du II du 6 de l'article 77 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.

Art. L.1613-2-1. - Il est prélevé sur le montant de la régularisation de la dotation globale de fonctionnement pour 2000 prévue à l'article L. 1613-2 une quote-part de 200 millions de francs au profit des établissements publics de coopération intercommunale visés au 2° du I de l'article L. 5211-29 au titre de leur dotation d'intercommunalité. Le montant revenant à chaque établissement public de coopération intercommunale bénéficiaire est égal à la différence entre la dotation qui lui a été notifiée au titre de la dotation globale de fonctionnement pour 2001 et la dotation qui lui aurait été notifiée au titre de la même année si la masse totale mise en répartition avait été initialement majorée de 200 millions de francs.

Le solde de cette régularisation est réparti entre tous les autres bénéficiaires de la dotation globale de fonctionnement au prorata de la ou des dotations qu'ils ont perçues en 2000, les communautés de communes visées à l'alinéa précédent ne pouvant en bénéficier, le cas échéant, qu'au titre des dotations visées à l'article L. 5211-24.

Art. L.1613-3. - Le montant prévisionnel de la dotation globale de fonctionnement est arrêté, pour être inscrit dans le projet de loi de finances, après

avis du comité des finances locales institué par l'article L. 1211-1 qui est saisi des éléments d'évaluation fournis par le ministre chargé du budget.

Art. L.1613-4. - Aucune retenue n'est effectuée au profit du Trésor sur le montant de la dotation globale de fonctionnement hormis celle prévue au IV de l'article 74 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

Art. L.1613-5. - Les collectivités et établissements qui mettent des fonctionnaires à la disposition des organisations syndicales, dans les conditions prévues par l'article 100 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, sont remboursés des charges salariales de toute nature correspondantes par une dotation particulière prélevée sur les ressources affectées à la dotation globale de fonctionnement par la loi de finances de l'année. Le montant de ce concours particulier est fixé chaque année par le comité des finances locales compte tenu des charges effectives résultant pour les collectivités territoriales de l'application des dispositions prévues à l'article 100 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. L.1613-6. - Il est institué un fonds de solidarité en faveur des communes de métropole et de leurs groupements, des syndicats visés aux articles L. 5711-1 et L. 5721-8 ainsi que des départements de métropole et des régions de métropole afin de contribuer à la réparation des dégâts causés à leurs biens par des événements climatiques ou géologiques graves.

Ce fonds est doté de 20 millions d'euros par an, prélevés sur la dotation instituée au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986).

Par dérogation à l'alinéa précédent, ce fonds bénéficie d'un prélèvement sur la dotation instituée au IV de l'article 6 de la loi de finances pour 1987 (n° 86-1317 du 30 décembre 1986) de 10 millions d'euros au titre de 2009 et de 15 millions d'euros au titre de 2010.

A compter de 2011, ce fonds est abondé chaque année par un prélèvement sur recettes dont le montant est fixé en loi de finances. En 2011, ce fonds n'est pas abondé.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article. Il précise notamment la nature des biens pris en compte, les règles relatives à la nature et au montant des dégâts éligibles aux aides du fonds et aux critères d'attribution de ces aides ainsi que les différents taux de subvention applicables.

Art. L.1614-1. - Tout accroissement net de charges résultant des transferts de compétences effectués entre l'Etat et les collectivités territoriales est accompagné du transfert concomitant par l'Etat aux collectivités territoriales ou à leurs groupements des ressources nécessaires à l'exercice normal de ces compétences. Ces ressources sont équivalentes aux dépenses effectuées, à la date du transfert, par l'Etat au titre des compétences transférées et évoluent chaque année, dès la première année, comme la dotation globale de fonctionnement. Elles assurent la compensation intégrale des charges transférées.

La dotation générale de décentralisation mentionnée à l'article L. 1614-4 et les crédits prévus aux 1° et 2° de l'article L. 4332-1 et au 1° du II de l'article L. 6173-9 n'évoluent pas en 2009, 2010 et 2011.

Art. L.1614-1-1. - Toute création ou extension de compétence ayant pour conséquence d'augmenter les charges des collectivités territoriales est accompagnée des ressources nécessaires déterminées par la loi.

Art. L.1614-2. - Les charges correspondant à l'exercice des compétences transférées font l'objet d'une évaluation préalable au transfert desdites compétences.

Toute charge nouvelle incombant aux collectivités territoriales du fait de la modification par l'Etat, par voie réglementaire, des règles relatives à l'exercice des compétences transférées est compensée dans les conditions prévues à l'article L. 1614-1. Toutefois, cette compensation n'intervient que pour la partie de la charge qui n'est pas déjà compensée par l'accroissement de la dotation générale de décentralisation mentionnée à l'article L. 1614-4.

Art. L.1614-3. - Le montant des dépenses résultant des accroissements et diminutions de charges est constaté pour chaque collectivité par arrêté conjoint du ministre chargé de l'intérieur et du ministre chargé du budget, après avis de la commission consultative sur l'évaluation des charges du Comité des finances locales, dans les conditions définies à l'article L. 1211-4-1.

La commission consultative mentionnée à l'alinéa précédent établit à l'intention du Parlement, à l'occasion de l'examen du projet de loi de finances de l'année, un bilan de l'évolution des charges transférées aux collectivités locales.

Le bilan retrace, pour chaque catégorie de collectivités territoriales, l'évolution du coût des compétences qui leur ont été transférées ou confiées au cours des dix dernières années. Il est effectué à partir du montant des dépenses engagées annuellement par les collectivités locales au titre des compétences transférées en distinguant les dépenses correspondant à l'exercice normal, au sens de l'article L. 1614-1, des compétences transférées de celles résultant de la libre initiative des collectivités locales.

Le bilan retrace également les conséquences financières des transferts de personnel et des délégations de compétences, ainsi que l'évolution du produit des impositions de toutes natures transférées en compensation des créations, transferts et extensions de compétences.

Le bilan comprend en annexe un état, pour le dernier exercice connu, de la participation des collectivités locales à des opérations relevant de la compétence de l'Etat et des concours de l'Etat à des programmes intéressant les collectivités locales.

Art. L.1614-3-1. - La commission mentionnée au premier alinéa de l'article L. 1614-3 constate l'évolution des charges résultant des créations, des extensions de compétences ou des modifications par voie législative des conditions d'exercice des compétences transférées, et la retrace dans le bilan mentionné au même article L. 1614-3. Lorsqu'elles concernent des compétences exercées par les régions ou les départements, l'évolution de ces charges est constatée pour chaque collectivité.

Art. L.1614-4. - Les charges visées à l'article L. 1614-1 sont compensées par le transfert d'impôts d'Etat, par les ressources du Fonds de compensation de la fiscalité transférée et, pour le solde, par l'attribution d'une dotation générale de décentralisation. Les collectivités locales bénéficiaires utilisent librement la dotation générale de décentralisation et les ressources en provenance du Fonds de compensation de la fiscalité transférée qui sont inscrites en section de fonctionnement du budget.

Dans le cas où, l'année d'un transfert de compétences, le produit des impôts affectés à cette compensation, calculé aux taux en vigueur à la date du transfert de compétences, est supérieur, pour une collectivité donnée, au montant des charges qui résultent du transfert de compétences, tel qu'il est constaté dans l'arrêté interministériel mentionné à l'article L. 1614-3, il est procédé l'année même aux ajustements nécessaires.

A cette fin, le produit des impôts revenant à la collectivité concernée est diminué, au profit du fonds de compensation de la fiscalité transférée, de la différence entre le produit calculé sur la base des taux en vigueur à la date du transfert et le montant des charges visé ci-dessus ainsi que la moitié du supplément de ressources fiscales résultant des dispositions de l'article 14 de la loi de finances pour 1984 (n° 83-1179 du 29 décembre 1983).

Dès l'année du transfert et pour les années ultérieures, le montant de cet ajustement évolue comme la dotation générale de décentralisation dans les conditions prévues à l'article L. 1614-1. Il est modifié, en tant que de besoin, pour tenir compte des accroissements de charges résultant de nouveaux transferts de compétences.

A compter de 1997, il est créé un Fonds de compensation de la fiscalité transférée qui dispose en ressources de la diminution du produit des impôts définie au troisième alinéa du présent article.

Sont éligibles à ce fonds les collectivités territoriales pour lesquelles le transfert d'impôt d'Etat a été insuffisant pour compenser intégralement l'accroissement net de charges résultant des transferts de compétences entre l'Etat et ces collectivités territoriales.

Ce fonds est réparti entre les collectivités territoriales éligibles au prorata de leur part dans l'accroissement net de charge, précité, diminué du produit des impôts d'Etat transférés affecté, en application du premier alinéa, à la compensation de ces charges.

Art. L.1614-5. - Au terme de la période visée à l'article 4 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée, les transferts d'impôts d'Etat représentent la moitié au moins des ressources attribuées par l'Etat à l'ensemble des collectivités locales.

Les pertes de produit fiscal résultant, le cas échéant, pour les départements ou les régions, de la modification, postérieurement à la date de transfert des impôts et du fait de l'Etat, de l'assiette ou des taux de ces impôts sont compensées intégralement, collectivité par collectivité, soit par des attributions de dotation de décentralisation, soit par des diminutions des ajustements prévus au deuxième alinéa de l'article L. 1614-4.

Le montant de la perte de produit fiscal à compenser, pour chaque collectivité concernée, est constaté dans les mêmes conditions que les accroissements et diminutions de charges visés à l'article L. 1614-3.

Art. L.1614-5-1. - L'arrêté conjoint du ministre de l'intérieur et du ministre chargé du budget constatant soit des accroissements ou diminutions de charges en application des dispositions de l'article L. 1614-3, soit des pertes de produit fiscal en application des dispositions de l'article L. 1614-5, intervient dans les six mois de la publication des dispositions législatives ou réglementaires auxquelles il se rapporte.

Art. L.1614-6. - Ne figurent pas dans le bilan financier prévu à l'article L. 1614-3 :

- les crédits inclus dans la dotation d'équipement des territoires ruraux des communes et la dotation globale d'équipement des départements ;

- les ressources prévues à l'article 113 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée ;

- les crédits correspondant à la suppression de la contribution des communes aux charges de police ;

- les charges induites pour l'Etat par le transfert à l'Etat des charges supportées par les collectivités territoriales en matière de justice et de police ;

- les crédits correspondant à la prise en charge par l'Etat des frais de logement des instituteurs au moyen de la création d'une dotation spéciale intégrée dans la dotation globale de fonctionnement.

Art. L.1614-7. - Tout transfert de compétences de l'Etat à une collectivité territoriale entraîne pour celle-ci l'obligation de poursuivre, selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat, l'établissement des statistiques liées à l'exercice de ces compétences.

Ces statistiques sont transmises à l'Etat.

En vue de la réalisation d'enquêtes statistiques d'intérêt général, les collectivités territoriales et leurs groupements transmettent à l'Etat des informations individuelles destinées à la constitution d'échantillons statistiquement représentatifs.

L'Etat met à disposition des collectivités territoriales et de leurs groupements les résultats de l'exploitation des données recueillies en application du présent article ou de l'exploitation de données recueillies dans un cadre national et portant sur les domaines liés à l'exercice de leurs compétences. Il en assure la publication régulière.

Les charges financières résultant de cette obligation pour les collectivités territoriales font l'objet d'une compensation par l'Etat dans les conditions définies aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3.

Art. L.1614-8. - La compensation financière des charges d'investissement des ports transférés en application du premier alinéa de l'article 6 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements,

les régions et l'Etat est intégrée dans la dotation générale de décentralisation des départements concernés.

Le montant total de la compensation dont bénéficient les départements concernés correspond au montant actualisé du concours particulier de l'Etat créé en application de l'article 95 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 précitée, constaté au 1^{er} janvier 2007.

La part respective revenant à chaque département est obtenue en appliquant un coefficient au montant total de la compensation visé au deuxième alinéa. Ce coefficient est calculé pour chaque département en rapportant la moyenne actualisée des crédits qui lui ont été versés de 1996 à 2005 à la moyenne actualisée des crédits versés à l'ensemble des départements concernés au titre du concours particulier au cours de ces dix années.

La compensation financière des charges d'investissement des ports transférés en application de l'article 30 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales est intégrée dans la dotation générale de décentralisation des collectivités concernées et calculée conformément au I de l'article 119 de la même loi.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Art. L.1614-8-1. - A compter du 1er janvier 2002, les charges transférées aux régions du fait du transfert de compétences prévu à l'article 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 d'orientation des transports intérieurs sont compensées dans les conditions fixées par les articles L. 1614-1 à L. 1614-3, sous réserve des dispositions du présent article.

La compensation du transfert de compétences mentionnée à l'alinéa précédent, prise en compte dans la dotation générale de décentralisation attribuée aux régions, est constituée :

- du montant de la contribution pour l'exploitation des services transférés ;
- du montant de la dotation complémentaire nécessaire au renouvellement du parc de matériel roulant affecté aux services transférés ;
- du montant de la dotation correspondant à la compensation des tarifs sociaux mis en œuvre à la demande de l'Etat.

Pour l'année 2002, le montant de cette compensation est établi, pour ce qui concerne la part correspondant à la contribution pour l'exploitation des services transférés, sur la référence de l'année 2000. Le montant total de cette compensation est revalorisé en appliquant les taux de croissance de la dotation globale de fonctionnement fixés pour 2001 et 2002.

Le montant de cette compensation est constaté pour chaque région, pour l'année 2002, par arrêté conjoint du ministre chargé de l'intérieur, du ministre chargé du budget et du ministre chargé des transports après avis de la région.

La part de la compensation correspondant à la contribution pour l'exploitation des services transférés donnera lieu à révision, au titre de la dotation de 2003, pour tenir compte des incidences sur les charges du service ferroviaire

régional, des nouvelles règles comptables mises en oeuvre par la Société nationale des chemins de fer français. Cette révision s'effectue sur la base des services de l'année 2000 et sera constatée sous la forme définie à l'alinéa précédent. La part de la compensation correspondant à la contribution pour l'exploitation des services transférés est calculée hors taxe sur la valeur ajoutée.

Toute disposition législative ou réglementaire ayant une incidence financière sur les charges transférées en application de l'article 21-1 de la loi n° 82-1153 du 30 décembre 1982 précitée donne lieu à révision dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3. Cette révision a pour objet de compenser intégralement la charge supplémentaire pour la région résultant de ces dispositions.

Toute modification des tarifs sociaux décidée par l'Etat, entraînant une charge nouvelle pour les régions, donne lieu à une révision, à due proportion, du montant de la contribution visée au troisième alinéa.

Un décret en Conseil d'Etat précise les modalités d'application du présent article.

Art. L.1614-9. - Les crédits précédemment inscrits au budget de l'Etat au titre de l'établissement et de la mise en oeuvre des documents d'urbanisme et des servitudes et qui correspondent aux compétences transférées font l'objet d'un concours particulier au sein de la dotation générale de décentralisation. Ils sont répartis par le représentant de l'Etat entre les communes et les établissements publics de coopération intercommunale de chaque département qui réalisent les documents d'urbanisme mentionnés aux articles L. 121-1, L. 122-18 et L. 123-19 du code de l'urbanisme et L. 4424-9 du présent code, dans des conditions définies par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.1614-10. - Les crédits précédemment inscrits au budget de l'Etat au titre de la construction, de l'équipement et du fonctionnement des bibliothèques municipales et de l'équipement des bibliothèques départementales de prêt font l'objet d'un concours particulier au sein de la dotation générale de décentralisation. Ils sont répartis par le représentant de l'Etat entre les départements, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale réalisant des travaux d'investissements au titre des compétences qu'ils exercent en vertu des articles L. 310-1 et L. 320-2 du code du patrimoine.

A titre transitoire, le montant du concours particulier relatif aux bibliothèques municipales et aux bibliothèques départementales de prêt prévu au premier alinéa est diminué d'un montant correspondant à 75 % en 2006, 50 % en 2007 et 25 % en 2008 des dépenses inscrites en 2005 au titre de la part relative au fonctionnement des bibliothèques municipales du concours particulier prévu au présent article, dans sa rédaction antérieure à l'article 141 de la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les conditions d'application du présent article et les adapte, en tant que de besoin, aux départements d'outre-mer.

Art. L.1614-11. - Les dépenses de fonctionnement des bibliothèques départementales de prêt, mises à la charge des départements, sont compensées dans les conditions prévues par les articles L. 1614-1 à L. 1614-3.

Toutefois, les crédits de la dotation générale de décentralisation correspondant aux dépenses supportées par l'Etat, l'année précédant le transfert de compétences, au titre de l'équipement mobilier et matériel lié à la mise en service de nouveaux bâtiments, de l'entretien des immeubles, de l'achat de véhicules et de la rémunération des agents saisonniers, sont répartis entre les départements bénéficiaires au prorata de la population des communes de moins de 10 000 habitants.

Art. L.1615-1. - Les ressources du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée des collectivités territoriales comprennent les dotations budgétaires ouvertes chaque année par la loi et destinées à permettre progressivement le remboursement intégral de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée par les collectivités territoriales et leurs groupements sur leurs dépenses réelles d'investissement.

En cas d'annulation d'un marché public par le juge, les dépenses réelles d'investissement des collectivités territoriales et de leurs groupements, concernées par l'annulation, ouvrent droit au remboursement de la taxe sur la valeur ajoutée acquittée, par le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, même si ayant le caractère d'une indemnité elles sont inscrites à la section de fonctionnement d'un compte administratif.

Art. L.1615-2. - Les ressources destinées au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée, visé à l'article L. 1615-1, sont réparties entre les régions, les départements, les communes, leurs groupements, leurs régies, les syndicats chargés de la gestion des agglomérations nouvelles, les services départementaux d'incendie et de secours, les centres communaux d'action sociale, les caisses des écoles, le Centre national de la fonction publique territoriale et les centres de gestion des personnels de la fonction publique territoriale au prorata de leurs dépenses réelles d'investissement, telles qu'elles sont définies par décret.

Les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes exclusivement composés de membres éligibles au Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée bénéficient, en lieu et place de leurs membres propriétaires, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées dans l'exercice de leurs compétences.

Les services départementaux d'incendie et de secours bénéficient, en lieu et place des communes, des établissements publics intercommunaux ou des départements propriétaires, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses exposées, à compter du 1er janvier 1998, dans l'exercice de leurs compétences sur les biens visés à l'article L. 1424-17.

Par dérogation, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées sur des biens dont ils n'ont pas la propriété, dès lors qu'elles concernent des travaux de lutte contre les avalanches, glissements de terrains, inondations, incendies, ainsi que des travaux de défense contre la mer, des travaux pour la prévention des incendies de forêt, présentant un caractère d'intérêt général ou d'urgence. S'agissant des travaux effectués sur le domaine public de l'Etat, seules ouvrent droit aux attributions du

fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'Etat précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties.

Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient, par dérogation, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des fonds de concours versés à compter du 1er janvier 2005 à l'Etat ou à une autre collectivité territoriale ou à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre pour les dépenses réelles d'investissement que ceux-ci effectuent sur leur domaine public routier. Le montant de ces fonds de concours est déduit des dépenses réelles d'investissement prises en compte pour le calcul de l'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée de la collectivité territoriale ou de l'établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre qui réalise les travaux.

Toutefois, le cinquième alinéa n'est pas applicable aux fonds de concours versés à compter du 1er janvier 2005 par les communes dans le cadre de conventions signées avant le 1er janvier 2005 et afférentes à des opérations relevant d'un plan qualité route au sein des contrats de plan Etat-régions.

Les collectivités territoriales et leurs groupements, dès lors qu'ils sont compétents en matière de voirie, bénéficient, par dérogation, des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée pour les dépenses d'investissement afférentes à des travaux qu'ils réalisent sur le domaine public routier de l'Etat ou d'une collectivité territoriale. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées dans le cadre d'une convention avec l'Etat ou la collectivité territoriale propriétaire précisant les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties.

Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement réalisées sur le domaine public fluvial de l'Etat, dans le cadre de l'expérimentation prévue à l'article L. 3113-2 du code général de la propriété des personnes publiques. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec l'Etat.

Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient également des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement réalisées à compter du 1er janvier 2005 sur des immeubles du domaine relevant du Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres. Seules ouvrent droit aux attributions du fonds les dépenses d'investissement réalisées par les collectivités territoriales ou leurs groupements ayant conclu une convention avec le Conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres, précisant notamment les équipements à réaliser, le programme technique des travaux et les engagements financiers des parties.

Art. L.1615-3. - Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement a obtenu le bénéfice du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'un bien d'investissement et que ce bien est utilisé pour les besoins d'une activité qui, par la suite, est soumise à cette taxe, il

est tenu au reversement à l'Etat d'un montant égal à la taxe afférente à ce même bien dont il a pu opérer la déduction en application des règles prévues pour les personnes qui deviennent redevables de la taxe sur la valeur ajoutée.

Aucun remboursement des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée n'est exigible lorsqu'une collectivité territoriale ou un groupement, qui exerce une activité pour laquelle il n'est pas assujéti à la taxe sur la valeur ajoutée, confie ensuite le bien à un tiers dans les cas mentionnés aux a, b et c de l'article L. 1615-7.

Art. L.1615-4. - Lorsqu'une collectivité territoriale, un établissement public ou un groupement utilise un bien d'investissement pour les besoins d'une activité qui cesse d'être soumise à la taxe sur la valeur ajoutée, il peut obtenir un versement au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée égal à la fraction de la taxe afférente à ce même bien qu'il a été tenu de reverser en application des règles prévues pour les personnes qui cessent de réaliser des opérations ouvrant droit à déduction.

Les dispositions de l'alinéa précédent sont également applicables aux collectivités territoriales et aux groupements qui, dans le cadre d'un transfert de compétence, mettent des immobilisations à disposition d'un établissement public de coopération intercommunale ou d'un syndicat mixte pour les besoins d'une activité qui n'est plus soumise à la taxe sur la valeur ajoutée pour ce dernier.

Art. L.1615-5. - A compter du 1er janvier 1980, les sommes versées par le Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sont inscrites à la section d'investissement du budget de la collectivité, de l'établissement ou de l'organisme bénéficiaire.

Toutefois, à titre exceptionnel et dans la mesure où elles excèdent le total des dépenses figurant à la section d'investissement, elles peuvent être inscrites à la section de fonctionnement desdits budgets pour assurer le paiement des intérêts afférents aux emprunts souscrits par la collectivité, l'établissement ou l'organisme bénéficiaire.

Art. L.1615-6. - I. - Jusqu'au 31 décembre 2001, les attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sont déterminées en appliquant aux dépenses réelles d'investissement, définies par décret en Conseil d'Etat, un taux de compensation forfaitaire de 16, 176 %. En 2002, le taux de compensation forfaitaire est fixé à 15, 656 %. A compter de 2003, ce taux est fixé à 15, 482 %.

Le taux de compensation forfaitaire de 15, 482 % est applicable aux dépenses d'investissement éligibles réalisées à compter du 1er avril 2000 par les communautés de communes, les communautés de villes et les communautés d'agglomération.

II. - Pour les bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée mentionnés à l'article L. 1615-2, autres que ceux mentionnés aux deuxième, troisième, sixième, neuvième, dixième et onzième alinéas du présent II, les dépenses réelles d'investissement à prendre en considération pour la détermination des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre d'une année déterminée sont celles afférentes à la pénultième année.

Pour les communautés de communes et les communautés d'agglomération instituées respectivement aux articles L. 5214-1 et L. 5216-1 et pour les communes nouvelles mentionnées à l'article L. 2113-1, les dépenses réelles d'investissement à prendre en considération sont celles afférentes à l'exercice en cours. Les communes nouvelles mentionnées au même article L. 2113-1 sont subrogées dans les droits des communes auxquelles elles se substituent pour les attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre de leurs dépenses d'investissement.

Pour les bénéficiaires du fonds qui s'engagent, avant le 15 mai 2009 et, après autorisation de leur assemblée délibérante, par convention avec le représentant de l'Etat dans le département, sur une progression de leurs dépenses réelles d'équipement en 2009 par rapport à la moyenne de leurs dépenses réelles d'équipement de 2004, 2005, 2006 et 2007, les dépenses à prendre en considération sont, à compter de 2009, celles afférentes à l'exercice précédent. En 2009, pour ces bénéficiaires, les dépenses réelles d'investissement éligibles de 2007 s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice 2008 pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Si les dépenses réelles d'équipement constatées au titre de l'exercice 2009, établies par l'ordonnateur de la collectivité bénéficiaire avant le 15 février 2010 et visées par le comptable local, sont inférieures à la moyenne de celles inscrites dans les comptes administratifs 2004, 2005, 2006 et 2007, cette collectivité est à nouveau soumise, dès 2010, aux dispositions du premier alinéa du présent II ; elle ne perçoit alors aucune attribution au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en 2010 au titre des dépenses réelles d'investissement de 2008 ayant déjà donné lieu à attribution.

Toutefois, restent soumis aux dispositions du troisième alinéa du présent II les bénéficiaires du fonds visés au troisième alinéa du même II dont les dépenses réelles d'équipement constatées conformément au quatrième alinéa, ajoutées aux restes à réaliser de dépenses d'équipement résultant d'un engagement du bénéficiaire intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2009, atteignent la moyenne de référence inscrite dans la convention signée avec le représentant de l'Etat. La sincérité des restes à réaliser est contrôlée au vu d'un état déclaratif transmis par l'ordonnateur accompagné des pièces justifiant le rattachement à l'année 2009 des restes à réaliser.

Pour les bénéficiaires du fonds, à l'exclusion de ceux mentionnés au troisième alinéa du présent II, qui s'engagent, entre le 1er janvier et le 15 mai 2010 et, après autorisation de leur assemblée délibérante, par convention avec le représentant de l'Etat dans le département, sur une progression de leurs dépenses réelles d'équipement en 2010 par rapport à la moyenne de leurs dépenses réelles d'équipement de 2005, 2006, 2007 et 2008, les dépenses à prendre en considération sont, à compter de 2010, celles afférentes à l'exercice précédent. En 2010, pour ces bénéficiaires, les dépenses réelles d'investissement éligibles de 2008 s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice 2009 pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Si les dépenses réelles d'équipement constatées au titre de l'exercice 2010, établies par l'ordonnateur de la collectivité bénéficiaire avant le 15 février 2011 et

visées par le comptable local, sont inférieures à la moyenne de celles inscrites dans les comptes administratifs 2005, 2006, 2007 et 2008, cette collectivité est à nouveau soumise, dès 2011, aux dispositions du premier alinéa du présent II ; elle ne perçoit alors aucune attribution au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée en 2011 au titre des dépenses réelles d'investissement de 2009 ayant déjà donné lieu à attribution.

Une même dépense réelle d'investissement ne peut donner lieu à plus d'une attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Pour les métropoles qui se substituent à des communautés d'agglomération, les dépenses réelles d'investissement à prendre en considération sont celles afférentes à l'exercice en cours.

Pour les métropoles autres que celles visées à l'alinéa précédent, qui se substituent à des communautés urbaines relevant des troisième ou sixième alinéas du présent II, les dépenses réelles d'investissement à prendre en considération sont celles afférentes à l'exercice précédent.

Toutefois restent soumis aux dispositions du sixième alinéa du présent II les bénéficiaires du fonds visés au même sixième alinéa dont les dépenses réelles d'équipement constatées conformément au septième alinéa, ajoutées aux restes à réaliser de dépenses d'équipement résultant d'un engagement du bénéficiaire intervenu entre le 1er janvier et le 31 décembre 2010, atteignent la moyenne de référence inscrite dans la convention signée avec le représentant de l'Etat. La sincérité des restes à réaliser est contrôlée au vu d'un état déclaratif transmis par l'ordonnateur accompagné des pièces justifiant le rattachement à l'année 2010 des restes à réaliser.

Pour les communes membres d'établissements publics de coopération intercommunale qui appliquent le régime prévu à l'article L. 5211-28-2, les dépenses réelles d'investissement à prendre en considération sont celles afférentes à l'exercice précédent. La première année d'application de ce régime, pour les communes membres qui ne relevaient pas des régimes prévus aux troisième ou sixième alinéas du présent II, les dépenses réelles d'investissement éligibles de la pénultième année s'ajoutent à celles afférentes à l'exercice précédent pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

III. - Les dépenses réelles d'investissement réalisées par les bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et visant à réparer les dommages directement causés par des intempéries exceptionnelles reconnues par décret, et situés dans des communes ayant fait l'objet d'une constatation de l'état de catastrophe naturelle, ouvrent droit à des attributions du fonds l'année au cours de laquelle le règlement des travaux est intervenu.

A défaut du décret prévu au précédent alinéa, le décret n° 2003-833 du 29 août 2003 pris pour l'application de l'article 74 de la loi n° 2002-1576 du 30 décembre 2002 portant loi de finances rectificative pour 2002 s'applique.

Par dérogation au premier alinéa du II, les dépenses réelles d'investissement éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et visant à réparer les dommages directement causés sur les équipements publics par les violences urbaines exceptionnelles survenues entre le 27 octobre et le 16 novembre

2005 ouvrent droit, pour les bénéficiaires concernés, à des attributions du fonds l'année au cours de laquelle le règlement des travaux est intervenu.

Art. L.1615-7. - Les immobilisations cédées à un tiers ne figurant pas au nombre des collectivités ou établissements bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée ne donnent pas lieu à attribution du fonds.

Les immobilisations confiées dès leur réalisation ou leur acquisition à un tiers ne figurant pas au nombre des collectivités ou établissements bénéficiaires du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée et exerçant une activité ne lui ouvrant pas droit à déduction de la taxe sur la valeur ajoutée ayant grevé le bien donnent lieu à attribution du fonds pour les dépenses réelles d'investissement réalisées à compter du 1^{er} janvier 2006 si :

a) Le bien est confié à un tiers qui est chargé soit de gérer un service public que la collectivité territoriale ou l'établissement lui a délégué, soit de fournir à cette collectivité ou cet établissement une prestation de services ;

b) Le bien est confié à un tiers en vue de l'exercice, par ce dernier, d'une mission d'intérêt général ;

c) Le bien est confié à titre gratuit à l'Etat.

Les communes et les établissements publics de coopération intercommunale bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre des dépenses d'investissement exposées sur leurs immobilisations affectées à l'usage d'alpage.

Les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre de leurs dépenses d'investissement réalisées sur la période 2003-2014, sous maîtrise d'ouvrage publique, en matière d'infrastructures passives intégrant leur patrimoine dans le cadre du plan d'action relatif à l'extension de la couverture du territoire par les réseaux de téléphonie mobile et d'accès à internet.

Lorsque les travaux sont effectués sur la base d'études préparatoires réalisées à compter de 2003, par une collectivité territoriale ou un établissement public de coopération intercommunale autre que celui ayant réalisé les études, les dépenses relatives aux études préalables sont éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Par dérogation au premier alinéa, dans les zones de montagne, les collectivités territoriales et leurs groupements bénéficient des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée au titre de leurs dépenses d'investissement réalisées sur des biens communaux existants ou en construction destinés à la location, dès lors qu'elles concernent des travaux de lutte contre les risques spécifiques liés aux zones de montagne. Nul autre que la collectivité bailleuse ne peut exiger l'intégration des coûts de ces équipements dans la base de calcul des loyers des biens concernés.

Sont éligibles au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée les dépenses correspondant à des travaux réalisés à compter du 1er janvier 2005 sur les monuments historiques inscrits ou classés appartenant à des collectivités

territoriales, quels que soient l'affectation finale et éventuellement le mode de location ou de mise à disposition de ces édifices.

Art. L.1615-9. - Les modalités de remboursement des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée par les collectivités locales ou les établissements bénéficiaires dudit fonds sont définies par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.1615-10. - Les subventions spécifiques de l'Etat calculées sur un montant hors taxe ne sont pas déduites des dépenses réelles d'investissement prises en compte pour le calcul des attributions du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Art. L.1615-11. - Sous réserve des dispositions de l'article L. 1615-7, le financement d'un équipement public destiné à être intégré dans le patrimoine d'une collectivité territoriale ou d'un groupement, dans les conditions prévues à l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, ouvre droit au bénéfice du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée.

Le droit au bénéfice du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée est acquis à compter de l'intégration de l'équipement public dans le patrimoine de la collectivité. Le calcul de l'attribution du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée s'effectue sur la valeur de l'équipement intégré dans le patrimoine de la collectivité.

Article L.1615-12. - La collectivité territoriale ou l'établissement public qui a passé un contrat prévu à l'article L. 1414-1 bénéficie du fonds de compensation pour la TVA sur la part de la rémunération versée à son cocontractant correspondant à l'investissement réalisé par celui-ci pour les besoins d'une activité non soumise à la TVA. La part de la rémunération correspondant à l'investissement est celle indiquée dans les clauses du contrat prévues à l'article L. 1414-12.

L'éligibilité au fonds de compensation pour la TVA est subordonnée à l'appartenance du bien au patrimoine de la personne publique ou à la décision de la personne publique d'intégrer le bien dans son patrimoine conformément aux clauses du contrat.

A la fin anticipée ou non du contrat, si l'ouvrage, l'équipement ou le bien immatériel n'appartient pas au patrimoine de la personne publique, celle-ci reverse à l'Etat la totalité des attributions reçues.

Les attributions du fonds de compensation pour la TVA sont versées selon les modalités prévues à l'article L. 1615-6, au fur et à mesure des versements effectués au titulaire du contrat et déduction faite de la part des subventions spécifiques versées toutes taxes comprises par l'Etat à la personne publique.

Art. L.1615-13. - La collectivité territoriale ou l'établissement public, qui a passé un bail emphytéotique prévu à l'article L. 1311-2 d'un montant inférieur à un seuil fixé par décret et ayant donné lieu à une évaluation préalable dans les conditions prévues par l'article L. 1414-2, bénéficie d'attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sur la part de la rémunération versée à son cocontractant correspondant à l'investissement réalisé par celui-ci

pour les besoins d'une activité non soumise à la taxe sur la valeur ajoutée. La part de la rémunération correspondant à l'investissement est celle indiquée dans les clauses prévues à l'article L. 1311-3.

L'éligibilité au fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée est subordonnée à l'appartenance du bien au patrimoine de la personne publique ou à la décision de la personne publique d'intégrer le bien dans son patrimoine conformément aux clauses du contrat.

A la fin, anticipée ou non, du contrat, si l'équipement n'appartient pas au patrimoine de la personne publique, celle-ci reverse à l'Etat la totalité des attributions reçues au titre du présent article.

Les attributions du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée sont versées selon les modalités prévues à l'article L. 1615-6, au fur et à mesure des versements effectués au titulaire du contrat et déduction faite de la part des subventions spécifiques versées toutes taxes comprises par l'Etat à la personne publique.

Art. L.1616-1. - Les communes, les départements et les régions doivent consacrer 1 % du montant de l'investissement à l'insertion d'œuvres d'art dans toutes les constructions qui faisaient l'objet, au 23 juillet 1983, date de publication de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, de la même obligation à la charge de l'Etat.

Art. L.1617-1. - Le comptable de la commune, du département ou de la région est un comptable public de l'Etat ayant la qualité de comptable principal.

Il est nommé par le ministre chargé du budget après information préalable, selon le cas, du ou des maires concernés, du président du conseil général ou du président du conseil régional.

Le comptable de la région et du département ne peut être chargé des fonctions de comptable de l'Etat.

Art. L.1617-2. - Le comptable d'une commune, d'un département ou d'une région ne peut subordonner ses actes de paiement à une appréciation de l'opportunité des décisions prises par l'ordonnateur. Il ne peut soumettre les mêmes actes qu'au contrôle de légalité qu'impose l'exercice de sa responsabilité personnelle et pécuniaire. Il est tenu de motiver la suspension du paiement.

Art. L.1617-3. - Lorsque le comptable de la commune, du département ou de la région notifie sa décision de suspendre le paiement d'une dépense, le maire, le président du conseil général ou le président du conseil régional peut lui adresser un ordre de réquisition. Il s'y conforme aussitôt, sauf en cas d'insuffisance de fonds disponibles, de dépense ordonnancée sur des crédits irrégulièrement ouverts ou insuffisants ou sur des crédits autres que ceux sur lesquels elle devrait être imputée, d'absence totale de justification du service fait et de défaut de caractère libératoire du règlement ainsi qu'en cas d'absence de caractère exécutoire des actes pris selon les cas par les autorités communales, les autorités départementales ou les autorités régionales.

L'ordre de réquisition est notifié à la chambre régionale des comptes.

En cas de réquisition, l'ordonnateur engage sa responsabilité propre.

La liste des pièces justificatives que le comptable peut exiger avant de procéder au paiement est fixée par décret.

Art. L.1617-4. - Le présent chapitre est applicable aux établissements publics des collectivités territoriales.

Art. L.1617-5. - Les dispositions du présent article s'appliquent également aux établissements publics de santé.

1° En l'absence de contestation, le titre de recettes individuel ou collectif émis par la collectivité territoriale ou l'établissement public local permet l'exécution forcée d'office contre le débiteur.

Toutefois, l'introduction devant une juridiction de l'instance ayant pour objet de contester le bien-fondé d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local suspend la force exécutoire du titre.

L'introduction de l'instance ayant pour objet de contester la régularité formelle d'un acte de poursuite suspend l'effet de cet acte.

2° L'action dont dispose le débiteur d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou un établissement public local pour contester directement devant la juridiction compétente le bien-fondé de ladite créance se prescrit dans le délai de deux mois suivant la réception du titre exécutoire ou, à défaut, du premier acte procédant de ce titre ou de la notification d'un acte de poursuite.

L'action dont dispose le débiteur de la créance visée à l'alinéa précédent pour contester directement devant le juge de l'exécution mentionné aux articles L. 213-5 et L. 213-6 du code de l'organisation judiciaire la régularité formelle de l'acte de poursuite diligenté à son encontre se prescrit dans le délai de deux mois suivant la notification de l'acte contesté.

3° L'action des comptables publics chargés de recouvrer les créances des régions, des départements, des communes et des établissements publics locaux se prescrit par quatre ans à compter de la prise en charge du titre de recettes.

Le délai de quatre ans mentionné à l'alinéa précédent est interrompu par tous actes comportant reconnaissance de la part des débiteurs et par tous actes interruptifs de la prescription.

4° Une ampliation du titre de recettes individuel ou de l'extrait du titre de recettes collectif est adressée au redevable sous pli simple. Lorsque le redevable n'a pas effectué le versement qui lui était demandé à la date limite de paiement, le comptable public compétent lui adresse une mise en demeure de payer avant la notification du premier acte d'exécution forcée devant donner lieu à des frais.

En application de l'article 4 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le titre de recettes individuel ou l'extrait du titre de recettes collectif mentionne les nom, prénoms et qualité de la personne qui l'a émis ainsi que les voies et délais de recours.

Seul le bordereau de titres de recettes est signé pour être produit en cas de contestation.

5° Lorsque la mise en demeure de payer n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut, à l'expiration d'un délai de trente jours suivant sa notification, engager des poursuites devant donner lieu à des frais mis à la charge du redevable dans les conditions fixées à l'article 1912 du code général des impôts.

La mise en demeure de payer interrompt la prescription de l'action en recouvrement.

L'envoi de la mise en demeure de payer tient lieu du commandement prescrit par le code de procédure civile préalablement à une saisie-vente. Dans ce cas, la mise en demeure de payer n'est pas soumise aux conditions générales de validité des actes des huissiers de justice ;

6° Pour les créances d'un montant inférieur à 15 000 €, la mise en demeure de payer est précédée d'une lettre de relance adressée par le comptable public compétent ou d'une phase comminatoire, par laquelle il demande à un huissier de justice d'obtenir du redevable qu'il s'acquitte auprès de lui du montant de sa dette.

Les frais de recouvrement sont versés directement par le redevable à l'huissier de justice. Le montant des frais, qui restent acquis à l'huissier de justice, est calculé selon un taux proportionnel aux sommes recouvrées fixé par arrêté conjoint du ministre chargé du budget et du ministre de la justice.

Lorsque la lettre de relance ou la phase comminatoire n'a pas été suivie de paiement, le comptable public compétent peut adresser une mise en demeure de payer. Dans ce cas, l'exécution forcée des poursuites donnant lieu à des frais peut être engagée à l'expiration d'un délai de huit jours suivant la notification de la mise en demeure de payer.

7° Le recouvrement par les comptables publics compétents des titres rendus exécutoires dans les conditions prévues au présent article peut être assuré par voie d'opposition à tiers détenteur adressée aux personnes physiques ou morales qui détiennent des fonds pour le compte de redevables, qui ont une dette envers lui ou qui lui versent une rémunération.

Les comptables publics compétents chargés du recouvrement de ces titres peuvent procéder par la voie de l'opposition à tiers détenteur lorsque les sommes dues par un redevable au même poste comptable sont supérieures à un montant, fixé par décret en Conseil d'Etat, pour chacune des catégories de tiers détenteur.

Le comptable public chargé du recouvrement notifie cette opposition au redevable en même temps qu'elle est adressée au tiers détenteur.

L'opposition à tiers détenteur emporte l'effet d'attribution immédiate, prévu à l'article 43 de la loi n° 91-650 du 9 juillet 1991 portant réforme des procédures civiles d'exécution, des sommes saisies disponibles au profit de la collectivité ou de l'établissement public local créancier à concurrence des sommes pour lesquelles l'opposition est pratiquée.

Sous peine de se voir réclamer les sommes saisies majorées du taux d'intérêt légal, les fonds doivent être reversés dans les trente jours qui suivent la réception de l'opposition par le tiers détenteur auprès du comptable chargé du recouvrement.

L'opposition à tiers détenteur peut s'exercer sur les créances conditionnelles ou à terme : dans ce cas, les fonds sont versés au comptable public chargé du recouvrement lorsque ces créances deviennent exigibles.

Lorsqu'une même personne est simultanément destinataire de plusieurs oppositions à tiers détenteur établies au nom du même redevable, elle doit, en cas d'insuffisance des fonds, exécuter ces oppositions en proportion de leurs montants respectifs.

Si les fonds détenus ou dus par le tiers détenteur sont indisponibles entre ses mains, ce dernier doit en aviser le comptable chargé du recouvrement dès la réception de l'opposition.

Les contestations relatives à l'opposition sont introduites et instruites dans les conditions fixées aux 1° et 2° du présent article.

8° Les comptables publics compétents chargés du recouvrement d'une créance assise et liquidée par une collectivité territoriale ou ses établissements publics peuvent obtenir sans que le secret professionnel ne puisse leur être opposé, les informations et renseignements nécessaires à l'exercice de cette mission.

Ce droit de communication s'exerce quel que soit le support utilisé pour la conservation de ces informations ou renseignements.

Les renseignements et informations communiqués aux comptables visés au premier alinéa sont ceux relatifs à l'état civil des débiteurs, à leur domicile, aux nom et adresse de leur employeur et des établissements ou organismes auprès desquels un compte de dépôt est ouvert à leur nom, aux nom et adresse des organismes ou particuliers qui détiennent des fonds et valeurs pour leur compte, à l'immatriculation de leur véhicule.

Ces renseignements et informations peuvent être sollicités auprès des collectivités territoriales et de leurs établissements publics locaux, des administrations et entreprises publiques, des établissements et organismes de sécurité sociale, ainsi que des organismes ou particuliers assurant des prestations de services à caractère juridique, financier ou comptable, ou la détention de biens ou de fonds pour le compte de débiteurs.

En complément de ce droit de communication, les comptables publics compétents chargés du recouvrement d'une créance dont l'assiette est établie et qui est liquidée par une collectivité territoriale ou l'un de ses établissements publics disposent d'un droit d'accès aux fichiers utilisés par les services en charge de l'établissement de l'assiette et du recouvrement des impôts.

Art. L.1618-1. - Les dispositions du présent chapitre s'appliquent aux collectivités territoriales et à leurs établissements publics, sous réserve des dispositions spécifiques applicables aux établissements publics de santé, aux établissements publics sociaux et médico-sociaux mentionnés à l'article L. 312-1 du code de l'action sociale et des familles et aux régies mentionnées à l'article L. 2221-1. Elles ne s'appliquent pas aux établissements publics d'habitations à loyer modéré.

*Art. L.1618-2. - I.-*Les collectivités territoriales et les établissements publics entrant dans le champ défini à l'article L. 1618-1 peuvent déroger à l'obligation de dépôt auprès de l'Etat pour les fonds qui proviennent :

- 1° De libéralités ;
- 2° De l'aliénation d'un élément de leur patrimoine ;
- 3° D'emprunts dont l'emploi est différé pour des raisons indépendantes de la volonté de la collectivité ou de l'établissement public ;
- 4° De recettes exceptionnelles dont la liste est fixée par décret en Conseil d'Etat.

II.-Les fonds dont l'origine est mentionnée au I ne peuvent être placés qu'en titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, ou en parts ou actions d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières gérant exclusivement des titres émis ou garantis par les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen, libellés en euros.

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent aussi déposer ces fonds sur un compte à terme ouvert auprès de l'Etat.

Ils peuvent détenir des valeurs mobilières autres que celles mentionnées au premier alinéa lorsque celles-ci proviennent de libéralités. Ils sont autorisés à les conserver jusqu'à leur réalisation ou leur échéance.

Les valeurs mobilières détenues par les collectivités territoriales et leurs établissements publics sont déposées exclusivement auprès de l'Etat.

III.-Les décisions de déroger à l'obligation de dépôt des fonds auprès de l'Etat, en application des I et II, relèvent de la compétence de l'organe délibérant. Toutefois, l'exécutif de la collectivité territoriale ou de l'établissement public local peut bénéficier d'une délégation dans les conditions prévues aux articles L. 1424-30, L. 2122-22, L. 3211-2 et L. 4221-5.

IV.-Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent, sur autorisation du ministre chargé du budget, déposer les fonds de leurs régies de recettes, d'avances et de recettes et d'avances sur un compte ouvert à La Poste ou dans un établissement de crédit ayant obtenu un agrément en vertu des dispositions applicables dans les Etats membres de la Communauté européenne ou les autres Etats parties à l'accord sur l'Espace économique européen.

V.-Les collectivités territoriales, les syndicats intercommunaux de gestion forestière, les syndicats mixtes de gestion forestière, les groupements syndicaux forestiers et les sections de communes peuvent déposer des ressources de ventes de bois ou d'autres produits de leurs forêts sur un compte individualisé ouvert dans le Fonds d'épargne forestière créé en vertu du VI de l'article 9 de la loi n° 2001-602 du 9 juillet 2001 d'orientation sur la forêt.

Art. L.1621-1. - Les indemnités de fonction perçues par les élus locaux en application des articles du présent code ne sont saisissables que pour la partie

qui excède la fraction représentative des frais d'emploi, telle que définie à l'article 204-0 bis du code général des impôts.

Art. L.1621-2. - Un fonds de financement verse l'allocation de fin de mandat prévue par les articles L. 2123-11-2, L. 3123-9-2 et L. 4135-9-2. Sa gestion est assurée par la Caisse des dépôts et consignations. Ce fonds est alimenté par une cotisation obligatoire annuelle versée par les communes de plus de 1 000 habitants, les départements, les régions ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre.

L'assiette de la cotisation obligatoire est constituée par le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées par la collectivité ou l'établissement à ses élus.

Le taux de la cotisation obligatoire est fixé par décret compte tenu des besoins de financement du fonds. Il ne peut excéder 1,5 %.

Le bilan de la gestion du fonds fait l'objet d'une information du comité des finances locales et d'une publication au Journal officiel.

Art. L. 2122-4. - Le conseil municipal élit le maire et les adjoints parmi ses membres, au scrutin secret. Nul ne peut être élu maire s'il n'est âgé de dix-huit ans révolus.

Les fonctions de maire sont incompatibles avec l'exercice d'une des fonctions électorales suivantes : président d'un conseil régional, président d'un conseil général.

Les fonctions de maire sont également incompatibles avec celles de membre de la Commission européenne, membre du directoire de la Banque centrale européenne ou membre du conseil de la politique monétaire de la Banque de France.

Tout maire exerçant une fonction le plaçant dans une situation d'incompatibilité prévue par les deuxième et troisième alinéas cesse de ce fait même d'exercer ses fonctions de maire. En cas de contestation, l'incompatibilité prend effet à compter de la date à laquelle la décision juridictionnelle confirmant l'élection devient définitive.

Art. L.2213-17. - Toute commune peut avoir un ou plusieurs gardes champêtres. Plusieurs communes peuvent avoir un ou plusieurs gardes champêtres en commun.

Une région, un département ou un établissement public chargé de la gestion d'un parc naturel régional peut recruter un ou plusieurs gardes champêtres compétents dans chacune des communes concernées. Dans ces cas, leur nomination est prononcée conjointement par le maire de chacune des communes et, respectivement, par le président du conseil régional, le président du conseil général ou le président de l'établissement public, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Un établissement public de coopération intercommunale peut recruter un ou plusieurs gardes champêtres compétents dans chacune des communes concernées. Leur nomination est prononcée conjointement par le maire de chacune des

communes membres et le président de l'établissement public de coopération intercommunale.

Leur nomination en qualité de fonctionnaires stagiaires ne fait pas obstacle à leur mise à disposition.

Les gardes champêtres ainsi recrutés exercent les compétences mentionnées à l'article L. 2213-18, sans préjudice des compétences qui leur sont dévolues par le code de procédure pénale et par des lois spéciales.

Pendant l'exercice de leurs fonctions sur le territoire d'une commune, ils sont placés sous l'autorité du maire de cette commune.

Titre Ier du livre II de la troisième partie

Art. L.3211-1. - Le conseil général règle par ses délibérations les affaires du département.

Il statue sur tous les objets sur lesquels il est appelé à délibérer par les lois et règlements et, généralement, sur tous les objets d'intérêt départemental dont il est saisi.

Il donne son avis sur tous les objets sur lesquels il est consulté en vertu des lois et règlements ou dont il est saisi par les ministres et notamment sur les changements proposés aux limites territoriales du département, des arrondissements, des cantons et des communes et sur la désignation de leur chef-lieu.

Art. L3211-2. - Le conseil général peut déléguer une partie de ses attributions à la commission permanente, à l'exception de celles visées aux articles L. 3312-1 et L. 1612-12 à L. 1612-15.

Dans les limites qu'il aura fixées, le conseil général peut également déléguer à son président le pouvoir :

1° De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

2° De réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil général ;

3° De prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article ;

4° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics ;

5° De fixer, dans les limites déterminées par l'assemblée délibérante, les tarifs des droits de voirie, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la collectivité qui n'ont pas un caractère fiscal ;

6° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

7° D'accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance ;

8° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges, sans préjudice des dispositions de l'article L. 3221-10 qui lui permettent de le faire à titre conservatoire, quelles que soient les conditions et charges ;

10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

11° Sans préjudice des dispositions de l'article L. 3213-2, de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la collectivité à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

12° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;

13° D'attribuer ou de retirer les bourses entretenues sur les fonds départementaux ;

14° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire du département.

Le président informe le conseil des actes pris dans le cadre de ces délégations.

Art. L.3212-1. - Le conseil général vote le budget du département dans les conditions prévues aux articles L. 3312-1 à L. 3312-7.

Il vote les taux des impositions et taxes dont la perception est autorisée par les lois au profit du département.

Art. L.3212-2. - Le conseil général répartit chaque année les contributions directes, conformément aux règles établies par les lois.

Avant d'effectuer cette répartition, il statue sur les demandes en réduction de contingent délibérées par les conseils compétents.

Le conseil général se prononce définitivement sur les demandes en réduction de contingent formées par les communes et préalablement soumises au conseil compétent.

Art. L3212-3. - Le conseil général statue sur les offres faites par les communes, les associations ou les particuliers pour concourir à des dépenses quelconques d'intérêt départemental.

Art. L.3212-4. - Le conseil général décide :

1° Des emprunts du département ;

2° Des garanties d'emprunt dans les conditions prévues aux articles L. 3231-4 et L. 3231-5.

Art. L.3213-1. - Le conseil général statue sur les objets suivants :

1° Acquisition, aliénation et échange des propriétés départementales mobilières ou immobilières ;

2° Mode de gestion des propriétés départementales ;

3° Baux de biens donnés ou pris à ferme ou à loyer, quelle qu'en soit la durée ;

4° Changement de destination des propriétés et des édifices départementaux ;

5° Assurances des bâtiments départementaux.

Art. L.3213-2. - Toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par un département donne lieu à délibération motivée du conseil général portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. Le conseil général délibère au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat. Cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité.

Le bilan des acquisitions et cessions opérées sur le territoire d'un département par celui-ci ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec ce département donne lieu chaque année à une délibération du conseil général. Ce bilan est annexé au compte administratif du département.

Art. L.3213-2-1. - Lorsque les départements, leurs groupements et leurs établissements publics procèdent à des acquisitions immobilières à l'amiable suivant les règles du droit civil, ou lorsque l'acquisition a lieu sur licitation, le notaire rédacteur de l'acte procède s'il y a lieu, sous sa responsabilité, à la purge de tous privilèges et hypothèques.

Les fonds qui lui sont remis sont alors considérés comme reçus en raison de ses fonctions.

Art. L.3213-3. - Le conseil général délibère sur les questions relatives à la voirie départementale dans les conditions prévues par les dispositions des articles L. 131-1 à L. 131-8 du code de la voirie routière.

Art. L.3213-4. - Le conseil général décide de l'établissement et de l'entretien des bacs, passages d'eau et ouvrages d'art sur les routes départementales ; il fixe les tarifs de péage dans les limites prévues à l'article L. 153-4 du code de la voirie routière.

Art. L.3213-5. - Le conseil général statue sur les transactions concernant les droits du département.

Art. L.3213-6. - Sous réserve des dispositions de l'article L. 3211-2, le conseil général statue sur l'acceptation des dons et legs faits au département.

Art. L.3214-1. - Le conseil général adopte le règlement départemental d'aide sociale définissant les règles selon lesquelles sont accordées les prestations d'aide sociale relevant du département.

Le conseil général concourt aux actions de prévention de la délinquance dans le cadre de l'exercice de ses compétences d'action sociale. Il statue sur

l'organisation et le financement des services et des actions sanitaires et sociaux qui relèvent de sa compétence, notamment des actions qui concourent à la politique de prévention de la délinquance. Pour la mise en œuvre des actions de prévention de la délinquance dans les communes définies au deuxième alinéa de l'article L. 2211-4 ou les établissements publics de coopération intercommunale définis à l'article L. 5211-59, une convention entre la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale intéressé et le département détermine les territoires prioritaires, les moyens communaux et départementaux engagés et leur mode de coordination, l'organisation du suivi et de l'évaluation des actions mises en œuvre.

Art. L.3214-2. - Le conseil général, sauf s'il a délégué sa compétence au président, en application de l'article L. 3211-2, attribue et retire les bourses entretenues sur les fonds départementaux, sur l'avis motivé :

1° Du proviseur ou du principal et du conseil d'administration, pour les lycées ou les collèges ;

2° Du responsable d'établissement, pour les établissements d'enseignement privé.

L'autorité compétente peut prononcer le retrait dans les cas d'urgence ; elle en donne avis immédiatement au président du conseil général et en fait connaître les motifs.

Art. L.3215-1. - Le conseil général statue sur les projets, plans et devis des travaux à exécuter sur les fonds départementaux et désigne les services auxquels ces travaux seront confiés.

Il décide des concessions à des associations, à des entreprises ou à des particuliers de travaux d'intérêt départemental.

Art. L.3215-2. - Le conseil général statue :

1° Sur la part contributive du département aux dépenses qui intéressent à la fois le département et les communes ;

2° Sur la part contributive à imposer au département dans les travaux exécutés par l'Etat qui intéressent le département ;

3° Sur les difficultés élevées relativement à la répartition de la dépense des travaux qui intéressent plusieurs communes du département.

Titre II du livre II de la troisième partie

Art. L.3221-1. - Le président du conseil général est l'organe exécutif du département.

Il prépare et exécute les délibérations du conseil général.

Art. L.3221-2. - Le président du conseil général est l'ordonnateur des dépenses du département et prescrit l'exécution des recettes départementales, sous réserve des dispositions particulières du code général des impôts relatives au recouvrement des recettes fiscales des collectivités locales.

Il impute en section d'investissement les dépenses d'équipement afférentes à des biens meubles ne figurant pas sur les listes et d'une valeur inférieure à un seuil fixés par arrêté des ministres en charge des finances et des collectivités locales, sur délibérations expresses de l'assemblée.

Art. L.3221-3. - Le président du conseil général est seul chargé de l'administration. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents. Il peut également déléguer une partie de ses fonctions, dans les mêmes conditions, à des membres du conseil général en l'absence ou en cas d'empêchement des vice-présidents ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le membre du conseil général qui a cessé ses fonctions de président du conseil général en application des articles L. 2122-4 ou L. 4133-3 ne peut recevoir de délégation jusqu'au terme de son mandat de conseiller général ou jusqu'à la cessation de la fonction l'ayant placé en situation d'incompatibilité.

Le président du conseil général est le chef des services du département. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

Art. L.3221-3-1. - Le président du conseil général déclaré comptable de fait par un jugement du juge des comptes statuant définitivement est suspendu de sa qualité d'ordonnateur jusqu'à ce qu'il ait reçu quitus de sa gestion. Dans ce cas, le conseil général délibère afin de confier à un vice-président les attributions mentionnées à l'article L. 3221-2. Cette fonction prend fin dès lors que le président du conseil général a reçu quitus de sa gestion.

Art. L.3221-4. - Le président du conseil général gère le domaine du département. A ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, notamment en ce qui concerne la circulation sur ce domaine, sous réserve des attributions dévolues aux maires par le présent code et au représentant de l'Etat dans le département ainsi que du pouvoir de substitution du représentant de l'Etat dans le département prévu à l'article L. 3221-5.

Art. L.3221-5. - Le représentant de l'Etat dans le département peut, dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par le président du conseil général, et après une mise en demeure restée sans résultat, exercer les attributions dévolues au président du conseil général en matière de police en vertu des dispositions de l'article L. 3221-4.

Art. L.3221-7. - Le président du conseil général procède à la désignation des membres du conseil général pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Art. L.3221-8. - Le président du conseil général procède à la nomination des gardes champêtres dans le cas et les conditions prévus à l'article L. 2213-17.

Art. L.3221-9. - Le président du conseil général exerce en matière d'action sociale les compétences qui lui sont dévolues par le code de l'action sociale et des familles.

En vue d'exercer la compétence définie par l'article L. 222-4-1 du même code, le président du conseil général est informé par le procureur de la République des mesures alternatives aux poursuites et des jugements devenus définitifs lorsque ces décisions concernent des infractions commises par des mineurs résidant sur le territoire du département.

Art. L.3221-10. - Le président du conseil général peut faire tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance.

Il peut toujours, à titre conservatoire, accepter les dons et legs. La décision du conseil général, qui intervient ensuite en application de l'article L. 3213-6, a effet du jour de cette acceptation.

Art. L.3221-10-1. - Le président du conseil général intente les actions au nom du département en vertu de la décision du conseil général et il peut, sur l'avis conforme de la commission permanente, défendre à toute action intentée contre le département.

Il peut, par délégation du conseil général, être chargé pour la durée de son mandat d'intenter au nom du département les actions en justice ou de défendre le département dans les actions intentées contre lui, dans les cas définis par le conseil général. Il rend compte à la plus proche réunion du conseil général de l'exercice de cette compétence.

Art. L.3221-11. - Le président, par délégation du conseil général, peut être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Le président du conseil général rend compte à la plus proche réunion utile du conseil général de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente.

Art. L.3221-11-1. - Lorsqu'il n'est pas fait application de l'article L. 3221-11, la délibération du conseil général ou de la commission permanente chargeant le président du conseil général de souscrire un marché déterminé peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché. Elle comporte alors obligatoirement la définition de l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

Art. L.3221-12. - Le président du conseil général peut, par délégation du conseil général, être chargé d'exercer, au nom du département, le droit de préemption dans les espaces naturels sensibles, tel qu'il est défini à l'article L. 142-3 du code de l'urbanisme. Il peut également déléguer l'exercice de ce droit à l'occasion de l'aliénation d'un bien, dans les conditions que fixe le conseil général.

Art. L.3221-12-1. - Le président du conseil général peut, par délégation du conseil général, être chargé de prendre toute décision relative au fonds de

solidarité pour le logement, notamment en matière d'aides, de prêts, de remises de dettes et d'abandons de créances. Il rend compte à la plus proche réunion utile du conseil général de l'exercice de cette compétence.

Art. L.3221-13. - Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, le président peut subdéléguer les attributions confiées par le conseil général dans les conditions prévues par l'article L. 3221-3.

Titre IV du livre II de la troisième partie

Art. L.3241-1. - Les dispositions relatives au contrôle de légalité et au contrôle budgétaire des actes des établissements publics départementaux et des services départementaux d'incendie et de secours sont celles fixées par le chapitre II du titre III du livre Ier de la troisième partie et par le chapitre II du titre Ier du livre VI de la première partie.

Les dispositions relatives aux finances des services départementaux d'incendie et de secours sont celles fixées :

1° Par les titres Ier et II du livre III de la troisième partie à l'exception du premier alinéa de l'article L. 3312-2, du 2°, du 3° et du 7° au 16° de l'article L. 3321-1 et de l'article L. 3321-2 ;

2° Par les chapitres II et V du titre III du livre III de la troisième partie, à l'exception de l'article L. 3332-1, du 2° au 6° et du 10° de l'article L. 3332-2 et des 2°, 4° et 10° de l'article L. 3332-3 ;

3° Par le titre IV du livre III de la troisième partie.

Art. L.3241-2. - Dans les contrats portant concession de service public, les départements, ainsi que les établissements publics départementaux, ne peuvent pas insérer de clauses par lesquelles le concessionnaire prend à sa charge l'exécution de travaux étrangers à l'objet de la concession.

Art. L.3241-3. - Les contrats de travaux publics conclus par les collectivités mentionnées au précédent article ne devront pas contenir de clauses portant affermage d'une recette publique.

Art. L.3241-4. - Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses.

Art. L.3241-5. - Il est interdit aux départements de prendre en charge dans leur budget propre au titre des services publics mentionnés à l'article L. 3241-4 des dépenses autres que celles résultant de traités ou cahiers des charges dûment approuvés.

Les délibérations ou décisions des conseils généraux qui comportent augmentation des dépenses desdits services publics ne peuvent être mises en application lorsqu'elles ne sont pas accompagnées de vote de recettes correspondantes.

Art. L.3241-6. - Lorsqu'un établissement public exerce son activité sur plusieurs départements, la composition du conseil d'administration est adaptée de manière à assurer une représentation équitable des élus de tous ces départements.

Titre III du livre III de la troisième partie

Art. L.3332-1. - Les recettes fiscales de la section de fonctionnement comprennent :

a) Le produit des impôts et taxes dont l'assiette est établie et le recouvrement a lieu dans les formes prévues par le code général des impôts, à savoir :

1° La taxe foncière sur les propriétés bâties, la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises et l'imposition forfaitaire sur les entreprises de réseaux ;

2° La redevance des mines ;

3° La taxe départementale de publicité foncière et le droit départemental d'enregistrement ;

4° La taxe départementale additionnelle à certains droits d'enregistrement ;

5° La taxe différentielle sur les véhicules à moteur ;

6° La surtaxe sur les eaux minérales ;

7° Le produit de la taxe destinée au financement des dépenses des conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement ;

8° Le reversement du Fonds national de garantie individuelle des ressources.

b) Le produit des autres contributions et taxes prévues par la législation en vigueur, en particulier :

1° La taxe additionnelle départementale à la taxe de séjour ;

2° La taxe départementale sur l'électricité ;

3° La taxe départementale sur les remontées mécaniques des zones de montagne ;

4° La taxe départementale des espaces naturels sensibles ;

5° Le droit de consommation sur les tabacs prévu à l'article 575 E bis du code général des impôts pour les départements mentionnés à l'article L. 3431-2 du présent code et à l'article 575 E du code général des impôts pour les départements mentionnés à l'article L. 3441-1 du présent code ;

6° L'octroi de mer perçu par le département de la Guyane en application de la loi n° 2004-639 du 2 juillet 2004 relative à l'octroi de mer ;

7° La taxe sur les carburants prévue par l'article 266 quater du code des douanes et répartie dans les conditions prévues par l'article L. 4434-3 du présent code.

Art. L.3332-1-1. - Les taxes et impositions perçues par voie de rôle pour le compte des départements sont attribuées mensuellement, à raison d'un douzième de leur montant total, tel qu'il est prévu au budget de l'année en cours, le premier versement étant effectué avant le 31 janvier.

Lorsque le montant à attribuer ne peut être déterminé comme indiqué ci-dessus, les attributions mensuelles sont faites dans la limite du douzième du montant des taxes et impositions mises en recouvrement au titre de l'année précédente ou, à défaut, du montant des taxes et impositions prévues au budget de l'année précédente ; la régularisation est effectuée dès que le montant des taxes et impositions prévues au budget de l'année en cours est connu.

Au cours de l'année, un ou plusieurs douzièmes peuvent être versés en anticipation sur le rythme normal si les fonds disponibles du département se trouvent momentanément insuffisants. Les attributions complémentaires sont autorisées par arrêté du ministre du budget, sur la proposition du préfet et après avis du directeur départemental des finances publiques.

Les attributions ne peuvent avoir pour effet de porter les versements effectués pendant l'année civile à un montant supérieur aux taxes et impositions de l'exercice.

Les taxes ou portions de taxes attribuées à un fonds commun sont exclues des régimes d'attribution visés au présent article.

Art. L.3332-2. - Les recettes non fiscales de la section de fonctionnement se composent notamment :

- 1° Du revenu et du produit des propriétés départementales ;
- 2° Du produit des expéditions d'anciennes pièces ou d'actes déposés aux archives ;
- 3° Du produit du droit de péage des bacs et passages d'eau sur les routes et chemins à la charge du département, des autres droits de péage et de tous autres droits concédés au département par des lois ;
- 4° Des attributions de la répartition de la dotation globale de fonctionnement ainsi que, le cas échéant, de la dotation générale de décentralisation et du produit des subventions de fonctionnement et des versements résultant des mécanismes de péréquation et des autres concours financiers apportés par l'Etat au fonctionnement des départements ;
- 5° Des ressources éventuelles du service des chemins de fer d'intérêt local, des tramways départementaux et des voitures automobiles ;
- 6° Des subventions de l'Etat et des contributions des communes et des tiers aux dépenses de fonctionnement ;
- 7° Des remboursements d'avances effectués sur les ressources de la section de fonctionnement ;
- 8° Du produit de la neutralisation des dotations aux amortissements ;
- 9° De la reprise des subventions d'équipement reçues ;

10° Des produits versés par la Caisse nationale de solidarité pour l'autonomie mentionnée par l'article L. 14-10-1 du code de l'action sociale et des familles ;

11° Des dons et legs en espèces hormis ceux visés au 7° de l'article L. 3332-3 ;

12° La dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle.

Art. L.3332-2-1. - I. — A compter des impositions établies au titre de l'année 2011, les départements perçoivent la totalité du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance perçue en application du 2° de l'article 1001 du code général des impôts.

Le département reçoit un produit de la taxe mentionnée au premier alinéa du présent I correspondant à l'application du taux de cette taxe à un pourcentage de l'assiette nationale de cette même taxe, calculé conformément au III.

II. — A. — Pour chaque département, est calculée la différence entre les deux termes suivants :

1° La somme définie au 1° du 1 du II du 1. 2 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010 ;

2° La somme définie au 2° du 1 du II du 1. 2 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010, le quatrième alinéa de ce 2° relatif à la taxe sur les conventions d'assurance n'étant pas pris en compte.

B. — La différence ainsi obtenue est rapportée à la somme mentionnée au 1° du A.

C. — Pour chaque département, lorsque le rapport calculé conformément au B est supérieur à 10 %, le pourcentage de l'assiette de la taxe, mentionné au I, est égal à la différence calculée conformément au A, rapportée à la somme des différences calculées conformément au même A, des départements pour lesquels le rapport prévu au B est supérieur à 10 %.

Ce pourcentage est nul lorsque le rapport calculé conformément au même B est inférieur ou égal à 10 %.

III. — Ces pourcentages sont fixés comme suit :

DÉPARTEMENT	POURCENTAGE
Ain	0,885 5
Aisne	1,305 8
Allier	0,853 5
Alpes-de-Haute-Provence	0,276 6
Hautes-Alpes	0,169 8
Alpes-Maritimes	1,359 6
Ardèche	0,781 3
Ardennes	0,576 4
Ariège	0,346 7
Aube	0,410 2
Aude	0,787 9

Aveyron	0,446 7
Bouches-du-Rhône	3,264 9
Calvados	-
Cantal	0,249 9
Charente	0,850 4
Charente-Maritime	0,577 3
Cher	0,361 1
Corrèze	0,409 3
Côte-d'Or	-
Côtes-d'Armor	0,840 9
Creuse	-
Dordogne	0,642 2
Doubs	1,517 9
Drôme	1,896 4
Eure	0,540 9
Eure-et-Loir	-
Finistère	1,578 2
Corse-du-Sud	0,681 2
Haute-Corse	0,253 7
Gard	1,464 3
Haute-Garonne	2,523 5
Gers	0,431 2
Gironde	2,063 1
Hérault	1,818 2
Ille-et-Vilaine	1,897 5
Indre	0,178 9
Indre-et-Loire	0,469 3
Isère	3,499 9
Jura	0,549 0
Landes	0,859 0
Loir-et-Cher	0,408 8
Loire	1,727 2
Haute-Loire	0,480 7
Loire-Atlantique	1,846 8
Loiret	-
Lot	0,217 3
Lot-et-Garonne	0,539 8
Lozère	-
Maine-et-Loire	-
Manche	0,845 8
Marne	-
Haute-Marne	0,255 1
Mayenne	0,539 5
Meurthe-et-Moselle	1,705 8
Meuse	0,315 4
Morbihan	0,991 1

Moselle	1,426 1
Nièvre	0,577 3
Nord	5,078 6
Oise	1,433 8
Orne	-
Pas-de-Calais	3,583 1
Puy-de-Dôme	0,673 4
Pyrénées-Atlantiques	1,033 1
Hautes-Pyrénées	0,618 6
Pyrénées-Orientales	1,019 1
Bas-Rhin	2,178 3
Haut-Rhin	2,102 3
Rhône	1,466 8
Haute-Saône	0,295 9
Saône-et-Loire	1,029 7
Sarthe	0,972 2
Savoie	1,023 0
Haute-Savoie	1,503 5
Paris	-
Seine-Maritime	2,281 5
Seine-et-Marne	1,973 8
Yvelines	1,199 3
Deux-Sèvres	0,415 4
Somme	1,374 1
Tarn	0,808 6
Tarn-et-Garonne	0,498 0
Var	1,379 1
Vaucluse	1,382 2
Vendée	1,369 8
Vienne	0,423 6
Haute-Vienne	0,555 9
Vosges	1,285 0
Yonne	0,389 8
Territoire de Belfort	0,309 4
Essonne	2,504 9
Hauts-de-Seine	-
Seine-Saint-Denis	4,065 7
Val-de-Marne	2,338 8
Val-d'Oise	1,286 5
Guadeloupe	0,347 4
Martinique	-
Guyane	0,305 4
La Réunion	-

Il est attribué aux départements la totalité du produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance en application du 2° bis de l'article 1001 du code général des impôts. Chaque département reçoit un produit déterminé dans des conditions

identiques à celles prévues au deuxième alinéa du I du présent article, le pourcentage de l'assiette étant celui fixé au présent III.

Il est attribué aux départements la totalité du produit de la taxe sur les conventions d'assurance en application du 6° de l'article 1001 du code général des impôts. Chaque département reçoit un produit déterminé dans des conditions identiques à celles prévues au deuxième alinéa du I du présent article, le pourcentage de l'assiette étant celui fixé au présent III.

Art. L.3332-3. - Les recettes de la section d'investissement se composent notamment :

- 1° Du produit des emprunts ;
- 2° Du versement pour dépassement du plafond légal de densité ;
- 3° De la dotation globale d'équipement ;
- 4° De la dotation départementale d'équipement des collèges ;
- 5° Des versements au titre du Fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée ;
- 6° Des subventions de l'Etat et des contributions des communes et des tiers aux dépenses d'investissement ;
- 7° Des dons et legs en nature et des dons et legs en espèces affectés à l'achat d'une immobilisation financière ou physique ;
- 8° Du produit des cessions d'immobilisations, selon des modalités fixées par décret ;
- 9° Du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées ;
- 10° Des surtaxes locales temporaires conformément aux dispositions de la loi du 15 septembre 1942 relative à la perception de surtaxes locales temporaires sur les chemins de fer d'intérêt général, les voies ferrées d'intérêt local, les voies ferrées des quais des ports maritimes ou fluviaux et les services de transports routiers en liaison avec les chemins de fer, des surtaxes locales temporaires destinées à assurer le service des emprunts contractés ou le remboursement des allocations versées ;
- 11° Des amortissements ;
- 12° Du virement prévisionnel de la section de fonctionnement et du produit de l'affectation du résultat de fonctionnement conformément à l'article L. 3312-6.

Art. L.3333-1. - Le conseil général peut instituer une taxe additionnelle de 10 % à la taxe de séjour ou à la taxe de séjour forfaitaire perçue dans le département par les communes visées à l'article L. 2333-26 ainsi que par les établissements publics de coopération intercommunale visés aux deux premiers alinéas de l'article L. 5211-21.

Cette taxe additionnelle est établie et recouvrée selon les mêmes modalités que la taxe à laquelle elle s'ajoute. Son produit est reversé par la commune au département à la fin de la période de perception.

Le produit de cette taxe est affecté aux dépenses destinées à promouvoir le développement touristique du département.

Art. L3333-2. - I. - Il est institué, au profit des départements, une taxe départementale sur la consommation finale d'électricité relevant du code NC 2716 de la nomenclature douanière.

II. - Le fait générateur de la taxe intervient lors de la livraison de l'électricité par un fournisseur à chaque point de livraison, situé en France, d'un utilisateur final. La taxe est exigible au moment de la livraison. Toutefois, lorsque la livraison donne lieu à des décomptes ou à des encaissements successifs et que le redevable a exercé l'option prévue au second alinéa du a du 2 de l'article 269 du code général des impôts, l'exigibilité intervient au moment du débit.

L'exigibilité intervient en tout état de cause dès la perception d'acomptes financiers lorsqu'il en est demandé avant l'intervention du fait générateur.

Dans le cas mentionné au 2° du III du présent article, le fait générateur et l'exigibilité de la taxe interviennent lors de la consommation de l'électricité.

III. - Sont redevables de la taxe :

1° Les fournisseurs d'électricité.

Un fournisseur d'électricité s'entend de la personne qui produit ou achète de l'électricité en vue de la revendre à un consommateur final.

Les fournisseurs d'électricité non établis en France et qui y sont redevables de la taxe au titre des livraisons d'électricité qu'ils effectuent à destination d'un utilisateur final sont tenus de faire accréditer, auprès du ministre chargé des collectivités territoriales, un représentant établi en France. Ce représentant se porte garant du paiement de la taxe et du dépôt de la déclaration mentionnée à l'article L. 3333-3-1 en cas de défaillance du redevable.

Le montant de la taxe dû par les fournisseurs apparaît distinctement, en addition au prix de vente de l'électricité, sur les factures qu'ils émettent ou qui sont émises pour leur compte ;

2° Les personnes qui, dans le cadre de leur activité économique, produisent de l'électricité et l'utilisent pour les besoins de cette activité.

IV. - L'électricité n'est pas soumise à la taxe mentionnée au I dans les cas suivants :

1° Lorsqu'elle est principalement utilisée dans des procédés métallurgiques, de réduction chimique ou d'électrolyse. Le bénéfice de la présente mesure ne s'applique pas aux quantités d'électricité utilisées pour des besoins autres que ceux de ces procédés ;

2° Lorsque sa valeur représente plus de la moitié du coût d'un produit ;

3° Lorsqu'elle est utilisée dans des procédés de fabrication de produits minéraux non métalliques classés conformément au règlement (CEE) n° 3037/90 du Conseil, du 9 octobre 1990, relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne ;

4° Lorsqu'elle est consommée dans l'enceinte des établissements de production de produits énergétiques, pour les besoins de la production des produits

énergétiques eux-mêmes ou pour ceux de la production de tout ou partie de l'énergie nécessaire à leur fabrication.

V. - L'électricité est exonérée de la taxe mentionnée au I lorsqu'elle est :

1° Utilisée pour la production de l'électricité et pour le maintien de la capacité de production de l'électricité ;

2° Utilisée pour le transport de personnes et de marchandises par train, métro, tramway et trolleybus ;

3° Produite à bord des bateaux ;

4° Produite par de petits producteurs d'électricité qui la consomment pour les besoins de leur activité. Sont considérées comme petits producteurs d'électricité les personnes qui exploitent des installations de production d'électricité dont la production annuelle n'excède pas 240 millions de kilowattheures par site de production.

VI. - Sont admis en franchise de la taxe les achats d'électricité effectués par les gestionnaires de réseaux publics de transport et de distribution d'électricité pour les besoins de la compensation des pertes inhérentes aux opérations de transport et de distribution de l'électricité.

VII. - Les personnes qui ont reçu de l'électricité qu'elles utilisent dans les conditions mentionnées aux IV à VI adressent à leurs fournisseurs une attestation, conforme au modèle fixé par arrêté du directeur général chargé de l'énergie, justifiant la livraison de cette électricité sans application de la taxe mentionnée au I. Elles sont tenues d'acquitter la taxe ou le supplément de taxe due lorsque tout ou partie de l'électricité n'a pas été affectée à l'usage ayant justifié l'absence de taxation, l'exonération ou la franchise.

Art. L.3333-3. - La taxe mentionnée à l'article L. 3333-2 est assise sur la quantité d'électricité fournie ou consommée, exprimée en mégawattheures ou fraction de mégawattheure.

1. Pour les consommations professionnelles, le tarif de la taxe est fixé selon le barème suivant :

QUALITÉ DE L'ÉLECTRICITÉ fournie	TARIF EN EURO par mégawattheure
Puissance inférieure ou égale à 36 kilovoltampères	0,75
Puissance supérieure à 36 kilovoltampères et inférieure ou égale à 250 kilovoltampères	0,25

Relèvent de ce barème les consommations professionnelles des personnes qui assurent d'une manière indépendante, en tout lieu, la fourniture de biens et de services quels que soient la finalité ou les résultats de leurs activités économiques, qu'il s'agisse des activités de producteurs, de commerçants ou de prestataires de services, y compris les activités extractives, agricoles et celles des professions libérales ou assimilées.

2. Le tarif de la taxe est fixé à 0,75 € par mégawattheure pour toutes les consommations autres que professionnelles.

3. Le conseil général applique aux montants mentionnés aux 1 et 2 un coefficient multiplicateur unique compris entre 2 et 4. A partir de l'année 2012, la limite supérieure du coefficient multiplicateur est actualisée en proportion de l'indice moyen des prix à la consommation hors tabac établi pour l'année précédente par rapport au même indice établi pour l'année 2009. Les montants qui en résultent sont arrondis à la deuxième décimale la plus proche.

La décision du conseil général doit être adoptée avant le 1er octobre pour être applicable l'année suivante. Le président du conseil général la transmet, s'il y a lieu, au comptable public assignataire du département au plus tard quinze jours après la date limite prévue pour son adoption.

La décision ainsi communiquée demeure applicable tant qu'elle n'est pas rapportée ou modifiée par une nouvelle décision.

Pour 2011, le coefficient multiplicateur mentionné au premier alinéa du présent 3 est, sous réserve du respect des limites qui y sont fixées, égal à la multiplication par 100 du taux en valeur décimale appliqué au 31 décembre 2010 conformément à l'article L. 3333-2 dans sa rédaction antérieure à la promulgation de la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité.

En cas de changement du tarif de la taxe au cours d'une période de facturation, les quantités d'électricité concernées sont réparties en fonction des tarifs proportionnellement au nombre de jours de chaque période.

Art. L.3333-3-1. - Les redevables de la taxe doivent établir une déclaration au titre de chaque trimestre civil, conforme au modèle fixé par arrêté conjoint du directeur général chargé des finances publiques et du directeur général chargé de l'énergie, comportant les indications nécessaires à la détermination de l'assiette, à la liquidation et au recouvrement de la taxe. Les petits producteurs mentionnés au 4° du V de l'article L. 3333-2 sont dispensés de l'obligation d'établir la déclaration.

Les redevables sont tenus d'adresser aux comptables publics assignataires des départements la déclaration mentionnée au premier alinéa du présent article dans un délai de deux mois suivant le trimestre concerné. La déclaration est accompagnée du paiement de la taxe.

Les redevables prélèvent à leur profit, pour les frais de déclaration et de versement, 2 % du montant de la taxe qu'ils versent aux départements. Ce prélèvement est ramené à 1,5 % à compter du 1er janvier 2012.

Art. L.3333-3-2. - I. — La déclaration trimestrielle mentionnée à l'article L. 3333-3-1 est contrôlée par les agents habilités par le président du conseil général.

Ces agents peuvent demander aux redevables ou aux personnes mentionnées au VII de l'article L. 3333-2 tous les renseignements ou justificatifs relatifs aux éléments de la déclaration ou de l'attestation adressée aux fournisseurs. Ils peuvent examiner sur place les documents utiles. Préalablement,

un avis de vérification est adressé au redevable ou à la personne mentionnée au même VII, afin qu'il puisse se faire assister d'un conseil. Au titre de la période concernée, le contrôle porte à la fois sur la taxe départementale, sur la consommation finale d'électricité ainsi que sur la taxe communale prévue à l'article L. 2333-2.

Les agents habilités sont soumis à l'obligation de secret professionnel définie aux articles 226-13 et 226-14 du code pénal.

Pour les contrôles qu'ils effectuent, les agents habilités sont autorisés à se faire communiquer par les gestionnaires de réseaux les informations relatives aux fournisseurs qui effectuent des livraisons d'électricité dans le périmètre du département.

Le droit de communication s'exerce quel que soit le support utilisé pour la conservation des documents.

Le refus de communiquer les informations relatives aux fournisseurs sous un délai de trente jours ou la communication d'informations incomplètes ou inexactes constituent une entrave à l'exercice du droit de communication entraînant l'application d'une amende de 3 000 € par commune concernée.

II. — 1. Lorsque les agents habilités constatent une insuffisance, une inexactitude, une omission ou une dissimulation des éléments servant de base au calcul de la taxe, les rectifications correspondantes sont notifiées aux redevables ou aux personnes mentionnées au VII de l'article L. 3333-2 qui disposent d'un délai de trente jours à compter de la date de réception de la notification pour présenter leurs observations. Dans le cas où le redevable ou la personne tenue d'acquitter la taxe fait part de ses observations, une réponse motivée lui est adressée. Les droits notifiés sont assortis d'une majoration de 10 %.

2. Lorsque le redevable n'a pas adressé la déclaration mentionnée à l'article L. 3333-3-1, une lettre de mise en demeure avec demande d'avis de réception lui est adressée par le président du conseil général. A défaut de régularisation dans un délai de trente jours à compter de la date de réception de cette mise en demeure, il est procédé à la taxation d'office. A cette fin, la base d'imposition est fixée sur la base des livraisons d'un fournisseur ou d'un producteur comparable. Les droits notifiés sont assortis d'une majoration de 40 %.

3. En cas d'entrave à l'exercice du contrôle par les agents habilités, y compris le défaut ou l'insuffisance de réponse aux demandes de renseignements ou de justificatifs prévues au deuxième alinéa du I du présent article, une lettre de mise en demeure est adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception aux redevables ou aux personnes mentionnées au VII de l'article L. 3333-2 par le président du conseil général. Si, au terme d'un délai de trente jours à compter de la date de réception de cette mise en demeure, les entraves au contrôle perdurent, il est procédé à une taxation d'office dans les conditions mentionnées au 2 du présent II. Les droits notifiés sont assortis d'une majoration de 40 %.

4. Les montants de la taxe et, le cas échéant, des majorations notifiés aux redevables ou aux personnes mentionnées au VII de l'article L. 3333-2 sont exigibles trente jours après la date de réception par ces personnes de la réponse à leurs observations ou, en l'absence d'observations, trente jours après la date de la

notification ou, en cas de taxation d'office, trente jours après la date de notification des droits. L'action des comptables publics, les réclamations contentieuses relatives à l'assiette de la taxe, aux actes de poursuite et au recouvrement sont effectuées dans les conditions prévues par l'article L. 1617-5.

5. Le président du conseil général informe les collectivités territoriales auxquelles est affectée la taxe mentionnée à l'article L. 2333-2 des contrôles effectués, des rectifications du montant de la taxe ou de la taxation d'office opérées. Sur la base des informations transmises, les maires et les présidents d'établissements publics de coopération intercommunale concernés procèdent au recouvrement de ladite taxe.

Art. L.3333-3-3. - I. — Le droit de reprise des collectivités territoriales bénéficiaires de la taxe s'exerce jusqu'au 31 décembre de la troisième année qui suit celle au cours de laquelle la taxe est devenue exigible.

II. — Une personne qui a fait l'objet d'une vérification de la taxe exigible au titre de ses livraisons ou de sa consommation dans les conditions prévues à l'article L. 3333-3-2 par les agents habilités par le président du conseil général et qui a acquitté la taxe due ne peut, pour les mêmes opérations, faire l'objet d'une nouvelle vérification de la part d'agents habilités par une autorité locale en application des articles L. 2333-5 ou L. 5212-24-2.

III. — Lorsque l'électricité est livrée à des points de livraison situés dans plusieurs départements et fait l'objet d'une facturation globale, le produit de la taxe est réparti entre les collectivités au prorata de la consommation afférente à chaque point de livraison.

Art. L.3333-4. - Les entreprises exploitant des engins de remontée mécanique peuvent être assujetties en zone de montagne à une taxe départementale portant sur les recettes brutes provenant de la vente des titres de transport et dont le produit est versé au budget départemental.

Le montant de la taxe départementale est inclus dans le prix du titre de transport et perçu sur l'utilisateur.

L'assiette de la taxe départementale ne comprend ni le montant de celle-ci, ni celui de la taxe communale prévue à l'article L. 2333-49.

La taxe départementale est recouvrée par le département comme en matière de taxe sur le chiffre d'affaires dans les conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.3333-5. - La taxe départementale est instituée par délibération du conseil général qui en fixe le taux dans la limite de 2 % des recettes brutes provenant de la vente des titres de transport.

Art. L.3333-6. - Si l'exploitation des remontées mécaniques s'étend sur plusieurs communes ou plusieurs départements, la répartition de l'assiette de la taxe visée à l'article L. 3333-4 est fixée, à défaut d'accord entre eux, par le représentant de l'Etat dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.3333-7. - Le produit annuel de la taxe départementale est affecté, sous réserve des dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 2333-52 :

1° A des interventions favorisant le développement agricole en montagne ;

2° Aux dépenses d'équipement, de services, de promotion et de formation induites par le développement du tourisme en montagne et les besoins des divers types de clientèle ainsi qu'à l'amélioration des accès ferroviaires et routiers ;

3° Aux dépenses de développement d'un tourisme d'initiative locale en montagne et des activités qui y contribuent ;

4° A des charges engagées par les clubs locaux de ski pour la formation technique de leurs jeunes adhérents ;

5° Au financement d'actions de prévention des accidents en montagne conduites par des organismes compétents en la matière, et notamment par les sociétés de secours en montagne.

Art. L.3333-8. - Le régime des redevances dues aux départements en raison de l'occupation de leur domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz et par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz, ainsi que pour les occupations provisoires de leur domaine public par les chantiers de travaux, est fixé par décret en Conseil d'Etat sous réserve des dispositions des premier et deuxième alinéas de l'article unique de la loi n° 53-661 du 1er août 1953 fixant le régime des redevances dues pour l'occupation du domaine public par les ouvrages de transport et de distribution d'électricité et de gaz, par les lignes ou canalisations particulières d'énergie électrique et de gaz.

Art. L.3333-9. - Les redevances visées à l'article L. 3333-8 sont payables annuellement et d'avance.

Art. L.3333-10. - Les redevances visées à l'article L. 3333-8 sont soumises à la prescription quinquennale qui commence à courir à compter de la date à laquelle elles sont devenues exigibles.

La prescription quadriennale instituée par la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics est seule applicable à l'action en restitution des redevances.

Art. L.3334-1. - Les départements reçoivent une dotation forfaitaire, une dotation de péréquation et des concours particuliers. L'ensemble de ces sommes évolue comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition.

A compter de 2006, pour le calcul du montant de la dotation globale de fonctionnement des départements, le montant de la dotation globale de fonctionnement de 2005 calculé dans les conditions ci-dessus est diminué du montant des réfections sur la dotation de compensation effectuées en application des deuxième à quatrième alinéas de l'article L. 3334-7-1.

A compter de 2007, pour le calcul du montant de la dotation globale de fonctionnement des départements, le montant de la dotation globale de fonctionnement de 2006 calculé dans les conditions définies ci-dessus est augmenté du montant des majorations prévues aux sixième à neuvième alinéas de l'article L. 3334-7-1.

A compter de 2008, le montant de la dotation globale de fonctionnement est minoré de 137 149 476 euros.

A compter de 2008, le montant de la dotation forfaitaire est minoré de 59 427 797 euros et le montant de la dotation de fonctionnement minimale prévue à l'article L. 3334-7 est majoré à due concurrence.

A compter de 2008, le montant de la dotation globale de fonctionnement des départements est majoré d'un montant égal à la dotation globale de fonctionnement versée aux communes de Saint-Martin et Saint-Barthélemy en 2007.

A compter de 2009, pour le calcul du montant de la dotation globale de fonctionnement des départements, le montant de la dotation globale de fonctionnement de 2008 calculé dans les conditions définies ci-dessus est minoré du montant de dotation globale de fonctionnement calculé au profit de la collectivité de Saint-Barthélemy en 2008.

En 2011, le montant de la dotation globale de fonctionnement des départements mise en répartition est augmenté de 67 millions d'euros par rapport à 2010.

Art. L.3334-2. - La population à prendre en compte pour l'application de la présente section est celle qui résulte du recensement de la population. Cette population est la population municipale du département, majorée d'un habitant par résidence secondaire.

Article L.3334-3. - Chaque département reçoit une dotation forfaitaire.

A compter de 2005, la dotation forfaitaire de chaque département, à l'exception du département de Paris, est constituée d'une dotation de base et, le cas échéant, d'une garantie.

En 2011, chaque département perçoit une dotation de base par habitant égale à 74,02 €.

Il perçoit, le cas échéant, une garantie égale en 2005 à la différence entre le montant qu'il aurait perçu en appliquant à sa dotation forfaitaire de 2004 un taux de progression égal à 60 % du taux de croissance de l'ensemble des ressources de la dotation globale de fonctionnement, d'une part, et sa dotation de base pour 2005, d'autre part.

En 2011, le montant de la garantie est égal à celui perçu en 2010.

En 2011, la dotation forfaitaire du département de Paris est égale à la dotation forfaitaire perçue en 2010.

Art. L.3334-4. - La dotation globale de fonctionnement des départements comprend une dotation de péréquation constituée de la dotation de péréquation urbaine prévue à l'article L. 3334-6-1 et de la dotation de fonctionnement minimale prévue à l'article L. 3334-7.

A compter de 2005, l'augmentation annuelle du solde de la dotation globale de fonctionnement des départements après prélèvement de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 3334-3 et de la dotation de compensation prévue à l'article L. 3334-7-1 est répartie par le comité des finances locales entre la dotation de

péréquation urbaine et la dotation de fonctionnement minimale, sous réserve en 2005 des dispositions du quatrième alinéa de l'article L. 3334-7.

Pour l'application du précédent alinéa en 2005, la masse à laquelle s'applique le choix du comité des finances locales est constituée, pour la dotation de péréquation urbaine, du total de la dotation de péréquation perçu en 2004 par les départements urbains, tels que définis à l'article L. 3334-6-1, et, pour la dotation de fonctionnement minimale, du total des montants de la dotation de péréquation et de la dotation de fonctionnement minimale perçu en 2004 par les départements mentionnés à l'article L. 3334-7.

Les départements d'outre-mer, la collectivité départementale de Mayotte, la collectivité territoriale de Saint-Pierre-et-Miquelon et la collectivité de Saint-Martin bénéficient d'une quote-part de la dotation de péréquation, constituée d'une quote-part de la dotation de péréquation urbaine et d'une quote-part de la dotation de fonctionnement minimale.

A compter de 2009, la quote-part de la dotation de péréquation urbaine versée à chaque département ou collectivité d'outre-mer est au moins égale à celle perçue l'année précédente. De même, la quote-part de la dotation de fonctionnement minimale destinée à chaque département ou collectivité d'outre-mer, qui en remplit les conditions, est au moins égale à celle perçue l'année précédente.

Lorsqu'un département remplit pour la première année les conditions démographiques prévues au premier alinéa de l'article L. 3334-6-1 pour être considéré comme urbain, le montant total de la dotation de péréquation urbaine est majoré du montant qu'il a perçu l'année précédente au titre de la dotation de fonctionnement minimale, le montant total de celle-ci étant diminué à due concurrence. A l'inverse, lorsqu'un département ne remplit plus pour la première année les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 3334-6-1, le montant total de la dotation de péréquation urbaine est minoré du montant qu'il a perçu l'année précédente à ce titre, la dotation de fonctionnement minimale étant majorée à due concurrence.

Art. L.3334-6. - Le potentiel fiscal d'un département est déterminé par application aux bases départementales des quatre taxes directes locales du taux moyen national d'imposition à chacune de ces taxes. Il est majoré du montant, perçu l'année précédente au titre de la partie de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 3334-3 correspondant à la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999 (n° 98-1266 du 30 décembre 1998) et de la moyenne, pour les cinq derniers exercices connus, des produits perçus par le département au titre des impositions prévues aux 1° et 2° de l'article 1594 A du code général des impôts ;

Le potentiel financier d'un département est égal à son potentiel fiscal majoré des montants perçus l'année précédente au titre de la dotation de compensation prévue à l'article L. 3334-7-1 et de la dotation forfaitaire prévue à l'article L. 3334-3, hors les montants antérieurement perçus au titre de la compensation prévue au I du D de l'article 44 de la loi de finances pour 1999.

Pour l'application du premier alinéa :

1° Les bases retenues sont les bases brutes de la dernière année dont les résultats sont connus servant à l'assiette des impositions départementales ;

2° Le taux moyen national d'imposition est celui constaté lors de la dernière année dont les résultats sont connus.

Le potentiel financier par habitant est égal au potentiel financier du département divisé par le nombre d'habitants constituant la population de ce département, tel que défini à l'article L. 3334-2.

Pour l'année 2011, les bases et le taux moyen de taxe professionnelle retenus sont ceux utilisés pour le calcul du potentiel fiscal en 2010.

A compter de 2012, les impositions prises en compte pour le calcul du potentiel fiscal sont celles mentionnées au I de l'article 1586 du code général des impôts, à l'exception des impositions prévues au 2° de cet article. Le potentiel fiscal d'un département est déterminé par application aux bases départementales des impositions directes locales du taux moyen national d'imposition de chacune de ces impositions.

Le potentiel fiscal est majoré des montants prévus aux 1.2 et 2.2 de l'article 78 de la loi n° 2009-1673 du 30 décembre 2009 de finances pour 2010.

Art. L.3334-6-1. - Sont considérés comme départements urbains pour l'application du présent article les départements dont la densité de population est supérieure à 100 habitants par kilomètre carré et dont le taux d'urbanisation est supérieur à 65 %. Le taux d'urbanisation de référence est le dernier publié à l'occasion du recensement de la population.

Les départements urbains dont le potentiel financier par habitant est inférieur ou égal à 1,5 fois le potentiel financier moyen par habitant des départements urbains bénéficient d'une dotation de péréquation urbaine.

Il est calculé pour chaque département éligible un indice synthétique de ressources et de charges des départements urbains éligibles en tenant compte :

1° Du rapport entre le potentiel financier par habitant de l'ensemble des départements urbains et le potentiel financier par habitant du département, tel que défini à l'article L. 3334-6 ;

2° Du rapport entre la proportion du total des bénéficiaires d'aides au logement, tels que définis à l'article L. 2334-17, dans le nombre total de logements du département et cette même proportion constatée dans l'ensemble des départements urbains ;

3° Du rapport entre la proportion du total des bénéficiaires du montant forfaitaire mentionné au 2° de l'article L. 262-2 du code de l'action sociale et des familles dans le département et cette même proportion constatée dans l'ensemble des départements urbains, calculé en prenant en compte la population définie à l'article L. 3334-2 ;

4° Du rapport entre le revenu moyen par habitant de l'ensemble des départements urbains et le revenu par habitant du département, calculé en prenant en compte la population définie à l'article L. 3334-2. Le revenu pris en considération est le dernier revenu imposable connu.

Les départements sont classés en fonction de la valeur décroissante de leur indice synthétique, selon des modalités définies par décret en Conseil d'Etat et tenant compte des montants visés aux 1°,2°,3° et 4°.L'attribution revenant à chaque département urbain éligible est déterminée en fonction de sa population et de son indice synthétique.

La dotation revenant aux départements urbains qui cessent de remplir les conditions d'éligibilité est égale, la première année, aux deux tiers de la dotation perçue l'année précédente et, la deuxième année, au tiers de cette même dotation. Les sommes nécessaires sont prélevées sur les montants affectés par le comité des finances locales à la dotation de péréquation urbaine. Pour l'application de cette disposition en 2005 et 2006, sont pris en compte les montants perçus en 2004 au titre de la dotation de péréquation prévue à l'article L. 3334-4 dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2005 (n° 2004-1484 du 30 décembre 2004). Cette disposition ne s'applique pas aux départements qui cessent de remplir les conditions démographiques prévues au premier alinéa et qui bénéficient la même année d'une attribution au titre de la dotation de fonctionnement minimale.

A compter de 2005, les départements urbains éligibles ne peuvent percevoir, au titre de la dotation de péréquation urbaine, une attribution par habitant supérieure à 120 % de la dotation perçue l'année précédente. Pour l'application de cette disposition en 2005, sont pris en compte les montants perçus en 2004 au titre de la dotation de péréquation prévue à l'article L. 3334-4 dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2005 précitée.

Les disponibilités dégagées par la mise en oeuvre du précédent alinéa sont réparties à l'ensemble des départements hors ceux subissant un écrêtement en application de cet alinéa.

Pour 2005, lorsque l'attribution revenant à un département diminue par rapport à celle perçue en 2004 au titre de la dotation de péréquation prévue à l'article L. 3334-6 dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2005 précitée, ce département reçoit, à titre de garantie non renouvelable, une attribution égale au montant de dotation de péréquation perçu en 2004. Les sommes nécessaires sont prélevées sur les crédits affectés à la dotation de péréquation urbaine.

Art. L.3334-7. - La dotation de fonctionnement minimale est attribuée aux départements ne répondant pas aux conditions démographiques mentionnées au premier alinéa de l'article L. 3334-6-1.

Ne peuvent être éligibles les départements dont le potentiel financier par habitant est supérieur au double du potentiel financier moyen par habitant des départements déterminés en application du premier alinéa.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de répartition de la dotation entre les départements en tenant compte, notamment, de leur potentiel financier et de la longueur de leur voirie.

Pour 2005, les départements éligibles ne peuvent percevoir une dotation de fonctionnement minimale inférieure à 106 % ou supérieure à 130 % au montant perçu l'année précédente. Pour 2005, le montant à prendre en compte correspond au montant de dotation de péréquation perçu en 2004 par chaque département, majoré le cas échéant de la dotation de fonctionnement minimale perçue en 2004.

A compter de 2006, les départements éligibles ne peuvent percevoir une dotation de fonctionnement minimale inférieure à celle perçue l'année précédente ou supérieure à 130 % du montant perçu cette même année. Par dérogation, en 2007, les départements éligibles ne peuvent percevoir une dotation de fonctionnement minimale inférieure au montant perçu l'année précédente indexé selon le taux de progression de l'ensemble des ressources de la dotation globale de fonctionnement.

La dotation revenant aux départements qui cessent de remplir les conditions pour bénéficier de la dotation de fonctionnement minimale est égale, la première année, aux deux tiers de la dotation perçue l'année précédente, et la deuxième année, au tiers de cette même dotation. Cette disposition ne s'applique pas aux départements qui cessent de remplir, à compter de 2008, les conditions démographiques prévues au premier alinéa et qui bénéficient la même année d'une attribution au titre de la dotation de péréquation urbaine.

Art. L.3334-7-1. - Il est créé au sein de la dotation globale de fonctionnement des départements une dotation de compensation dont le montant est égal en 2004, pour chaque département, au montant dû au titre de 2003 en application de l'article L. 3334-7-1 dans sa rédaction antérieure à la loi de finances pour 2004 (n° 2003-1311 du 30 décembre 2003), augmenté de 95 % du montant de la dotation générale de décentralisation due au département au titre de 2003, hors la fraction de cette dotation correspondant à des compensations fiscales et aux concours particuliers prévus aux articles L. 1614-8 et L. 1614-4, revalorisé en fonction du taux de croissance de la dotation globale de fonctionnement mise en répartition en 2004. A compter de 2005, cette dotation évolue chaque année selon un taux fixé par le comité des finances locales au plus égal au taux d'évolution de la dotation globale de fonctionnement mise en répartition.

Pour 2005, la dotation de compensation calculée en application de l'alinéa précédent est diminuée de la somme des réfections opérées en application de l'alinéa suivant. La répartition de cette réfaction entre les départements est calculée dans les conditions suivantes :

-la dotation de compensation des départements et, si nécessaire, la part du produit de la taxe sur les conventions d'assurances mentionnée au I font l'objet d'une réfaction d'un montant de 900 millions d'euros, répartie entre les départements en fonction du rapport entre le nombre de véhicules terrestres à moteur immatriculés dans chaque département au 31 décembre 2003 et le nombre total de véhicules terrestres à moteur immatriculés sur le territoire national à cette même date. Dans le cas où le montant de la réfaction ainsi calculé est supérieur à la dotation de compensation perçue par un département en 2004 et indexée selon le taux mentionné au présent article, la différence est prélevée sur le produit de la taxe spéciale sur les conventions d'assurance attribué en application du I de l'article 53 de la loi de finances pour 2005 (n° 2004-1484 du 30 décembre 2004). A compter de 2006, ce prélèvement évolue chaque année selon le taux d'indexation de la dotation globale de fonctionnement mise en répartition ;

-la dotation de compensation des départements fait l'objet d'un abondement d'un montant de 20 millions d'euros, réparti entre les départements en fonction du rapport entre le nombre de sapeurs-pompiers volontaires présents au sein du corps

départemental de chaque département au 31 décembre 2003 et le nombre total de sapeurs-pompiers volontaires présents dans les corps départementaux au niveau national à cette même date.

A compter de 2006, ces montants évoluent comme la dotation globale de fonctionnement mise en répartition.

En 2006, la dotation de compensation calculée en application des alinéas précédents est en premier lieu majorée pour chaque département d'un montant égal au montant perçu en 2004 en application des troisième et cinquième alinéas de l'article L. 3334-11 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 de finances pour 2006, indexé selon les taux d'évolution de la formation brute de capital fixe des administrations publiques tels qu'ils sont estimés dans le rapport économique, social et financier joint aux projets de loi de finances pour 2005 et 2006.

En 2006, cette dotation est, en deuxième lieu, majorée pour chaque département d'un montant correspondant au produit de la moyenne de ses dépenses réelles d'investissement ayant été subventionnées au titre de 2002, 2003 et 2004 en application du deuxième alinéa de l'article L. 3334-11, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005, par son taux réel de subvention au titre de 2004 minoré de 2 points. A compter de 2007, cette majoration de la dotation de compensation de chaque département est calculée en prenant un taux réel de subvention au titre de 2004 minoré de 1,22 point. Ce montant est indexé selon les taux d'évolution de la formation brute de capital fixe des administrations publiques tels qu'ils sont estimés dans le rapport économique, social et financier joint aux projets de loi de finances pour 2005 et pour 2006. Le taux réel de subvention mentionné ci-dessus est égal au montant des subventions perçues au titre de l'exercice 2004 en application des deuxième, septième et dernier alinéas de l'article L. 3334-11, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 précitée, rapportées au volume des investissements ayant donné lieu à subvention pour ce même exercice au titre du deuxième alinéa de cet article.

En 2006, cette dotation fait en troisième lieu l'objet d'un abondement d'un montant de 15 millions d'euros, réparti entre chaque département au prorata de la moyenne du montant des attributions perçues en 2002, 2003 et 2004 par le service départemental d'incendie et de secours de ce département au titre de la première part de la dotation globale d'équipement, prévue au premier alinéa de l'article L. 3334-11 dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2005-1719 du 30 décembre 2005 précitée. Cet abondement contribue à la participation des départements au financement des services départementaux d'incendie et de secours.

En 2006, cette dotation fait en quatrième lieu l'objet d'un abondement d'un montant de 12 millions d'euros, réparti entre les départements selon les modalités prévues au quatrième alinéa.

A partir de 2007, la dotation de compensation à prendre en compte au titre de 2006 intègre les majorations prévues aux quatre alinéas précédents.

En 2007, la dotation de compensation des départements fait l'objet d'un abondement supplémentaire de 12 millions d'euros réparti entre les départements en fonction du rapport entre le nombre de sapeurs-pompiers volontaires au sein du corps

départemental de chaque département au 31 décembre 2003 et le nombre de sapeurs-pompiers volontaires présents dans les corps départementaux au niveau national à cette même date.

En 2011, le montant de la dotation de compensation est égal, pour chaque département, au montant perçu en 2010.

Art. L.3334-10. - La dotation globale d'équipement des départements est répartie entre les départements :

a) Pour 76 % de son montant au prorata des dépenses d'aménagement foncier effectuées et des subventions versées pour la réalisation de travaux d'équipement rural par chaque département ;

b) Pour 9 % de son montant afin de majorer les attributions versées aux départements au titre de leurs dépenses d'aménagement foncier du dernier exercice connu ;

c) Pour 15 % de son montant afin de majorer la dotation des départements dont le potentiel fiscal par habitant est inférieur d'au moins 40 % au potentiel fiscal moyen par habitant de l'ensemble des départements ou dont le potentiel fiscal par kilomètre carré est inférieur d'au moins 60 % au potentiel fiscal moyen par kilomètre carré de l'ensemble des départements.

Art. L.3334-11. - La dotation est inscrite à la section d'investissement du budget du département.

Les attributions sont utilisées par le département soit pour réaliser des travaux d'équipement rural et d'aménagement foncier, soit pour subventionner les différents maîtres d'ouvrage qui réalisent des opérations de même nature.

Le département doit fonder ses décisions sur des règles générales, dans le cadre des lois et règlements, et tient compte des priorités définies par les différents maîtres d'ouvrage.

Ces règles ne peuvent, en aucun cas, constituer des incitations à des fusions de communes.

Art. L.3334-12. - Chaque année, la loi de finances détermine la dotation globale d'équipement par application du taux de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques prévu pour l'année à venir, tel qu'il est estimé dans la projection économique présentée en annexe au projet de loi de finances. A titre dérogatoire, cette évolution ne s'applique pas de 2009 à 2011.

Art. L.3334-16. - En 2008, le montant de la dotation départementale d'équipement des collèges est fixé à 328 666 225 euros.

Le montant alloué en 2008 à chaque département exerçant les compétences définies à l'article L. 213-2 du code de l'éducation est obtenu en appliquant un coefficient au montant total de la dotation départementale d'équipement des collèges fixé pour cette même année. Ce coefficient est calculé pour chaque département sur la base du rapport entre la moyenne actualisée des crédits de paiement qui lui ont été versés de 1998 à 2007 et la moyenne actualisée des crédits de paiement versés par l'Etat à l'ensemble des départements au titre de la dotation départementale d'équipement des collèges au cours de ces mêmes années.

De 2009 à 2011, le montant alloué à chaque département est égal à celui de 2008.

A compter de 2012, le montant de la dotation revenant à chaque département est obtenu par application au montant de l'année précédente du taux prévisionnel de croissance de la formation brute de capital fixe des administrations publiques associé au projet de loi de finances relatif à l'année de versement.

La dotation départementale d'équipement des collèges est versée aux départements en une seule fois au cours du troisième trimestre de l'année en cours.

La dotation est inscrite au budget de chaque département, qui l'affecte à la reconstruction, aux grosses réparations, à l'équipement et, si ces opérations figurent sur la liste établie en application de l'article L. 211-2 du code de l'éducation, à l'extension et la construction des collèges.

Art. L.3334-16-1. - Le montant des crédits consacrés par l'Etat au fonctionnement et à l'équipement des collèges à sections binationales ou internationales et du collège de Font-Romeu est intégré dans la dotation générale de décentralisation des départements auxquels ils sont transférés, dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 à L. 1614-3.

Chapitre IV du titre IV du livre IV de la troisième partie

CHAPITRE IV

Attributions

Art. L.3444-1. - Les conseils généraux des départements d'outre-mer sont consultés sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions d'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative de ces départements.

L'avis des conseils généraux est réputé acquis en l'absence de notification au représentant de l'Etat d'un avis exprès dans un délai d'un mois à compter de la saisine. Ce délai est réduit à quinze jours en cas d'urgence sur demande du représentant de l'Etat.

Art. L.3444-2. - Les conseils généraux des départements d'outre-mer peuvent présenter des propositions de modification des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur, ainsi que toutes propositions législatives ou réglementaires concernant le développement économique, social et culturel de ces départements.

Ils peuvent également faire au Premier ministre toutes remarques ou suggestions concernant le fonctionnement des services publics de l'Etat dans le département.

Art. L.3444-3. - Les conseils généraux des départements d'outre-mer sont consultés par les soins du ministre chargé des départements d'outre-mer sur les propositions d'actes de la Communauté européenne pris en application du paragraphe 2 de l'article 299 du traité instituant la Communauté européenne qui concernent leur département. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 3444-1 sont applicables.

Les conseils généraux peuvent adresser au Gouvernement des propositions pour l'application du paragraphe 2 de l'article 299 du traité instituant la Communauté européenne.

Art. L.3444-5. - Les conseils généraux d'outre-mer sont consultés sur les projets d'attribution ou de renouvellement des concessions portuaires et aéroportuaires concernant ces départements.

Art. L.3444-6. - Dans les départements d'outre-mer, le conseil général est saisi pour avis, avant le 31 décembre de chaque année, des orientations générales de la programmation des aides de l'Etat au logement pour l'année suivante.

Ces orientations générales portent sur la répartition des aides par dispositif, d'une part, et la répartition des aides par bassin d'habitat, d'autre part.

Le conseil régional peut être saisi pour avis sur ces orientations par le représentant de l'Etat dans le département. Dans le cas où il est saisi, le conseil régional doit rendre son avis au plus tard le 31 décembre de chaque année.

La présidence du conseil départemental de l'habitat est assurée par le président du conseil général.

Art. L.4132-2. - Lorsqu'un conseiller régional donne sa démission, il l'adresse au président du conseil régional qui en donne immédiatement avis au représentant de l'Etat dans la région.

Art. L.4132-2-1. - Tout membre d'un conseil régional qui, sans excuse valable, a refusé de remplir une des fonctions qui lui sont dévolues par les lois est déclaré démissionnaire par le Conseil d'Etat. Le refus résulte soit d'une déclaration expresse adressée à qui de droit ou rendue publique par son auteur, soit de l'abstention persistante après avertissement de l'autorité chargée de la convocation.

Le membre ainsi démissionnaire ne peut être réélu avant le délai d'un an.

Art. L.4132-3. - Lorsque le fonctionnement d'un conseil régional se révèle impossible, le gouvernement peut en prononcer la dissolution par décret motivé pris en conseil des ministres ; il en informe le Parlement dans le délai le plus bref.

La dissolution ne peut jamais être prononcée par voie de mesure générale.

Art. L.4132-4. - En cas de dissolution du conseil régional, de démission de tous ses membres en exercice ou d'annulation devenue définitive de l'élection de tous ses membres, le président est chargé de l'expédition des affaires courantes. Ses décisions ne sont exécutoires qu'avec l'accord du représentant de l'Etat dans la région. Il est procédé à la réélection du conseil régional dans un délai de deux mois. L'assemblée se réunit de plein droit le premier vendredi qui suit son élection.

Le représentant de l'Etat dans la région convoque chaque conseiller régional élu pour la première réunion, dont il fixe l'heure et le lieu.

Art. L.4132-5. - Le conseil régional a son siège à l'hôtel de la région.

Art. L.4132-6. - Le conseil régional établit son règlement intérieur dans le mois qui suit son renouvellement. Le règlement intérieur peut être déféré devant le tribunal administratif.

Art. L.4132-7. - La première réunion du conseil régional se tient de plein droit le premier vendredi qui suit son élection.

Art. L.4132-8. - Le conseil régional se réunit à l'initiative de son président, au moins une fois par trimestre, dans un lieu de la région choisi par la commission permanente.

Art. L.4132-9. - Le conseil régional est également réuni à la demande :

1° De la commission permanente ;

2° Ou du tiers de ses membres sur un ordre du jour déterminé, pour une durée qui ne peut excéder deux jours. Un même conseiller régional ne peut présenter plus d'une demande de réunion par semestre.

En cas de circonstances exceptionnelles, les conseils régionaux peuvent être réunis par décret.

Art. L.4132-10. - Les séances du conseil régional sont publiques.

Néanmoins, sur la demande de cinq membres ou du président, le conseil régional peut décider, sans débat, à la majorité absolue des membres présents ou représentés, qu'il se réunit à huis clos.

Sans préjudice des pouvoirs que le président du conseil régional tient de l'article L. 4132-11, ces séances peuvent être retransmises par les moyens de communication audiovisuelle.

Art. L.4132-11. - Le président a seul la police de l'assemblée.

Il peut faire expulser de l'auditoire ou arrêter tout individu qui trouble l'ordre.

En cas de crime ou de délit, il en dresse procès-verbal, et le procureur de la République en est immédiatement saisi.

Art. L.4132-12. - Le procès-verbal de chaque séance, rédigé par un des secrétaires, est arrêté au commencement de la séance suivante, et signé par le président et le secrétaire.

Il contient les rapports, les noms des membres qui ont pris part à la discussion et l'analyse de leurs opinions.

Art. L.4132-13. - Le conseil régional ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente.

Toutefois, si le conseil régional ne se réunit pas, au jour fixé par la convocation, en nombre suffisant pour délibérer, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard et les délibérations sont alors valables quel que soit le nombre des présents.

Sous réserve des dispositions des articles L. 4133-1, L. 4133-5 et L. 4133-6, les délibérations du conseil régional sont prises à la majorité des suffrages exprimés.

Art. L.4132-13-1. - La commission permanente ne peut délibérer si la majorité absolue de ses membres en exercice n'est présente ou représentée.

Les deuxième et dernier alinéas de l'article L. 4132-13 sont applicables à la commission permanente.

Art. L.4132-14. - Les votes sont recueillis au scrutin public toutes les fois que le sixième des membres présents le demande. En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

Néanmoins, les votes sur les nominations ont toujours lieu au scrutin secret dans les cas où la loi ou le règlement le prévoit expressément. Dans les autres cas, le conseil régional peut décider à l'unanimité de ne pas procéder au scrutin secret aux nominations.

Le résultat des scrutins publics, énonçant les noms des votants, est reproduit au procès-verbal.

Art. L.4132-15. - Un conseiller régional empêché d'assister à une réunion peut donner délégation de vote, pour cette réunion, à un autre membre de l'assemblée régionale.

Un conseiller régional ne peut recevoir qu'une seule délégation.

Art. L.4132-16. - Les délibérations du conseil régional, ainsi que celles de sa commission permanente lorsqu'elles sont prises par délégation de l'assemblée, sont publiées dans les mêmes formes.

Toute personne a le droit de demander communication des délibérations et procès-verbaux des séances publiques du conseil régional, des délibérations de la commission permanente, des budgets et des comptes de la région ainsi que des arrêtés du président.

Chacun peut les publier sous sa responsabilité.

La communication des documents mentionnés au deuxième alinéa, qui peut être obtenue aussi bien du président du conseil régional que des services déconcentrés de l'Etat, intervient dans les conditions prévues par l'article 4 de la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978.

Les dispositions du présent article s'appliquent aux établissements publics administratifs des régions.

Art. L.4132-17. - Tout membre du conseil régional a le droit, dans le cadre de sa fonction, d'être informé des affaires de la région qui font l'objet d'une délibération.

Art. L.4132-17-1. - Le conseil régional assure la diffusion de l'information auprès de ses membres élus par les moyens matériels qu'il juge les plus appropriés.

Afin de permettre l'échange d'informations sur les affaires relevant de ses compétences, le conseil régional peut, dans les conditions définies par son assemblée délibérante, mettre à disposition de ses membres élus, à titre individuel, les moyens informatiques et de télécommunications nécessaires.

Art. L.4132-18. - Douze jours au moins avant la réunion du conseil régional, le président adresse aux conseillers régionaux un rapport, sous quelque forme que ce soit, sur chacune des affaires qui doivent leur être soumises.

Les projets sur lesquels le conseil économique, social et environnemental régional est obligatoirement et préalablement consulté sont adressés simultanément, sous quelque forme que ce soit, aux membres du conseil régional.

Les rapports et projets visés aux deux alinéas précédents peuvent être mis à la disposition des conseillers qui le souhaitent par voie électronique de manière sécurisée ; cette mise à disposition fait l'objet d'un avis adressé à chacun de ces conseillers dans les conditions prévues au premier alinéa.

Sans préjudice des dispositions de l'article L. 4132-17, en cas d'urgence, le délai prévu au premier alinéa peut être abrégé par le président sans pouvoir être toutefois inférieur à un jour franc.

Le président rend compte dès l'ouverture de la séance du conseil régional, qui se prononce sur l'urgence et peut décider le renvoi de la discussion, pour tout ou partie, à l'ordre du jour d'une séance ultérieure.

Art. L.4132-19. - Chaque année le président rend compte au conseil régional, par un rapport spécial, de la situation de la région, de l'état d'exécution du plan régional, ainsi que de l'activité et du financement des différents services de la région et des organismes qui dépendent de celle-ci. Le rapport précise l'état d'exécution des délibérations du conseil régional et de la situation financière de la région.

Art. L.4132-20. - Les conseillers régionaux ont le droit d'exposer en séance du conseil régional des questions orales ayant trait aux affaires de la région. Le règlement intérieur en fixe la fréquence ainsi que les conditions de présentation et d'examen.

Art. L.4132-21. - Après l'élection de sa commission permanente, dans les conditions prévues à l'article L. 4133-5, le conseil régional peut former ses commissions et procéder à la désignation de ses membres ou de ses délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs et déléguer une partie de ses attributions à la commission permanente conformément aux dispositions de l'article L. 4221-5.

De même, le conseil régional peut déléguer à son président l'exercice de certaines de ses attributions en vertu des articles L. 4221-5 et L. 4231-8.

En ce cas et par dérogation aux dispositions de l'article L. 4132-18, les rapports sur les affaires soumises aux conseillers régionaux peuvent leur être communiqués en cours de réunion ; une suspension de séance est de droit.

Art. L.4132-21-1. - Le conseil régional, lorsqu'un cinquième de ses membres le demande, délibère de la création d'une mission d'information et d'évaluation, chargée de recueillir des éléments d'information sur une question d'intérêt régional ou de procéder à l'évaluation d'un service public régional. Un même conseiller régional ne peut s'associer à une telle demande plus d'une fois par an.

Aucune mission ne peut être créée à partir du 1er janvier de l'année civile qui précède l'année du renouvellement des conseils régionaux.

Le règlement intérieur fixe les règles de présentation et d'examen de la demande de constitution de la mission, ses modalités de fonctionnement, les modalités de sa composition dans le respect du principe de la représentation proportionnelle, la durée de la mission, qui ne peut excéder six mois à compter de la date de la délibération qui l'a créée, ainsi que les conditions dans lesquelles elle remet son rapport aux membres du conseil régional.

Art. L.4132-22. - Le conseil régional procède à la désignation de ses membres ou de délégués pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ou délégués ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Art. L.4132-23. - Dans les conseils régionaux, le fonctionnement des groupes d'élus peut faire l'objet de délibérations sans que puissent être modifiées, à cette occasion, les décisions relatives au régime indemnitaire des élus.

Dans ces mêmes conseils régionaux, les groupes d'élus se constituent par la remise au président du conseil régional d'une déclaration, signée de leurs membres, accompagnée de la liste de ceux-ci et de leur représentant.

Dans les conditions qu'il définit, le conseil régional peut affecter aux groupes d'élus, pour leur usage propre ou pour un usage commun, un local administratif, du matériel de bureau et prendre en charge leurs frais de documentation, de courrier et de télécommunications.

Le président du conseil régional peut, dans les conditions fixées par le conseil régional et sur proposition des représentants de chaque groupe, affecter aux groupes d'élus une ou plusieurs personnes. Le conseil régional ouvre au budget de la région, sur un chapitre spécialement créé à cet effet, les crédits nécessaires à ces dépenses, sans qu'ils puissent excéder 30 % du montant total des indemnités versées chaque année aux membres du conseil régional.

Le président du conseil régional est l'ordonnateur des dépenses susmentionnées.

L'élu responsable de chaque groupe d'élus décide des conditions et des modalités d'exécution du service confié que ces collaborateurs accomplissent auprès de ces groupes au sein de l'organe délibérant.

Art. L.4132-23-1. - Lorsque la région diffuse, sous quelque forme que ce soit, un bulletin d'information générale sur les réalisations et la gestion du conseil régional, un espace est réservé à l'expression des groupes d'élus. Les modalités d'application de cette disposition sont définies par le règlement intérieur.

Art. L.4132-24. - Le représentant de l'Etat dans la région a la charge des intérêts nationaux, du respect des lois et, dans les conditions fixées par le présent code, du contrôle administratif.

Dans les conditions fixées par le présent code, il veille à l'exercice régulier de leurs compétences par les autorités régionales.

Art. L.4132-25. - Le représentant de l'Etat dans la région est seul habilité à s'exprimer au nom de l'Etat devant le conseil régional.

Par accord du président du conseil régional et du représentant de l'Etat dans la région, celui-ci est entendu par le conseil régional.

En outre, sur demande du Premier ministre, le représentant de l'Etat dans la région est entendu par le conseil régional.

Art. L.4132-26. - Sur sa demande, le président du conseil régional reçoit du représentant de l'Etat dans la région les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.

Sur sa demande, le représentant de l'Etat dans la région reçoit du président du conseil régional les informations nécessaires à l'exercice de ses attributions.

Art. L.4132-27. - Chaque année, le représentant de l'Etat dans la région informe le conseil régional, par un rapport spécial, de l'activité des services de l'Etat dans la région.

Ce rapport spécial donne lieu éventuellement à un débat en présence du représentant de l'Etat.

Art. L.4133-1. - Le conseil régional élit son président lors de la réunion de droit qui suit chaque renouvellement.

Pour cette élection, il est présidé par son doyen d'âge, le plus jeune membre faisant fonction de secrétaire. Cette élection ne donne lieu à aucun débat.

Le conseil régional ne peut dans ce cas délibérer que si les deux tiers de ses membres sont présents. Si cette condition n'est pas remplie, la réunion se tient de plein droit trois jours plus tard. La réunion peut alors avoir lieu sans condition de quorum.

Le président est élu à la majorité absolue des membres du conseil régional pour une durée de six ans. Si cette élection n'est pas acquise après les deux premiers tours de scrutin, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative des membres du conseil régional. En cas d'égalité des voix, l'élection est acquise au bénéfice de l'âge.

Nul ne peut être élu président s'il n'a, préalablement à chaque tour de scrutin, remis aux membres du conseil régional, par l'intermédiaire du doyen d'âge, une déclaration écrite présentant les grandes orientations politiques, économiques et sociales de son action pour la durée de son mandat.

Art. L.4133-2. - En cas de vacance du siège de président pour quelque cause que ce soit, les fonctions de président sont provisoirement exercées par un vice-président, dans l'ordre des nominations et, à défaut, par un conseiller régional désigné par le conseil. Il est procédé au renouvellement de la commission permanente, dans le délai d'un mois, selon les modalités prévues à l'article L. 4133-5.

En cas de démission du président et de tous les vice-présidents, le conseil régional est convoqué par le doyen d'âge, soit pour procéder à la désignation du conseiller régional prévu à l'alinéa précédent, soit pour procéder au renouvellement de la commission permanente.

Art. L.4133-5. - Aussitôt après l'élection du président et sous sa présidence, le conseil régional fixe le nombre des vice-présidents et des autres membres de la commission permanente.

Les membres de la commission permanente autres que le président sont élus au scrutin de liste. Chaque conseiller régional ou chaque groupe de conseillers peut présenter une liste de candidats. Chaque liste est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe. Un groupe de conseillers qui ne dispose pas de membres de chaque sexe en nombre suffisant peut compléter sa liste par des candidats de même sexe.

Les listes sont déposées auprès du président dans l'heure qui suit la décision du conseil régional relative à la composition de la commission permanente. Si, à l'expiration de ce délai, une seule liste a été déposée, les différents postes de la commission permanente sont alors pourvus immédiatement dans l'ordre de la liste, et il en est donné lecture par le président.

Dans le cas contraire, le conseil régional procède d'abord à l'élection de la commission permanente, qui se déroule à la représentation proportionnelle à la plus forte moyenne, sans panachage ni vote préférentiel, entre les listes mentionnées au deuxième alinéa. Les sièges sont attribués aux candidats dans l'ordre de présentation sur chaque liste. Si plusieurs listes ont la même moyenne pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Si le nombre de candidats figurant sur une liste est inférieur au nombre de sièges qui lui reviennent, le ou les sièges non pourvus sont attribués à la ou aux plus fortes moyennes suivantes.

Après la répartition des sièges de la commission permanente, le conseil régional procède à l'élection des vice-présidents au scrutin de liste à la majorité absolue, sans panachage ni vote préférentiel. Sur chacune des listes, l'écart entre le nombre des candidats de chaque sexe ne peut être supérieur à un. Si, après deux tours de scrutin, aucune liste n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative. En cas d'égalité de suffrages, les candidats de la liste ayant la moyenne d'âge la plus élevée sont élus.

Les membres de la commission permanente autres que le président sont nommés pour la même durée que le président.

Art. L.4133-6. - En cas de vacance de siège de membre de la commission permanente autre que le président, le conseil régional peut décider de compléter la commission permanente. La ou les vacances sont alors pourvues selon la procédure prévue aux deuxième et troisième alinéas de l'article L. 4133-5. A défaut d'accord, il est procédé au renouvellement intégral des membres de la commission permanente autres que le président dans les conditions prévues aux quatrième et cinquième alinéas de l'article L. 4133-5.

Art. L.4133-7. - Les pouvoirs de la commission permanente expirent à l'ouverture de la première réunion du conseil régional prévue par les dispositions de l'article L. 4132-7.

Art. L.4134-2. - La composition des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux, les conditions de nomination de leurs membres ainsi que la date de leur installation dans leur nouvelle composition sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux comprennent des représentants d'associations et fondations agissant dans le domaine de la protection de l'environnement et des personnalités qualifiées, choisies en raison de leur compétence en matière d'environnement et de développement durable. Un décret fixe leur nombre.

Art. L.4134-3. - Les conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux peuvent comprendre des sections dans des conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat. Ces sections émettent des avis.

Le conseil économique, social et environnemental régional se prononce sur tous les avis et rapports établis par les sections avant leur transmission à l'autorité compétente. Ces avis et rapports sont communiqués au conseil régional.

Art. L.4134-4. - Le conseil économique, social et environnemental régional établit son règlement intérieur.

Art. L.4134-5. - Le conseil régional met à la disposition du conseil économique, social et environnemental régional les moyens de fonctionnement nécessaires. Ces moyens doivent permettre notamment d'assurer le secrétariat des séances du conseil et de celles de ses sections et commissions. Le conseil régional met également les services régionaux ou une partie de ceux-ci à la disposition du conseil économique, social et environnemental régional à titre permanent ou temporaire, notamment pour lui permettre de réaliser des études sur tout projet à caractère économique, social ou culturel de sa compétence.

Art. L.4134-6. - L'article L. 4135-1, les premier et cinquième alinéas de l'article L. 4135-19 et l'article L. 4135-26 sont applicables au président et aux membres du conseil économique, social et environnemental régional.

Les membres des sections autres que les membres du conseil économique, social et environnemental régional peuvent être remboursés, selon des modalités fixées par décret, des frais de déplacement qu'ils engagent pour participer aux réunions de ces sections.

L'article L. 4135-26 leur est applicable.

Art. L.4134-7. - Les membres du conseil économique, social et environnemental régional perçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par le conseil régional dans la limite d'un plafond mensuel déterminé par référence aux indemnités maximales prévues pour les membres du conseil régional par les articles L. 4135-16 et L. 4135-17. Cette indemnité est modulée en fonction de la présence des membres aux réunions du conseil ou de ses formations et de leur participation à ses travaux.

Un décret en Conseil d'Etat définit les modalités d'application de l'alinéa précédent.

Ils ont, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires pouvant résulter de l'exercice des mandats spéciaux dont ils sont chargés par leur conseil, dans les conditions prévues au cinquième alinéa de l'article L. 4135-19.

Art. L.4134-7-1. - Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient en application de l'article L. 4134-6, le président et les membres du conseil économique, social et environnemental régional ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à la préparation des réunions du conseil et des commissions dont ils font partie.

Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est fixé par référence à la durée hebdomadaire légale du travail.

Il est égal :

1° A l'équivalent de deux fois cette durée pour le président ;

2° A l'équivalent de 60 % de cette durée pour les membres du conseil.

En cas de travail à temps partiel, le crédit d'heures est réduit à due proportion.

Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

L'employeur est tenu d'accorder aux membres du conseil, sur leur demande, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu par le présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

Le temps d'absence utilisé en application de l'article L. 4134-6 et du présent article ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile. Il est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés et du droit aux prestations sociales ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

Art. L.4134-7-2. - Le président et les membres du conseil économique, social et environnemental régional ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions. Le conseil régional met à la disposition du conseil économique, social et environnemental régional les moyens nécessaires à la prise en charge de leurs frais de déplacement, de séjour et d'enseignement, au titre des moyens de fonctionnement prévus par l'article L. 4134-5.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Art. L.4135-1. - L'employeur est tenu de laisser à tout salarié de son entreprise membre d'un conseil régional le temps nécessaire pour se rendre et participer :

1° Aux séances plénières de ce conseil ;

2° Aux réunions des commissions dont il est membre et instituées par une délibération du conseil régional ;

3° Aux réunions des assemblées délibérantes et des bureaux des organismes où il a été désigné pour représenter la région.

Selon des modalités fixées par un décret en Conseil d'Etat, l'élu doit informer l'employeur de la date de la séance ou de la réunion dès qu'il en a connaissance.

L'employeur n'est pas tenu de payer comme temps de travail le temps passé par l'élu aux séances et réunions précitées.

Art. L.4135-2. - Indépendamment des autorisations d'absence dont ils bénéficient dans les conditions prévues à l'article L. 4135-1, les présidents et les membres des conseils régionaux ont droit à un crédit d'heures leur permettant de disposer du temps nécessaire à l'administration de la région ou de l'organisme auprès duquel ils la représentent et à la préparation des réunions des instances où ils siègent.

Ce crédit d'heures, forfaitaire et trimestriel, est égal :

1° Pour le président et chaque vice-président du conseil régional à l'équivalent de quatre fois la durée hebdomadaire légale du travail ;

2° Pour les conseillers régionaux, à l'équivalent de trois fois la durée hebdomadaire légale du travail.

Les heures non utilisées pendant un trimestre ne sont pas reportables.

En cas de travail à temps partiel, ce crédit d'heures est réduit proportionnellement à la réduction du temps de travail prévue pour l'emploi considéré.

L'employeur est tenu d'accorder aux élus concernés, sur demande de ceux-ci, l'autorisation d'utiliser le crédit d'heures prévu au présent article. Ce temps d'absence n'est pas payé par l'employeur.

Art. L.4135-3. - Le temps d'absence utilisé en application des articles L. 4135-1 et L. 4135-2 ne peut dépasser la moitié de la durée légale du travail pour une année civile.

Art. L.4135-4. - Des décrets en Conseil d'Etat fixent, en tant que de besoin, les modalités d'application des articles L. 4135-2 et L. 4135-3.

Art. L.4135-5. - Le temps d'absence prévu aux articles L. 4135-1 et L. 4135-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination de la durée des congés payés ainsi qu'au regard de tous les droits découlant de l'ancienneté.

Aucune modification de la durée et des horaires de travail prévus par le contrat de travail ne peut, en outre, être effectuée en raison des absences intervenues en application des dispositions prévues aux articles L. 4135-1 et L. 4135-2 sans l'accord de l'élu concerné.

Art. L.4135-6. - Aucun licenciement ni déclassement professionnel, aucune sanction disciplinaire ne peuvent être prononcés en raison des absences résultant de l'application des dispositions des articles L. 4135-1 et L. 4135-2 sous peine de nullité et de dommages et intérêts au profit de l'élu.

La réintégration ou le reclassement dans l'emploi est de droit.

Art. L.4135-7. - Le président ou les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif du conseil régional qui, pour l'exercice de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle bénéficient, s'ils sont salariés, des dispositions des articles L. 3142-60 à L. 3142-64 du code du travail relatives aux droits des salariés élus membres de l'Assemblée nationale et du Sénat.

Art. L.4135-8. - Les fonctionnaires régis par les titres Ier à IV du statut général de la fonction publique sont placés, sur leur demande, en position de détachement pour exercer l'un des mandats mentionnés à l'article L. 4135-7.

Art. L.4135-9. - A la fin de leur mandat, les élus visés à l'article L. 4135-7 bénéficient à leur demande d'un stage de remise à niveau organisé dans l'entreprise, compte tenu notamment de l'évolution de leur poste de travail ou de celle des techniques utilisées.

Art. L.4135-9-1. - A la fin de son mandat, tout président de conseil régional ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, a cessé son activité professionnelle salariée a droit sur sa demande à une formation professionnelle et à un bilan de compétences dans les conditions fixées par la sixième partie du code du travail.

Lorsque l'intéressé demande à bénéficier du congé de formation prévu par les articles L. 6322-1 à L. 6322-3 du même code ainsi que du congé de bilan de compétences prévu par l'article L. 6322-42 du même code, le temps passé au titre du mandat local est assimilé aux durées d'activité exigées pour l'accès à ces congés.

Art. L.4135-9-2. - A l'occasion du renouvellement général des membres du conseil régional, tout président du conseil régional ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci qui, pour l'exercice de son mandat, avait cessé d'exercer son activité professionnelle perçoit, sur sa demande, une allocation différentielle de fin de mandat s'il se trouve dans l'une des situations suivantes :

-être inscrit à l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail conformément aux dispositions de l'article L. 5411-1 du même code ;

-avoir repris une activité professionnelle lui procurant des revenus inférieurs aux indemnités de fonction qu'il percevait au titre de sa dernière fonction élective.

Le montant mensuel de l'allocation est au plus égal à 80 % de la différence entre le montant de l'indemnité brute mensuelle que l'intéressé percevait pour l'exercice de ses fonctions, dans la limite des taux maximaux fixés à l'article L. 4135-17, et l'ensemble des ressources qu'il perçoit à l'issue du mandat.

L'allocation est versée pendant une période de six mois au plus. Elle n'est pas cumulable avec celles prévues par les articles L. 2123-11-2 et L. 3123-9-2.

Le financement de cette allocation est assuré dans les conditions prévues par l'article L. 1621-2.

Les modalités d'application du présent article sont déterminées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.4135-10. - Les membres du conseil régional ont droit à une formation adaptée à leurs fonctions.

Dans les trois mois suivant son renouvellement, le conseil régional délibère sur l'exercice du droit à la formation de ses membres. Il détermine les orientations et les crédits ouverts à ce titre.

Un tableau récapitulatif des actions de formation des élus financées par la région est annexé au compte administratif. Il donne lieu à un débat annuel sur la formation des membres du conseil régional.

Art. L.4135-11. - Indépendamment des autorisations d'absence et du crédit d'heures prévus aux articles L. 4135-1 et L. 4135-2, les membres du conseil régional qui ont la qualité de salarié ont droit à un congé de formation. Ce congé est fixé à dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et quel que soit le nombre de mandats qu'il détient. Ce congé est renouvelable en cas de réélection.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.4135-12. - Les frais de déplacement, de séjour et d'enseignement donnent droit à remboursement.

Les pertes de revenu subies par l'élu du fait de l'exercice de son droit à la formation prévu par la présente section sont compensées par la région dans la limite de dix-huit jours par élu pour la durée du mandat et d'une fois et demie la valeur horaire du salaire minimum de croissance par heure.

Le montant des dépenses de formation ne peut excéder 20 % du montant total des indemnités de fonction qui peuvent être allouées aux élus de la région.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application de ces dispositions.

Art. L. 4135-13. - Les dispositions des articles L. 4135-10 à L. 4135-12 ne sont pas applicables aux voyages d'études des conseils régionaux. Les délibérations relatives à ces voyages précisent leur objet, qui doit avoir un lien direct avec l'intérêt de la région, ainsi que leur coût prévisionnel.

Art. L.4135-14. - Les dispositions de la présente section ne s'appliquent que si l'organisme qui dispense la formation a fait l'objet d'un agrément délivré par le ministre de l'intérieur dans les conditions fixées à l'article L. 1221-1.

Art. L.4135-15. - Les membres du conseil régional reçoivent pour l'exercice effectif de leurs fonctions une indemnité fixée par référence au montant du traitement correspondant à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique.

Art. L.4135-15-1. - Lorsque le conseil régional est renouvelé, la délibération fixant les indemnités de ses membres en application de la présente section intervient dans les trois mois suivant son installation.

Toute délibération du conseil régional concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres est accompagnée d'un tableau annexe récapitulatif l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil régional.

Art. L.4135-18. - Le conseiller régional titulaire d'autres mandats électoraux ou qui siège à ce titre au conseil d'administration d'un établissement public local, du centre national de la fonction publique territoriale, au conseil

d'administration ou au conseil de surveillance d'une société d'économie mixte locale ou qui préside une telle société ne peut percevoir, pour l'ensemble de ses fonctions, un montant total de rémunérations et d'indemnités de fonction supérieur à une fois et demie le montant de l'indemnité parlementaire telle qu'elle est définie à l'article premier de l'ordonnance n° 58-1210 du 13 décembre 1958 portant loi organique relative à l'indemnité des membres du Parlement. Ce plafond s'entend déduction faite des cotisations sociales obligatoires.

Lorsqu'en application des dispositions de l'alinéa précédent, le montant total de rémunération et d'indemnité de fonction d'un conseiller régional fait l'objet d'un écrêtement, le reversement de la part écrêtée ne peut être effectué que sur délibération nominative du conseil régional ou de l'organisme concerné.

Art. L.4135-19. - Les membres du conseil régional peuvent recevoir une indemnité de déplacement et le remboursement des frais de séjour qu'ils ont engagés pour prendre part aux réunions du conseil régional, des commissions et des instances dont ils font partie *ès qualités*.

Les membres du conseil régional en situation de handicap peuvent également bénéficier du remboursement des frais spécifiques de déplacement, d'accompagnement et d'aide technique qu'ils ont engagés et qui sont liés à l'exercice de leur mandat.

Ils ont, en outre, droit au remboursement des frais supplémentaires de transport et de séjour pouvant résulter de l'exercice des mandats spéciaux dont ils sont chargés par le conseil régional.

Les autres dépenses liées à l'exercice d'un mandat spécial peuvent leur être remboursées par la région sur présentation d'un état de frais et après délibération du conseil régional. S'agissant des frais de garde d'enfants ou d'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile, le remboursement ne peut excéder, par heure, le montant horaire du salaire minimum de croissance.

Les modalités d'application du présent article sont fixées par décret.

Art. L.4135-19-1. - Lorsque les présidents des conseils régionaux et les vice-présidents ayant reçu délégation de ceux-ci qui ont interrompu leur activité professionnelle pour exercer leur mandat utilisent le chèque emploi-service universel prévu par l'article L. 1271-1 du code du travail pour assurer la rémunération des salariés ou des associations ou entreprises agréées chargés soit de la garde des enfants, soit de l'assistance aux personnes âgées, handicapées ou à celles qui ont besoin d'une aide personnelle à leur domicile ou d'une aide à la mobilité dans l'environnement de proximité favorisant leur maintien à domicile en application des articles L. 7231-1 et L. 7232-1 du même code, le conseil régional peut accorder par délibération une aide financière en faveur des élus concernés, dans des conditions fixées par décret.

Le bénéfice du présent article ne peut se cumuler avec celui du quatrième alinéa de l'article L. 4135-19.

Art. L.4135-19-2. - Lorsque la résidence personnelle du président du conseil régional se situe en dehors de l'agglomération comprenant la commune

chef-lieu de la région et que le domaine de la région comprend un logement de fonction, le conseil régional peut fixer par délibération les modalités selon lesquelles ce logement lui est affecté.

Lorsque le domaine de la région ne comporte pas un tel logement, le conseil régional peut, par délibération, décider d'attribuer au président une indemnité de séjour, dans la limite des indemnités journalières allouées à cet effet aux fonctionnaires de l'Etat, en raison des frais qu'il a engagés pour être présent au chef-lieu de la région pour assurer la gestion des affaires de la région.

Art. L.4135-20. - Le temps d'absence prévu aux articles L. 4135-1 et L. 4135-2 est assimilé à une durée de travail effective pour la détermination du droit aux prestations sociales.

Art. L.4135-20-1. - Lorsqu'un élu qui perçoit une indemnité de fonction et qui n'a pas interrompu toute activité professionnelle ne peut exercer effectivement ses fonctions en cas de maladie, maternité, paternité ou accident, le montant de l'indemnité de fonction qui lui est versée est au plus égal à la différence entre l'indemnité qui lui était allouée antérieurement et les indemnités journalières versées par son régime de protection sociale.

Les conditions d'application du présent article sont fixées par décret.

Art. L.4135-20-2. - Lorsque le président du conseil régional ou tout vice-président ayant reçu délégation de celui-ci a cessé d'exercer toute activité professionnelle pour l'exercice de son mandat et ne relève plus, à titre obligatoire, d'un régime de sécurité sociale, il est affilié au régime général de la sécurité sociale pour les prestations en nature et en espèces des assurances maladie, maternité, invalidité et décès.

Les cotisations des régions et celles de l'élu sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ce dernier en application des dispositions du présent code.

Un décret fixe les conditions d'application du présent article.

Art. L.4135-21. - Les présidents ou les vice-présidents ayant délégation de l'exécutif du conseil régional qui, pour la durée de leur mandat, ont cessé d'exercer leur activité professionnelle et n'acquièrent aucun droit à pension au titre d'un régime obligatoire d'assurance vieillesse sont affiliés à l'assurance vieillesse du régime général de la sécurité sociale.

Art. L.4135-22. - Les membres du conseil régional autres que ceux visés à l'article L. 4135-21 peuvent constituer une retraite par rente à la gestion de laquelle doivent participer les élus affiliés.

La constitution de la retraite par rente incombe pour moitié à l'élu et pour moitié à la région.

Un décret en Conseil d'Etat fixe le plafond des taux de cotisation.

Art. L.4135-23. - Les membres du conseil régional sont affiliés au régime complémentaire de retraite institué au profit des agents non titulaires des collectivités publiques.

Les pensions versées en exécution du présent article sont cumulables sans limitation avec toutes autres pensions ou retraites.

Art. L.4135-24. - Pour l'application des articles L. 4135-21 à L. 4135-23, les cotisations des régions et celles de leurs élus sont calculées sur le montant des indemnités effectivement perçues par ces derniers en application des dispositions de la section 3 du présent chapitre ou de tout autre texte régissant l'indemnisation de leurs fonctions.

Les cotisations des élus ont un caractère personnel et obligatoire.

Art. L.4135-25. - Les pensions de retraite déjà liquidées et les droits acquis avant le 30 mars 1992 des élus régionaux continuent d'être honorés par les institutions et organismes auprès desquels ils ont été constitués ou auprès desquels ils ont été transférés. Les charges correspondantes sont notamment couvertes, le cas échéant, par une subvention d'équilibre versée par les collectivités concernées.

Les élus mentionnés à l'alinéa précédent, en fonction ou ayant acquis des droits à une pension de retraite avant le 30 mars 1992, peuvent continuer à cotiser à ces institutions et organismes.

La collectivité au sein de laquelle l'élu exerce son mandat contribue dans la limite prévue à l'article L. 4135-22

Art. L.4135-26. - Les régions sont responsables, dans les conditions prévues par l'article L. 2123-31, des accidents subis par les membres de conseils régionaux à l'occasion de l'exercice de leur fonction.

Art. L.4135-27. - Lorsque les élus locaux mentionnés à l'article L. 4135-26 sont victimes d'un accident survenu dans l'exercice de leurs fonctions, les collectivités publiques concernées versent directement aux praticiens, pharmaciens, auxiliaires médicaux, fournisseurs ainsi qu'aux établissements le montant des prestations afférentes à cet accident calculé selon les tarifs appliqués en matière d'assurance maladie.

Art. L.4135-28. - Sous réserve des dispositions du quatrième alinéa de l'article 121-3 du code pénal, le président du conseil régional ou un conseiller régional le suppléant ou ayant reçu une délégation ne peut être condamné sur le fondement du troisième alinéa de ce même article pour des faits non intentionnels commis dans l'exercice de ses fonctions que s'il est établi qu'il n'a pas accompli les diligences normales compte tenu de ses compétences, du pouvoir et des moyens dont il disposait ainsi que des difficultés propres aux missions que la loi lui confie.

La région est tenue d'accorder sa protection au président du conseil régional, au conseiller régional le suppléant ou ayant reçu une délégation ou à l'un de ces élus ayant cessé ses fonctions lorsque celui-ci fait l'objet de poursuites pénales à l'occasion de faits qui n'ont pas le caractère de faute détachable de l'exercice de ses fonctions.

Art. L.4135-29. - Le président du conseil régional, les vice-présidents ou les conseillers régionaux ayant reçu délégation bénéficient, à l'occasion de leurs

fonctions, d'une protection organisée par la région conformément aux règles fixées par le code pénal, les lois spéciales et le présent code.

La région est tenue de protéger le président du conseil régional, les vice-présidents ou les conseillers régionaux ayant reçu délégation contre les violences, menaces ou outrages dont ils pourraient être victimes à l'occasion de leurs fonctions et de réparer, le cas échéant, le préjudice qui en est résulté.

La région est subrogée aux droits de la victime pour obtenir des auteurs de ces infractions la restitution des sommes versées à l'élu intéressé. Elle dispose en outre aux mêmes fins d'une action directe qu'elle peut exercer, au besoin par voie de constitution de partie civile, devant la juridiction pénale.

Art. L.4135-30. - L'honorariat est conféré par le représentant de l'Etat dans la région aux anciens conseillers régionaux qui ont exercé leurs fonctions électives pendant quinze ans au moins.

L'honorariat ne peut être refusé ou retiré par le représentant de l'Etat que si l'intéressé a fait l'objet d'une condamnation entraînant l'inéligibilité.

L'honorariat n'est assorti d'aucun avantage financier imputable sur le budget de la région.

Chapitres Ier du titre IV du livre Ier de la quatrième partie

Art. L.4141-1. - Les actes pris par les autorités régionales sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés ainsi qu'à leur transmission au représentant de l'Etat dans la région. Pour les décisions individuelles, cette transmission intervient dans un délai de quinze jours à compter de leur signature.

Cette transmission peut s'effectuer par voie électronique, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.

Le président du conseil régional certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de ces actes.

La preuve de la réception des actes par le représentant de l'Etat dans la région peut être apportée par tous moyens. L'accusé de réception, qui est immédiatement délivré, peut être utilisé à cet effet mais n'est pas une condition du caractère exécutoire des actes.

Art. L.4141-2. - Sont soumis aux dispositions de l'article L. 4141-1 les actes suivants :

1° Les délibérations du conseil régional ou les décisions prises par la commission permanente par délégation du conseil régional à l'exception des délibérations relatives aux taux de promotion pour l'avancement de grade des fonctionnaires, à l'affiliation ou à la désaffiliation aux centres de gestion ainsi qu'aux conventions portant sur les missions supplémentaires à caractère facultatif confiées aux centres de gestion ;

2° Les actes à caractère réglementaire pris par les autorités régionales dans les domaines qui relèvent de leur compétence en application de la loi ;

3° Les conventions relatives aux emprunts, aux marchés et aux accords-cadres, à l'exception des conventions relatives à des marchés et à des accords-cadres d'un montant inférieur à un seuil défini par décret, ainsi que les conventions de concession ou d'affermage de services publics locaux et les contrats de partenariat ;

4° Les décisions individuelles relatives à la nomination, au recrutement, y compris le contrat d'engagement, et au licenciement des agents non titulaires, à l'exception de celles prises dans le cadre d'un besoin saisonnier ou occasionnel, en application du deuxième alinéa de l'article 3 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

5° Les ordres de réquisition du comptable pris par le président du conseil régional ;

6° Les décisions relevant de l'exercice de prérogatives de puissance publique, prises par des sociétés d'économie mixte locales pour le compte d'une région ou d'un établissement public de coopération interrégionale ;

7° (Supprimé) ;

8° Les décisions prises par les régions d'outre-mer en application des articles L. 611-31 et L. 611-32 du code minier ;

9° Les décisions prises par les régions d'outre-mer en application de l'article L. 4433-15-1.

Art. L.4141-3. - Les actes réglementaires pris par les autorités régionales sont publiés dans un recueil des actes administratifs dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.4141-4. - Les actes pris au nom de la région et autres que ceux mentionnés à l'article L. 4141-2 sont exécutoires de plein droit dès qu'il a été procédé à leur publication ou affichage ou à leur notification aux intéressés.

Le représentant de l'Etat peut en demander communication à tout moment. Il ne peut les déférer au tribunal administratif, dans un délai de deux mois à compter de leur communication, que si sa demande a été présentée dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle les actes sont devenus exécutoires.

Art. L.4141-5. - Les actes pris par les autorités régionales au nom de l'Etat ainsi que les actes relevant du droit privé ne sont pas soumis aux dispositions du présent titre et demeurent régis par les dispositions qui leur sont propres.

Art. L.4141-6. - Les dispositions de l'article L. 1411-9 sont applicables aux marchés passés par les régions et les établissements publics régionaux.

Chapitres II du titre IV du livre Ier de la quatrième partie

Art. L.4142-1. - Le représentant de l'Etat dans la région défère au tribunal administratif les actes mentionnés à l'article L. 4141-2 qu'il estime contraires à la légalité dans les deux mois suivant leur transmission.

Lorsque le représentant de l'Etat dans la région défère un acte au tribunal administratif, il en informe sans délai l'autorité régionale et lui communique toutes précisions sur les illégalités invoquées à l'encontre de l'acte concerné. Sur demande du président du conseil régional, le représentant de l'Etat dans la région l'informe de son intention de ne pas déférer au tribunal administratif un acte des autorités régionales qui lui a été transmis en application des articles L. 4141-1 et L. 4141-2.

Le représentant de l'Etat peut assortir son recours d'une demande de suspension. Il est fait droit à cette demande si l'un des moyens invoqués paraît, en l'état de l'instruction, propre à créer un doute sérieux quant à la légalité de l'acte attaqué. Il est statué dans un délai d'un mois.

Jusqu'à ce que le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué par lui ait statué, la demande de suspension en matière d'urbanisme, de marchés et de délégation de service public formulée par le représentant de l'Etat dans les dix jours à compter de la réception de l'acte entraîne la suspension de celui-ci. Au terme d'un délai d'un mois à compter de la réception, si le juge des référés n'a pas statué, l'acte redevient exécutoire.

Lorsque l'acte attaqué est de nature à compromettre l'exercice d'une liberté publique ou individuelle, le président du tribunal administratif ou le magistrat délégué à cet effet en prononce la suspension dans les quarante-huit heures. La décision relative à la suspension est susceptible d'appel devant le Conseil d'Etat dans la quinzaine de la notification. En ce cas, le président de la section du contentieux du Conseil d'Etat ou un conseiller d'Etat délégué à cet effet statue dans un délai de quarante-huit heures.

L'appel des jugements du tribunal administratif ainsi que des décisions relatives aux demandes de suspension prévues aux alinéas précédents, rendus sur recours du représentant de l'Etat, est présenté par celui-ci.

Art. L.4142-2. - Le Gouvernement soumet tous les trois ans, avant le 1er juin, au Parlement, un rapport sur le contrôle a posteriori exercé à l'égard des actes des régions par les représentants de l'Etat dans les régions.

Art L.4142-3. - Sans préjudice du recours direct dont elle dispose, si une personne physique ou morale est lésée par un acte mentionné aux articles L. 4141-2 et L. 4141-4, elle peut, dans le délai de deux mois à compter de la date à laquelle l'acte est devenu exécutoire, demander au représentant de l'Etat dans la région, de mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L. 4142-1.

Pour les actes mentionnés à l'article L. 4141-2, cette demande ne peut avoir pour effet de prolonger le délai de recours contentieux dont dispose le représentant de l'Etat en application de l'article L. 4142-1.

Lorsque la demande concerne un acte mentionné à l'article L. 4141-4, le représentant de l'Etat peut déférer l'acte en cause au tribunal administratif dans les deux mois suivant sa saisine par la personne physique ou morale lésée.

Art. L.4142-4. - Sont illégales les décisions et délibérations par lesquelles les régions renoncent soit directement, soit par une clause contractuelle, à exercer toute action en responsabilité à l'égard de toute personne physique ou morale qu'elles rémunèrent sous quelque forme que ce soit.

Chapitre III du titre IV du livre Ier de la quatrième partie

Art. L.4143-1. - Tout contribuable inscrit au rôle de la région a le droit d'exercer, tant en demande qu'en défense, à ses frais et risques, avec l'autorisation du tribunal administratif, les actions qu'il croit appartenir à la région et que celle-ci, préalablement appelée à en délibérer, a refusé ou négligé d'exercer.

Le contribuable adresse au tribunal administratif un mémoire.

Le président du conseil régional soumet ce mémoire au conseil régional lors de la plus proche réunion en application des articles L. 4132-8 et L. 4132-9.

Lorsqu'un jugement est intervenu, le contribuable ne peut se pourvoir en appel ou en cassation qu'en vertu d'une nouvelle autorisation.

Chapitres Ier et II du titre V du livre Ier de la quatrième partie

CHAPITRE Ier : Services de l'Etat mis à disposition

Art. L.4151-1. - Pour la préparation et l'exécution des délibérations du conseil régional, son président peut disposer, en tant que de besoin, de services déconcentrés de l'Etat. Le président du conseil régional adresse directement aux chefs de service toutes instructions nécessaires pour l'exécution des tâches qu'il leur confie. Il contrôle l'exécution de ces tâches.

Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature aux chefs desdits services pour l'exécution des missions qu'il leur confie en application de l'alinéa précédent.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités de la mise à disposition de ces services.

CHAPITRE II : Coordination

Art. L.4152-1. - La coordination entre l'action des services régionaux et celle des services de l'Etat dans la région est assurée conjointement par le président du conseil régional et le représentant de l'Etat dans la région.

En outre, une conférence d'harmonisation des investissements se réunit au moins deux fois par an pour échanger des informations sur les programmes d'investissement de l'Etat, de la région et des départements. Participent à ces réunions le président du conseil régional, le représentant de l'Etat dans la région, les présidents de conseils généraux et les représentants de l'Etat dans les départements. L'ordre du jour des réunions est fixé conjointement par les membres de la conférence.

Titre II du livre II de la quatrième partie.

Art. L.4221-1. - Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région.

Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.

Il peut engager des actions complémentaires de celles de l'Etat, des autres collectivités territoriales et des établissements publics situés dans la région, dans les domaines et les conditions fixés par les lois déterminant la répartition des compétences entre l'Etat, les communes, les départements et les régions.

Art. L.4221-2. - Le conseil régional vote le budget de la région dans les conditions et suivant les modalités prévues par les articles L. 4311-1 et L. 4311-2.

Art. L.4221-3. - Le conseil régional délibère en vue d'émettre des avis sur les problèmes de développement et d'aménagement de la région au sujet desquels il est obligatoirement consulté.

Conformément à la loi n° 82-653 du 29 juillet 1982 portant réforme de la planification, il concourt à l'élaboration et à l'exécution du plan de la nation et il élabore et approuve le plan de la région. Il concourt, dans le cadre de ses compétences, à l'aménagement du territoire.

Il propose aux collectivités territoriales de la région toutes mesures tendant à favoriser la coordination des investissements publics locaux dans la région.

Art. L.4221-4. - Toute cession d'immeubles ou de droits réels immobiliers par une région donne lieu à délibération motivée du conseil régional portant sur les conditions de la vente et ses caractéristiques essentielles. Le conseil régional délibère au vu de l'avis de l'autorité compétente de l'Etat. Cet avis est réputé donné à l'issue d'un délai d'un mois à compter de la saisine de cette autorité.

Les acquisitions et cessions opérées par une région ou par une personne publique ou privée agissant dans le cadre d'une convention avec cette région donnent lieu chaque année à un état de variation du patrimoine, annexé au compte administratif de la région.

Art. L.4221-4-1. - Lorsque les régions, leurs groupements et leurs établissements publics procèdent à des acquisitions immobilières à l'amiable suivant les règles du droit civil, ou lorsque l'acquisition a lieu sur licitation, le notaire rédacteur de l'acte procède s'il y a lieu, sous sa responsabilité, à la purge de tous privilèges et hypothèques.

Les fonds qui lui sont remis sont alors considérés comme reçus en raison de ses fonctions.

Art. L.4221-5. - Le conseil régional peut déléguer une partie de ses attributions à sa commission permanente, à l'exception de celles relatives au vote du budget, à l'approbation du compte administratif et aux mesures de même nature que celles visées à l'article L. 1612-15.

Dans les limites qu'il aura fixées, le conseil régional peut également déléguer à son président le pouvoir :

1° De procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

2° De réaliser des lignes de trésorerie sur la base d'un montant maximum autorisé par le conseil régional ;

3° De prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au a de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du c de ce même article ;

4° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés de la collectivité utilisées par ses services publics ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° D'accepter les indemnités de sinistre afférentes aux contrats d'assurance ;

7° De créer les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la collectivité ;

8° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges, sans préjudice des dispositions de l'article L. 4231-7 qui lui permettent de le faire à titre conservatoire, quelles que soient les conditions et charges ;

9° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;

10° Sans préjudice des dispositions de l'article L. 4221-4, de fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la collectivité à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;

11° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la région.

Le président informe le conseil des actes pris dans le cadre de ces délégations.

Art. L.4221-6. - Sous réserve des dispositions de l'article L. 4221-5, le conseil régional statue sur l'acceptation des dons et legs faits à la région.

Titre III du livre II de la quatrième partie

Art. L.4231-1. - Le président du conseil régional est l'organe exécutif de la région.

Il prépare et exécute les délibérations du conseil régional.

Art. L.4231-2. - Le président du conseil régional est l'ordonnateur des dépenses de la région et prescrit l'exécution des recettes régionales, sous réserve des dispositions particulières du code général des impôts relatives au recouvrement des recettes fiscales des collectivités locales.

Il impute en section d'investissement les dépenses d'équipement afférentes à des biens meubles ne figurant pas sur les listes et d'une valeur inférieure à un seuil fixé par arrêté des ministres en charge des finances et des collectivités locales, sur délibérations expresses de l'assemblée.

Art. L.4231-2-1. - Le président du conseil régional déclaré comptable de fait par un jugement du juge des comptes statuant définitivement est suspendu de sa qualité d'ordonnateur jusqu'à ce qu'il ait reçu quitus de sa gestion. Dans ce cas, le conseil régional délibère afin de confier à un vice-président les attributions mentionnées à l'article L. 4231-2. Cette fonction prend fin dès lors que le président du conseil régional a reçu quitus de sa gestion.

Art. L.4231-3. - Le président du conseil régional est seul chargé de l'administration. Il peut déléguer par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-présidents et, en l'absence ou en cas d'empêchement de ces derniers, ou dès lors que ceux-ci sont tous titulaires d'une délégation, à d'autres membres du conseil régional. Ces délégations subsistent tant qu'elles ne sont pas rapportées.

Le membre du conseil régional qui a cessé ses fonctions de président du conseil régional en application des articles L. 2122-4 ou L. 3221-3 ne peut recevoir de délégation jusqu'au terme de son mandat de conseiller régional ou jusqu'à la cessation de la fonction l'ayant placé en situation d'incompatibilité.

Le président du conseil régional est le chef des services de la région. Il peut, sous sa surveillance et sa responsabilité, donner délégation de signature en toute matière aux responsables desdits services.

Art. L.4231-4. - Le président du conseil régional gère le domaine de la région.

Art. L.4231-5. - Le président du conseil régional procède à la désignation des membres du conseil régional pour siéger au sein d'organismes extérieurs dans les cas et conditions prévus par les dispositions régissant ces organismes. La fixation par les dispositions précitées de la durée des fonctions assignées à ces membres ne fait pas obstacle à ce qu'il puisse être procédé à tout moment, et pour le reste de cette durée, à leur remplacement par une nouvelle désignation opérée dans les mêmes formes.

Art. L.4231-6. - Le président du conseil régional procède à la nomination des gardes champêtres dans le cas et les conditions prévues à l'article L. 2213-17.

Art. L.4231-7. - Le président du conseil régional peut faire tous actes conservatoires et interruptifs de déchéance.

Art. L.4231-7-1. - Le président du conseil régional intente les actions au nom de la région en vertu de la décision du conseil régional et il peut, sur l'avis conforme de la commission permanente, défendre à toute action intentée contre la région.

Il peut, par délégation du conseil régional, être chargé pour la durée de son mandat d'intenter au nom de la région les actions en justice ou de défendre la région dans les actions intentées contre elle, dans les cas définis par le conseil régional. Il rend compte à la plus proche réunion du conseil régional de l'exercice de cette compétence.

Art. L.4231-8. - Le président, par délégation du conseil régional, peut être chargé, pour la durée de son mandat, de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-

cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget.

Le président du conseil régional rend compte à la plus proche réunion utile du conseil régional de l'exercice de cette compétence et en informe la commission permanente.

Art. L.4231-8-1. - Lorsqu'il n'est pas fait application de l'article L. 4231-8, la délibération du conseil régional ou de la commission permanente chargeant le président du conseil régional de souscrire un marché déterminé peut être prise avant l'engagement de la procédure de passation de ce marché. Elle comporte alors obligatoirement la définition de l'étendue du besoin à satisfaire et le montant prévisionnel du marché.

Art. L.4231-9. - Sauf disposition contraire dans la délibération portant délégation, le président peut subdéléguer les attributions confiées par le conseil régional dans les conditions prévues par l'article L. 4231-3.

Titre III du livre IV de la quatrième partie

Art. L.4241-1. - Préalablement à leur examen par le conseil régional, le conseil économique, social et environnemental régional est obligatoirement saisi pour avis des documents relatifs :

- 1° A la préparation et à l'exécution dans la région du plan de la nation ;
- 2° Au projet de plan de la région et à son bilan annuel d'exécution ainsi qu'à tout document de planification et aux schémas directeurs qui intéressent la région ;
- 3° Aux différents documents budgétaires de la région, pour se prononcer sur leurs orientations générales ;
- 4° Aux orientations générales dans les domaines sur lesquels le conseil régional est appelé à délibérer en application des lois reconnaissant une compétence aux régions, ainsi qu'aux schémas et aux programmes prévus par ces lois et au bilan des actions menées dans ces domaines ;
- 5° Aux orientations générales dans le domaine de l'environnement.

A l'initiative du président du conseil régional, il peut être saisi de demandes d'avis et d'études sur tout projet à caractère économique, social ou culturel ou intéressant l'environnement dans la région.

Il peut, en outre, émettre des avis sur toute question entrant dans les compétences de la région.

Art. L.4241-2. - Le président du conseil régional notifie au président du conseil économique, social et environnemental régional les demandes d'avis et d'études prévues à l'article L. 4241-1. Les conditions de la notification des demandes d'avis et d'études ainsi que celles de la convocation du conseil économique, social et environnemental régional sont fixées par décret en Conseil d'Etat. Chaque fois qu'il l'estime utile, le conseil économique, social et environnemental régional peut charger son rapporteur d'exposer l'avis qu'il a

rendu devant la commission compétente du conseil régional. Celle-ci est tenue de l'entendre.

Titre VI du livre II de la quatrième partie

Art. L.4261-1. - Les règles de fonctionnement et de contrôle applicables aux régions s'appliquent aux établissements publics régionaux qui leur sont rattachés.

Titre III du livre IV de la quatrième partie

Art. L.4431-1. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion constituent des collectivités territoriales. Elles sont soumises aux dispositions non contraires de la première partie et des livres Ier à III de la présente partie sous réserve des dispositions du présent titre.

Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion exercent les compétences que les lois, dans leurs dispositions non contraires à celles du présent titre, attribuent à l'ensemble des régions et celles que définit le présent titre pour tenir compte des mesures d'adaptation rendues nécessaires par leur situation particulière.

Art. L.4432-1. - Les conseils régionaux de Guadeloupe et de Martinique comprennent chacun quarante et un membres.

Le conseil régional de la Réunion comprend quarante-cinq membres.

Le conseil régional de Guyane comprend trente et un membres.

Art. L.4432-2. - La Guadeloupe, la Guyane, la Martinique et la Réunion forment chacune une circonscription électorale pour l'élection des membres des conseils régionaux.

Art. L.4432-6. - Les dispositions de l'article L. 3123-16 sont applicables aux fonctions de conseiller régional.

Art. L.4432-9. - Les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion sont assistés d'un conseil économique, social et environnemental régional et d'un conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

La composition des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux et des conseils pour la culture, l'éducation et l'environnement, les conditions de nomination de leurs membres ainsi que la date de leur installation dans leur nouvelle composition sont fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Ne peuvent être membres de ces conseils les conseillers généraux et les conseillers régionaux.

Les articles L. 4134-6 à L. 4134-7-2 sont applicables aux présidents et aux membres des conseils consultatifs.

Art. L.4432-10. - Les conseils établissent leur règlement intérieur. Ils élisent en leur sein, au scrutin secret, conformément aux dispositions de ce règlement, leur président et les membres de leur commission permanente.

Le conseil régional met à la disposition des conseils consultatifs les moyens de fonctionnement nécessaires. Ces moyens doivent permettre notamment d'assurer le secrétariat des séances des conseils. Le conseil régional met également les services régionaux ou une partie de ceux-ci à la disposition des conseils consultatifs à titre permanent ou temporaire, notamment pour leur permettre de réaliser des études sur tout projet de leur compétence.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de chacun de ces conseils consultatifs et, le cas échéant, à la réalisation de ses études font l'objet d'une inscription distincte au budget de la région.

Ils sont notifiés chaque année, après le vote du budget, au président de ces conseils par le président du conseil régional.

Art. L.4432-11. - Il est créé, dans chaque région d'outre-mer, un centre régional de promotion de la santé dont la mission est de veiller à ce que les réformes du système de santé et de soins s'orientent vers les besoins spécifiques de la région.

Le centre régional de promotion de la santé est composé, d'une part, de professionnels de la santé, de représentants de la sécurité sociale et de l'administration, ainsi que des divers organismes impliqués dans le maintien et la promotion de la santé à l'échelon local, choisis selon une procédure et des modalités arrêtées par le conseil régional et, d'autre part, pour moitié au moins, de conseillers régionaux.

Art. L.4432-12. - Dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, il est institué un conseil régional de l'habitat composé, pour moitié au moins, de conseillers régionaux.

Sa composition, ses modalités de fonctionnement et ses attributions sont précisées par décret en Conseil d'Etat.

Chapitre III du Titre III du livre IV de la quatrième partie

Art. L.4433-1. - Le conseil régional règle par ses délibérations les affaires de la région. Il a compétence pour promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique de la région et l'aménagement de son territoire et pour assurer la préservation de son identité, dans le respect de l'intégrité, de l'autonomie et des attributions des départements et des communes.

Art. L.4433-2. - Les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion peuvent créer des établissements publics dénommés agences, chargés d'assurer la réalisation des projets intéressant la région ainsi que le fonctionnement des services publics régionaux.

Art. L.4433-3. - Chacun des conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion peut, de sa propre initiative ou saisi par

le Premier ministre ou par le ministre chargé des départements d'outre-mer, adresser à celui-ci des propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration ainsi que toutes propositions relatives aux conditions du développement économique, social et culturel de la région.

Il peut également faire au Premier ministre toutes remarques ou suggestions concernant le fonctionnement des services publics de l'Etat dans la région.

Le Premier ministre accuse réception dans les quinze jours et fixe le délai dans lequel il apportera une réponse au fond.

Art. L.4433-3-1. - Les conseils régionaux des régions d'outre-mer sont consultés sur les projets de loi, d'ordonnance ou de décret comportant des dispositions d'adaptation du régime législatif et de l'organisation administrative de ces régions.

L'avis des conseils régionaux est réputé acquis en l'absence de notification au représentant de l'Etat d'un avis exprès dans un délai d'un mois à compter de la saisine ; ce délai est réduit à quinze jours en cas d'urgence sur demande du représentant de l'Etat.

Art. L.4433-3-2. - Les conseils régionaux des régions d'outre-mer sont consultés sur les propositions d'actes de la Communauté européenne pris en application du paragraphe 2 de l'article 299 du traité instituant la Communauté européenne qui concernent leur région par les soins du ministre chargé de l'outre-mer. Les dispositions du deuxième alinéa de l'article L. 4433-3-1 sont applicables.

Les conseils régionaux peuvent adresser au Gouvernement des propositions pour l'application du paragraphe 2 de l'article 299 du traité instituant la Communauté européenne.

Art. L.4433-3-4. - Les conseils régionaux d'outre-mer sont consultés sur les projets d'attribution ou de renouvellement des concessions portuaires et aéroportuaires concernant ces régions.

Art. L.4433-4. - Les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique peuvent être saisis pour avis de tous projets d'accords concernant la coopération régionale en matière économique, sociale, technique, scientifique, culturelle, de sécurité civile ou d'environnement entre la République française et les Etats de la mer Caraïbe ou les Etats voisins de la Guyane.

Le conseil régional de la Réunion peut être saisi dans les mêmes conditions des projets d'accords entre la République française et les Etats de l'océan Indien.

Ils se prononcent à la première réunion qui suit leur saisine.

Art. L.4433-4-1. - Les conseils régionaux de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion peuvent adresser au Gouvernement des propositions en vue de la conclusion d'engagements internationaux concernant la coopération régionale entre la République française et, selon le cas, les Etats de la Caraïbe, les Etats voisins de la Guyane et les Etats de l'océan Indien, ou d'accords avec des

organismes régionaux des aires correspondantes, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies.

Art. L.4433-4-2. - Dans les domaines de compétence de l'Etat, les autorités de la République peuvent délivrer pouvoir au président du conseil régional de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion pour négocier et signer des accords avec un ou plusieurs Etats ou territoires situés, selon le cas, dans la Caraïbe, au voisinage de la Guyane ou dans la zone de l'océan Indien, ou avec des organismes régionaux des aires correspondantes, y compris des organismes régionaux dépendant des institutions spécialisées des Nations unies.

Dans le cas où il n'est pas fait application des dispositions de l'alinéa ci-dessus, le président du conseil régional ou son représentant peut être associé ou participer, au sein de la délégation française, aux négociations d'accords de même nature.

Le président du conseil régional peut être chargé par les autorités de la République de les représenter au sein des organismes régionaux relevant des catégories mentionnées au premier alinéa. Les autorités de la République le munissent des instructions et pouvoirs nécessaires.

Art. L.4433-4-3. - Dans les domaines de compétence de la région, les conseils régionaux de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion peuvent, par délibération, demander aux autorités de la République d'autoriser leur président à négocier, dans le respect des engagements internationaux de la République, des accords avec un ou plusieurs Etats, territoires ou organismes régionaux définis à l'article L. 4433-4-2.

Lorsque cette autorisation est accordée, les autorités de la République sont, à leur demande, représentées à la négociation.

A l'issue de la négociation, le projet d'accord est soumis à la délibération du conseil régional pour acceptation. Les autorités de la République peuvent ensuite donner, sous réserve du respect des engagements internationaux de celle-ci, pouvoir au président du conseil régional aux fins de signature de l'accord.

Art. L.4433-4-4. - Les accords internationaux portant à la fois sur des domaines de compétence de l'Etat et sur des domaines de compétence de la région sont, dans les cas où il n'est pas fait application du premier alinéa de l'article L. 4433-4-2, négociés et signés par les autorités de la République. A sa demande, le président du conseil régional ou son représentant participe, au sein de la délégation française, à la négociation de ces accords [Dispositions déclarées non conformes à la Constitution par décision du Conseil constitutionnel n° 2000-435 DC du 7 décembre 2000].

Les présidents des conseils régionaux d'outre-mer, ou leurs représentants, participent, au sein de la délégation française, à leur demande, aux négociations avec l'Union européenne relatives aux mesures spécifiques tendant à fixer les conditions d'application du traité instituant la Communauté européenne dans le cadre du paragraphe 2 de l'article 299 de ce traité.

Les présidents des conseils régionaux d'outre-mer peuvent demander à l'Etat de prendre l'initiative de négociations avec l'Union européenne en vue d'obtenir des mesures spécifiques utiles au développement de leur territoire.

Art. L.4433-4-5. - Les régions de Guadeloupe, de Martinique, de Guyane et de la Réunion peuvent, avec l'accord des autorités de la République, être membres associés des organismes régionaux, mentionnés au premier alinéa de l'article L. 3441-3, ou observateurs auprès de ceux-ci.

Les conseils régionaux de ces régions peuvent saisir le Gouvernement de toutes propositions tendant à l'adhésion de la France à de tels organismes.

Art. L.4433-4-6. - Sont institués cinq fonds de coopération régionale : un pour la Guadeloupe, un pour la Martinique, un pour la Guyane, un pour Mayotte et un pour La Réunion. Ces fonds sont alimentés par des crédits de l'Etat. Ils peuvent recevoir des dotations du département, de la région, de toute autre collectivité publique et de tout organisme public.

Il est institué, auprès du représentant de l'Etat en Guadeloupe, à la Martinique, en Guyane, à Mayotte et à la Réunion, un comité paritaire composé, d'une part, de représentants de l'Etat, d'autre part, de représentants du conseil régional et du conseil général. Le comité arrête la liste des opérations éligibles au fonds de coopération régionale ainsi que le taux de subvention applicable à chacune d'elles.

Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. L.4433-4-7. - I.- Il est institué une instance de concertation des politiques de coopération régionale dans la zone Antilles-Guyane.

Cette instance est composée de représentants de l'Etat et des conseils généraux et des conseils régionaux de Guadeloupe, Guyane et Martinique.

Elle se réunit au moins une fois par an en vue de coordonner les politiques menées par les exécutifs locaux, d'une part, et l'Etat, d'autre part. Elle se charge également de diffuser l'information relative aux actions menées dans la zone.

II.- Il est institué une instance de concertation des politiques de coopération régionale dans la zone de l'océan Indien.

Cette instance est composée de représentants de l'Etat, de représentants des conseils général et régional de la Réunion et de représentants du conseil général de Mayotte.

Elle se réunit au moins une fois par an en vue de coordonner les politiques menées par les exécutifs locaux, d'une part, et l'Etat, d'autre part. Elle se charge également de diffuser les informations relatives aux actions menées dans la zone.

III.- Un décret en Conseil d'Etat fixe les modalités d'application du présent article.

Art. L.4433-4-8. - Les conseils régionaux d'outre-mer peuvent recourir aux sociétés d'économie mixte locales et aux sociétés d'économie mixte régies par la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 précitée, pour la mise en œuvre des actions engagées dans le cadre des compétences qui leur sont dévolues en matière de coopération régionale.

Art. L.4433-4-9. - Le contrat de plan conclu entre l'Etat et la région de la Guadeloupe est complété par un chapitre spécifique à la commune de Saint-Barthélemy et un chapitre spécifique à la commune de Saint-Martin.

Art. L.4433-4-10. - Dans chacune des régions de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique, de Mayotte et de la Réunion, il est créé une commission de suivi de l'utilisation des fonds européens.

Coprésidée par le préfet, le président du conseil régional et le président du conseil général, cette commission est en outre composée des parlementaires de la région, d'un représentant du conseil économique, social et environnemental régional, d'un représentant du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, d'un représentant de l'association des maires, de représentants des chambres consulaires et de représentants des services techniques de l'Etat.

Cette commission établit un rapport semestriel sur la consommation des crédits.

Art. L.4433-5. - Le conseil économique, social et environnemental régional est obligatoirement et préalablement consulté par le conseil régional sur la préparation du plan de développement économique, social et culturel de la région, sur la préparation et l'exécution du plan de la nation dans la région, sur la répartition et l'utilisation des crédits de l'Etat destinés aux investissements d'intérêt régional, ainsi que sur les orientations générales du projet de budget de la région.

Il donne son avis sur les résultats de leur mise en œuvre.

Il peut émettre un avis sur toute action ou projet de la région, en matière économique ou sociale, dont il est saisi par le président du conseil régional ou dont il décide de se saisir lui-même.

Art. L.4433-6. - Le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement est obligatoirement et préalablement consulté lors de la préparation du plan de développement et d'équipement de la région et de l'élaboration du projet de budget de la région en ce qui concerne l'éducation, la culture, la protection des sites, de la faune, de la flore et le tourisme.

Il donne son avis sur les résultats de leur mise en œuvre.

Il peut émettre un avis sur tout projet de la région dont il est saisi par le président du conseil régional ou dont il décide de se saisir lui-même, dans les domaines énumérés au premier alinéa du présent article.

Art. L.4433-7. - Les conseils régionaux de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion adoptent un schéma d'aménagement qui fixe les orientations fondamentales à moyen terme en matière de développement durable, de mise en valeur du territoire et de protection de l'environnement. Ce schéma détermine notamment la destination générale des différentes parties du territoire de la région, l'implantation des grands équipements d'infrastructures et de transport, la localisation préférentielle des extensions urbaines, des activités industrielles, portuaires, artisanales, agricoles, forestières, touristiques et relatives aux énergies renouvelables ainsi que celles relatives aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Le schéma d'aménagement fait l'objet d'une évaluation environnementale dans les conditions définies par les articles L. 121-10 à L. 121-15 du code de l'urbanisme.

Au plus tard à l'expiration d'un délai de dix ans à compter de la date d'approbation, le conseil régional procède à une analyse du schéma notamment du point de vue de l'environnement et délibère sur son maintien en vigueur ou sur une mise en révision complète ou partielle.

A défaut d'une telle délibération, le schéma d'aménagement régional devient caduc.

Le schéma d'aménagement régional peut être modifié par décret en Conseil d'Etat, à condition que la modification ne porte pas atteinte à l'économie générale du schéma. Lorsqu'un plan de gestion des risques d'inondation, mentionné à l'article L. 566-7 du code de l'environnement, est approuvé, le schéma d'aménagement régional doit également être compatible avec les objectifs de gestion des risques d'inondation, les orientations fondamentales et les dispositions de ce plan définies en application des 1° et 3° du même article L. 566-7. Lorsqu'un plan de gestion des risques d'inondation est approuvé après l'approbation du schéma d'aménagement régional, ce dernier doit, si nécessaire, être rendu compatible dans un délai de trois ans avec les éléments mentionnés à la phrase précédente.

Art. L.4433-8. - Le schéma d'aménagement régional doit respecter :

1° Les règles générales d'aménagement et d'urbanisme à caractère obligatoire prévues par le code de l'urbanisme, en particulier les directives territoriales d'aménagement prévues à l'article L. 111-1-1 de ce code ou, en l'absence de celles-ci, les lois d'aménagement et d'urbanisme prévues au même article, ainsi que celles prévues par les articles L. 111-1, L. 111-2 et L. 112-1 à L. 112-3 du code rural et de la pêche maritime ;

2° Les servitudes d'utilité publique et les dispositions nécessaires à la mise en œuvre d'opérations d'intérêt national ;

3° La législation en matière de protection des sites et des paysages ainsi qu'en matière de protection des monuments classés ou inscrits.

Le schéma d'aménagement régional prend en compte les programmes de l'Etat et harmonise ceux des collectivités territoriales et de leurs établissements et services publics. Les schémas de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, les plans locaux d'urbanisme, les cartes communales ou les documents en tenant lieu doivent être compatibles avec le schéma d'aménagement régional.

Art. L.4433-9. - Le schéma d'aménagement régional est élaboré à l'initiative et sous l'autorité du conseil régional selon une procédure conduite par le président du conseil régional et déterminée par décret en Conseil d'Etat.

Sont associés à cette élaboration l'Etat, le département, les communes, ainsi que les établissements publics de coopération intercommunale et les syndicats mixtes chargés de l'élaboration et de l'approbation des schémas de cohérence territoriale en application de l'article L. 122-4 du code de l'urbanisme. Les chambres d'agriculture, les chambres de commerce et d'industrie territoriales et les chambres de métiers le

sont également, à leur demande, ainsi que les organisations professionnelles intéressées.

Le projet de schéma d'aménagement, assorti des avis du conseil général et des conseils consultatifs régionaux, est soumis à enquête publique dans les conditions définies par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement pendant deux mois, par le président, avant son adoption par le conseil régional.

Le schéma d'aménagement régional est approuvé par décret en Conseil d'Etat.

Si le conseil régional n'a pas adopté le schéma d'aménagement, selon la procédure définie ci-dessus, dans un délai de trente mois à compter du 1er janvier 1993, le schéma est élaboré par l'Etat et approuvé par décret en Conseil d'Etat.

Le projet de modification est soumis à enquête publique dans les conditions définies par le chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement et pour avis aux personnes mentionnées au présent article. Leur avis est réputé favorable s'il n'est pas intervenu dans un délai de trois mois à compter de leur saisine.

Si la modification porte atteinte aux dispositions du chapitre du schéma d'aménagement régional valant schéma de mise en valeur de la mer, l'avis du représentant de l'Etat dans la région est également sollicité.

Art. L.4433-10. - Le conseil régional procède aux modifications du schéma d'aménagement régional demandées par le représentant de l'Etat dans la région pour assurer sa conformité aux règles visées à l'article L. 4433-8 et publiées postérieurement à l'approbation du schéma. Si la procédure de révision n'a pas abouti dans un délai de six mois à compter de la demande adressée au président du conseil régional, il y est procédé par décret en Conseil d'Etat.

En cas d'urgence, constatée par décret en conseil des ministres, il y est procédé sans délai par décret en Conseil d'Etat.

Art. L.4433-11. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion bénéficient, pour l'établissement du schéma d'aménagement régional, dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat, du concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation en application du premier alinéa de l'article L. 1614-10.

Art. L.4433-12. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion définissent, en liaison avec les collectivités publiques et les organisations professionnelles, leurs orientations en matière de développement de l'agriculture et de la forêt, notamment à l'occasion de l'élaboration du plan.

A cet effet, les chambres d'agriculture, les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural, l'office national des forêts et toutes les autres personnes morales publiques ou privées investies par voie législative ou réglementaire d'une mission de développement agricole, forestier, rural ou d'aménagement foncier, font connaître aux conseils régionaux leurs programmes et leur adressent leurs comptes rendus d'activité annuels.

Les départements font connaître aux régions les programmes d'aide à l'équipement rural établis en application de l'article L. 3232-1.

Art. L.4433-13. - La région de Guyane est associée par les conventions qu'elle conclut avec l'Etat à l'élaboration et à la mise en œuvre de la politique de mise en valeur de la forêt guyanaise.

Par dérogation à l'article L. 62 du code du domaine de l'Etat, ces conventions devront prévoir les conditions dans lesquelles pourront être cédées en toute propriété aux collectivités territoriales les surfaces appartenant au domaine de l'Etat qui seraient nécessaires à la réalisation de leurs opérations d'équipement ou d'aménagement.

Elles devront également prévoir les conditions de détermination, dans les zones agglomérées, des biens vacants et sans maître pour leur dévolution aux collectivités territoriales, la détermination des périmètres de protection des zones naturelles et les modalités d'examen des demandes de permis forestiers au regard des plans d'aménagement communal.

Art. L.4433-14. - Le programme des interventions de l'institution mentionnée à l'article L. 5312-1 du code du travail, celui des associations régionales pour la formation professionnelle des adultes et celui des services de l'Etat chargés de l'emploi font l'objet, dans chacune des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, d'une consultation auprès d'une commission mixte composée, pour moitié, de représentants de l'Etat et, pour moitié, de représentants de la région. La présidence de cette commission est alternativement assurée par un représentant de l'Etat et par un représentant du conseil régional.

Les conditions de mise en œuvre de ce programme sont arrêtées dans une convention passée chaque année entre l'Etat et le conseil régional.

Un décret en Conseil d'Etat détermine les modalités d'application du présent article.

Art. L.4433-15. - Dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, le schéma d'aménagement mentionné à l'article L. 4433-7 vaut schéma de mise en valeur de la mer, tel qu'il est défini par l'article 57 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat, notamment en ce qui concerne les orientations fondamentales de la protection, de l'aménagement et de l'exploitation du littoral.

Les dispositions correspondantes sont regroupées dans un chapitre individualisé au sein du schéma d'aménagement régional.

Ces dispositions doivent avoir recueilli l'accord du représentant de l'Etat préalablement à la mise à disposition du public de l'ensemble du projet de schéma d'aménagement.

Le conseil régional de chacune des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion est saisi pour avis de tout projet d'accord international portant sur l'exploration, l'exploitation, la conservation ou la gestion des ressources

naturelles, biologiques et non biologiques, dans la zone économique exclusive de la République au large des côtes de la région concernée.

En raison de sa situation géographique particulière, la région de la Réunion est tenue informée chaque année de l'élaboration et de la mise en œuvre des programmes de pêche hauturière par les armements opérant à partir des ports de la Réunion.

Art. L.4433-15-1. - Dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, les compétences en matière de gestion et de conservation des ressources biologiques de la mer, dévolues à l'autorité administrative en application des articles 2, 3, 4 et 5 du décret du 9 janvier 1852 sur l'exercice de la pêche maritime sont exercées par la région, sous réserve des engagements internationaux de la France, du respect de la compétence communautaire, et dans le cadre de la politique commune des pêches.

Des décrets en Conseil d'Etat, pris après avis des conseils régionaux, précisent les modalités de ces transferts de compétence.

Les services de l'Etat qui participent à l'exercice des compétences transférées aux régions en application du présent article sont, en tant que de besoin, mis à disposition des régions dans les conditions prévues à l'article L. 4151-1.

Art. L.4433-16. - Dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, les aides accordées par l'Etat avant le 3 août 1984, date de publication de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, aux entreprises de cultures marines et aux travaux d'aménagement destinés aux cultures marines sont financées et attribuées par la région qui dispose, à cet effet, des ressources prévues à l'article L. 1614-1 du présent code et à l'article 11 de la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 complétant la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat.

Art. L.4433-17. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion sont associées, par convention avec l'Etat et les établissements publics spécialisés, à l'élaboration et à la mise en œuvre de l'inventaire minier. Elles sont consultées par l'Etat sur les programmes de prospection et d'exploitation des ressources minières.

Toutefois, l'inventaire minier en mer est élaboré et mis en œuvre par les régions.

Dans le respect des droits de souveraineté et de propriété de l'Etat sur son domaine public maritime, les régions de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion exercent les compétences définies aux articles L. 611-31 et L. 611-32 du code minier.

Les services de l'Etat qui participent à l'exercice des compétences transférées aux régions en application du présent article sont, en tant que de besoin, mis à disposition des régions dans les conditions prévues à l'article L. 4151-1 et à l'article 16-3 de la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions.

Art. L.4433-18. - Dans le respect de la programmation nationale pluriannuelle des investissements de production d'électricité et du schéma de services collectifs de l'énergie, chaque région de Guadeloupe, Guyane, Martinique et de la Réunion élabore, adopte et met en œuvre, après concertation avec les autres collectivités territoriales, les établissements publics de coopération intercommunale et les producteurs intéressés de son territoire, un plan énergétique régional pluriannuel de prospection et d'exploitation des énergies renouvelables et d'utilisation rationnelle de l'énergie.

Pour l'élaboration et la mise en œuvre des dispositions de l'alinéa précédent, les services de l'Etat sont, en tant que de besoin, mis à disposition des régions dans les conditions prévues à l'article L. 4151-1.

Art. L.4433-19. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion définissent les actions qu'elles entendent mener en matière de développement industriel, après avis du conseil économique, social et environnemental régional. Chaque région, pour ce qui la concerne, est informée, chaque année, d'une part, des projets des sociétés nationalisées en faveur du développement industriel et, d'autre part, de la répartition des aides de l'Etat à l'industrie.

Art. L.4433-20. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion sont consultées sur les programmes d'exploitation et les modifications de tarifs soumis par les compagnies françaises à l'approbation de l'Etat pour les liaisons aériennes et maritimes desservant ces régions.

Le représentant de l'Etat présente chaque année au conseil régional un rapport sur les conditions de la desserte aérienne et maritime de la région concernée. Le conseil régional formule des recommandations qui sont transmises au Premier ministre, dans les conditions prévues au premier alinéa de l'article L. 4433-3.

Art. L.4433-21. - Dans les conditions prévues par les articles L. 1521-1 et L. 1522-1, les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion pourront créer des sociétés d'économie mixte ayant pour objet le transport aérien ou maritime.

Art. L.4433-21-1. - Les régions d'outre-mer, en tant qu'autorités organisatrices des transports collectifs d'intérêt régional, sont compétentes pour créer et exploiter des infrastructures de service ferroviaire ou de transport guidé.

Art. L.4433-22. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion définissent les actions qu'elles entendent mener en matière d'habitat, après avis ou, le cas échéant, sur proposition des collectivités territoriales, du conseil économique, social et environnemental régional et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

Art. L.4433-23. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion peuvent participer au capital des sociétés immobilières créées dans les régions d'outre-mer en application des dispositions du 2° de l'article 2 de la loi n° 46-860 du 30 avril 1946 tendant à l'établissement, au financement et à l'exécution de plans d'équipement et de développement des territoires relevant de la France d'outre-mer.

Art. L.4433-24. - Dans les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion, la répartition des aides de l'Etat en faveur de l'habitat est arrêtée, après avis du conseil régional de l'habitat, par le représentant de l'Etat.

Art. L.4433-24-1. - Dans les départements et régions d'outre-mer, le représentant de l'Etat dans la région organise une concertation avec le département et la région en vue de déterminer la collectivité bénéficiaire du transfert de l'ensemble des routes nationales.

A l'issue de la concertation, qui ne peut excéder neuf mois à compter de l'entrée en vigueur de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, un décret désigne comme bénéficiaire du transfert le département ou la région, selon l'accord intervenu entre ces collectivités. A défaut d'accord, le décret désigne la région.

En Guyane et par dérogation aux deux alinéas précédents, sont seules transférées au département les routes nationales 3 et 4. Par dérogation au troisième alinéa du III de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, le constat du transfert de ces routes nationales par le représentant de l'Etat dans la région est applicable dès la publication de la décision préfectorale.

Art. L.4433-24-1-1. - A compter du transfert de la voirie nationale à une région d'outre-mer, le président du conseil régional gère le domaine transféré. A ce titre, il exerce les pouvoirs de police afférents à cette gestion, notamment en ce qui concerne la circulation sur ce domaine sous réserve des attributions dévolues par le présent code au maire et au préfet.

Art. L.4433-24-1-2. - Le préfet peut, dans le cas où il n'y aurait pas été pourvu par le président du conseil régional et après une mise en demeure restée sans résultat, exercer les attributions dévolues au président du conseil régional en matière de police en vertu de l'article L. 4433-24-1-1.

Art. L.4433-24-3. - Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions d'application de la présente sous-section.

Art. L.4433-25. - Le conseil régional détermine, après avis du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement, les activités éducatives et culturelles complémentaires relatives à la connaissance des langues et des cultures régionales, qui peuvent être organisées dans les établissements scolaires relevant de la compétence de la région.

Ces activités, qui peuvent se dérouler pendant les heures d'ouverture des établissements concernés, sont facultatives et ne peuvent se substituer ni porter atteinte aux programmes d'enseignement et de formation définis par l'Etat.

Elles sont financées par la région. L'organisation et le fonctionnement de ces activités sont précisés par des conventions conclues entre la région, la collectivité gestionnaire de l'établissement, le responsable de l'établissement et, le cas échéant, l'association ou l'organisme prestataire de services.

Les autres activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires peuvent être également organisées par la région et par les autres collectivités territoriales dans les conditions prévues à l'article L. 216-1 du code de l'éducation.

Art. L.4433-26. - Les conseils régionaux établissent, le cas échéant, sur proposition des présidents de l'université des Antilles-Guyane et de l'université de la Réunion, en fonction des priorités qu'ils ont définies en matière de développement économique, social et culturel, des projets de programmes de formations supérieures et d'activités de recherche universitaire.

La carte de ces formations et de ces activités est arrêtée par l'Etat, après avis des conseils régionaux.

Art. L.4433-27. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion définissent les actions qu'elles entendent mener en matière culturelle, après avis ou, le cas échéant, sur proposition des collectivités territoriales et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

A cette fin, le conseil régional élabore un programme culturel régional, notamment dans le domaine des langues régionales, de la littérature, des arts plastiques, musicaux et cinématographiques.

Chacune des régions concernées assure la mise en valeur et le développement du patrimoine spécifique de la région. La conservation du patrimoine sera définie et programmée dans le cadre des commissions régionales du patrimoine et des sites mis en place par l'article L. 612-1 du code du patrimoine, et dont la composition, dans les régions d'outre-mer concernées, est définie par un décret en Conseil d'Etat.

Art. L.4433-28. - Le conseil régional de chacune des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion est tenu informé des conditions d'organisation et de fonctionnement du service public de la radiodiffusion sonore et de la télévision dans la région.

Le président du conseil d'administration de la société Réseau France Outre-mer adresse, chaque année, au conseil régional un rapport concernant l'activité de sa société.

Art. L.4433-29. - Le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement établit à l'intention du conseil supérieur de l'audiovisuel un rapport annuel, qui est présenté au conseil régional, relatif à l'état de la communication audiovisuelle dans la région.

Un décret en Conseil d'Etat précise notamment les conditions dans lesquelles ce comité est saisi pour avis par le conseil supérieur de l'audiovisuel, par le représentant de l'Etat dans la région ou par le président du conseil régional.

Art. L.4433-30. - Lorsque les demandes d'autorisation relatives à des services de radio et de télévision, soumises au Conseil supérieur de l'audiovisuel en vertu des articles 29, 30 ou 30-1 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication, concernent une région d'outre-mer, le conseil recueille au préalable l'avis du conseil régional intéressé. Cet avis est réputé rendu à défaut de réponse dans le délai de deux mois.

Art. L.4433-31. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion définissent les actions qu'elles entendent mener en matière d'environnement et de cadre de vie, après avis ou, le cas échéant, sur proposition des collectivités territoriales et du conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement.

Art. L.4433-32. - Les régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion définissent les actions en matière de tourisme et de loisirs, après avis ou sur proposition des collectivités territoriales et du Conseil économique, social et environnemental.

Elles peuvent confier à des agences, créées en application des dispositions de l'article L. 4433-2, la mise en œuvre de leurs actions. Ces agences exercent les compétences des comités régionaux du tourisme et des loisirs.

Les conseils d'administration des agences, dont la composition est fixée par délibération du conseil régional, sont composés notamment de représentants des organisations professionnelles intéressées et, pour moitié au moins, de conseillers régionaux.

Art. L.4434-1. - Le taux des droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux fabriqués et livrés à la consommation locale dans les départements de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion est fixé par délibération du conseil régional dans les limites prévues à l'article 22 de la loi de finances rectificative pour 1963 (n° 63-778 du 31 juillet 1963), modifiée par l'article 13 de la loi de finances rectificative pour 1972 (n° 72-1147 du 23 décembre 1972) et complétée par l'article 20 de la loi de finances rectificative pour 1976 (n° 76-1220 du 28 décembre 1976). Le produit de ces droits constitue une recette du budget de la région.

Art. L.4434-2. - Le conseil régional fixe, dans les limites déterminées par la loi de finances, les taux de la taxe spéciale de consommation prévue à l'article 266 quater du code des douanes.

Le produit en est inscrit aux budgets de chacune des collectivités locales entre lesquelles il est réparti.

Art. L.4434-3. - La répartition est faite par le conseil régional dans les conditions indiquées ci-après :

A.-Une partie du produit de la taxe est affectée au budget de la région. Elle comprend :

1° Un montant égal à 10 % du produit total, destiné au financement d'opérations d'investissement d'intérêt régional ;

2° Une dotation destinée :

-à l'aménagement du réseau routier national et des pistes forestières, sans préjudice de l'affectation de crédits d'Etat à ces opérations. Lorsque le réseau national a été transféré au département, la dotation lui est affectée en complément des sommes mentionnées au B du présent article ;

-au développement des transports publics de personnes.

Lorsque le budget d'une région fait l'objet des mesures de redressement mentionnées à l'article L. 1612-14, une fraction de cette dotation peut être affectée, sur décision du conseil régional, dans la limite de 50 %, aux dépenses concourant au rétablissement de l'équilibre du budget.

B.-Une partie du produit de la taxe est affectée au budget du département. Elle comprend :

1° Les sommes nécessaires au remboursement des emprunts que celui-ci a souscrits pour le financement des travaux de voirie antérieurement au 3 août 1984, date de publication de la loi n° 84-747 du 2 août 1984 relative aux compétences des régions de Guadeloupe, de Guyane, de Martinique et de la Réunion ;

2° Une dotation consacrée :

-aux dépenses d'investissement afférentes à la voirie dont il a la charge ;

-aux dépenses de fonctionnement des services chargés de la réalisation et de l'entretien des routes dans la région, sans préjudice des dépenses de fonctionnement assumées par d'autres collectivités ;

-aux infrastructures de transport et au développement des transports publics de personnes.

-à des dépenses d'investissement d'intérêt départemental autres que les précédentes dans la limite de 10 % du montant de la dotation.

C.-Une partie du produit de la taxe est répartie entre les communes qui la consacrent :

-à la voirie dont elles ont la charge ;

-au développement des transports publics de personnes ;

-à des dépenses d'investissement d'intérêt communal autres que les précédentes dans la limite de 10 % du montant de la dotation.

D.-Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, une partie du produit de la taxe est affectée au budget des communes de plus de 50 000 habitants et des établissements publics de coopération intercommunale lorsque la population de l'ensemble des communes membres de l'établissement dépasse 50 000 habitants, ayant mis en place un service public de transports urbains de personnes ou ayant approuvé un plan de déplacement urbain. Elle est affectée au financement des dépenses d'investissement et de fonctionnement des transports publics urbains et des autres services de transports publics qui, sans être entièrement à l'intérieur du périmètre de transports urbains, concourent à la desserte de l'agglomération dans le cadre d'un contrat passé avec l'autorité responsable de l'organisation des transports urbains. Elle peut également être affectée aux aides à la modernisation de l'activité de transporteur public de personnes urbain.

Son montant est égal à 3 % du produit total. Elle est répartie entre les communes et les établissements publics éligibles au prorata de leur population.

Art. L.4434-4. - Les parties définies au 2° du A, au 2° du B et au C de l'article L. 4434-3 et destinées respectivement à la région, au département et aux communes connaissent une progression au moins égale à celle de la dotation

globale de fonctionnement du département ou, si la progression de la dotation globale de fonctionnement du département est plus forte que celle du produit de la taxe pour l'année considérée, à celle du produit de la taxe.

Le reliquat de la taxe qui apparaîtrait après cette répartition fait l'objet d'une deuxième répartition entre la région, le département et les communes, avant le 31 janvier de l'année suivante, au prorata de leurs parts principales respectives.

Dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, la première année au cours de laquelle est affectée une part du produit de la taxe dans les conditions prévues par le D de l'article L. 4434-3, il n'est pas fait application des alinéas précédents. La répartition entre les parties définies au 2° du A, au 2° du B et au C de l'article L. 4434-3 se fait alors au prorata de leurs parts respectives de l'année précédente.

Art. L.4434-5. - L'Etat attribue annuellement à chacune des régions concernées une dotation globale pour le développement culturel qui est fixée par la loi de finances dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 et L. 1614-3.

Cette dotation se substitue aux crédits attribués à chacune des régions d'outre-mer au titre du développement culturel, à l'exception de ceux alloués aux départements et aux communes.

Art. L.4434-6. - L'Etat attribue chaque année à chacune des régions une dotation globale pour l'environnement et la qualité de la vie qui est fixée par la loi de finances dans les conditions prévues aux articles L. 1614-1 et L. 1614-3.

Cette dotation se substitue aux concours budgétaires attribués par l'Etat à chacune des régions au titre de la protection de l'environnement, à l'exception de ceux attribués précédemment aux départements et communes et de ceux correspondant à la mise en œuvre d'interventions à l'échelle nationale.

Art. L.4434-8. - La dotation régionale d'équipement scolaire allouée à chaque région d'outre-mer est calculée dans les conditions prévues par l'article L. 4332-3.

La dotation régionale d'équipement scolaire de la région de la Guadeloupe, calculée dans les conditions définies à l'article L. 4332-3, est abattue à compter de 2008 d'un montant de 654 503 euros destiné au financement de la dotation globale de construction et d'équipement scolaire allouée à la collectivité d'outre-mer de Saint-Martin en application de l'article L. 6364-5.

Art. L.4434-9. - La quote-part de la dotation de péréquation des régions mentionnée à l'article L. 4332-8 perçue par les régions d'outre-mer est déterminée par application au montant total de la dotation de péréquation du triple du rapport entre la population des régions d'outre-mer, telle qu'elle résulte du dernier recensement général, et la population de l'ensemble des régions et de la collectivité territoriale de Corse.

Cette quote-part est répartie entre les régions d'outre-mer :

1° Pour moitié, proportionnellement à l'écart relatif entre 85 % du potentiel fiscal par habitant de l'ensemble des régions et le potentiel fiscal par habitant de chaque région, pondéré par son effort fiscal et sa population ;

2° Pour moitié, au prorata de leurs dépenses totales constatées dans le compte administratif afférent au pénultième exercice.

Art. L.O.4435-1. - Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent chapitre, les conseils régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion peuvent être habilités à adapter sur le territoire de leur région les lois et règlements dans les matières où s'exercent leurs compétences.

Art. L.O.4435-2. - I.-La demande d'habilitation tendant à adapter une disposition législative ou réglementaire est adoptée par délibération motivée du conseil régional.

Cette délibération mentionne les dispositions législatives ou réglementaires en cause ou, lorsque la demande porte sur l'adaptation d'une disposition réglementaire non encore publiée et nécessaire à l'application d'une disposition législative, la disposition législative en cause.

Elle expose les caractéristiques et contraintes particulières justifiant la demande d'habilitation et précise la finalité des mesures que le conseil régional envisage de prendre.

La demande d'habilitation ne peut porter sur une disposition législative ou réglementaire ressortissant à l'une des matières mentionnées au quatrième alinéa de l'article 73 de la Constitution.

II.-La demande d'habilitation devient caduque :

1° Le dernier jour du mois qui précède celui du renouvellement des conseils régionaux ;

2° Le jour de la dissolution ou de l'annulation de l'élection de l'ensemble des membres du conseil régional qui l'a adoptée ;

3° Le jour de la vacance de l'ensemble des sièges du conseil régional en dehors des cas prévus au 2°.

Art. L.O.4435-3. - Le conseil économique, social et environnemental régional et le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement sont consultés sur tout projet de demande d'habilitation visée à l'article LO 4435-2 qui porte sur une matière qui relève de leur compétence respective en application de la section 2 du chapitre III du présent titre. Leur avis est réputé donné à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de leur saisine.

Art. L.O.4435-4. - La délibération prévue à l'article LO 4435-2 est publiée au Journal officiel de la République française, après sa transmission au Premier ministre ainsi qu'au représentant de l'Etat dans la région. Elle entre en vigueur le lendemain de cette publication.

Art. L.O.4435-5. - Les recours dirigés contre cette délibération sont portés devant le Conseil d'Etat.

Le représentant de l'Etat dans la région peut, dans le mois qui suit la transmission prévue à l'article LO 4435-4, déférer la délibération au Conseil d'Etat. Ce recours en suspend l'exécution jusqu'à ce que le Conseil d'Etat ait rendu sa décision. Si celle-ci n'est pas intervenue dans un délai de trois mois suivant sa saisine, la délibération redevient exécutoire.

Art. L.O.4435-6. - L'habilitation est accordée par la loi pour une durée qui ne peut excéder deux ans à compter de sa promulgation.

Art. L.O.4435-7. - Les délibérations prises en application de l'habilitation sont adoptées à la majorité absolue des membres composant le conseil régional. Elles précisent les dispositions législatives ou réglementaires auxquelles elles dérogent. Elles sont transmises au représentant de l'Etat dans la région.

Ces délibérations entrent en vigueur le lendemain de leur publication au Journal officiel de la République française.

Les recours dirigés contre ces délibérations sont portés devant le Conseil d'Etat. Le représentant de l'Etat dans la région peut les déférer au Conseil d'Etat dans les conditions et avec les effets prévus à l'article LO 4435-5.

Art. L.O.4435-8. - Les dispositions de nature législative d'une délibération prise sur le fondement de l'habilitation prévue à l'article L.O 4435-6 ne peuvent être modifiées par une loi que si celle-ci le prévoit expressément.

De même, les dispositions de nature réglementaire prises sur le fondement de cette habilitation ne peuvent être modifiées par un règlement que si ce dernier le prévoit expressément.

Art. L.O.4435-9. - Dans les conditions et sous les réserves prévues au présent chapitre, les conseils régionaux de la Guadeloupe, de la Guyane et de la Martinique peuvent être habilités à fixer les règles applicables sur le territoire de leur région dans un nombre limité de matières pouvant relever du domaine de la loi, à l'exception de celles énumérées au quatrième alinéa de l'article 73 de la Constitution.

Art. L.O.4435-10. - La demande d'habilitation à fixer une règle applicable sur le territoire de la région est adoptée par délibération motivée du conseil régional prise à la majorité absolue de ses membres.

Cette délibération mentionne la matière susceptible de faire l'objet de l'habilitation prévue à l'article LO 4435-9.

Elle expose les spécificités locales justifiant la demande d'habilitation et précise la finalité des mesures que le conseil régional envisage de prendre.

La demande d'habilitation devient caduque dans les cas prévus au II de l'article LO 4435-2.

Art. L.O.4435-11. - Les articles L.O.4435-3 à L.O.4435-8 sont applicables à la présente section.

Art. L.O.4435-12. - Les demandes d'habilitation mentionnées au présent chapitre ne peuvent être soumises au référendum local ou à la consultation des électeurs prévus au chapitre II du titre unique du livre Ier de la première partie.

Les délibérations prises sur le fondement de l'habilitation mentionnée au présent chapitre ne peuvent être soumises au référendum local.

Art. L.4436-1. - Il est institué en Guyane un conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge.

Art. L.4436-2. - La composition, les conditions de nomination ou de désignation des membres du conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge, son organisation et ses règles de fonctionnement sont fixées par décret.

Art. L.4436-3. - Les membres du conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge sont désignés pour six ans.

Toute personne désignée pour remplacer un membre du conseil exerce son mandat jusqu'à expiration du mandat de la personne qu'elle remplace.

Le mandat des membres du conseil consultatif est renouvelable.

Art. L.4436-4. - Tout projet ou proposition de délibération du conseil régional ou du conseil général emportant des conséquences sur l'environnement, le cadre de vie ou intéressant les activités culturelles des populations amérindiennes et bushinenge peut être soumis à l'avis préalable du conseil consultatif.

Le conseil délibère sur le projet ou la proposition dans le mois de sa saisine. S'il ne s'est pas prononcé dans ce délai, son avis est réputé avoir été donné.

Il est saisi, selon les cas, par le président du conseil régional, le président du conseil général ou le représentant de l'Etat.

Art. L.4436-5. - Le conseil consultatif peut décider, à la majorité absolue de ses membres, de se saisir de toutes questions entrant dans le champ des compétences de la région ou du département et intéressant directement l'environnement, le cadre de vie ou les activités culturelles des populations amérindiennes et bushinenge. Il peut également être saisi de ces questions par le représentant de l'Etat.

Art. L.4436-6. - Le conseil consultatif des populations amérindiennes et bushinenge peut tenir des réunions communes avec le conseil économique, social et environnemental régional ou le conseil de la culture, de l'éducation et de l'environnement pour examiner des questions entrant dans leur champ commun de compétences.

Art. L. 4437-1. - Pour l'application à Mayotte de la quatrième partie du présent code :

1° La référence à la région ou à la région d'outre-mer est remplacée par la référence au Département de Mayotte ;

2° La référence au conseil régional est remplacée par la référence au conseil général.

Art. L.4438-1. - Les modalités d'application du présent titre sont fixées par décret en Conseil d'Etat.

Loi n° 83-634 du 13 juillet 1983

Art. 9. - Les fonctionnaires participent par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans des organismes consultatifs à l'organisation et au fonctionnement des services publics, à l'élaboration des règles statutaires et à l'examen des décisions individuelles relatives à leur carrière.

Ils participent à la définition et à la gestion de l'action sociale, culturelle, sportive et de loisirs dont ils bénéficient ou qu'ils organisent.

L'action sociale, collective ou individuelle, vise à améliorer les conditions de vie des agents publics et de leurs familles, notamment dans les domaines de la restauration, du logement, de l'enfance et des loisirs, ainsi qu'à les aider à faire face à des situations difficiles.

Sous réserve des dispositions propres à chaque prestation, le bénéfice de l'action sociale implique une participation du bénéficiaire à la dépense engagée. Cette participation tient compte, sauf exception, de son revenu et, le cas échéant, de sa situation familiale.

Les prestations d'action sociale, individuelles ou collectives, sont distinctes de la rémunération visée à l'article 20 de la présente loi et sont attribuées indépendamment du grade, de l'emploi ou de la manière de servir.

L'Etat, les collectivités locales et leurs établissements publics peuvent confier à titre exclusif la gestion de tout ou partie des prestations dont bénéficient les agents à des organismes à but non lucratif ou à des associations nationales ou locales régies par la loi du 1er juillet 1901 relative au contrat d'association.

Ils peuvent participer aux organes d'administration et de surveillance de ces organismes.

**Loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires
relatives à la fonction publique territoriale**

Art. 88-1. - L'assemblée délibérante de chaque collectivité territoriale ou le conseil d'administration d'un établissement public local détermine le type des actions et le montant des dépenses qu'il entend engager pour la réalisation des prestations prévues à l'article 9 de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, ainsi que les modalités de leur mise en œuvre.